

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : Tendances futures dans le commerce international, par B. Balassa — Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique — Législation économique — Statistiques.

TENDANCES FUTURES DANS LE COMMERCE INTERNATIONAL *

par Bela BALASSA,

Associate Professor of Economics à l'Université de Yale.

I. EXPORTATIONS ET CROISSANCE ECONOMIQUE DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

Au cours des dernières années, le processus de transmission de la croissance économique des pays industrialisés aux territoires en voie de développement a souvent été jugé inadéquat. Alors qu'au XIX^e siècle, le développement économique de la Grande-Bretagne se communiquait, en l'absence d'un protectionnisme agricole et d'un approvisionnement intérieur suffisant de matières premières, à ses fournisseurs de produits alimentaires et de matières premières, à notre époque, le mécanisme de transmission serait devenu défectueux. De nombreux arguments ont été invoqués pour soutenir cette thèse : la faible élasticité de la demande de produits alimentaires, le protectionnisme agricole des pays industrialisés, l'importance accrue des services dans les dépenses de consommation, la diminution de la quantité de matières utilisées dans les produits

manufacturés, la substitution de produits synthétiques aux matières naturelles et la réduction des besoins de biens de production par industrie (*input requirements*) (1).

On a soutenu que, sous l'influence de ces différents facteurs, les importations de produits de base auraient tendance à se développer à un rythme plus faible que le produit national brut des pays industrialisés, et que l'accroissement des revenus dans les territoires non industrialisés s'en trouverait freiné. Dans cet ordre d'idées, on a souligné le double rôle joué par les exportations dans la croissance économique; d'une part, elles exercent un effet multiplicateur sur les revenus et, de l'autre, la lenteur de l'accroissement des recettes d'exportation freine l'expansion des importations. Quant à celles-ci, on a allégué que l'élasticité de la demande d'importation par rapport au revenu est inférieure à l'unité dans les pays industrialisés pris dans leur ensemble, alors que le taux d'accroissement des importations excède la hausse des revenus dans les territoires producteurs

* Cet article fait de larges emprunts à mon ouvrage *Trade Prospects for Developing Countries*, qui sera publié au cours du printemps de 1964 par Richard D. Irwin, Homewood, Ill. Je remercie l'Agence de Développement International du Département d'Etat américain et l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques dont l'appui financier a facilité mes recherches.

(1) Pour les exposés les plus représentatifs de cette thèse, voir Ragnar Nurkse, *Patterns of Trade and Development*, The Wicksell Lectures, Stockholm, 1959; Raul Prebisch, « Commercial Policy in the Underdeveloped Countries », *American Economic Review*, Papers and Proceedings, mars 1959, pp. 251-277; et Dudley Seers, « A Model of Comparative Rates of Growth in the World Economy », *Economic Journal*, mars 1962, pp. 45-78.

de produits de base. Aussi un taux de croissance identique dans les deux groupes de pays entraînerait-il un déséquilibre des paiements en faveur des économies industrialisées et, toutes autres circonstances restant égales, ce déséquilibre détériorerait les termes de l'échange des pays non industrialisés.

En fait, les importations des pays industrialisés au cours des années 1928-1955 se sont nettement moins développées que leur produit national brut. Pendant cette période, l'accroissement de 88 p.c. de ce dernier est allé de pair avec une augmentation de 38 p.c. du volume des importations. Mais dans le même temps, les termes de l'échange des pays producteurs de produits de base se sont améliorés, puisque leurs prix à l'exportation ont haussé en moyenne de 97 p.c., alors que la valeur unitaire des exportations des pays industrialisés a augmenté de 80 p.c. (1). Il en est résulté une augmentation de 51 p.c. du pouvoir d'achat des exportations des pays producteurs de produits de base.

(1) *Trends in International Trade*, Accord Général sur les Tarifs et le Commerce, Rapport d'un groupe d'experts, Genève, 1958, p. 20.

Les changements observés dans le volume des importations et dans les termes de l'échange semblent infirmer la théorie formulée par R. Prebisch et d'autres auteurs, selon laquelle un ralentissement des exportations des pays producteurs de produits de base s'accompagnerait d'une détérioration de leurs termes de l'échange. Il est apparu que les variations de ces derniers ont été influencées par un changement d'orientation des mouvements nets des capitaux et des services et par une offre insuffisante de certains produits de base au cours de la première moitié des années 1950. Alors qu'en 1928 la balance des capitaux et des services de l'ensemble des pays non industrialisés accusait un déficit de 1,7 milliard de dollars, ce dernier a fait place à un excédent de 0,8 milliard de dollars en 1955 (1). Par ailleurs, le progrès le plus important des termes de l'échange a été enregistré par la rubrique des boissons tropicales, des minéraux et métaux, dont l'offre était insuffisante en 1955, alors que les termes de l'échange des pays exportateurs d'autres produits

(1) *Ibidem*, p. 28.

Tableau I.

**Exportations des pays producteurs de produits de base
vers les économies industrialisées**
(1928 = 100)

Sources : Exportations : *Trends in International Trade*. Produit National Brut : B. Balassa, *Trade Prospects for Developing Countries* (à paraître prochainement), Tableau I.I.I.

	Volume			Valeur unitaire			Valeur		
	1928	1937-1938	1955	1928	1937-1938	1955	1928	1937-1938	1955
Produits alimentaires de la zone tempérée et produits alimentaires tropicaux concurrencés	100	102	86	100	66	177	100	67	151
Produits alimentaires tropicaux non concurrencés	100	116	135	100	53	253	100	61	341
Matières premières agricoles	100	116	140	100	64	174	100	74	244
Minéraux non combustibles et métaux	100	109	144	100	82	223	100	89	320
Combustibles	100	137	479	100	101	213	100	138	1.020
Exportations totales vers les pays industrialisés ¹	100	109	138	100	69	197	100	75	271
Produit national brut des pays industrialisés	100	113	188	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

¹ Y compris les produits manufacturés.

alimentaires et de matières premières agricoles s'étaient détériorés.

Lorsqu'on considère la tendance divergente des importations et des revenus des territoires industrialisés, on ne peut perdre de vue l'incidence, sur la structure des échanges mondiaux, des mesures prises par les pouvoirs publics pendant et immédiatement après la seconde guerre mondiale. Ces mesures ont stimulé notamment la production de caoutchouc et de fibres synthétiques et protégé l'agriculture des pays industrialisés. Toutefois, si plusieurs d'entre elles ont exercé un effet durable sur la structure du commerce, la période d'après-guerre prise séparé-

ment permet de mieux prévoir les développements futurs. Afin d'éliminer les années de l'immédiat après-guerre et la période de la guerre de Corée, nous avons choisi de comparer les années 1953-1954 et 1960-1961.

Ainsi qu'il ressort du tableau II, le produit national brut des pays industrialisés s'est accru de 31 p.c. entre 1953-1954 et 1960-1961, alors que les importations en provenance des pays en voie de développement ont augmenté de 48 p.c. Pendant la même période, les pays en voie de développement ont enregistré une baisse de 8 p.c. des prix à l'exportation contre une hausse de 2 p.c. des

Tableau II.

Evolution des exportations des pays en voie de développement vers les économies industrialisées, 1953-1954 et 1960-1961

Source : *Trade Prospects for Developing Countries*, Tableau 1.1.8.

	Aux prix de 1955 (millions de dollars)		Indices 1960-1961 (base 1953-1954 = 100)		A prix courants (millions de dollars)		Indices 1960-1961 (base 1953-1954 = 100)
	1953-1954 (1)	1960-1961 (2)	Volume (3)	Valeur unitaire (4)	1953-1954 (5)	1960-1961 (6)	A prix courants (7) = (3) × (4)
Produits alimentaires de la zone tempérée	1.541	1.954	126,8	98,0	1.691	2.100	124,3
Produits tropicaux concurrencés	1.899	2.056	108,3	92,9	2.013	2.026	100,6
Produits tropicaux non concurrencés	2.881	4.044	140,4	59,2	3.258	2.708	83,1
Matières premières agricoles	3.647	3.991	109,4	107,2	2.970	3.485	117,3
Minéraux non combustibles et métaux	2.076	2.799	134,8	98,3	1.796	2.379	132,5
Combustibles	1.846	5.237	283,7	97,8	1.811	5.025	277,5
Produits manufacturés	447	1.109	248,1	110,7	446	1.225	274,7
Exportations totales vers les pays industrialisés	14.335	21.189	147,8	91,7	13.985	18.947	135,5
Produit national brut des pays industrialisés (milliards de dollars)	700,7	920,5	131,0	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

prix à l'importation, de sorte que le pouvoir d'achat de leurs exportations a crû de 33 p.c.

Parallèlement à la substitution du pétrole au charbon, les combustibles ont enregistré les progrès les plus importants et sont intervenus pour la moitié dans l'accroissement total des exportations des régions moins développées. Toutefois, une partie de cet accroissement a été retransférée aux pays développés sous la forme de bénéfices des sociétés pétrolières. En 1960-1961, les bénéfices des sociétés pétrolières étrangères exerçant leur activité dans les pays en voie de développement ont représenté environ 30 p.c. de la valeur des exportations de combustibles et, même en admettant que ce pourcentage ait été plus élevé vers le milieu des années 1950, leurs bénéfices pourraient avoir augmenté de près de 1 milliard de dollars entre 1953-1954 et 1960-1961.

Déduction faite des profits pétroliers, les recettes d'exportation des pays en voie de développement accusent un progrès de 30 p.c. Pendant la même période, la valeur des exportations de produits de base, à l'exclusion des combustibles, s'est accrue de 8 p.c. seulement, alors que les ventes de produits manufacturés ont augmenté de près de la moitié. Néanmoins, ces dernières ont à peine atteint 7 p.c. de l'ensemble des exportations des territoires en voie de développement.

Parmi les produits de base, les produits tropicaux non concurrencés (1) ont enregistré les meilleurs résultats en volume; mais, après avoir atteint un niveau élevé en 1954, les prix du café et du cacao ont baissé, entraînant un recul de la valeur des

exportations. Pendant la même période, malgré la politique protectionniste suivie en Europe occidentale, les importations de produits alimentaires de la zone tempérée (1) se sont accrues tant en volume qu'en valeur, grâce surtout au développement des achats de viande et de poisson par les Etats-Unis. En outre, les piètres résultats enregistrés dans la rubrique des produits tropicaux concurrencés (2) sont imputables à la politique protectionniste favorisant la production intérieure de sucre dans les pays développés et à l'importance croissante des ventes de fèves de soya américaines sur les marchés mondiaux; par ailleurs, les importations de matières premières agricoles se sont ressenties du progrès ininterrompu de la production de matières synthétiques. Enfin, les achats de minéraux non combustibles et métaux de l'Europe occidentale ont augmenté rapidement, par suite du développement des industries grandes consommatrices de ces matières, alors que les Etats-Unis n'ont guère accru leurs importations à cause du ralentissement sensible du stockage de matières stratégiques.

Il apparaît ainsi que, contrairement aux prévisions de maints auteurs, le pouvoir d'achat des exportations des pays en voie de développement a progressé à peu près dans les mêmes proportions que le produit national brut des économies industrialisées pendant les années 1950, encore que l'on observe des différences considérables d'un groupe de produits à l'autre. Dans les paragraphes qui suivent, nous traiterons des prévisions du commerce des pays en voie de développement.

(1) Bananes, café, cacao, thé et épices.

(1) Bétail et viande, céréales, fruits et boissons alcooliques.
(2) Graines oléagineuses, huiles et graisses, sucre et tabac.

II. PREVISIONS D'EXPORTATION DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

Nous nous sommes attaché à faire des prévisions au sujet des exportations des pays en voie de développement vers les économies industrialisées pour les années 1970 et 1975. Les projections ont été élaborées, produit par produit, selon deux variantes reflétant des hypothèses différentes quant à la croissance des revenus dans les territoires développés. La variante I est basée sur une estimation du taux de croissance « le plus probable », tandis que la variante II répond grosso modo aux objectifs de croissance proposés par l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques. Les prévisions de croissance sont résumées dans le tableau III.

Pour les besoins de nos recherches, les pays ont été classés en trois groupes : les économies développées, les économies en voie de développement et les économies du type soviétique. La première catégorie comprend l'Amérique du Nord, l'Europe occidentale, le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Afrique du Sud, tandis que les pays de l'Amérique latine, de l'Afrique, du Moyen-Orient et de l'Asie ont été rangés sous la rubrique « en voie de développement » ou « moins développés » ⁽¹⁾. Les pays européens et asiatiques du bloc sino-soviétique sont traités séparément.

En 1960, la valeur f.o.b. des produits exportés par les pays en voie de développement vers les économies développées s'est élevée à 19,5 milliards de dollars,

(1) Par Amérique latine, nous entendons tous les pays et territoires de l'Amérique du Sud et de l'Amérique centrale, de même que le Mexique et les Indes occidentales; par Afrique, le continent africain, non compris l'Afrique du Sud. Les pays du Proche-Orient, qui, pour la plupart, tirent la majeure partie de leurs recettes d'exportation de la vente de pétrole, ont été groupés sous le « Moyen-Orient », tandis que les pays non communistes d'Asie, situés à l'ouest de l'Iran, sont compris dans l'Asie.

soit environ neuf dixièmes de l'ensemble de leurs exportations, non compris le commerce intrarégional. Dans ce total, le pétrole et les produits pétroliers, le groupe de produits le plus important, intervenait à concurrence de un quart, soit 5,1 milliards de dollars. Ce groupe était suivi des produits tropicaux non concurrencés, des matières premières agricoles, des minéraux non combustibles et métaux, qui représentaient 3 milliards de dollars chacun, tandis que les recettes découlant de la vente de produits alimentaires de la zone tempérée et de produits alimentaires tropicaux concurrencés s'élevaient à 2,2 milliards de dollars. Enfin, les pays développés ont acheté pour 1 million de dollars de produits manufacturés dans les territoires moins développés.

Plus de la moitié de ces exportations a été acheminée vers l'Europe occidentale en 1960 (10,8 milliards de dollars), un tiers, vers les Etats-Unis et le Canada (6,6 milliards de dollars), tandis que l'ensemble des importations du Japon, de l'Océanie et de l'Afrique du Sud a dépassé à peine 10 p.c. du total. Les combustibles, les produits alimentaires tropicaux non concurrencés (principalement le café), les minéraux et métaux (cuivre, minerai de fer) interviennent largement dans les importations des Etats-Unis. En Europe occidentale, les achats de combustibles et de matières premières agricoles (surtout le caoutchouc et le coton) sont prépondérants; viennent ensuite les produits alimentaires tropicaux non concurrencés, les produits alimentaires de la zone tempérée, les minéraux non combustibles et métaux. Les combustibles et les matières premières agricoles représentent également l'essentiel des expéditions vers le Japon (coton et caoutchouc), l'Océanie et l'Afrique du Sud (caoutchouc).

Parmi les territoires en voie de développement, l'Amérique latine occupe la première place avec 7,9 milliards de dollars d'exportations en 1960; les

Tableau III.

Prévisions du produit national brut des pays développés

(milliards de dollars, aux prix de 1960)

Source : Trade Prospects for Developing Countries, Tableaux 2.6.1. et A 2.7.1.

	1960	1970	1975	1960-1970	1970-1975
Etats-Unis	446,1	I 667,2 II 700,1	I 804,5 II 865,4	3,9 4,4	3,6 4,1
Canada	31,5	I 49,2 II 51,2	I 60,0 II 63,5	4,5 5,0	4,0 4,4
Europe occidentale	394,7	I 576,4 II 608,6	I 691,5 II 750,7	3,9 4,4	3,7 4,3
Japon	55,6	I 94,0 II 103,4	I 119,9 II 138,4	5,4 6,4	5,0 6,0
Océanie	36,1	I 52,5 II 56,2	I 63,4 II 70,2	3,8 4,5	3,8 4,5
Pays développés	964,0	I 1.439,3 II 1.519,5	I 1.739,3 II 1.888,2	4,1 4,6	3,9 4,4

combustibles y interviennent pour un quart et les produits alimentaires tropicaux non concurrencés (café et cacao) pour plus de un cinquième. Les exportations d'Asie, totalisant 4,4 milliards de dollars, comprennent surtout des matières premières agricoles (caoutchouc et jute); celles d'Afrique, représentant 4 milliards de dollars, des minéraux et métaux (cuivre), tandis que celles du Moyen-Orient, soit 3,1 milliards de dollars, consistent presque exclusivement en pétrole.

Selon nos prévisions, les ventes des pays en voie de développement aux économies développées, mesurées aux prix de 1960, passeront de 19,5 milliards de dollars en 1960 à 29,1 milliards en 1970 et 36 milliards en 1975, dans l'hypothèse la plus probable en matière de revenu, et à 30,5 milliards et 38,9 milliards si les objectifs de croissance du revenu sont atteints. Pour l'ensemble de la période, le

produit national brut des pays industrialisés s'accroîtrait de 80 p.c. selon la première hypothèse et de 96 p.c. selon la seconde, ce qui indique une élasticité de la demande d'importation par rapport au revenu qui dépasse l'unité (tableau IV).

Toutefois, pour les pays en voie de développement, il faut tenir compte de recettes d'exportation estimées à prix courants plutôt qu'à prix constants. D'une part, les modifications de la demande inhérentes à la croissance économique des pays développés exercent une influence tant sur les quantités importées que sur les prix; d'autre part, les recettes en devises, exprimées à prix courants plutôt qu'à prix constants, refléteront le pouvoir d'achat des exportations des pays en voie de développement.

A prix courants, les exportations de ces derniers vers les économies développées atteindront, d'après

Tableau IV.

Exportations des pays en voie de développement vers les économies développées

Source : *Trade Prospects for Developing Countries*, Tableau 8.1.1.

	1960	1970 I	1970 II	1975 I	1975 II
Exportations vers les pays développés, aux prix de 1960 : (millions de dollars) (indice)	19.496,0 100,0	29.097,0 149,2	30.479,0 156,3	36.010,0 184,7	38.915,0 199,6
Exportations vers les pays développés, à prix courants : (millions de dollars) (indice)	19.496,0 100,0	26.734,0 137,1	28.418,0 145,8	33.054,0 169,5	36.217,0 185,8
Indice des prix à l'exportation	100,0	91,9	93,4	91,7	93,1
Produit national brut des pays développés, aux prix de 1955 : (milliards de dollars) (indice)	964,0 100,0	1.439,3 149,3	1.519,5 157,6	1.739,3 180,4	1.888,2 195,9

nos estimations, 26,7 ou 28,4 milliards de dollars en 1970 et 33,1 ou 36,2 milliards en 1975 selon que l'on choisit l'une ou l'autre supposition relative au revenu. Les exportations se développeront dès lors à un taux annuel moyen de 3,6 ou 4,2 p.c. pour atteindre, en 1975, 170 ou 186 p.c. du niveau de 1960.

Soulignons également les différences qui ressortent des projections pour les périodes 1960-1970 et 1970-1975. Comme l'indique le tableau IV, les exportations, mesurées aux prix de 1960 et à prix courants, varieraient à peu près parallèlement, après la baisse attendue des prix à l'exportation de plusieurs produits de base pendant les années 1960; après 1970, le taux d'accroissement de la valeur des exportations vers les pays développés dépasserait celui du produit national brut de ces derniers.

Il apparaît, dès lors, que R. Prebisch et d'autres auteurs ont sous-estimé les possibilités d'expansion des exportations des pays en voie de développement

vers les régions développées. En général, on n'a pas accordé suffisamment d'attention aux différentes prévisions relatives aux exportations de produits agricoles, d'une part, et à celles de minéraux et métaux, de l'autre. Alors que l'élasticité de la demande au revenu pour tous les produits de base peut être inférieure à l'unité, dans le cas de biens produits dans les pays développés, l'expansion des importations dépendra également des changements qui interviendront dans la production intérieure. Bien que des mesures protectionnistes permettront sans doute à l'Europe de couvrir elle-même une plus large partie de ses besoins en produits alimentaires, les pays en voie de développement tireront profit de l'insuffisance de minéraux dans les pays développés et de la tendance de ceux-ci à importer des métaux non ferreux non transformés plutôt que des minerais et concentrés. Nous prévoyons également un développement des exportations de produits manufacturés des pays en voie de développement.

Dans l'accroissement total de la valeur des exportations entre 1960 et 1975, tel qu'il est prévu selon l'hypothèse « la plus probable » en matière de revenu, les ventes de minéraux et métaux interviendront pour 9 milliards de dollars, contre 3,2 milliards de produits agricoles et 1,4 milliard de produits manufacturés (tableau V) ⁽¹⁾.

Plusieurs facteurs expliquent l'insuffisance des exportations de produits agricoles, notamment la faible élasticité de la demande au revenu pour les produits agricoles. Il apparaît que l'élasticité de la demande au revenu pour les céréales et les pommes de terre est négative dans les pays développés, sauf dans les pays méridionaux d'Europe occidentale;

(1) Bien que les tableaux reprennent des données se référant aux deux variantes de l'accroissement du revenu, nous examinerons uniquement dans l'exposé qui suit les projections considérées sous l'angle de la variante « la plus probable ».

elle est nulle ou légèrement supérieure à zéro pour le poisson, les huiles et graisses, le sucre et le thé et, sauf aux Etats-Unis, elle est d'environ 0,5-0,6 pour le café, le cacao, les fruits, la viande et le tabac.

Pour ce qui est des produits alimentaires de la zone tempérée, la situation est encore aggravée par la politique protectionniste des grands pays de l'Europe occidentale, mais les pays en voie de développement tireront avantage de l'accroissement de la part des importations dans la consommation de viande et de poisson aux Etats-Unis. Aussi leurs exportations de produits alimentaires de la zone tempérée vers les pays développés augmenteraient-elles de 36 p.c., soit approximativement 2 p.c. par an, entre 1960 et 1975.

Les accroissements prévus pour les produits alimentaires tropicaux concurrencés sont sensiblement moins élevés (7 p.c.). La faible élasticité de la

Tableau V.

Composition des exportations des pays en voie de développement vers les économies développées
(à prix courants)

Source : *Trade Prospects for Developing Countries*, Tableau 3.1.3.

		1960	1970 I	1970 II	1975 I	1975 II
Produits alimentaires de la zone tempérée	(millions de dollars)	1.993,0	2.330,0	2.457,0	2.713,0	2.924,0
	(indice)	100,0	116,9	123,3	136,1	146,7
Produits alimentaires tropicaux concurrencés	(millions de dollars)	2.127,0	2.113,0	2.172,0	2.284,0	2.372,0
	(indice)	100,0	99,3	102,1	107,4	111,5
Produits alimentaires tropicaux non concurrencés	(millions de dollars)	3.095,0	3.955,0	4.027,0	4.469,0	4.573,0
	(indice)	100,0	127,8	130,1	144,4	147,8
Matières premières agricoles	(millions de dollars)	3.146,0	3.608,0	3.819,0	4.106,0	4.457,0
	(indice)	100,0	114,7	121,4	130,5	141,7
Combustibles	(millions de dollars)	5.085,0	8.260,0	8.976,0	11.030,0	12.570,0
	(indice)	100,0	162,4	176,5	216,9	247,2
Minéraux non combustibles et métaux ...	(millions de dollars)	2.975,0	4.656,0	5.069,0	6.073,0	6.809,0
	(indice)	100,0	156,5	170,4	204,1	228,9
Produits manufacturés	(millions de dollars)	1.075,0	1.812,0	1.898,0	2.379,0	2.512,0
	(indice)	100,0	168,6	176,6	221,3	233,7
Total des exportations	(millions de dollars)	19.496,0	26.734,0	28.418,0	33.054,0	36.217,0

demande au revenu pour les huiles et graisses et l'importance croissante des Etats-Unis sur les marchés mondiaux de graines oléagineuses influenceront défavorablement les prévisions des exportateurs d'huiles tropicales. Par ailleurs, les pays du Marché commun pourront subvenir entièrement à leurs besoins de sucre et si, en outre, on tient compte du recul de la part du sucre importé dans la consommation américaine et de la suppression de la prime payée par les Etats-Unis aux producteurs de l'Amérique latine, on peut s'attendre à un déclin absolu de la valeur des exportations de ce produit vers les pays développés.

Les perspectives sont plus favorables pour les produits alimentaires tropicaux non concurrencés, notamment le café, le cacao et les bananes. La consommation par habitant continuera à augmenter, bien qu'à un rythme dégressif, en Europe occidentale et au Japon, et quelques progrès sont également prévus aux Etats-Unis. Au total, les importations de ces produits alimentaires augmenteront de 44 p.c. entre 1960 et 1975.

Des matières premières agricoles sont utilisées dans la fabrication de vêtements, de pneus d'automobiles, de bois de charpente et de produits de papier ainsi que dans toute une gamme de produits

industriels de moindre importance. Alors que l'élasticité de la demande au revenu pour les vêtements n'est que légèrement inférieure à l'unité, la demande de fibres textiles augmente moins rapidement parce que les produits de haute qualité sont plus recherchés. L'expansion de la demande de fibres naturelles se ralentira également par suite de la substitution de fibres synthétiques au coton et à la laine. Le caoutchouc synthétique continuera, lui aussi, à concurrencer le caoutchouc naturel, de sorte que la consommation prévue de ce dernier augmentera d'environ 40 p.c. dans les pays développés, alors que pour les deux produits, elle s'accroîtra de plus de 70 p.c. Par conséquent, l'accroissement des exportations de matières premières agricoles des pays en voie de développement, mesurées aux prix de 1960, ne dépassera pas 50 p.c. pendant la période envisagée, en dépit des perspectives favorables pour le bois de charpente tropical. Compte tenu de la baisse prévue du prix des fibres et du recul plus accentué du caoutchouc, on peut estimer la hausse de la valeur des exportations, exprimées à prix courants, à 30 p.c. pendant la même période.

Les combustibles et les minéraux non combustibles et métaux appellent d'autres observations. Bien que l'élasticité de la demande au revenu pour l'énergie soit inférieure à l'unité dans les pays qui ont atteint un haut degré d'industrialisation, les considérations qui précèdent permettent d'augurer un développement rapide des importations de combustibles. Ainsi, malgré la baisse prévue du prix du pétrole et des produits pétroliers, les exportations de combustibles des pays en voie de développement pourraient plus que doubler en valeur au cours de

la période de 1960-1975, alors que le produit national brut des pays développés augmenterait de 80 p.c.

Comme les produits dont la fabrication exige une main-d'œuvre importante seront plus demandés dans les pays à revenu élevé et que l'utilisation de matériaux par unité diminuera dans certaines fabrications, on peut prévoir que l'augmentation de la demande de minéraux non combustibles et métaux dans ces pays sera légèrement inférieure à celle du produit national brut. Toutefois, les ressources minérales étant limitées dans les principaux pays industrialisés, une part plus importante de la consommation de métaux sera couverte par les importations. Cette tendance est particulièrement prononcée en Europe occidentale où l'accroissement en valeur des importations sera en outre stimulé par des achats accrus de métaux au lieu de minerais. Pendant la période envisagée, ces facteurs feront doubler la valeur des importations de minéraux non combustibles et métaux en provenance des pays en voie de développement.

Les prévisions sont plus malaisées pour les produits manufacturés dont les importations en provenance des pays moins développés sont souvent limitées par des restrictions quantitatives. Aussi avons-nous tenu compte d'éventuelles modifications des restrictions et élaboré des projections séparées pour les produits non contingentés. Pour l'ensemble des exportations de produits manufacturés originaires de pays en voie de développement, nous avons prévu un accroissement d'environ 120 p.c. entre 1960 et 1975.

Les différences dans les prévisions faites pour certains groupes de produits indiquent des mouvements divergents dans le commerce futur de diverses

Tableau VI.

Pays développés : Importations en provenance des économies en voie de développement en pour cent du produit national brut

Sources : Tableau III et *Trade Prospects for Developing Countries*, Tableau 3.1.2.

	1960	1970 I	1970 II	1975 I	1975 II
Amérique du Nord	1,38	1,11	1,10	1,09	1,07
Europe occidentale	2,74	2,63	2,65	2,73	2,77
Japon	2,52	2,86	2,93	2,97	3,02
Océanie et Afrique du Sud	1,84	1,76	1,78	1,88	1,94
Pays développés	2,02	1,86	1,87	1,90	1,92

régions, développées et autres. Comme il ressort du tableau VI, la tendance moyenne à importer des produits en provenance des économies en voie de développement a été environ deux fois plus élevée en Europe occidentale et au Japon qu'aux États-

Unis en 1960; suivant les prévisions, elle continuera à se développer au Japon et en Océanie, elle restera stable en Europe occidentale et diminuera aux États-Unis. Cette évolution tient à l'inégalité des ressources, aux mouvements divergents de la con-

sommation et l'importation de métaux, ainsi qu'aux décalages dans le processus de substitution du pétrole au charbon.

En ce qui concerne les minéraux non combustibles et métaux, la production de biens qui comprennent un pourcentage élevé de matières premières, se développera, selon nos prévisions, plus rapidement en Europe occidentale et au Japon qu'aux Etats-Unis et au Canada. En outre, les pays européens et le Japon étant moins bien pourvus en minerais que l'Amérique du Nord, leur consommation de métaux devra être couverte dans une large mesure par des importations. Enfin, comme les réactions des milieux d'affaires et les interventions gouvernementales diffèrent, la substitution de métaux non ferreux importés sous forme de métaux bruts aux minerais et concentrés sera plus forte en Europe qu'aux Etats-Unis, augmentant davantage la valeur des importations de minéraux non combustibles et métaux.

Les importations de combustibles se développeront également à un rythme plus rapide en Europe occi-

dentale et au Japon qu'en Amérique du Nord. Alors que la substitution de combustibles liquides au charbon est, dans une large mesure, achevée dans cette dernière, ce processus se poursuit toujours en Europe occidentale et au Japon. En fait, il est à prévoir que, dans ces régions, l'accroissement de la consommation d'énergie sera presque entièrement couvert par le pétrole et, à défaut de réserves intérieures importantes, les pays en voie de développement y pourvoiront presque exclusivement.

L'expansion du commerce de minéraux et métaux profitera surtout à l'Afrique, et un grand nombre de pays africains bénéficieront également d'un traitement préférentiel dans le cadre du Marché commun. Comme la part du pétrole africain sur le marché mondial est appelée à croître, il faut s'attendre à un développement légèrement plus faible des exportations du Moyen-Orient : 83 contre 116 p.c. (tableau VII). Néanmoins, ses exportations se composant essentiellement de pétrole, le Moyen-Orient se trouve dans une position favorable, comparée à

Tableau VII.

Recettes d'exportation des régions en voie de développement dans les échanges avec les pays développés

(à prix courants)

Source : *Trade Prospects for Developing Countries*, Tableau 8.1.4.

		1960	1970 I	1970 II	1975 I	1975 II
Amérique latine	(millions de dollars) (indice)	7.931,0 100,0	9.872,0 124,5	10.479,0 132,1	11.662,0 147,0	12.630,0 159,2
Afrique	(millions de dollars) (indice)	4.038,0 100,0	6.747,0 167,1	7.163,0 177,4	9.167,0 227,0	9.871,0 244,4
Moyen-Orient	(millions de dollars) (indice)	3.097,0 100,0	4.638,0 149,8	4.972,0 160,5	5.655,0 182,6	6.594,0 212,9
Asie	(millions de dollars) (indice)	4.430,0 100,0	5.477,0 123,6	5.804,0 131,0	6.570,0 148,3	7.122,0 160,8
Pays en voie de développement, total ...	(millions de dollars) (indice)	19.496,0 100,0	26.734,0 137,1	28.418,0 145,8	33.054,0 169,5	36.217,0 185,8

celle de l'Amérique latine et de l'Asie, où les produits agricoles interviennent à raison de 56 et 66 p.c. dans le total des exportations.

Du reste, les expéditions de combustibles de l'Amérique latine vers les Etats-Unis, dont le marché ne croît que lentement, augmenteront à un rythme relativement modéré et la valeur des importations américaines de sucre pourrait diminuer. Par ailleurs, on présume que l'Asie retirera d'importants avantages de l'expansion prévue des importations de produits textiles par les pays développés, de sorte que l'augmentation des exportations d'Asie pourrait dépasser légèrement celle des ventes de l'Amérique latine (respectivement 48 et 47 p.c. pendant la période 1960-1975).

III. LE DEFICIT COMMERCIAL

Outre les estimations des exportations futures des pays en voie de développement vers les économies développées, nous avons élaboré des prévisions relatives aux exportations vers le bloc sino-soviétique, aux échanges interrégionaux et aux besoins d'importation des pays en voie de développement. Ces projections réunies permettent de prévoir la balance commerciale des régions sous-développées, comme l'indique le tableau VIII.

Les exportations des pays en voie de développement vers le bloc sino-soviétique se sont accrues rapidement pour atteindre 1,2 milliard de dollars en 1960, contre 0,4 milliard de dollars en 1953. Ce

commerce a été influencé dans une large mesure par des considérations d'ordre politique, en témoignent l'expansion des importations de coton en provenance de la République Arabe Unie et, plus récemment, l'achat de grandes quantités de sucre à Cuba. Néanmoins, il ne semble pas que la politique commerciale à l'égard des pays n'appartenant pas au bloc ait subi une modification fondamentale. Des considérations relatives aux coûts comparés jouent un rôle peu important dans les échanges avec ces pays et, sauf dans les cas où l'opportunité politique l'exige, les pays du bloc sino-soviétique n'achètent que des produits qu'ils ne produisent pas eux-mêmes ou dont les quantités disponibles ne sont pas suffisantes. Par ailleurs, le système des priorités en vigueur a limité les importations de biens de consommation non disponibles à l'intérieur, tels que le café et le cacao.

Etant donné l'importance des facteurs politiques, toute prévision des importations des pays du bloc sino-soviétique comporte un degré élevé d'incertitude. Bien que les données disponibles pour des produits individuels permettent de déceler la tendance de ces importations, il est difficile d'en mesurer l'ampleur. De même, si l'un ou l'autre pays de l'Amérique latine ou de l'Afrique établissait des relations étroites avec l'Union soviétique (ou le continent chinois), la politique d'importation pourrait s'en trouver fort modifiée, sans qu'on puisse toutefois le prévoir.

Sur la base d'informations recueillies dans les plans nationaux et dans les déclarations officielles, les importations de café, de cacao et de bananes enregistreront, selon nos prévisions, les accroissements les plus importants, alors que l'application de politiques autarciques provoquera probablement un ralentissement de l'expansion du commerce du caoutchouc et du coton, les deux principales matières premières importées par les économies du type soviétique. Au total, les exportations des pays en voie de développement vers le bloc sino-soviétique augmenteront, selon nos estimations, de 1,2 milliard de dollars en 1960 à 1,9 milliard en 1970 et à 2,3 milliards en 1975.

Le commerce entre les pays en voie de développement progressera à un rythme plus lent, en raison notamment de la substitution de produits indigènes aux importations de textiles en provenance de Hong-Kong et de l'Inde. Toutefois, le commerce de combustibles, spécialement avec l'Asie, continuera à se développer. En définitive, les échanges entre les territoires moins développés s'élargiront, selon nos prévisions, de 1,6 milliard de dollars en 1960 à 2,2 milliards en 1970 et à 2,6 milliards en 1975.

Pour estimer la balance commerciale des territoires en voie de développement, il fallait également

prévoir leurs besoins d'importation futurs. Ceux-ci ont été évalués sur la base du niveau futur des revenus et du rapport entre les revenus et les importations.

Les prévisions de croissance des pays en voie de développement sont fort incertaines et toute estimation est, dès lors, forcément approximative. Comme dans le cas des pays développés, nous nous sommes servi de deux variantes de revenu sur la base d'informations sur les tendances antérieures et les développements futurs, tout en tenant compte des objectifs de croissance prévus par les plans nationaux. Pour l'ensemble des pays en voie de développement, notre variante du revenu « le plus probable » implique un taux de croissance annuel moyen du produit intérieur brut de 4,3 p.c. pour la période 1960-1975, taux qui correspond approximativement à celui des années 1950. Toutefois, dans l'hypothèse du revenu élevé, l'objectif de 5 p.c. prévu par la Décennie des Nations Unies pour le Développement serait atteint.

Les importations des régions en voie de développement ont progressé à des rythmes très différents au cours des années 1950, l'Amérique latine accusant les taux les plus bas et le Moyen-Orient, les taux les plus élevés. Au cours de la période sous revue, les divergences seront moins prononcées, mais elles ne disparaîtront pas totalement. Sur base des données concernant les variations antérieures du volume et de la composition des importations, et des possibilités de substitution des importations dans les différentes régions, nos prévisions relatives aux élasticités de la demande d'importation par rapport au revenu s'établissent comme suit : Amérique latine 0,75, Afrique 0,95, Asie 1,05 et le Moyen-Orient 1,2 (pour le changement prévu des importations, voir tableau VIII).

Les estimations pour l'ensemble des régions moins développées indiquent une aggravation du déficit commercial pendant toute la période considérée, bien qu'elle doive se produire en grande partie au cours des années 1960, en raison de la baisse supposée des prix de plusieurs produits de base pendant la période 1960-1970. Dans l'hypothèse du revenu le plus probable, le déficit commercial des pays en voie de développement augmentera, d'après les estimations, de 1,3 milliard de dollars en 1960 à 4,3 milliards en 1970 et à 5,2 milliards en 1975.

Toutefois, les prévisions relatives au commerce extérieur diffèrent sensiblement d'une région à l'autre. L'accroissement du déficit commercial des pays en voie de développement se situerait entièrement en Asie où il passerait de 1,5 milliard de dollars en 1960 à 5,4 milliards en 1975. Cette importante détérioration de la balance commerciale future

de l'Asie traduit l'expansion lente des exportations aussi bien que le développement rapide des besoins d'importation.

Par comparaison, une amélioration de la situation est prévue en Afrique, le statu quo au Moyen-Orient et une certaine détérioration en Amérique latine. Il apparaît que l'expansion rapide et attendue des exportations de minéraux et métaux de l'Afrique contribuerait à réduire son déficit, alors que le taux d'accroissement des exportations de l'Amérique latine resterait inférieur à celui des importations, malgré l'élasticité relativement faible de la demande d'importation au revenu prévue pour cette région.

Comparé aux estimations basées sur le revenu « le plus probable », le déficit commercial des régions moins développées serait plus large si les objectifs de croissance du revenu prévus par les plans nationaux étaient atteints à la fois dans les pays développés et les pays en voie de développement. Ceci s'explique dans une large mesure parce que l'écart entre les taux de croissance les plus probables et les objectifs de croissance est supposé être plus élevé dans les pays en voie de développement que dans les économies développées. Si les objectifs de croissance étaient atteints dans toutes les régions, on pourrait prévoir pour les pays en voie de développement un déficit commercial de 5 milliards de dollars en 1970 et 6,8 milliards en 1975.

Les prévisions relatives à la balance commerciale des pays en voie de développement seraient encore moins bonnes si, dans ces pays, les objectifs de croissance du revenu étaient atteints et que le revenu « le plus probable » fût réalisé dans les régions développées. Dans ces conditions, le déficit commercial représenterait 6,8 milliards de dollars en 1970 et 10,2 milliards en 1975. Néanmoins, les résultats seraient moins défavorables que ceux calculés par les Nations Unies, qui prévoient un déficit de 12 milliards de dollars en 1970 (1). Toutefois, les estimations des Nations Unies ont été basées sur l'ensemble des projections et ne pouvaient, dès lors, tenir compte des tendances favorisant les pays en voie de développement, par exemple dans le secteur des minéraux non combustibles et métaux. Par conséquent, les estimations des Nations Unies relatives aux recettes d'exportation des pays en voie de développement sont moins élevées que les nôtres (29 milliards de dollars contre 31,2 milliards), bien que les premières n'aient pas pris en considération la baisse prévue des prix de plusieurs produits de base (2). Par ailleurs, les besoins d'importation des régions

(1) *World Economic Survey, 1962*, Nations Unies, New-York, 1963, Part I, p. 6.

(2) Aux prix de 1960, notre estimation des recettes d'exportation des régions en voie de développement s'élèverait à 33,8 milliards de dollars en 1970.

Tableau VIII.

Balance commerciale des pays en voie de développement

Source : *Trade Prospects for Developing Countries*, Tableau 4.5.2.

	1960			1970 I			1970 II			1975 I			1975 II		
	Exportations	Importations	Solde	Exportations	Importations	Solde	Exportations	Importations	Solde	Exportations	Importations	Solde	Exportations	Importations	Solde
Amérique latine	8,49	8,21	+ 0,28	10,9	11,3	- 0,4	11,5	11,9	- 0,4	12,9	13,3	- 0,4	13,9	14,5	- 0,6
Afrique	4,86	6,09	- 1,23	7,8	8,9	- 1,1	8,2	9,6	- 1,4	10,4	11,0	- 0,6	11,2	12,3	- 1,1
Moyen-Orient	3,81	2,69	+ 1,12	5,6	4,4	+ 1,2	6,0	4,9	+ 1,1	6,9	5,7	+ 1,2	7,9	6,8	+ 1,1
Asie	5,57	7,08	- 1,51	6,9	10,9	- 4,0	7,3	11,6	- 4,3	8,3	13,7	- 5,4	8,9	15,1	- 6,2
Pays en voie de développement, total	22,73	24,07	- 1,34	31,2	35,5	- 4,3	33,0	38,0	- 5,0	38,5	43,7	- 5,2	41,9	48,7	- 6,8

moins développées atteindraient 41 milliards de dollars en 1970, alors que nous les avons évaluées à 38 milliards (1).

Enfin, il est plus difficile de faire une comparaison avec les prévisions du G.A.T.T., qui chiffre le déficit commercial des régions en voie de développement autres que le Moyen-Orient, entre 11 et 15 milliards de dollars en 1975, en excluant leurs exportations de produits manufacturés (2). Sur la base de nos prévisions d'exportation de ces produits (2,4 milliards de dollars), le déficit s'établit entre 8,5 et 12,5 milliards de dollars. Mais ces chiffres ont été calculés aux prix de 1956-1960 et un ajustement au niveau des prix en 1961, qui correspond approximativement à nos prévisions, ferait augmenter le déficit prévu de 2,5 milliards de dollars.

IV. MESURES VISANT AU DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU COMMERCE MONDIAL

Le déficit commercial croissant des pays en voie de développement et l'aggravation probable du solde déficitaire de leurs transactions invisibles (3) appellent des mesures visant à assurer une expansion équilibrée des échanges internationaux. Les interventions des pouvoirs publics des pays importateurs peuvent porter sur l'aide à l'étranger, la réduction des obstacles aux exportations des pays en voie de développement, et l'accroissement des importations du bloc sino-soviétique.

En 1960, le déficit de la balance des transactions courantes des régions moins développées a été financé grâce aux entrées de capitaux étrangers, y compris l'aide à l'étranger. En réalité, l'afflux de fonds étrangers a excédé le déficit de la balance des transactions courantes des régions moins développées d'environ 1-0,5 milliard de dollars, dont une grande partie, non recensée, a été retransférée aux pays développés.

Un certain accroissement des investissements privés étrangers et une aide à l'étranger augmentant à un rythme annuel de 4 p.c. permettraient de financer le déficit probable de la balance des transactions courantes des pays en voie de développement, à condition qu'on mette fin au reflux clandestin de capitaux. Toutefois, il ne faudrait pas fonder trop d'espoirs sur l'assistance de l'étranger.

D'abord, une égalité entre le déficit de la balance des transactions courantes et les entrées de capitaux

étrangers dans les pays moins développés, dans leur ensemble, peut dissimuler des différences interrégionales et intrarégionales. Des considérations d'ordre politique peuvent influencer la répartition des fonds publics et des investisseurs privés peuvent préférer certaines régions à d'autres. Ainsi, il est possible que les importations de capitaux privés continuent à excéder le déficit des transactions courantes du Moyen-Orient, et que des investissements privés soient également orientés vers les régions produisant des minéraux non combustibles.

Du reste, en l'absence d'autres mesures, les capitaux étrangers pourraient ne pas contribuer efficacement à réaliser l'objectif, c'est-à-dire des taux de croissance élevés, puisque les obstacles aux exportations des pays en voie de développement et l'industrialisation dans le cadre de marchés nationaux étroits réduisent l'efficacité des investissements étrangers. En outre, en période de plein emploi, l'octroi d'une aide à l'étranger impose des charges aux pays développés, tandis qu'à longue échéance, ceux-ci pourraient tirer avantage d'une protection réduite, qui donnerait lieu à une meilleure répartition des ressources économiques.

Toutefois, les effets, sur la balance des paiements des pays en voie de développement, d'une réduction des restrictions qui frappent les produits agricoles dans les pays développés ne doivent pas être surestimés. Ainsi, nous avons fait ressortir que le bénéfice final, résultant de la suppression des droits d'entrée et d'accises sur les bananes et les boissons tropicales dans les principaux pays industriels, serait plutôt faible (1). En outre, comme la part des pays en voie de développement dans les exportations mondiales de produits alimentaires de la zone tempérée est peu importante et que plusieurs d'entre eux importent ces produits par des canaux non commerciaux, il est difficile de mesurer l'incidence probable d'une réduction du soutien des prix aux Etats-Unis et d'un abaissement des barrières commerciales en Europe, pour les céréales par exemple. Il en va de même, dans une certaine mesure, pour les graines oléagineuses, tandis que les pays en voie de développement profiteraient sans aucun doute d'une politique plus libérale pour le sucre ainsi que d'un accroissement des importations de produits agricoles par le bloc sino-soviétique.

Ils bénéficieraient également d'un élargissement des quotas d'importation américains du pétrole et, dans une moindre mesure, du plomb et du zinc, mais ces avantages iraient de toute façon aux pays dont les perspectives d'exportation sont déjà bonnes. Il en résulterait des différences interrégionales et

(1) Les taux de croissance avancés dans le rapport des Nations Unies correspondent à nos estimations « les plus probables » pour les pays développés et à l'objectif de croissance du revenu des régions moins développées.

(2) *International Trade, 1961*, Accord Général sur les Tarifs et le Commerce, Genève, 1962, pp. 15-19.

(3) Cf. *Trade Prospects for Developing Countries*, Chap. V.

(1) « Tropical Food and Beverages : Duties and Taxes in Western Europe », *Monthly Bulletin of Agricultural Economics and Statistics*, décembre 1962, pp. 8-11.

intra-régionales encore plus accentuées dans les recettes d'exportation.

Il apparaît dès lors que, parmi les pays en voie de développement, ceux qui produisent des minéraux et métaux ont non seulement le plus de chances d'exporter, mais ces pays attirent également des capitaux étrangers et bénéficieront probablement d'une politique commerciale plus libérale des pays développés. Il est probable que ces disparités persisteront après 1975, dans la mesure où l'épuisement des ressources minérales des économies industrialisées les rendra de plus en plus tributaires des sources d'approvisionnement étrangères et que, par ailleurs, l'accroissement de la demande de produits alimentaires restera inférieur à celui des revenus. Comme la croissance des exportations des régions moins développées est appelée à dépasser celle du produit national brut des pays développés, après l'ajustement supposé des prix des produits de base durant les années 1960, il apparaît que le problème essentiel réside moins dans une croissance insuffisante des recettes en devises des pays en voie de développement que dans leur répartition inégale ⁽¹⁾.

Ces considérations s'appliquent surtout aux pays asiatiques qui supporteront environ la moitié du déficit de la balance des transactions courantes des pays en voie de développement. Manquant de ressources minérales importantes, les pays d'Asie auraient à faire face à des difficultés de paiements extérieurs de plus en plus grandes si la production et les exportations de produits manufacturés ne se développaient pas. Un cas typique est celui de l'Inde où l'augmentation de la demande de thé, principal produit agricole d'exportation, ne dépassera guère l'accroissement de la population dans les pays développés; ce pays pourra développer ses exportations de produits textiles si des barrières commerciales ne s'y opposent pas.

En fait, les pays à faibles ressources minérales auront avantage à se tourner vers la fabrication de produits exigeant un degré élevé de main-d'œuvre et de produits industriels à base de matériaux indigènes. Aussi convient-il d'encourager l'exportation de ces produits manufacturés par les régions moins développées. De leur côté, les pays développés devront prendre des mesures appropriées, et notamment élargir les contingents d'importation et modifier la structure des droits d'entrée. A l'heure actuelle, les contingentements restreignent les importations de textiles et de plusieurs autres produits, tandis que l'application de droits progressifs décou-

rage l'exportation de produits ouvrés. Ces tarifs, fixés en fonction du degré de transformation industrielle, sont appliqués, par les pays industriels les plus importants, sur les peaux, le caoutchouc, le bois de charpente, les métaux et plusieurs produits alimentaires. (Ainsi, dans le Marché commun européen, aucun droit n'est levé sur les peaux, alors qu'une taxe de 10 p.c. est perçue sur le cuir et de 17-20 p.c. sur les ouvrages en cuir.)

Faute de données sur l'offre de ces produits, on ne peut guère estimer les effets probables d'une libération des importations de produits manufacturés en provenance des régions moins développées. Néanmoins, nous pouvons fixer un ordre de grandeur, sachant qu'un accroissement des importations de produits manufacturés originaires des pays en voie de développement, à concurrence de un quart, représenterait 0,6 milliard en 1975, soit moins de 1 p.c. de la croissance estimée du produit national brut des pays développés entre 1960 et 1975.

Les pays en voie de développement pourraient également tirer grand profit d'une libération de la politique d'importation des économies du type soviétique. Les possibilités d'expansion de ce commerce peuvent être mesurées au fait qu'en 1960 l'ensemble des importations de l'Union soviétique et des pays communistes de l'Europe orientale s'élevait à 1 milliard de dollars seulement, comparé à un produit national brut d'environ 200 milliards de dollars ⁽¹⁾, ce qui correspond à une propension moyenne à importer de 0,005. La libération des importations pourrait développer considérablement le commerce de tous les principaux groupes de produits. Ainsi, une faible augmentation de la consommation de café par habitant en Europe orientale profiterait plus aux pays en voie de développement que la suppression de tous taxes ou droits perçus sur le café dans les pays développés.

De même, les pays du bloc soviétique n'ont pas pris une part suffisante dans l'aide qui est dispensée aux pays moins développés. En 1960, leurs dépenses réelles à ce titre n'atteignaient pas 200 millions de dollars, comparés à 6,5 milliards de dollars octroyés par les pays développés ⁽²⁾, alors que le produit national brut de ce bloc représentait environ un cinquième de celui de toutes les économies développées.

L'application par les pays importateurs des mesures préconisées contribuerait à équilibrer la balance des paiements et à promouvoir la croissance

⁽¹⁾ Le fait que le déficit de la balance des transactions courantes augmenterait à un rythme croissant au cas où les pays en voie de développement s'efforceraient de réaliser un taux de croissance supérieur à celui des pays développés, constitue un problème différent.

⁽¹⁾ Nous avons calculé ce chiffre en supposant que les revenus par habitant du bloc soviétique correspondent approximativement à ceux de la Yougoslavie en 1960.

⁽²⁾ *Les moyens financiers mis à la disposition des pays en voie de développement économique en 1961*, Organisation de Coopération et de Développement Economiques, Paris, 1963.

économique des pays en voie de développement, encore que ces mesures ne pourraient garantir la réalisation effective des taux de croissance élevés prévus par la Décennie des Nations Unies pour le Développement. A cette fin, il faudrait également

que les pays en voie de développement suivent une politique économique appropriée. En outre, une politique d'intégration régionale peut contribuer à une croissance rapide *et* améliorer la balance des transactions courantes des régions moins développées.

*
**

S U M M A R Y

FUTURE TRENDS IN WORLD TRADE

The article deals with prospective trends in world trade, with emphasis on the export prospects of the developing countries. Reference is made to the writings of Ragnar Nurkse, Raul Prebisch, and Dudley Seers, according to whom the low income elasticity of import demand for primary products in the developed countries would restrain the expansion of imports from less developed areas. It is shown that in the post-World War II period these predictions have not been fulfilled, and, in fact, in the years since the Korean War, the purchasing power of the exports of developing countries has been rising *pari passu* with the growth of GNP in developed economies.

Further, projections are offered for the period 1960-1975. According to the author's estimates, the volume of exports from the developing countries would increase at about the same rate as the gross national product of developed economies, although expected decreases in the prices of some primary products would reduce somewhat the rise in export earnings during the sixties.

The average increase of export earnings conceals considerable variations between individual commodity-groups and regions, however. Whereas the low income elasticity of import demand for foodstuffs — coupled with the protection of Common Market agriculture and the shift towards the use of synthetic materials — is expected to contribute to slow increases in the importation of agricultural products, the depletion of domestic reserves in developed countries will necessitate greater reliance on minerals and metals produced in less developed areas. A rise in the importation of manufactured goods from the developing countries is also foreseen. Correspondingly, the producers of minerals and metals in Africa and the Middle East would derive the largest gains from the growth of the developed countries' imports while Asia and Latin America have less favorable prospects.

In addition to estimating the future exports of developing countries to developed economies, projections have also been prepared on the exports of these countries to the Soviet bloc, interregional trade among less developed areas, and their import requirements, in order to provide a forecast of the trade balance of the less developed regions.

The estimates indicate an increase in the trade deficit of the less developed areas, taken together, from \$ 1,3 billion in 1960 to \$ 4.5 billion in 1970 and \$ 5.7 billion in 1975. To fill this gap, and to ensure a balanced expansion of world trade, various policy alternatives can be relied upon. These include increased foreign aid, reduction of barriers to the exports of developing countries in the developed economies, and increased imports by the Sino-Soviet bloc.

Although an annual 4 per cent increase in foreign aid would be sufficient to fill the gap even if account is taken of the increasing deficit of the developing countries in invisibles, the author recommends that increased reliance should be placed on the liberalization of imports from the developing countries. It is pointed out that the importation of labor-intensive manufactured goods into the industrial countries could be expanded to a considerable extent and the countries of the Sino-Soviet bloc could also increase their purchases from less developed areas.

The application of these policy measures would contribute to balance-of-payment equilibrium as well as to economic growth in the developing countries, although they cannot guarantee that the high growth rates envisaged for the U.N. Development Decade would indeed be attained. To achieve these objectives it is, too, necessary that developing countries follow appropriate national economic policies. Further, policies aimed at regional integration can contribute to rapid growth *and* to improve the current account balance of less developed countries.

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans notre *Bulletin* de janvier 1964. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

1. MONNAIE ET CREDIT

AERTS L., Le crédit à la consommation. (*Documents C.E.P.E.S.S., Bruxelles, II n° 5, 1963, pp. 75-90.*)

Le crédit hypothécaire et la propriété immobilière. (*Bulletin du C.E.P.I., Bruxelles, IX, n° 1, janvier-février 1964, pp. 4-12.*)

2. INSTITUTIONS MONETAIRES

DELACAVE J., Competition in Banking — The Belgian Example. (*The Bankers' Magazine, Londres, CXCVI, n° 1435, octobre 1963, pp. 239-247.*)

3. INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

Le marché belge des actions en 1963. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XIX, n° 2, 11 janvier 1964, pp. 9-14.*)

Le marché belge des obligations en 1963. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XIX, n° 3, 18 janvier 1964, pp. 21-24.*)

Les bourses européennes en 1963. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XIX, n° 5, 1 février 1964, pp. 41-44.*)

4. FINANCES PUBLIQUES

En parcourant les budgets de l'Etat. (*Bulletin du Grand Liège, Liège, n° 51, janvier 1964, pp. 18-26.*)

Impôts sur les revenus. Commentaires. Titre II. Impôts des personnes physiques. (*Bulletin des Contributions, Bruxelles, XL, n° 404, spécial, janvier 1964, pp. 141-471.*)

La réforme des impôts indirects. (*Bulletin du C.E.P.I., Bruxelles, IX, n° 1, janvier-février 1964, pp. 23-28.*)

L'impôt des sociétés. (*La Revue belge des Sciences commerciales, Bruxelles, XXXVIII, nos 9-10, 1963, pp. 389-413.*)

VERSTRAELEN R., Etude des impôts sur la circulation juridique des biens (suite). (*Revue pratique des Questions commerciales et économiques, Liège, n° 4, décembre 1963, pp. 32-44.*)

5. REVENU NATIONAL — EPARGNE — INVESTISSEMENTS — CONSOMMATION

DE CORT R., La consommation des ménages en Belgique. (*Documents C.E.P.E.S.S., Bruxelles, II, n° 5, 1963, pp. 17-29.*)

DE STAERCKE J., L'Etat face au consommateur. (*Documents C.E.P.E.S.S., Bruxelles, II, n° 5, 1963, pp. 102-112.*)

du ROY de BLICQUY H., Pour une politique de priorité au consommateur. (*Documents C.E.P.E.S.S., Bruxelles, II, n° 5, 1963, pp. 113-137.*)

Les investissements de capitaux étrangers en Belgique. (*Notes rapides sur la Situation économique, Paris, XV, n° 192, 14 janvier 1964, pp. 3-7.*)

RAES K., Dépenses et consommation nationales. (*Documents C.E.P.E.S.S., Bruxelles, II, n° 5, 1963, pp. 30-56.*)

VANDEWALLE J., Associations et représentation des consommateurs. (*Documents C.E.P.E.S.S., Bruxelles, II, n° 5, 1963, pp. 91-101.*)

7. PRIX ET SALAIRES

FUNCK B., Aspects de la formation des prix sur le marché automobile (2^e partie). (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXIX, n° 8, décembre 1963, pp. 767-782.*)

Les salaires dans les pays du Benelux, octobre 1960-avril 1963. (*Bulletin trimestriel de Statistique Benelux, Bruxelles, X, n° 4, 1963, pp. 11-18.*)

8. EMPLOI ET CHOMAGE

JADOT R., L'évolution du volume de l'emploi en Belgique, de 1950 à 1961. (*Le Progrès social, Liège, LI, n° 77, décembre 1963, pp. 29-34.*)

L'Office National de l'Emploi. Sa mission, ses activités, son organisation. (*Office National de l'Emploi, Bruxelles, 1963, s.p.*)

10. SITUATION ECONOMIQUE — POLITIQUE ECONOMIQUE

De Belgische economie in 1963. (*Tijdschrift voor Economie, Louvain, VIII, n° 4, 1963, pp. 493-516.*)

La situation économique de la Belgique. 4^e trimestre 1963. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XIX, n° 4, 25 janvier 1964, pp. 29-37.*)

L'économie belge en 1963. (*Bulletin économique de Banque de la Société Générale de Belgique, Bruxelles, III, n° 23, janvier 1964, pp. 2-5.*)

11. INDUSTRIE — AGRICULTURE — PECHE

L'industrie belge des couleurs. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XIX, n° 1, 4 janvier 1964, pp. 1-5.*)

14. COMMERCE EXTERIEUR — BALANCE DES PAIEMENTS

NOEL J., Six années de commerce extérieur C.E.C.A. 1956-1961. (*Revue des Sciences économiques, Liège, XXXVIII, n° 136, décembre 1963, pp. 211-228.*)

15. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

COHEN B., The Euro-Dollar, the Common Market, and Currency Unification. (*The Journal of Finance, Chicago (Illinois), XVIII, n° 4, décembre 1963, pp. 605-621.*)

COLLIN F., The Formation of a European Capital Market, and other Lectures. (*Kredietbank, Bruxelles, 1963, 65 p.*)

EINZIG P., The Euro-Dollar System. Practice and Theory of International Interest Rates. (*Macmillan, Londres, 1964, XI + 162 p.*)

EMMINGER O., Der Dollar — Leitwährung der westlichen Welt. (*Zeitschrift für das gesamte Kreditwesen, Francfort-sur-le-Main, XVII, n° 1, 1 janvier 1964, pp. 18-23.*)

FENSCH U., Zum Problem der internationalen Liquidität. (*Mohr, Tübingen, 1963, V + 98 p.*)

FLEMING J., Developments in the International Payments System. (*I.M.F. Staff Papers, Washington, X, n° 3, novembre 1963, pp. 461-484.*)

LAMFALUSSY A., The Thirty-Five Dollar Question. (*Lloyds Bank Review, Londres, n° 70, octobre 1963, pp. 1-20.*)

Les investissements de capitaux étrangers en Belgique. (*Notes rapides sur la Situation économique, Paris, XV, n° 192, 14 janvier 1964, pp. 3-7.*)

MANSFIELD L., The International Monetary System : As It is. (*Monthly Review of the Federal Reserve Bank of Atlanta, Atlanta, janvier 1964, pp. 1-3; 6.*)

PALYI M., Wie steht es um den Dollar ? (*Zeitschrift für das gesamte Kreditwesen, Francfort-sur-le-Main, XVII, n° 2, 15 janvier 1964, pp. 68-72.*)

REES G., Britain and the Postwar European Payments Systems. (*University of Wales Press, Cardiff, 1963, 291 p.*)

ROEPKE W., Der Dollar als Prüfstein. (*Zeitschrift für das gesamte Kreditwesen, Francfort-sur-le-Main, XVII, n° 1, 1 janvier 1964, pp. 15-18.*)

SPENGLER A., Is the Sterling Area Disintegrating ? (*The Banker, Londres, CXIV, n° 455, janvier 1964, pp. 17-22.*)

TOROS S., Le problème des liquidités internationales. De la substance économique comme couverture des moyens monétaires de paiements, nationaux et internationaux. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, LXII, n° 208, novembre-décembre 1963, pp. 746-759.*)

16. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

ALLOISIO U., Mercato Comune o Unione Doganale ? (*L'Industria, Milan, n° 4, 1963, pp. 562-571.*)

CARABIBER C., Trusts, cartels et ententes. Législation et jurisprudence des principaux pays industriels et de la Communauté Economique Européenne. (*Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, Paris, 1964, VII + 194 p.*)

DE BAERDEMAEKER A., Quelques aspects des relations extérieures de la Communauté Economique Européenne. (*Synopsis, Bruxelles, VI, n° 69, janvier 1964, pp. 21-28.*)

GUIOT J., L'accroissement de la productivité dans le Marché commun. (*Revue pratique des Questions commerciales et économiques, Liège, n° 4, décembre 1963, pp. 10-31.*)

HAERECHE F., Critique de l'intégration européenne. (*Revue pratique des Questions commerciales et économiques, Liège, n° 4, décembre 1963, pp. 2-9.*)

KERN P., Les fonds ouverts de placement et le Marché commun. (*Revue du Marché commun, Paris, n° 64, décembre 1963, pp. 470-475.*)

Le Marché commun des produits agricoles. Perspectives « 1970 ». (*Communauté Economique Européenne, Bruxelles, 1963, 198 p.*)

Le prix de vente de l'énergie électrique dans les pays de la C.E.E. (*Communauté Economique Européenne, Bruxelles, 1962, 107 p.*)

Rapport inzake de harmonisatie van de omzetbelastingwetgevingen in de E.E.G. (*Raad voor het Midden- en Kleinbedrijf, 's Gravenhage, 1963, 50 p.*)

SEGRE C., Vers un marché financier européen. (*Comptes rendus des travaux de la Société Royale d'Economie politique de Belgique, Bruxelles n° 293, décembre 1963, 30 p.*)

STOHLER J., Die Integration des Verkehrs. Europäische Erfahrungen und Probleme. (*Kyklos, Bâle, 1963, X + 180 p.*)

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique comprend les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal Officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. — *Economie générale*
2. — *Monnaie, crédit et banque*
3. — *Finances publiques*
4. — *Agriculture*
5. — *Industrie*
6. — *Travail*
7. — *Commerce intérieur*
8. — *Commerce extérieur*
9. — *Transports*
10. — *Prix et salaires*
11. — *Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers*
12. — *Communauté Economique Européenne*

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Caisse Nationale de Crédit Professionnel

Fonds de garantie. Relèvement du plafond des engagements (Moniteur du 9 janvier 1964, p. 216).

Par arrêté royal du 13 décembre 1963, le montant de un milliard cinq cents millions de francs, fixé par l'article 5 de la loi du 14 février 1962 modifiant le statut de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel et relevant la limite d'engagement du Fonds de garantie créé au sein de cette Caisse, est porté, par libération d'une deuxième tranche de cinq cents millions de francs, à deux milliards cinq cents millions de francs.

Arrêté royal du 11 décembre 1963

fixant les charges d'intérêt et d'amortissement à supporter par la Société Nationale du Logement sur les tranches de ses emprunts à lever durant l'année 1964 (Moniteur du 9 janvier 1964, p. 215).

Article 1. — Sur les tranches de ses emprunts à lever durant l'année 1964, le taux de l'intérêt simple à supporter par la Société Nationale du Logement est fixé à 1,50 p.c. l'an et ce dès la levée des fonds.

A partir du 1^{er} janvier 1966, la Société Nationale supportera de ce chef une annuité au taux de 2,40 p.c. l'an, comprenant l'intérêt ci-dessus et l'amortissement en soixante-six ans.

.....

Arrêté royal du 15 janvier 1964

autorisant la Société Nationale du Logement à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de 50 millions de francs, destiné au financement de la construction de maisons « sur promesse d'acquisition » (Moniteur du 24 janvier 1964, p. 706).

Article 1. — La Société Nationale du Logement est autorisée à contracter auprès de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite un emprunt d'un montant effectif de 50 millions de francs et d'une durée maximum de vingt ans.

Art. 2. — La Société Nationale peut effectuer sur cet emprunt des prélèvements successifs de 100.000 francs ou de multiples de ce montant.

Art. 3. — Les prélèvements sont remboursables après deux ans au plus tard et, dans les limites des dispositions de l'article 1^{er} ci-dessus, la Société Nationale peut prélever à nouveau pour un terme de deux ans au plus les montants ainsi remboursés.

.....

Art. 5. — Les charges d'intérêt et de remboursement des prélèvements sont supportées en totalité par la Société Nationale.

Art. 6. — Le paiement des intérêts et le remboursement du principal des prélèvements sont garantis par l'Etat.

.....

3. — FINANCES PUBLIQUES

Arrêté ministériel du 12 décembre 1963

déterminant, par commune, le revenu cadastral moyen des terres pour l'application de l'arrêté royal organique du 22 décembre 1938, relatif aux allocations familiales pour travailleurs indépendants (Moniteur du 28 janvier 1964, p. 802).

Arrêté royal du 16 décembre 1963

modifiant celui du 2 avril 1963 transférant à l'exercice 1963 les crédits d'engagement et les crédits de paiement disponibles au 31 décembre 1962 sur le budget extraordinaire (Moniteur du 22 janvier 1964, p. 623).

Arrêtés ministériels des 23 et 24 décembre 1963

déterminant le droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur du 8 janvier 1964, p. 185).

Arrêté ministériel du 23 décembre 1963

relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 14 janvier 1964, p. 297). Erratum (Moniteur du 8 février 1964, p. 1164).

Arrêté royal du 23 décembre 1963

modifiant l'arrêté royal du 22 mars 1954, confiant au gouverneur de province l'exercice de certains pouvoirs attribués au Roi par l'article 76 de la loi communale (Moniteur du 14 janvier 1964, p. 348). Erratum (Moniteur du 1^{er} février 1964, p. 987).

Loi du 24 décembre 1963

modifiant la loi du 20 novembre 1962 portant réforme des impôts sur les revenus et la loi du 31 juillet 1963 modifiant, en ce qui concerne la fiscalité au profit des communes, les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et les lois coordonnées

relatives à la taxe de circulation sur les véhicules automobiles (Moniteur du 1^{er} janvier 1964, p. 9).

Loi du 24 décembre 1963

contenant le budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1964 (Moniteur du 10 janvier 1964, p. 243).

Article 1. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1964 afférentes au budget des Services du Premier Ministre (...) des crédits s'élevant à la somme de 251.265.000 francs.
.....

Arrêté ministériel du 24 décembre 1963

relatif aux contingents tarifaires (Moniteur du 16 janvier 1964, p. 427).

Arrêté royal du 27 décembre 1963

modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1953 majorant le taux de la taxe de transmission à l'importation (Moniteur du 1^{er} janvier 1964, p. 12).

Loi du 27 décembre 1963

modifiant les lois relatives à la taxe sur les jeux et paris, coordonnées le 22 mars 1961 (Moniteur du 14 janvier 1964, p. 296).

Loi du 27 décembre 1963

autorisant la Régie des Télégraphes et des Téléphones à émettre, en Belgique ou à l'étranger, en monnaie belge ou étrangère, un ou plusieurs emprunts pour un montant nominal n'excédant pas deux milliards de francs belges (Moniteur du 17 janvier 1964, p. 456).

Arrêté royal du 15 janvier 1964

relatif à l'imputation des précomptes (Moniteur du 28 janvier 1964, p. 800).

Arrêté royal du 16 janvier 1964

modifiant l'arrêté royal du 30 novembre 1962 relatif à l'impôt des personnes physiques dû par les contribuables dont le revenu imposable n'excède pas 160.000 francs (Moniteur du 24 janvier 1964, p. 707).

Arrêté ministériel du 17 janvier 1964

déterminant le droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur du 23 janvier 1964, p. 660).

Arrêté ministériel du 27 janvier 1964

déterminant le droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur du 30 janvier 1964, p. 907).

4. — AGRICULTURE

Arrêté royal du 30 décembre 1963

prescrivant le recensement des ensemencements d'hiver et du bétail au 1^{er} janvier 1964 (Moniteur du 1^{er} janvier 1964, p. 19).

5. — INDUSTRIE

Arrêté ministériel du 3 janvier 1964

fixant le montant des primes accordées aux industries produisant, à base de lait belge, certains dérivés du lait (Moniteur du 15 janvier 1964, p. 398).

6. — TRAVAIL

Arrêté royal du 7 octobre 1963

modifiant l'arrêté royal du 28 juin 1960 portant exécution de la loi du 22 juin 1960 instaurant le repos hebdomadaire dans l'artisanat et le commerce. Erratum (Moniteur du 29 janvier 1964, p. 872).

Arrêté royal du 23 décembre 1963

modifiant l'arrêté royal du 30 octobre 1962 fixant la durée du travail du personnel ouvrier des entreprises de confection (Moniteur du 21 janvier 1964, p. 592).

Arrêté royal du 20 décembre 1963

relatif à l'emploi et au chômage (Moniteur du 18 janvier 1964, p. 506).

Arrêté ministériel du 31 décembre 1963

portant définition des travailleurs saisonniers et intermittents (Moniteur du 14 janvier 1964, p. 348).

8. — **COMMERCE EXTERIEUR**

Arrêtés ministériels des 23 et 24 décembre 1963

déterminant le droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur du 8 janvier 1964, p. 185).

Arrêté royal du 27 décembre 1963

modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1953 majorant le taux de la taxe de transmission à l'importation (Moniteur du 1^{er} janvier 1964, p. 12).

Arrêté ministériel du 23 décembre 1963

relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 14 janvier 1964, p. 297). Erratum (Moniteur du 8 février 1964, p. 1164).

Arrêté ministériel du 17 janvier 1964

déterminant le droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur du 23 janvier 1964, p. 660).

Arrêté ministériel du 24 décembre 1963

relatif aux contingents tarifaires (Moniteur du 16 janvier 1964, p. 427).

Arrêté ministériel du 27 janvier 1964

relatif au transit de marchandises par la route (Moniteur du 30 janvier 1964, p. 905).

Arrêté ministériel du 27 janvier 1964

déterminant le droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur du 30 janvier 1964, p. 907).

10. — **PRIX ET SALAIRES**

Arrêté royal du 23 décembre 1963

rendant obligatoire la décision du 9 avril 1963 de la Commission paritaire nationale de l'industrie de l'habillement et de la confection relative au paiement du sursalaire (Moniteur du 21 janvier 1964, p. 593).

Arrêté ministériel du 30 décembre 1963

abrogeant l'arrêté ministériel du 11 décembre 1963 fixant le prix maximum du beurre (Moniteur des 2-3 janvier 1964, p. 53).

Arrêté ministériel du 15 janvier 1964

réglementant les prix des appareils électroménagers (Moniteur du 18 janvier 1964, p. 497).

11. — **PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS**

Loi du 17 juillet 1963

relative à la sécurité sociale d'outre-mer (Moniteur du 8 janvier 1964, p. 163).

Arrêté ministériel du 12 décembre 1963

déterminant, par commune, le revenu cadastral moyen des terres pour l'application de l'arrêté royal organique du 22 décembre 1938, relatif aux allocations familiales pour travailleurs indépendants (Moniteur du 28 janvier 1964, p. 802).

Arrêté royal du 17 décembre 1963

modifiant l'article 57bis des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés et déterminant le mode de calcul des allocations familiales et des cotisations pour les travailleurs dont le travail hebdomadaire est réparti sur moins de cinq jours de plus de huit heures par jour (Moniteur du 15 janvier 1964, p. 389). Erratum (Moniteur du 14 mars 1964, p. 2545).

Arrêté ministériel du 20 décembre 1963

modifiant l'arrêté ministériel du 30 juillet 1961, relatif à l'octroi de certains avantages aux travailleurs en formation professionnelle accélérée (Moniteur des 2-3 janvier 1964, p. 56).

Arrêté royal du 24 décembre 1963

portant statut de l'Office de sécurité sociale d'outre-mer (Moniteur du 8 janvier 1964, p. 180).

Arrêté royal du 31 décembre 1963

relatif à l'application de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, concernant la sécurité sociale des travailleurs, aux travailleurs et employeurs qui sont liés par un contrat de travail agricole (Moniteur du 10 janvier 1964, p. 253).

Arrêté royal du 31 décembre 1963

modifiant l'arrêté royal organique du 22 décembre 1938, prévu par la loi du 10 juin 1937 qui étend les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs non salariés (Moniteur du 15 janvier 1964, p. 391).

Arrêté royal du 31 décembre 1963

portant règlement des indemnités en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Moniteur du 14 janvier 1964, p. 307). Erratum (Moniteur du 25 janvier 1964, p. 774).

Arrêté royal du 3 janvier 1964

modifiant, en ce qui concerne le travail autorisé, l'arrêté royal du 17 juin 1955 portant règlement général du régime de retraite et de survie des ouvriers (Moniteur du 21 janvier 1964, p. 588).

Arrêté royal du 14 janvier 1964

portant majoration du taux des cotisations fixées par les articles 77 et 78 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés (Moniteur du 21 janvier 1964, p. 589).

Arrêté royal du 16 janvier 1964

portant fixation du montant des revenus annuels, visé aux articles 33, § 5, et 151, §§ 2 et 3, de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, modifiée par la loi du 24 décembre 1963 complémentaire à la loi du 9 août 1963 précitée (Moniteur du 21 janvier 1964, p. 590).

Arrêté royal du 17 janvier 1964

modifiant l'article 6 de l'arrêté royal du 28 mai 1958 portant statut du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs en matière d'organisation du régime des pensions de retraite et de veuve, modifié par l'arrêté royal du 4 avril 1962 (Moniteur du 30 janvier 1964, p. 908).

Arrêté royal du 18 janvier 1964

modifiant l'arrêté royal du 24 octobre 1936 modifiant et coordonnant les statuts de la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge (Moniteur du 23 janvier 1964, p. 657).

Arrêté royal du 18 janvier 1964

modifiant, en ce qui concerne le travail autorisé, l'arrêté royal du 30 juillet 1957 portant règlement général du régime de retraite et de survie des employés (Moniteur du 25 janvier 1964, p. 772).

Arrêté royal du 18 janvier 1964

modifiant l'arrêté royal du 28 mai 1958 portant statut du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs en matière d'organisation du régime de pensions de retraite et de veuve (Moniteur du 25 janvier 1964, p. 773).

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

**Directive du Conseil du 5 novembre 1963
(64/54/C.E.E.)**

relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les agents conservateurs pouvant être employés dans les denrées destinées à l'alimentation humaine (Journal Officiel du 27 janvier 1964, p. 161/64).

**Décision de la Commission du 16 décembre 1963
(64/80/C.E.E.)**

portant octroi d'un contingent tarifaire au Royaume de Belgique et au Grand-Duché de Luxembourg pour certaines espèces de crabes et crevettes (Journal Officiel du 31 janvier 1964, p. 283/64).

**Décision de la Commission du 16 décembre 1963
(64/84/C.E.E.)**

portant octroi d'un contingent tarifaire au Royaume de Belgique et au Grand-Duché de Luxembourg pour le liège naturel brut et déchets et le liège concassé, granulé ou pulvérisé (Journal Officiel du 31 janvier 1964, p. 292/64).

**Décision de la Commission du 17 décembre 1963
(64/82/C.E.E.)**

portant octroi au Royaume de Belgique et au Grand-Duché de Luxembourg d'un contingent tarifaire pour le sel, destiné à la transformation chimique (Journal Officiel du 30 janvier 1964, p. 246/64).

**Règlement n° 2/64/C.E.E. du Conseil
du 18 décembre 1963**

complétant l'annexe D du règlement n° 3 de l'annexe 6 du règlement n° 4 (dispositions bilatérales particulières aux travailleurs saisonniers) (Journal Officiel du 17 janvier 1964, p. 49/64).

**Règlement n° 3/64/C.E.E. du Conseil
du 18 décembre 1963**

portant établissement des annexes du règlement n° 36/63/C.E.E. du Conseil concernant la sécurité sociale des travailleurs frontaliers (Journal Officiel du 17 janvier 1964, p. 50/64).

Décision n° 1-64 du 15 janvier 1964

portant interdiction de l'alignement sur les offres de produits sidérurgiques et de fonte en provenance de pays ou territoires à commerce d'Etat (Journal Officiel du 22 janvier 1964, p. 97/64).

Recommandation n° 1-64 du 15 janvier 1964

aux gouvernements des Etats membres relative à un relèvement de la protection frappant les produits sidérurgiques à la périphérie de la Communauté (Journal Officiel du 22 janvier 1964, p. 99/64).

Recommandation n° 2-64 du 15 janvier 1964

aux gouvernements des Etats membres relative à l'introduction d'une protection spécifique frappant les importations de fontes de moulage (Journal Officiel du 22 janvier 1964, p. 107/64).

**Décision du Conseil du 25 janvier 1964
(64/61/C.E.E.)**

portant prorogation de l'autorisation accordée au Royaume de Belgique de limiter les exportations de porcs et de viande de porc à destination des Etats membres (Journal Officiel du 29 janvier 1964, p. 239/64).

STATISTIQUES

(La table des matières et la liste des abréviations utilisés figurent à la fin du Bulletin)

A la suite de chaque chapitre, le lecteur trouvera des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

Sources : Institut National de Statistique et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	Source	1947	1960	1961	1962
		(milliers, à fin d'année)			
Population totale	I.N.S.	8.512	9.178	9.190	9.251
Population en âge de travailler (15 à 65 ans)	»	5.850	5.906	5.921	
dont : Hommes	»	2.902	2.928	2.937	
Femmes	»	2.948	2.978	2.984	
Population active ¹ :	Ministère de l'Emploi et du Travail	3.481	3.504	3.525	3.571
dont : Agriculture	»	423	257	249	240
Industries extractives	»	191	131	115	105
Industries manufacturières	»	1.311	1.203	1.235	1.259
Bâtiments et construction	»	197	241	249	263
Transports	»	243	240	243	241
Commerce, banques, assurances, et services	»	1.024	1.312	1.339	1.386
Chômeurs complets	»	92	120	95	77

¹ Y compris les chômeurs et non compris les forces armées.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations de l'I.N.S., système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
1. Rémunération des salaires ¹ :										
a) Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	105,9	108,8	115,1	124,2	135,7	137,2	136,8	144,8	152,7	166,0
b) Rémunérations des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	7,8	8,2	8,7	9,5	10,1	10,7	10,6	11,8	12,5	13,5
c) Contributions des employeurs à la sécurité sociale	16,3	16,9	18,5	20,3	23,4	23,9	23,6	26,2	28,9	31,8
d) Rémunérations des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	42,8	44,7	47,7	49,8	52,6	57,6	59,1	63,0	64,3	69,7
e) Corrections et compléments	12,0	11,9	11,9	13,8	17,2	16,9	16,5	20,0	17,7	18,8
Total ...	184,8	190,5	201,9	217,6	239,0	246,3	246,6	265,8	276,1	299,8
2. Revenus des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :										
a) Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	19,9	19,5	20,3	19,5	22,8	21,1	22,2	22,9	26,6	23,6
b) Professions libérales ¹	8,7	9,3	9,5	10,0	10,2	11,3	11,9	12,7	13,3	13,8
c) Commerçants et artisans indépendants ¹	66,1	69,3	71,6	73,9	73,0	72,7	74,1	76,6	79,5	83,0
d) Revenu des sociétés de personnes ²	4,9	5,3	6,0	6,4	6,1	5,5	5,9	6,4	7,0	7,3
e) Ajustement statistique	2,1	1,9	1,2	1,7	3,2	3,0	2,4	3,3	1,5	1,0
Total ...	101,7	105,3	108,6	111,5	115,3	113,6	116,5	121,9	127,9	128,7
3. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :										
a) Intérêts	10,4	11,4	12,4	13,5	14,4	15,8	17,1	19,1	20,8	23,0
b) Loyers (réellement perçus ou imputés)	29,4	32,9	33,5	33,7	34,1	34,1	34,3	34,1	34,2	34,0
c) Dividendes, tantièmes, dons	9,1	9,3	11,0	12,5	13,4	12,2	11,4	13,2	14,6	15,5
Total ...	48,9	53,6	56,9	59,7	61,9	62,1	62,8	66,4	69,6	72,5
4. Bénéfices non distribués de sociétés ² ...	6,8	9,5	12,3	13,3	10,2	7,2	10,6	11,4	13,9	13,9
5. Impôts directs des sociétés quelle qu'en soit la forme juridique	7,3	6,8	6,7	8,3	8,7	7,8	7,6	9,2	8,9	8,9
6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	3,4	4,0	4,0	4,2	5,1	4,2	4,4	5,3	5,0	5,3
7. Intérêt de la dette publique	- 8,8	- 9,2	-10,1	-11,0	-11,7	-11,8	-12,5	-14,5	-16,7	-16,8
Revenu national net au coût des facteurs	344,1	360,5	380,3	403,6	428,5	429,4	436,0	465,5	484,7	512,3
8. Amortissements	33,6	35,8	38,5	42,3	43,5	44,2	46,2	48,0	50,0	53,2
Revenu national brut au coût des facteurs	377,7	396,3	418,8	445,9	472,0	473,6	482,2	513,5	534,7	565,5
9. Impôts indirects	40,7	41,7	46,2	50,8	54,2	55,2	60,1	65,2	73,2	79,5
10. Subsidés	- 3,4	- 5,0	- 4,1	- 6,5	- 6,5	- 6,9	- 6,4	- 6,5	- 6,7	- 7,8
Produit national brut aux prix du marché	415,0	433,0	460,9	490,2	519,7	521,9	535,9	572,2	601,2	637,2

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 3. — P.N.B. CALCULÉ PAR L'ANALYSE DE LA PRODUCTION AUX PRIX DU MARCHÉ

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

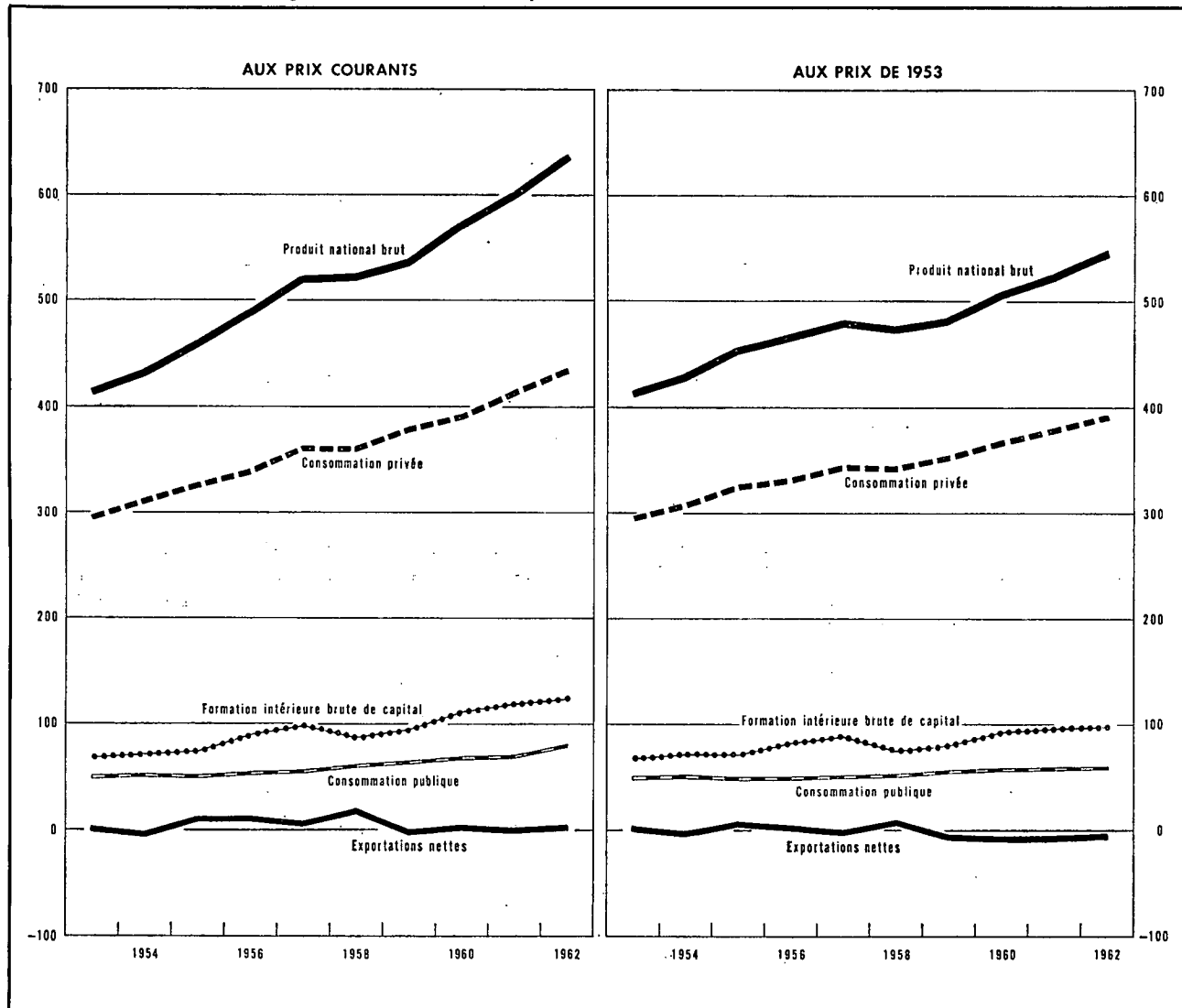
	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
1. Agriculture, sylviculture et pêche	31,3	31,2	32,6	31,8	35,5	33,8	35,1	36,2	40,0	37,1
2. Industries extractives	17,6	16,8	17,8	18,6	21,2	18,2	14,3	14,0	13,6	13,7
3. Industries manufacturières										
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	37,7	38,9	39,4	41,1	41,6	42,3	43,5	44,6	47,2	48,7
b) Textiles	13,0	13,9	13,6	14,9	15,8	13,0	14,2	15,6	16,2	16,7
c) Vêtements et chaussures	5,5	5,7	6,0	6,3	6,9	6,6	6,9	7,3	8,0	8,6
d) Bois et meubles	4,3	4,3	4,8	5,0	5,3	5,6	5,6	5,7	6,8	7,9
e) Papier, impression, édition	5,9	6,6	6,6	6,9	7,4	7,5	7,8	8,5	9,3	9,6
f) Industries chimiques et activités connexes	10,6	11,9	12,3	13,4	13,3	12,9	13,7	14,5	15,4	17,1
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	5,8	6,1	7,0	7,5	8,0	7,8	9,0	10,1	10,4	11,3
h) Fer, acier et métaux non ferreux ...	12,0	10,5	14,2	14,9	15,4	13,6	14,5	18,7	17,2	17,9
i) Fabrications métalliques et constructions navales	27,4	29,2	29,4	31,6	35,2	33,7	33,2	36,8	41,3	45,9
j) Industries non dénommées ailleurs	9,3	10,0	10,9	11,7	12,5	12,6	13,2	14,8	15,5	16,8
<i>Total des industries manufacturières (rub. 3)</i>	<i>131,5</i>	<i>137,1</i>	<i>144,2</i>	<i>153,3</i>	<i>161,4</i>	<i>155,6</i>	<i>161,6</i>	<i>176,6</i>	<i>187,3</i>	<i>200,5</i>
4. Construction	29,0	31,0	30,8	34,0	39,9	38,0	40,2	43,1	45,8	49,5
5. Electricité, gaz et eau	8,4	9,1	9,1	9,7	10,2	10,8	10,7	11,1	11,6	12,5
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation										
a) Commerce	45,6	46,6	50,8	53,7	56,6	58,0	63,7	67,2	72,5	79,1
b) Services financiers et assurances ...	8,9	9,4	11,5	12,0	13,0	13,4	15,0	16,0	17,3	19,2
c) Immeubles d'habitation	30,8	34,7	35,6	36,3	37,0	37,5	38,0	38,4	38,9	39,3
<i>Total de la rubrique 6. ...</i>	<i>85,3</i>	<i>90,7</i>	<i>97,9</i>	<i>102,0</i>	<i>106,6</i>	<i>108,9</i>	<i>116,7</i>	<i>121,6</i>	<i>128,7</i>	<i>137,6</i>
7. Transports et communications	30,3	30,8	33,7	37,0	38,0	38,7	40,9	44,1	46,1	47,4
8. Services	81,5	84,7	89,7	93,7	100,1	107,6	110,6	117,0	121,9	128,1
9. Corrections	-3,7	-2,5	-0,3	2,4	-1,2	2,7	0,9	1,7	-0,2	5,5
Produit intérieur brut aux prix du marché	411,2	428,9	455,5	482,5	511,7	514,3	531,0	565,4	594,8	631,9
10. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	3,8	4,1	5,4	7,7	8,0	7,6	4,9	6,8	6,4	5,3
Produit national brut aux prix du marché	415,0	433,0	460,9	490,2	519,7	521,9	535,9	572,2	601,2	637,2

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(Système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
1. Consommation privée										
a) Produits alimentaires	88,7	91,9	94,2	99,4	102,6	103,5	106,9	108,2	113,0	119,1
b) Boissons et tabac	23,0	22,8	23,6	24,0	26,1	27,2	28,3	29,1	30,5	31,0
c) Vêtements et autres effets personnels	29,4	31,1	34,1	34,7	36,4	36,5	37,7	39,1	40,5	42,0
d) Loyers, taxes, eau	38,1	42,6	44,1	45,1	46,6	47,5	48,7	49,4	50,3	51,2
e) Chauffage et éclairage	15,5	16,3	17,3	19,0	20,4	18,9	18,8	19,7	20,0	24,4
f) Articles ménagers durables	20,8	22,1	23,7	25,6	28,7	27,0	28,7	32,9	34,6	36,9
g) Entretien de la maison	13,9	14,6	15,2	16,0	17,1	17,5	18,3	18,9	19,5	20,3
h) Soins personnels et hygiène	16,2	17,0	17,7	18,5	19,8	22,1	23,6	25,3	26,8	28,6
i) Transports et communications	21,1	22,9	24,7	27,0	29,2	29,3	31,3	35,4	36,0	37,5
j) Loisirs	22,8	23,2	24,3	25,3	27,4	30,3	29,5	29,6	31,5	32,5
k) Autres dépenses et ajustement statistique	6,5	6,1	7,0	4,0	4,3	- 1,8	6,9	4,1	10,4	9,3
Total ...	296,0	310,6	325,9	338,6	358,6	358,0	378,7	391,7	413,1	432,8
2. Consommation publique										
a) Rémunérations et pensions	31,9	33,5	35,7	37,0	39,3	43,3	45,3	49,3	51,1	55,4
b) Biens et services	17,7	16,6	13,6	14,5	14,4	15,4	16,5	17,6	17,4	21,0
c) Loyer net imputé	1,2	1,2	1,3	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	2,0	2,1
d) Amortissements imputés des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat ...	0,5	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,9	1,0
Total ...	51,3	51,9	51,2	53,5	55,9	61,0	64,3	69,5	71,4	79,5
3. Formation intérieure brute de capital										
a) Agriculture, sylviculture et pêche ...	3,2	3,3	3,8	3,9	4,0	3,8	4,0	4,5	4,9	4,7
b) Industries extractives	2,4	2,5	2,2	3,0	3,0	2,7	1,9	1,5	1,4	1,4
c) Industries manufacturières	13,9	14,0	16,7	20,1	20,0	18,3	18,7	26,4	28,8	31,9
d) Construction	1,5	1,7	1,8	2,1	2,3	1,9	2,3	2,6	3,3	3,7
e) Electricité, gaz et eau	3,4	3,5	4,1	4,6	5,0	4,9	6,0	4,8	4,2	5,4
f) Commerce, banques, assurances	4,4	4,6	4,8	5,3	5,5	4,9	5,5	6,2	6,6	7,0
g) Immeubles d'habitation	18,3	22,2	20,6	23,0	31,2	26,0	29,7	33,1	35,9	36,5
h) Transports et communications	9,1	9,3	10,7	12,1	11,9	13,4	12,8	14,4	13,0	12,8
i) Pouvoirs publics et enseignement ...	6,6	7,4	8,3	9,1	8,4	8,9	12,2	12,3	12,4	14,9
j) Autres services	2,0	2,1	2,2	2,4	2,5	2,5	2,7	2,9	3,3	3,4
k) Variations de stocks	1,8	2,9	-0,4	4,0	6,6	0,8	-1,2	3,7	4,2	3,3
l) Ajustement statistique	-0,3	-0,4	-0,5	-1,3	-1,5	- 2,1	-1,5	-2,4	-0,8	-1,7
Total ...	66,3	73,1	74,3	88,3	98,9	86,0	93,1	110,0	117,2	123,3
4. Exportations nettes de biens et services										
a) Exportations totales	121,9	129,0	155,2	179,6	184,4	177,1	176,1	199,8	214,3	231,4
b) Importations totales	120,5	131,6	145,7	169,8	178,1	160,2	176,3	198,8	214,8	229,8
c) Exportations nettes	+1,4	-2,6	+9,5	+9,8	+6,3	+16,9	-0,2	+1,0	-0,5	+1,6
Produit national brut aux prix du marché	415,0	433,0	460,9	490,2	519,7	521,9	535,9	572,2	601,2	637,2

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1953, système normalisé)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
1. Consommation privée									
a) Produits alimentaires	101	106	108	108	111	111	114	118	120
b) Boissons et tabac	100	104	104	112	111	116	118	124	126
c) Vêtements et autres effets personnels	106	117	119	120	119	122	124	128	132
d) Loyers, taxes, eau	102	105	105	106	107	108	109	110	110
e) Chauffage et éclairage	105	111	118	117	108	110	117	121	147
f) Articles ménagers durables	108	118	125	134	125	133	158	162	171
g) Entretien de la maison	105	108	111	114	115	118	119	120	123
h) Soins personnels et hygiène	105	108	111	113	123	128	134	138	145
i) Transports et communications	109	118	124	129	131	137	149	151	160
j) Loisirs	101	105	106	111	117	114	114	120	121
<i>Total ...</i>	<i>104</i>	<i>110</i>	<i>112</i>	<i>116</i>	<i>115</i>	<i>119</i>	<i>124</i>	<i>128</i>	<i>133</i>
2. Consommation publique									
a) Rémunérations et pensions	106	109	109	109	114	121	122	124	126
b) Biens et services	94	74	76	72	79	84	89	87	103
c) Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat (y compris les amortissements)	97	103	110	116	122	126	136	147	162
<i>Total ...</i>	<i>101</i>	<i>97</i>	<i>97</i>	<i>97</i>	<i>102</i>	<i>108</i>	<i>111</i>	<i>112</i>	<i>119</i>
3. Formation intérieure brute de capital									
a) Agriculture, sylviculture et pêche ...	99	112	111	109	99	103	112	120	111
b) Industries extractives	102	88	111	104	93	63	51	44	44
c) Industries manufacturières	100	115	130	121	109	111	152	165	172
d) Construction	111	112	126	131	106	133	145	184	195
e) Electricité, gaz et eau	102	115	122	125	120	148	115	100	120
f) Commerce, banques, assurances	104	103	110	108	96	108	117	128	126
g) Immeubles d'habitation	121	109	117	147	117	133	146	153	148
h) Transports et communications	103	115	123	115	129	123	139	123	119
i) Pouvoirs publics et enseignement ...	112	123	128	109	110	150	148	145	164
j) Autres services	104	103	110	108	107	116	121	136	135
<i>Total ...</i>	<i>111</i>	<i>109</i>	<i>124</i>	<i>132</i>	<i>111</i>	<i>120</i>	<i>140</i>	<i>145</i>	<i>146</i>
4. Exportations nettes de biens et services									
a) Exportations totales	111	128	141	141	144	149	166	179	195
b) Importations totales	114	125	141	144	140	156	175	186	202
Produit national brut aux prix du marché (prix de 1953)	103,8	109,6	112,3	115,4	114,2	116,2	122,5	126,5	131,5

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1947. — Bulletin de l'I.R.E.S.P. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.).*
 Revenu national et P.N.B. : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S., juin 1963, p. 1121. — Cahiers Economiques de Bruxelles (D.U.L.B.E.A.). — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — International Financial Statistics (F.M.I.). — Bulletin statistique (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of International Accounts Statistics (O.N.U.).*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

1. — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Base 1958 = 100

Source : Ministère du Travail.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Industries extractives	Industries manufacturières							Textiles (sans confection)	Construction
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques						
					Fabrication de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques	Construction de matériel de transport			
1959	96,4	89,3	97,2	99,6	92,4	97,7	94,6	88,3	98,7	97,8	
1960	97,6	76,9	100,7	103,4	98,8	108,8	100,3	89,5	99,5	99,7	
1961	99,6	67,6	104,0	107,1	106,5	118,5	113,7	89,2	99,1	100,7	
1962	101,9	62,0	105,7	105,8	109,3	126,8	114,8	99,2	97,8	106,9	
1962 1 ^{er} trimestre ..	100,4	62,9	104,9	106,6	109,2	124,0	118,1	95,8	98,0	101,1	
2 ^e trimestre ..	102,4	62,2	105,3	105,6	107,3	125,2	113,7	99,8	96,7	107,3	
3 ^e trimestre ..	103,8	61,5	106,0	105,2	108,3	127,7	112,9	101,1	97,2	109,5	
4 ^e trimestre ..	103,0	61,6	106,6	105,7	112,3	130,3	114,4	100,2	99,1	110,0	
1963 1 ^{er} trimestre ..	98,2	60,0	105,8	103,4	113,1	127,4	113,8	97,1	99,1	83,9	
2 ^e trimestre ..	105,5	59,9	107,9	105,8	118,5	131,0	110,7	101,7	98,6	116,9	
3 ^e trimestre ..	106,1	60,2	108,3	105,5	120,8	132,8	111,9	102,8	98,6	118,8	
1962 Septembre ...	103,2	61,2	106,8	105,8	110,7	129,3	112,9	101,3	97,5	110,3	
Octobre	103,4	61,6	106,9	105,8	110,3	130,9	113,7	101,9	99,3	110,9	
Novembre	103,1	62,0	106,7	105,9	113,2	130,2	116,3	98,4	98,9	109,8	
Décembre	102,6	61,2	106,2	105,4	113,5	129,7	113,3	100,3	99,1	109,4	
1963 Janvier	97,0	59,4	105,9	105,7	112,3	126,5	115,9	96,0	99,0	77,0	
Février	94,5	60,0	105,2	105,1	111,8	127,7	112,9	96,2	98,7	64,9	
Mars	103,2	60,7	106,3	99,5	115,1	128,1	112,6	99,1	99,5	109,9	
Avril	105,6	60,4	108,5	105,7	116,3	131,4	110,8	100,6	98,6	114,7	
Mai	105,6	59,7	107,9	105,9	119,7	130,7	110,4	102,9	98,9	117,9	
Juin	105,3	59,6	107,4	105,1	119,5	131,0	110,8	101,5	98,2	118,1	
Juillet	105,5	60,0	107,6	105,0	118,0	130,9	110,1	103,1	97,9	118,0	
Août	106,0	60,0	108,1	105,7	121,1	132,5	111,7	102,5	98,4	119,0	
Septembre ...	106,9	60,5	109,2	105,9	123,4	135,0	113,9	102,8	99,6	119,3	

II - 2. — CHOMAGE

Renseignements généraux

Source : Office National de l'Emploi.

	Nombre de jours ouvrables par période 1	Chômeurs contrôlés (milliers) 2			Moyenne mensuelle des journées perdues (milliers)	Nombre moyen de jours de chômage par mois 3		Milliers de chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics 2	Demandes d'emploi 4 5	Offres d'emploi 4	
		Total	Complets	Partiels et accidentels		Chômeurs complets	Chômeurs partiels et accidentels			reques pendant le mois	en suspens à fin de mois
1955	304	172,4	116,5	55,9	4.366	20,2	8,9	22,7	70,9	27,7	13,4
1956	308	144,8	91,0	53,8	3.717	20,5	8,5	9,8	49,2	23,9	14,9
1957	302	116,8	77,9	38,9	2.942	19,9	7,6	5,3	40,1	19,4	12,9
1958	302	180,9	109,7	71,2	4.556	20,0	7,0	10,5	73,1	16,2	5,6
1959	302	199,2	125,0	74,2	5.014	20,7	8,2	17,3	82,8	19,3	5,3
1960	304	158,1	110,1	48,0	4.005	20,9	6,8	9,8	61,2	18,9	7,5
1961	308	126,3	87,9	38,4	3.241	21,2	7,7	7,1	31,4	20,1	12,5
1962 6	* 252	85,5	47,1	38,4	1.791	16,0	6,7	6,6	18,1	18,3	14,6
1963	250	83,1	32,9	50,2	1.731	15,7	10,0	6,0	13,1	15,3	16,5
1962 2 ^e trimestre	61	64,0	41,8	22,2	1.302	15,5	5,9	7,6	14,6	20,6	16,6
3 ^e trimestre	69	52,1	34,5	17,6	1.199	16,8	6,6	8,1	12,5	17,1	15,5
4 ^e trimestre	62	90,1	39,8	50,3	1.845	15,4	7,1	6,5	17,1	15,7	13,0
1963 1 ^{er} trimestre	65	176,1	47,0	129,1	3.816	16,9	12,0	3,4	22,3	16,6	12,2
2 ^e trimestre	61	44,1	30,0	14,1	897	15,0	5,9	7,2	10,1	18,3	19,6
3 ^e trimestre	63	35,4	24,7	10,7	743	15,4	5,8	7,4	7,9	13,6	18,9
4 ^e trimestre	61	72,1	29,0	43,1	1.467	15,0	8,8	6,8	12,0	12,5	16,0
1963 Février	20	219,4	49,9	169,5	4.387	16,6	13,5	3,1	24,3	13,2	11,0
Mars	25	85,8	41,6	44,2	2.146	17,0	5,9	4,3	16,8	21,7	15,5
Avril	18	49,1	33,5	15,6	884	13,7	5,8	6,6	12,3	21,2	19,5
Mai	19	45,1	31,1	14,0	857	14,7	5,7	7,3	10,2	18,3	19,4
Juin	24	39,5	26,6	12,9	949	16,9	6,2	7,7	7,8	15,3	19,9
Juillet	19	35,8	25,1	10,7	680	14,9	6,0	7,1	8,0	12,0	17,8
Août	19	34,9	24,2	10,7	663	14,6	5,0	7,5	7,5	13,2	18,2
Septembre	25	35,4	24,8	10,6	886	16,5	6,3	7,6	8,4	16,6	19,8
Octobre	19	36,3	25,1	11,2	690	13,9	5,6	7,2	8,8	16,5	17,6
Novembre	19	41,7	28,0	13,7	793	14,1	5,6	6,4	11,3	11,0	15,4
Décembre	23	126,9	33,2	93,7	2.919	16,6	10,1	4,6	16,0	9,9	13,6
1964 Janvier	20	119,9	36,5	83,4	2.398	15,8	9,7	3,7	16,2	15,9	13,4
Février	20	62,8	33,5	29,3	1.256	15,6	5,7	4,6	13,1	15,0	14,3

1 Le mois de chômage comprend 4 ou 5 semaines.

2 Moyenne journalière par mois de chômage.

3 Durée moyenne du chômage = Nombre de journées perdues par mois

4 Demandes et offres d'emploi se rapportant uniquement aux ouvriers et ouvrières.

5 Chômeurs complets normalement aptes.

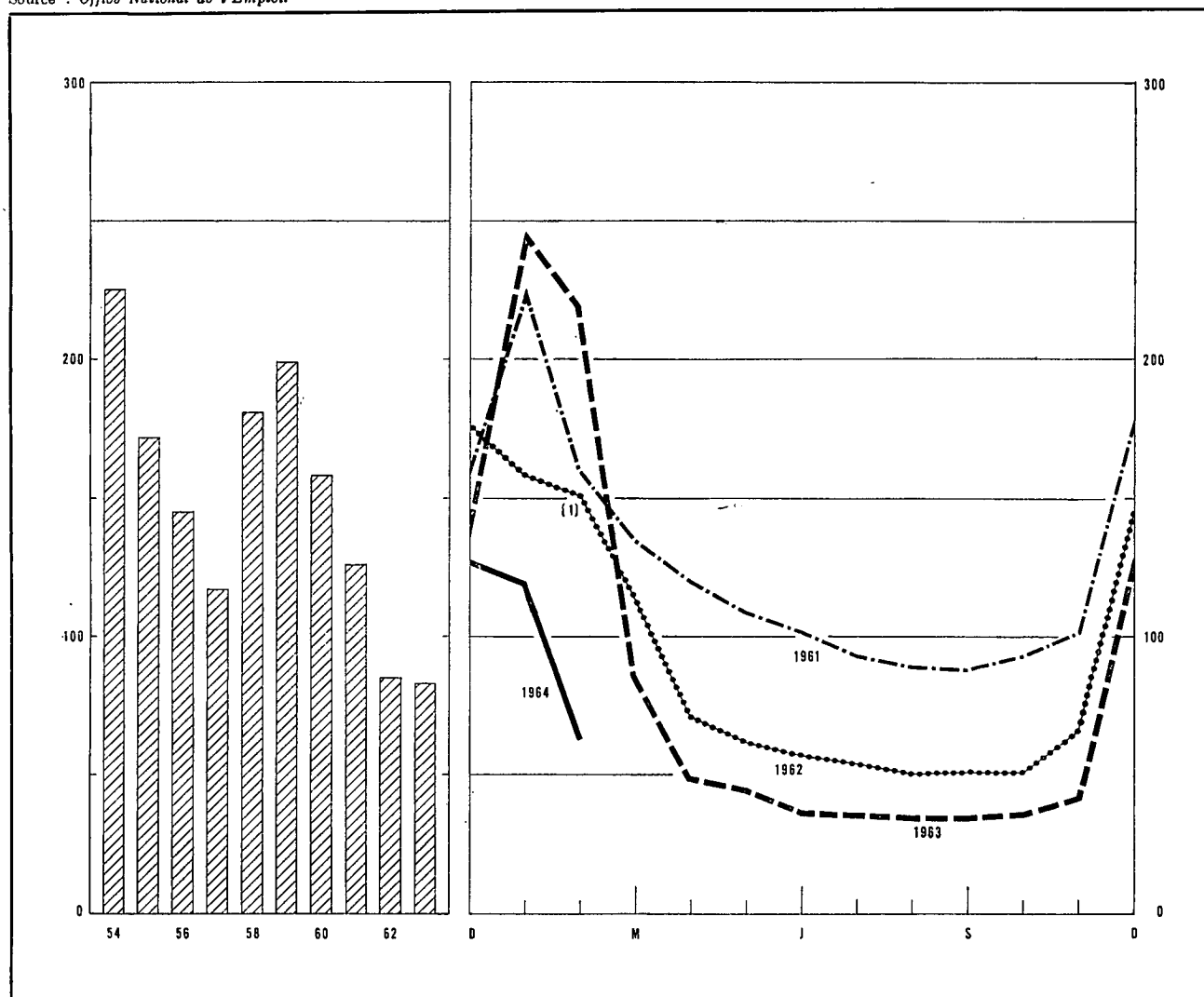
6 Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

* Depuis 1962, la semaine n'est plus comptée que pour 5 jours dans le total du nombre de jours ouvrables; auparavant elle était de 6 jours.

II - 3. — CHOMAGE

Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés
Chômeurs complets + chômeurs partiels
(milliers)

Source : Office National de l'Emploi.



	Année	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.		1961	1962	1963	1964
1954	225	319	219	179	179	Janvier	226	158	246	120
1955	172	280	152	116	137	Février	160	151 ¹	219	63
1956	145	247	122	95	115	Mars	135	113	86	
1957	117	144	96	88	138	Avril	120	71	49	
1958	181	204	166	149	204	Mai	109	62	45	
1959	199	292	182	150	171	Juin	102	57	40	
1960	158	221	149	123	137	Juillet	93	54	36	
1961	126	177	111	90	124	Août	89	50	35	
1962 ¹	85	141	64	52	90	Septembre	88	51	35	
1963	83	176	44	35	72	Octobre	93	51	36	
						Novembre	102	66	42	
						Décembre	176	144	127	

Références bibliographiques : Communiqués mensuels de l'O.N.E.M. — Bulletin de statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Industrie, revue la F.I.B. — Informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).
¹ Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — Institut National de Statistique (nombre d'animaux, production animale et superficies cultivées).

	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Superficie cultivée¹ (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables	272	260	280	296	270	273	256	252	246
dont : froment	191	188	208	219	200	203	206	209	200
seigle	74	68	66	69	62	63	44	39	41
Céréales non panifiables	234	254	238	240	255	252	263	260	255
Plantes industrielles	98	99	92	94	88	96	92	93	94
Plantes racines et tuberculifères	152	151	145	141	134	131	120	116	114
Légumes cultivés pour la graine	13	14	13	12	12	11	11	10	10
Prés et prairies	815	818	814	811	816	819	821	829	825
Divers	147	132	137	128	137	134	142	135	134
Total ...	1.731	1.728	1.719	1.722	1.712	1.716	1.705	1.695	1.678
Production végétale (milliers de tonnes)									
Froment	714	596	751	779	789	773	722	835	759
Autres céréales	1.013	998	969	992	1.034	1.056	1.011	1.083	1.039
Betteraves sucrières	2.495	2.305	2.600	3.200	1.500	3.063	2.703	2.019	2.135
Lin (graines et paille)	272	235	182	170	124	214	196	231	240
Chicorée à café	95	54	51	56	43	55	60	37	47
Pommes de terre	2.184	2.034	2.043	1.956	1.357	1.894	1.789	1.872	1.530
Nombre d'animaux¹ (milliers d'unités)									
Chevaux agricoles	195	189	182	178	170	159	148	141	132
Total des bovidés	2.393	2.413	2.485	2.596	2.649	2.696	2.728	2.832	2.805
dont : vaches laitières et de trait	985	974	977	996	1.015	1.024	1.025	1.051	1.044
Porcs	1.420	1.471	1.366	1.423	1.450	1.749	1.772	2.053	1.795
Production animale									
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	1.168	1.198	1.277	1.319	1.303	1.420	1.538	1.630	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	392	400	391	412	424	441	429	462	

¹ Recensements au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : Institut National de Statistique.

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Aiglefin	448	546	519	445	374	232	262	285	300
Cabilland	715	870	764	662	834	653	689	698	868
Plie	378	392	379	427	451	381	390	291	346
Sole	465	323	299	289	315	257	350	314	347
Raie	241	312	314	356	337	342	323	328	310
Hareng	1.400	1.650	716	254	201	260	528	409	273
Crevettes	122	178	266	84	64	89	39	80	48

Références bibliographiques : *Revue de l'Agriculture* (Ministère de l'Agriculture). — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Données statistiques* (Conseil de l'Europe). — *Bulletin mensuel : Economie et statistique agricole* (F.A.O.).

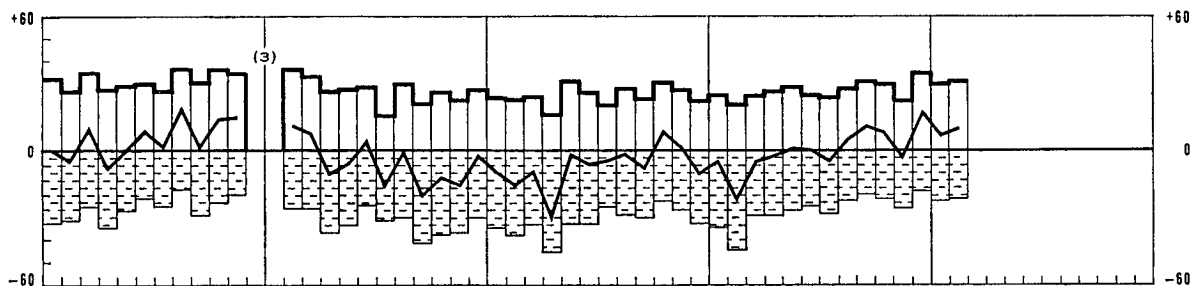
IV. — INDUSTRIE

IV - 1. — RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE (1)

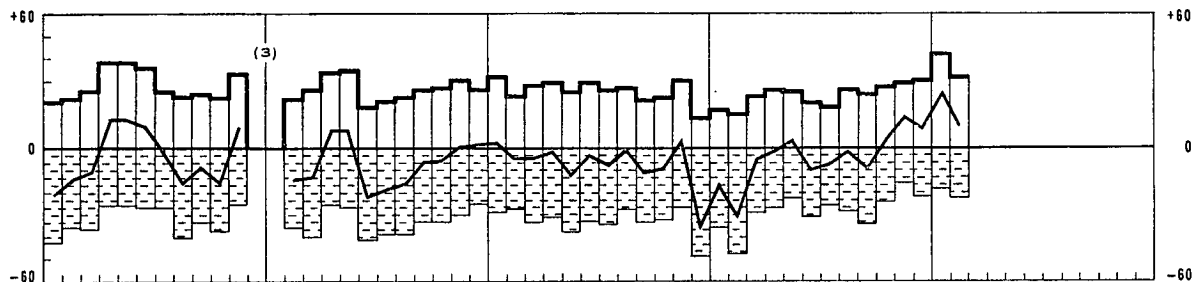
Ensemble des industries : Textile — Sidérurgie — Fabrications métalliques — Papier — Bois — Cuir.

- Pourcentage des réponses "en hausse" pour les questions A et B.
- Pourcentage des réponses "Supérieur à la normale" pour les questions C et D.
- Pourcentage des réponses "en baisse" pour les questions A et B.
- Pourcentage des réponses "Inférieur à la normale" pour les questions C et D.
- Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "en hausse" et en "baisse" pour les questions A et B.
- Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "Supérieur" et "Inférieur" à la normale pour les questions C et D.

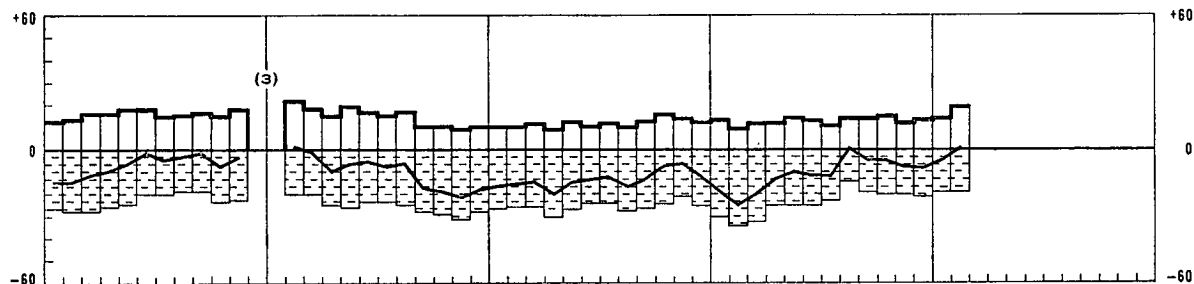
A - INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (2)



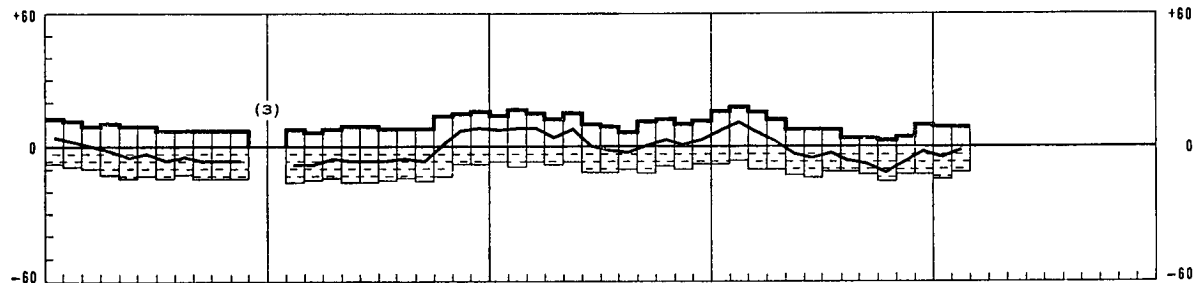
B - INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (2)



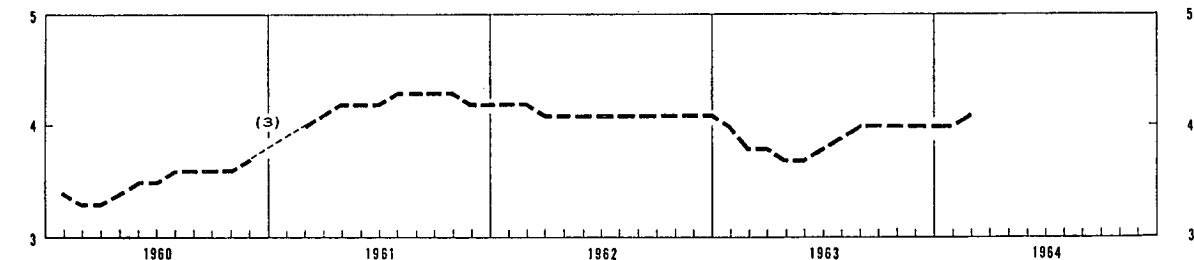
C - APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



D - APPRECIATION DU STOCK DE PRODUITS FINIS



E - DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (en mois)



1 Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions de A à D la variation par rapport au mois précédent.

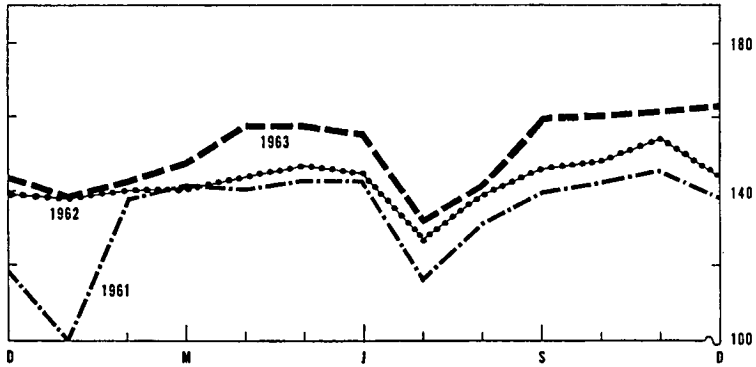
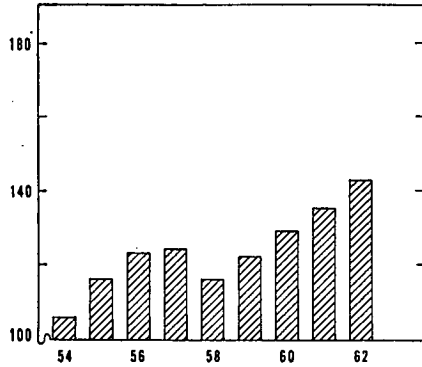
2 Mouvements saisonniers éliminés.

3 Grèves dans les industries de la sidérurgie et des fabrications métalliques.

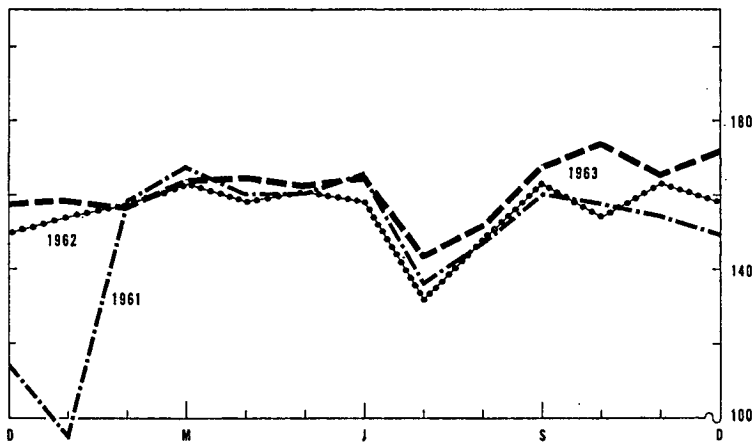
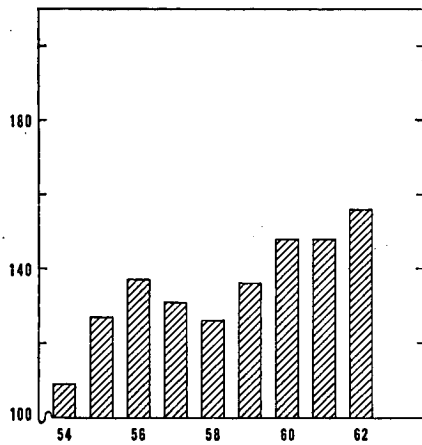
IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.R.E.S.P.)

Base 1953 = 100

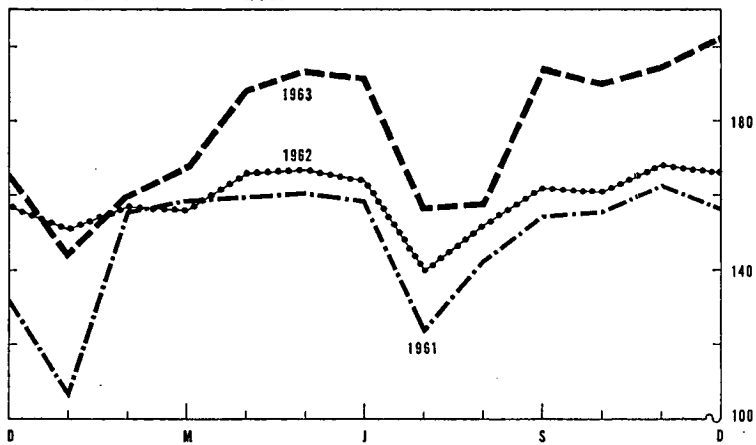
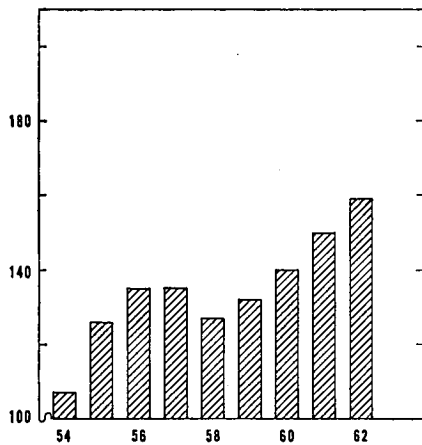
ENSEMBLE DES INDUSTRIES



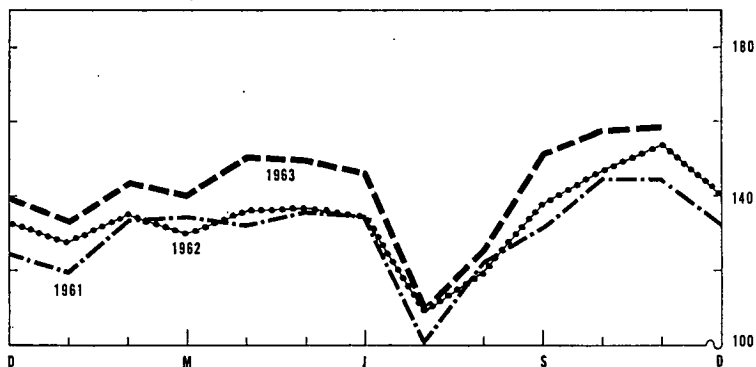
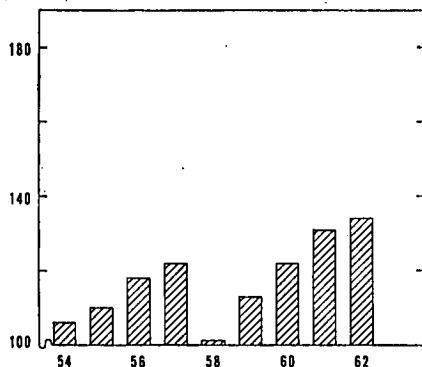
SIDERURGIE ET METAUX NON FERREUX



FABRICATIONS METALLIQUES



TEXTILES



IV - 3. — ENERGIE

Sources : Direction générale des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Industrie [col. (8) et (9)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (3), (6) et (7)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production globale	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation appareate de houille cru 1	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production totale	Mise en œuvre	Production des cokeries destinée aux fournitures industrielles directes	Total de gaz disponible
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1955	2.498	371	— 287	2.702	826	912	n.d.	92	168
1956	2.463	179	35	2.777	841	987	n.d.	99	182
1957	2.424	1.413	126	2.738	838	1.051	445	97	180
1958	2.255	6.928	221	2.319	841	1.043	542	100	182
1959	1.896	7.496	233	2.410	907	1.097	546	103	188
1960	1.872	6.565	159	2.472	1.019	1.174	579	109	200
1961	1.794	4.394	122	2.479	1.090	1.247	660	102	196
1962	1.769	1.351	182	2.580	1.149	1.368	705	104	214
1963	p 1.782	p 461			p 1.166	1.483	1.013	102	224
1962 2 ^e trimestre	1.801	2.597	118	2.591	1.148	1.274	738	106	206
3 ^e trimestre	1.615	2.002	180	2.312	1.145	1.253	688	101	189
4 ^e trimestre	1.869	1.351	309	2.807	1.187	1.565	728	105	233
1963 1 ^{er} trimestre	1.863	974	362	2.648	1.185	1.588	971	101	255
2 ^e trimestre	1.801	631	456	2.727	1.166	1.392	996	102	206
3 ^e trimestre	p 1.564	p 446	496	2.435	1.119	1.332	1.031	100	196
4 ^e trimestre	p 1.898	p 461			p 1.181	1.621	1.054	104	241
1963 Janvier	2.017	1.294	202	2.515	1.181	1.665	811	103	282
Février	1.719	1.158	388	2.478	1.193	1.501	1.004	95	245
Mars	1.853	974	496	2.951	1.180	1.599	1.098	104	238
Avril	1.875	766	342	2.953	1.182	1.460	940	104	218
Mai	1.917	726	519	2.725	1.185	1.399	1.028	102	210
Juin	1.611	631	508	2.504	1.132	1.316	1.021	100	189
Juillet	1.831	563	515	2.342	1.092	1.253	1.024	96	178
Août	1.663	473	437	2.480	1.114	1.324	1.047	101	201
Septembre	1.712	460	536	2.482	1.150	1.420	1.022	101	207
Octobre	1.964	466	524	2.723	1.176	1.608	1.058	108	224
Novembre	p 1.842	p 469	549	p 2.789	p 1.169	1.553	1.045	99	220
Décembre	p 1.889	p 461			p 1.197	1.702	1.060	106	279
1964 Janvier	p 2.011	p 580			p 1.179	1.715			
Février	p 1.792	p 719			p 1.182				

1 Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1,8 tonne de coke et 0,9 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue).

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — Fabrimétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)		(6)
1955	492	366	3,49	1,96	5,45	5,54
1956	532	397	4,34	2,78	7,12	6,32
1957	523	371	3,87	2,27	6,14	6,63
1958	501	350	3,44	1,99	5,43	6,62
1959	536	386	3,98	2,55	6,53	6,69
1960	599	407	4,40	2,93	7,33	7,26
1961	584	405	5,43	3,76	9,19	8,09
1962	613	451	5,35	3,74	9,09	8,94
1963	627	477	p 5,91	p 4,08	p 9,99	p10,25
1962 2 ^e trimestre	626	458	5,20	3,84	9,04	9,00
3 ^e trimestre	592	423	5,26	3,15	8,41	8,52
4 ^e trimestre	614	462	5,74	3,67	9,41	9,63
1963 1 ^{er} trimestre	612	469	p 5,05	p 3,84	p 8,89	p 8,82
2 ^e trimestre	620	483	p 5,83	p 4,03	p 9,86	p10,78
3 ^e trimestre	615	451	p 6,28	p 4,16	p10,44	p 9,74
4 ^e trimestre	663	504	p 6,47	p 4,28	p10,75	p11,67
1963 Février	571	438	p 4,78	p 3,27	p 8,05	p 8,46
Mars	636	491	p 5,50	p 4,59	p10,09	p 9,74
Avril	619	489	p 5,65	p 3,92	p 9,57	p10,77
Mai	636	492	p 6,38	p 3,97	p10,35	p10,55
Juin	604	468	p 5,47	p 4,18	p 9,65	p10,90
Juillet	589	418	p 5,59	p 4,98	p10,57	p 9,22
Août	627	445	p 6,30	p 3,77	p10,07	p 9,26
Septembre	628	489	p 6,94	p 3,73	p10,67	p10,74
Octobre	696	544	p 6,83	p 4,22	p11,05	p12,03
Novembre	630	476	p 5,50	p 4,41	p 9,91	p10,28
Décembre	663	490	p 7,09	p 4,22	p11,31	p12,70
1964 Janvier	700 ¹					
Février	683 ¹					

¹ Estimations sur base chiffre Agefi.

IV - 5. — CONSTRUCTION : données annuelles

Source : Institut National de Statistique.

Années	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation					Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation				
	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés
	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles			Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		
	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Nombre	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre
1954										
1955	36.615	23.564	9.468	1.220	31.698	3.588	8.561	2.569	3.731	5.422
1956	33.742	22.793	9.266	1.226	32.604	3.921	10.997	3.123	4.482	5.982
1957	34.904	24.063	9.407	1.318	31.724	3.618	9.255	3.009	3.772	6.090
1958	32.329	21.732	9.368	1.192	30.605	2.636	6.059	2.619	2.843	4.809
1959	38.989	26.683	9.724	1.368	35.333	3.036	8.661	3.135	4.951	5.209
1960	41.102	28.881	9.645	1.230	34.800	3.151	11.805	3.567	6.360	5.530
1961	44.552	31.603	10.436	1.407	38.010	3.498	12.785	3.958	7.071	6.170
1962	39.017				32.178					5.169

IV - 6. — CONSTRUCTION : données mensuelles

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation 1		Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation 2	
	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments commencés	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments commencés
1962 2 ^e trimestre	3.158	3.294	630	474
3 ^e trimestre	3.320	3.226	1.010	476
4 ^e trimestre	2.943	2.337	897	486
1963 1 ^{er} trimestre	3.135	656	692	158
2 ^e trimestre	3.303	2.636	940	593
3 ^e trimestre	2.901	2.426	908	490
4 ^e trimestre	2.864	2.025	743	503
1962 Décembre	2.783	1.216	802	330
1963 Janvier	2.804	161	658	73
Février	2.884	132	641	55
Mars	3.717	1.674	777	347
Avril	3.435	2.254	920	411
Mai	3.280	2.875	981	712
Juin	3.195	2.779	919	655
Juillet	3.211	2.152	976	383
Août	2.989	2.354	963	555
Septembre	2.502	2.773	786	531
Octobre	2.931	2.632	802	644
Novembre	2.737	2.164	737	607
Décembre	2.923	1.280	691	259

1 Constructions nouvelles ou reconstructions totales pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

2 Constructions, reconstructions, transformations et extensions pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

**IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.**

Indices généraux de la production industrielle (non ajustés pour variations saisonnières)

Base 1953 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E.			Belgique			Allemagne occidentale 1		
	1961	1962	% variat. *	1961	1962	% variat. *	1961	1962	% variat. *
	1962	1963		1962	1963		1962	1963	
1 ^{er} trimestre	179	189	+ 5,6	126 ²	140	+ 10,6	185	188	+ 1,6
2 ^e trimestre	185	197	+ 6,5	142	146	+ 2,5	193	203	+ 5,2
3 ^e trimestre	171	182	+ 6,4	130	137	+ 6,0	181	192	+ 6,1
4 ^e trimestre	194	207	+ 6,7	143	149	+ 4,1	202	214	+ 5,9
1 ^{er} trimestre	189	193	+ 2,1	140	143	+ 2,7	188	192	+ 2,1
2 ^e trimestre	197	209	+ 6,1	146	157	+ 8,0	203	213	+ 4,9
3 ^e trimestre	182	191	+ 4,9	137	145	+ 5,7	192	198	+ 3,1
4 ^e trimestre	207	220	+ 6,3	149	161	+ 8,4	214	224	+ 4,7
	France			Italie			Pays-Bas		
	1961	1962	% variat. *	1961	1962	% variat. *	1961	1962	% variat. *
	1962	1963		1962	1963		1962	1963	
1 ^{er} trimestre	184	196	+ 6,5	196	220	+ 12,2	160	163	+ 1,9
2 ^e trimestre	187	199	+ 6,4	199	219	+ 10,1	162	168	+ 3,7
3 ^e trimestre	158	168	+ 6,3	197	211	+ 7,1	154	162	+ 5,2
4 ^e trimestre	195	207	+ 6,2	217	236	+ 8,8	165	173	+ 4,8
1 ^{er} trimestre	196	196	—	220	232	+ 5,5	163	164	+ 0,6
2 ^e trimestre	199	213	+ 7,0	219	243	+ 11,0	168	174	+ 3,6
3 ^e trimestre	168	176	+ 4,8	211	232	+ 10,0	162	171	+ 5,6
4 ^e trimestre	207	223	+ 7,7	236	256	+ 8,5	173		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

1 A l'exclusion de la Sarre et de Berlin-Ouest.

2 Grève.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique*. — *Revue du Travail*. — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Bulletin de Fabrimétal*. — *Bulletin statistique mensuel de Fedéchar*. — *Bulletin mensuel du M.A.E.* (Administration de l'Industrie - Energie électrique). — *Energie*. — *Figas*, circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz. — *Agence économique et financière*. — *La Construction*. — *Statistiques générales (O.C.D.E.)*.

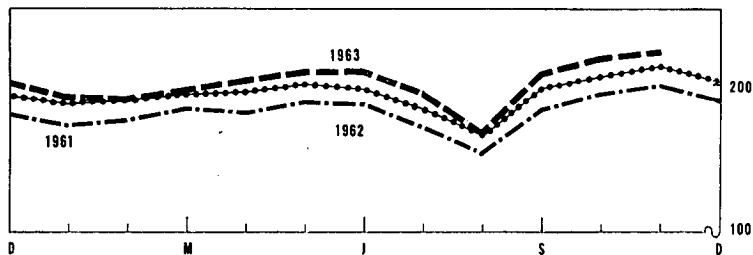
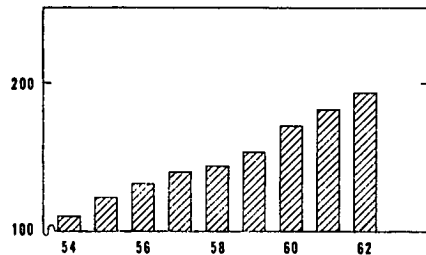
IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

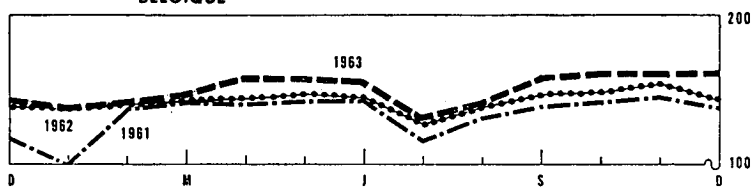
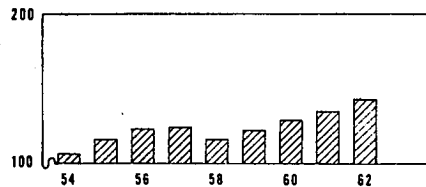
Base 1953 = 100

(non ajustés pour variations saisonnières)

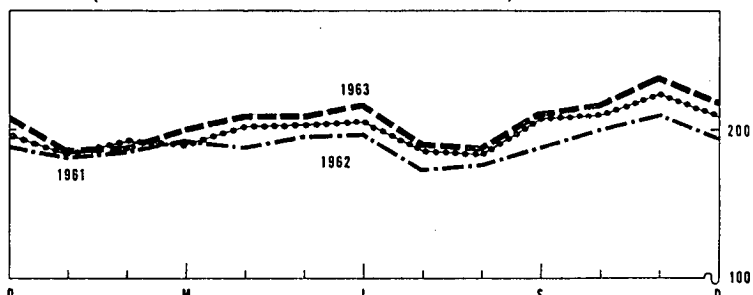
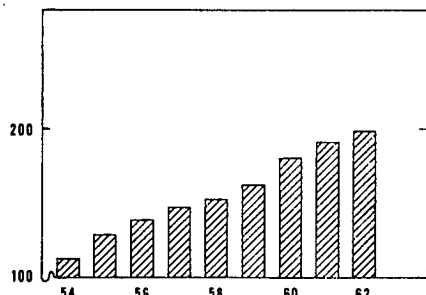
ENSEMBLE DES PAYS DE LA C.E.E.



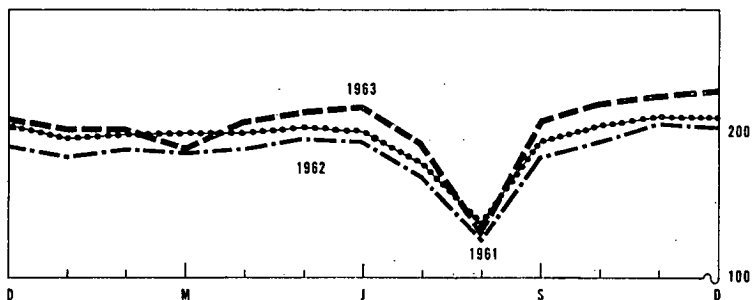
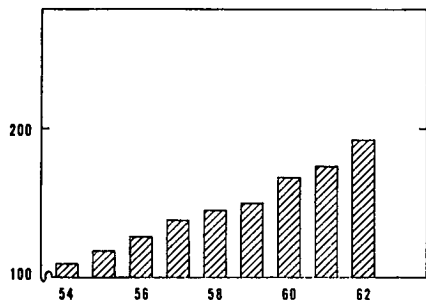
BELGIQUE



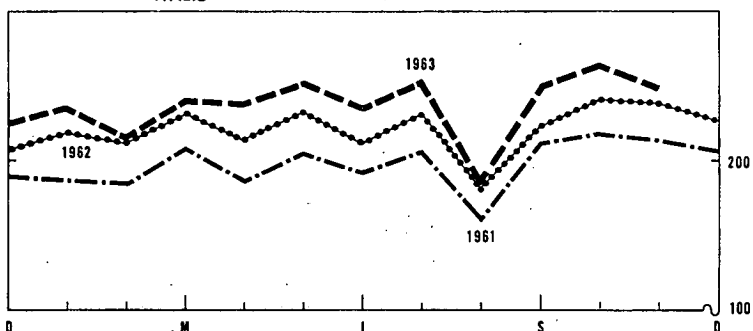
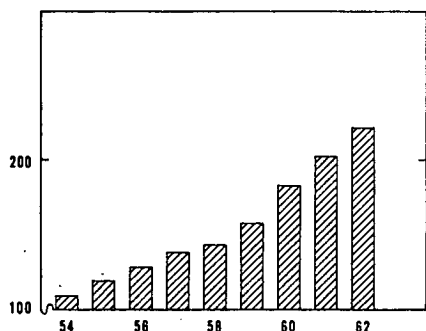
ALLEMAGNE OCCIDENTALE (à l'exclusion de la Sarre et de Berlin-Ouest)



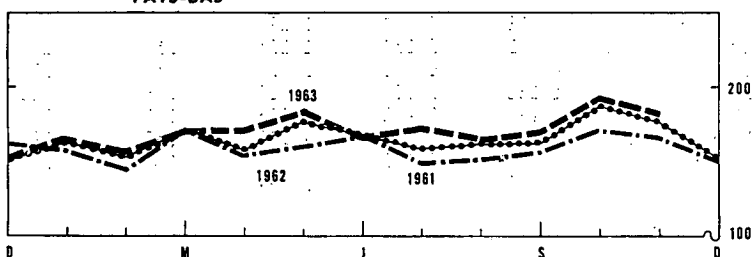
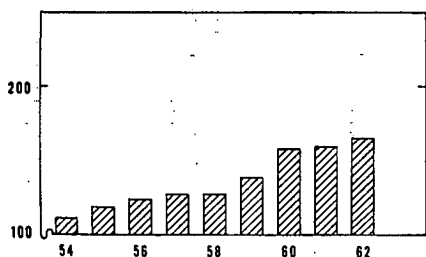
FRANCE



ITALIE



PAYS-BAS



V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a). — Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B., S.N.C.V. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					S.N.C.V. Tonnes-km transportées ² (milliers)	SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)			Trafic payant aérien régulier			
	Nombre de voyageurs- km (millions)	Nombre de tonnes-km productives ¹ (milliers de tonnes)	Tonnage total	dont			(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
				combustibles et huiles minérales	Minerais			
1955	654	547	5.745	2.504	946	1.201	48,2	7,0
1956	694	577	5.874	2.389	980	965	56,7	8,2
1957	713	548	5.558	2.321	966	797	77,4	10,0
1958	755	486	4.818	1.876	959	618	99,7	12,2
1959	710	505	4.874	1.866	1.043	364	88,7	11,3
1960	715	525	5.070	1.935	1.155	294	108,7	13,8
1961	724	538	5.115	1.937	1.177	225	98,2	12,9
1962	746	539	5.189	1.998	1.209	212	115,4	13,7
1963						171		
1962 2 ^e trimestre	753	546	5.232	1.984	1.259	234	122,7	14,3
3 ^e trimestre	766	505	4.897	1.856	1.173	188	173,0	18,8
4 ^e trimestre	739	569	5.499	2.149	1.198	191	88,2	11,4
1963 1 ^{er} trimestre	p 718	617	5.615	2.358	1.090	181	74,3	10,5
2 ^e trimestre	p 760	552	5.428	2.216	1.162	166	112,6	13,5
3 ^e trimestre	p 765	511	4.967	1.922	1.135	162	174,7	19,2
4 ^e trimestre						173		
1962 Décembre	722	561	5.214	2.097	1.187	152	78,3	10,8
1963 Janvier	p 748	608	5.453	2.254	1.140	158	74,6	10,7
Février	p 688	643	5.647	2.273	1.134	174	61,2	9,0
Mars	p 717	601	5.744	2.548	997	212	87,2	11,7
Avril	p 767	580	5.612	2.429	1.153	175	91,0	11,4
Mai	p 756	555	5.519	2.225	1.172	169	99,2	12,2
Juin	p 756	522	5.153	1.995	1.162	153	147,6	16,9
Juillet	p 782	499	4.718	1.772	1.102	152	189,2	20,2
Août	p 752	507	5.022	1.977	1.153	162	175,3	19,1
Septembre	p 762	528	5.161	2.016	1.144	171	159,5	18,3
Octobre	p 764	605	6.012	2.403	1.261	186	115,0	14,4
Novembre	p 755	573	5.597	2.305	1.132	154	68,2	10,1
Décembre						180		

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

² Les tonnes-km transportées sont calculées en faisant la somme des produits du tonnage transporté par le nombre de kilomètres du transport effectué.

V - 1b). — Navigation maritime

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand		
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
1955	2.830	1.439	1.234	154	155	118
1956	3.172	1.865	1.279	178	216	82
1957	3.296	1.828	1.227	171	209	79
1958	3.545	1.723	1.210	163	169	82
1959	3.622	1.668	1.266	145	152	83
1960	3.774	1.816	1.288	150	166	75
1961	3.846	1.936	1.284	139	167	61
1962	4.167	2.159	1.300	137	143	70
1963	4.356			151		
1962 2 ^e trimestre	4.213	2.322	1.359	127	141	71
3 ^e trimestre	4.181	1.915	1.224	153	137	68
4 ^e trimestre	4.133	2.394	1.189	146	161	71
1963 1 ^{er} trimestre	4.225	2.363	1.228	150	137	55
2 ^e trimestre	4.367	2.482	1.202	149	151	79
3 ^e trimestre	4.448	2.703	1.290	150	179	59
4 ^e trimestre	4.384			155		
1963 Janvier	4.118	2.277	1.228	142	138	75
Février	3.961	2.157	1.165	152	156	27
Mars	4.597	2.656	1.292	156	117	64
Avril	4.160	2.489	1.209	128	103	75
Mai	4.497	2.458	1.205	161	158	61
Juin	4.444	2.500	1.193	158	191	100
Juillet	4.386	2.593	1.348	166	206	53
Août	4.329	2.703	1.263	166	132	80
Septembre	4.630	2.814	1.258	119	198	44
Octobre	4.574	2.845	1.592	147	163	110
Novembre	4.273			168		
Décembre	4.305			151		
1964 Janvier	4.797			214		

¹ Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

V - 1c). — Navigation intérieure

Source : I.N.S.

Ensemble des trafics ¹	
(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes km.)
(1)	(2)
4.737	385
4.659	374
4.642	383
4.269	361
4.534	402
5.097	436
5.426	456
5.553	452
5.858	471
5.744	461
5.336	452
2.699	198
6.512	532
6.493	525
1.719	114
1.470	87
4.907	393
6.520	526
6.861	561
6.156	510
6.900	562
6.405	510
6.174	504

V - 2. — TOURISME

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne oc.	U.S.A.
1954	911	692	50	31	57	19	17
1955	1.019	766	60	33	68	22	19
1956	1.084	815	66	35	71	23	19
1957	1.186	898	71	33	81	25	18
1958	1.341	877	84	37	102	69	51
1959	1.249	979	55	30	82	27	20
1960	1.307	982	69	33	99	33	25
1961	1.387	1.061	74	34	89	38	21
1962	1.437	1.083	82	37	98	41	23
1962 1 ^{er} trimestre	322	194	22	18	13	19	12
2 ^e trimestre	1.369	997	77	36	115	42	28
3 ^e trimestre	3.590	2.852	199	70	238	82	38
4 ^e trimestre	412	248	30	22	16	23	16
1963 1 ^{er} trimestre	334	196	24	17	14	21	12
2 ^e trimestre	1.422	1.009	83	41	125	50	31
3 ^e trimestre	3.793	2.981	214	73	260	94	45
1962 Octobre	460	266	33	25	21	29	24
Novembre	391	231	31	20	14	22	15
Décembre	385	246	26	22	14	17	10
1963 Janvier	319	187	23	16	14	19	11
Février	305	182	21	16	12	18	11
Mars	379	219	29	20	16	25	15
Avril	1.272	912	102	35	89	43	20
Mai	832	520	53	36	69	41	33
Juin	2.163	1.593	95	51	217	67	40
Juillet	5.066	4.224	212	70	295	82	51
Août	5.172	4.033	313	110	364	149	46
Septembre	1.142	686	117	38	122	52	37
Octobre	499	267	37	26	27	34	30

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a). — Indices des ventes

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples					Coopératives	Grandes entreprises spécialisées dans l'habillement ⁴		Gros-sistes	Entre-prises à suc-cursales	Indices après élimination des variations de prix et des variations saisonnières (Calculs B.N.B.)		
	Indice général	Alimen-tation	Habille-ment	Ameu-blement	Ménage ¹		Indice général	Hom-mes ²			Sous-vête-ments et acces-soires ³	Alimen-tation générale	Alimen-tation	Grands mag-nas-ins	Coopé-ratives	Gros-sis-tes en alimen-tation générale
1955	114	120	111	108	114	115	113	88	111	107	113	114	109
1956	124	133	120	114	127	125	123	97	132	120	119	121	126
1957	129	132	126	124	139	125	125	105	131	123	121	117	122
1958	139	140	138	129	149	131	132	105	139	131	128	121	129
1959	144	145	149	126	150	132	136	104	145	138	131	120	132
1960	156	159	159	141	162	138	144	106	155	144	143	125	142
1961	161	160	164	145	165	144	168	116	163	152	145	130	147
1962	170	172	172	154	171	152	166	142	173	172	151	135	154
1963	180	177	185	164	179	161	p 186	p 139	p 179	193	156	140	p 156
1962 2 ^e trimestre	168	168	184	153	165	149	210	129	173	166	154	135	153
3 ^e trimestre	159	153	157	159	172	143	136	135	173	162	149	130	147
4 ^e trimestre	205	195	209	153	191	167	181	159	187	193	155	140	164
1963 1 ^{er} trimestre	156	182	148	155	157	160	p 158	147	169	189	150	140	157
2 ^e trimestre	176	167	195	165	171	159	p 224	138	p 176	186	160	142	p 155
3 ^e trimestre	171	159	174	172	182	153	p 161	121	p 183	185	156	136	p 153
4 ^e trimestre	216	199	224	166	206	173	p 200	p 150	p 187	214	158	140	p 157
1963 Janvier	153	178	153	141	148	170	p 146	213	181	188	144	148	169
Février	147	178	127	149	158	151	p 118	109	162	184	153	139	156
Mars	168	189	164	174	166	158	p 209	120	165	194	153	135	146
Avril	176	177	191	167	166	155	p 258	145	174	186	154	138	154
Mai	177	172	191	173	179	165	p 217	137	186	192	160	147	166
Juin	174	153	203	156	169	156	p 196	132	p 167	181	165	142	p 146
Juillet	178	147	198	177	187	147	p 175	148	p 185	180	151	132	p 157
Août	172	167	164	162	185	158	p 150	108	p 181	186	169	144	p 149
Septembre	163	162	159	176	175	153	p 158	108	p 183	189	149	131	p 153
Octobre	188	183	211	162	188	165	p 222	154	p 190	202	155	136	p 164
Novembre	211	188	199	160	182	158	p 180	p 126	p 170	196	160	141	p 157
Décembre	250	227	262	177	249	195	p 199	p 171	p 202	244	158	144	p 150
1964 Janvier	166	179	164	176	174		p 175	p 244	p 244	195	150		p 160

1 Articles de ménage et appareils ménagers. — 2 Comprend principalement des vêtements de dessus. — 3 Sous-vêtements : hommes et/ou femmes. — 4 Un certain nombre de firmes supplémentaires ayant été incorporées à l'échantillon, les indices, à partir de 1962, ne sont plus entièrement comparables à ceux des années antérieures.

V - 3b). — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : Institut National de Statistique.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédit accordé au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1961 1 ^{er} semestre	1.418	643	159	616	11,36	2,82	3,72	4,82	5,14	1,68	1,58	1,88
2 ^o semestre	1.430	625	169	636	11,75	2,92	3,80	5,03	4,99	1,67	1,51	1,81
1962 1 ^{er} semestre	1.405	634	170	601	11,86	3,15	3,91	4,80	5,29	1,73	1,65	1,91
2 ^o semestre	1.373	646	163	564	11,94	3,30	3,96	4,68	5,24	1,87	1,47	1,90
1963 1 ^{er} semestre	1.361	641	166	554	12,74	3,60	4,19	4,95	5,70	2,03	1,73	1,94

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 8 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 8 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1961 1 ^{er} semestre	55	27	1	27	87,1	31,4	6,3	49,4
2 ^o semestre	50	26	1	23	81,8	30,0	5,9	45,9
1962 1 ^{er} semestre	53	27	1	25	84,6	30,3	6,2	48,1
2 ^o semestre	54	31	1	22	87,9	33,8	7,6	46,5
1963 1 ^{er} semestre	57	32	1	24	100,1	35,7	8,3	56,1

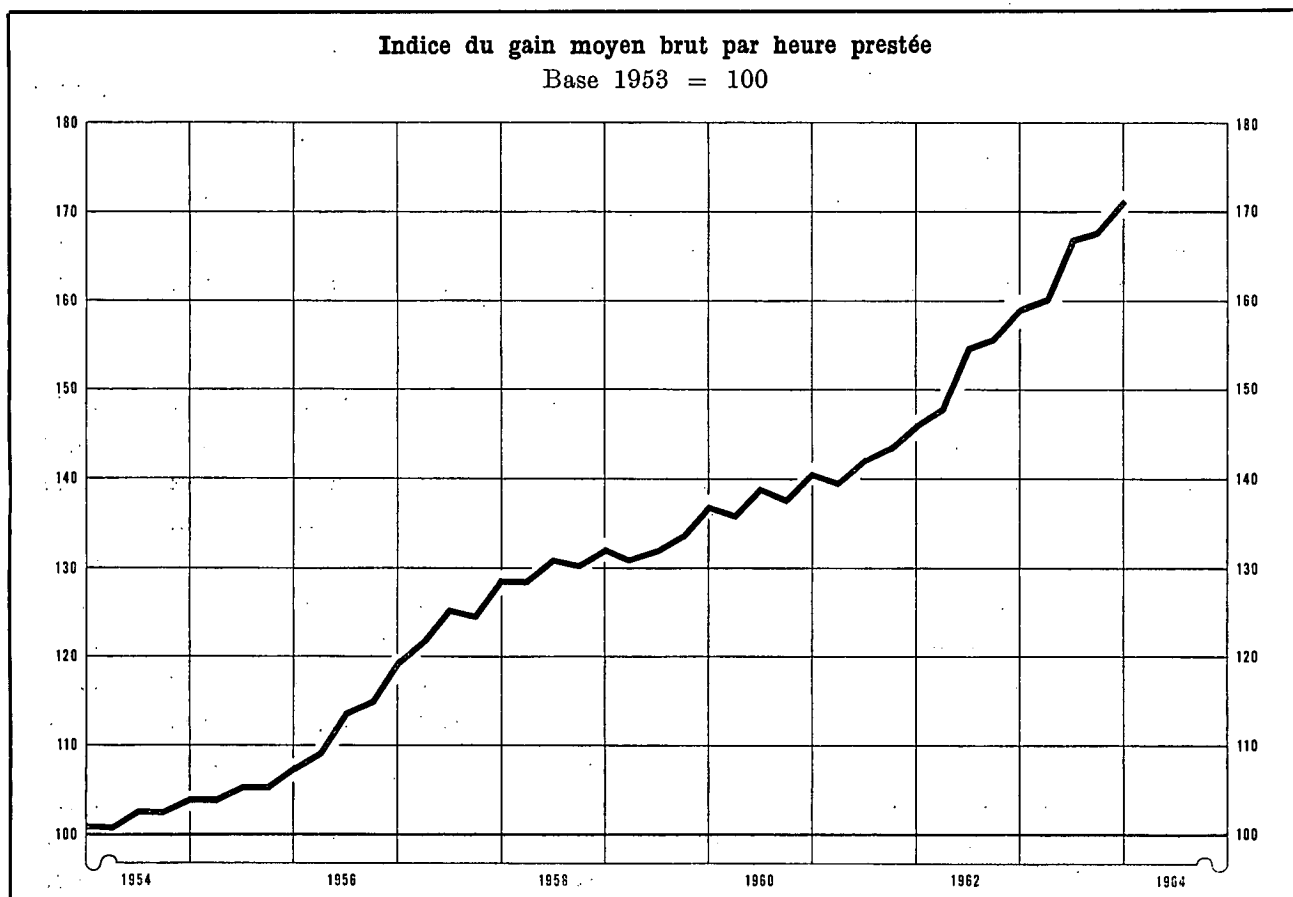
3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtement	Livres	Equipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel, non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neufs	usagés						
Nombre de contrats (milliers)												
1961 1 ^{er} semestre	754	4,1	1,1	3,2	28,6	15,1	18,8	368,0	25,4	8,9	274,3	6,6
2 ^o semestre	829	3,5	1,2	2,6	24,4	12,6	14,4	433,1	19,6	9,5	299,1	8,9
1962 1 ^{er} semestre	742	3,7	1,2	2,8	30,5	15,3	15,8	337,6	21,4	8,0	300,6	5,1
2 ^o semestre	781	3,5	1,1	2,2	26,6	14,1	15,6	368,6	17,3	7,2	319,2	5,1
1963 1 ^{er} semestre	732	4,1	1,2	1,8	35,3	16,4	14,0	347,8	19,7	8,2	277,7	5,9
Crédit accordé (millions de francs)												
1961 1 ^{er} semestre	5.141	488	69	104	1.496	390	147	297	38	388	1.666	58
2 ^o semestre	4.991	419	66	123	1.268	334	124	354	39	444	1.751	69
1962 1 ^{er} semestre	5.290	475	76	89	1.626	411	122	294	45	423	1.689	40
2 ^o semestre	5.238	463	66	106	1.407	353	108	384	38	428	1.855	30
1963 1 ^{er} semestre	5.696	636	81	82	1.820	442	108	308	42	473	1.656	48
Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total												
1961 1 ^{er} semestre	100,0	9,5	1,4	2,0	29,1	7,6	2,9	5,8	0,7	7,5	32,4	1,1
2 ^o semestre	100,0	8,4	1,3	2,4	25,4	6,7	2,5	7,1	0,8	8,9	35,1	1,4
1962 1 ^{er} semestre	100,0	9,0	1,4	1,7	30,7	7,8	2,3	5,6	0,8	8,0	31,9	0,8
2 ^o semestre	100,0	8,8	1,3	2,0	26,9	6,7	2,1	7,3	0,7	8,2	35,4	0,6
1963 1 ^{er} semestre	100,0	11,2	1,4	1,4	32,0	7,8	1,9	5,4	0,7	8,3	29,1	0,8

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.). — Chronique des transports (bimensuel). — Les transports maritimes. Etude Annuelle (O.C.D.E.). — Bulletin général de Statistique (Office statistique des Communautés européennes).

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)



Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1953 = 100

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 418). — col. (4) : O.N.S.S. calcule B.N.B. (voir note) — col. (5) : I.R.E.S.P.

	Gain moyen par heure prestée	Salaire horaire type 1		Indice de la masse salariale 2	Indice du coût de la main-d'œuvre 3
		Ouvrier qualifié	Ouvrier non-qualifié		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
1955	106	105	106	108	106
1956	115	114	114	118	114
1957	125	125	125	129	125
1958	131	129	129	125	132
1959	133	131	132	121	135
1960	138	135	137	128	141
1961	143	140	141	134	148
1962	154	149	151	146	159
1963	p 167	161	163		
1962 Juin	155	149	151		161
Sept.	156	152	153		161
Déc.	159	153	154		165
1963 Mars ... p	160	156	158		168
Juin ... p	167	160	162		176
Sept. ... p	168	163	165		176
Déc. ... p	172	164	166		

Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers

(charges sociales comprises)

Source : Fédération des Industries belges.

	Belgique (francs belges)	Allemagne occidentale	Royaume-Uni	Pays-Bas	France	Italie
1954	28,74	87,9	94,3	69,0	n.d.	83,7
1955	29,91	90,1	98,4	71,9	n.d.	84,2
1956	32,68	89,7	97,6	72,5	n.d.	82,4
1957	35,67	92,2	93,7	70,4	n.d.	78,7
1958	37,04	95,1	95,0	70,2	101,4	80,4
1959	38,30	98,9	95,0	70,4	89,8	80,7
1960	39,71	105,2	98,4	73,8	92,8	81,5
1961	41,76	115,1	100,6	82,4	96,3	82,0
1962	44,72	119,6	98,9	84,5	98,9	89,3
1960 Février-Avril	39,48	99,0	97,3	72,7	n.d.	81,7
Août-Octobre	39,93	106,7	99,5	75,6	n.d.	81,4
1961 Février-Avril	41,20	107,4	100,0	78,0	96,6	82,4
Août-Octobre	42,32	116,8	101,3	83,6	97,7	81,7
1962 Février-Avril	43,72	120,0	100,3	84,4	99,9	88,4
Août-Octobre	45,73	119,2	97,5	84,5	100,0	90,1
1963 Février-Avril	48,09	p115,4	94,6	83,3	p 99,3	p95,7

1 Non compris les ouvriers du transport.

2 Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction, et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XVe Rapport annuel O.N.S.S., p. 141.)

3 Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre, et non pas le coût par unité produite.

4 Les chiffres annuels sont des moyennes des taux horaires de février-avril et de août-octobre.

5 La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus ne tiennent pas compte des variations de niveau des prix belges et étrangers : ils ne reflètent donc pas le rapport des salaires réels.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE

(hommes + femmes — en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1958 octobre	1959 octobre	1960 octobre	1961 octobre	1962 octobre	1963 avril	1963 octobre (prévisoire)
<i>Industries extractives :</i>							
Extraction de charbon (fond et surf.) ¹	39,24	39,89	40,09	41,29	45,70	46,26	46,60
Carrières ¹	30,99	31,83	34,61	34,79	37,58	38,53	38,53
Total des industries extractives ¹	38,63	39,36	39,72	40,81	45,10	45,69	46,00
<i>Industries manufacturières :</i>							
Dentrées alimentaires (sauf boissons) ...	24,25	25,24	25,98	27,67	29,41	30,73	32,59
Boissons	27,79	29,05	29,21	30,27	32,30	32,93	34,67
Tabac	21,10	21,54	22,27	22,94	26,12	26,64	29,58
Industries textiles	23,09	23,96	25,04	26,94	27,55	30,26	31,09
Chaussures, habillement	18,92	19,20	20,09	21,23	23,16	24,11	25,38
Bois (sauf meubles)	25,13	25,07	26,67	28,25	30,47	31,42	32,67
Industrie du meuble	26,14	26,08	27,59	30,05	31,38	33,56	35,65
Papier, articles en papier	27,82	26,99	28,98	30,85	33,39	35,07	35,95
Impressions et reliures	31,85	32,58	32,85	34,97	37,02	38,86	39,14
Cuir (sauf chaussures, habillement)	22,53	23,25	24,34	25,80	27,82	29,03	31,23
Industrie du caoutchouc	28,50	30,19	30,85	31,65	34,16	35,78	35,92
Industries chimiques	29,14	30,92	31,64	32,84	35,08	37,66	39,01
Dérivés du pétrole et du charbon	42,54	44,20	45,29	47,48	49,97	54,25	53,74
Produits minéraux non métalliques	28,03	29,23	30,37	32,05	34,43	35,84	38,00
Industries métallurgiques de base	37,45	39,19	41,11	42,13	45,11	45,98	47,85
Fabricat. métall., à l'exclus. des machines et du matériel de transport	31,61	30,12	31,08	32,72	35,92	37,89	39,27
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	32,36	32,46	33,66	34,92	37,70	40,79	41,21
Industrie électrotechnique	28,44	28,89	29,60	30,18	33,57	35,53	35,67
Construction de matériel de transport ...	37,06	36,61	37,36	37,58	42,06	44,68	46,12
Industrie du diamant	23,88	24,90	25,42	25,99	26,72	28,01	31,52
Total des industries manufacturières	27,91	28,56	29,59	31,01	33,26	35,12	36,41
dont : hommes	31,60	32,20	33,30	34,63	37,13	38,97	40,33
femmes	18,58	19,13	20,00	21,10	22,78	24,41	25,56
Construction ¹	30,42	30,72	32,76	33,17	36,21	37,81	38,49
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>							
Total (hommes + femmes)	29,75	30,24	31,36	32,40	35,00	36,68	37,76
dont : hommes	32,51	32,98	34,16	35,14	37,99	39,61	40,69

¹ Hommes seulement.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *Rapports annuels de l'O.N.S.S.* — *Revue du Travail*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Le coût de la main d'œuvre dans l'industrie européenne*, *Études et Documents nouvelle série*, no 52, 1959 (B.I.T.). — *Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.)*.

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX

1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment à New-York	Café à New-York Santos IV	Laine Mérinos 64S au Royaume- Uni	Coton 15/16 middling (New-York- Spot)	Caoutchouc à Londres « Spot » price n° 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	cents par 60 lbs	cents par lb.	d par lb.	cents par lb.	d par lb.	£ par long ton	\$ par long ton	\$ par baril	
1955	271	56,8	107	34,6	34	352	740	40,5	2,65
1956	270	57,9	113	35,5	29	329	788	53,5	2,65
1957	272	56,4	125	36,4	26	219	755	47,7	2,90
1958	256	48,2	89	36,2	23	197	735	37,8	2,90
1959	251	36,8	91	34,6	30	238	785	40,3	2,78
1960	252	36,5	89	33,2	31	246	797	33,0	2,77
1961	254	35,8	90	34,3	24	230	888	35,3	2,86
1962	267	34,0	93	35,4	23	234	897	29,4	2,89
1963	269	34,3	107	35,4	p 21	234	910	27,0	2,89
1962 2 ^e trimestre	267	34,2	97	35,8	23	234	915	28,5	2,89
1962 3 ^e trimestre	270	34,2	92	35,5	22	234	855	27,3	2,89
1962 4 ^e trimestre	273	33,5	93	34,9	24	234	863	25,0	2,89
1963 1 ^{er} trimestre	279	33,9	103	35,5	23	234	853	28,3	2,89
1963 2 ^e trimestre	273	33,5	107	35,9	22	234	898	28,7	2,89
1963 3 ^e trimestre	253	33,6	104	35,2	20	234	913	25,3	2,89
1963 4 ^e trimestre	270	35,8	111	35,1	p 20	235	976	25,7	2,89
1963 Février	279	34,0	102	35,5	23	234	852	29,0	2,89
1963 Mars	283	33,6	106	35,8	22	234	856	28,0	2,89
1963 Avril	288	33,2	106	35,9	22	234	881	30,5	2,89
1963 Mai	274	33,4	106	35,9	22	234	905	30,5	2,89
1963 Juin	258	34,0	109	35,8	22	234	907	25,0	2,89
1963 Juillet	248	34,1	108	35,4	21	234	901	25,0	2,89
1963 Août	252	33,8	103	35,1	20	234	905	25,0	2,89
1963 Septembre	259	33,8	102	35,0	20	234	934	26,0	2,89
1963 Octobre	269	33,2	106	34,9	20	234	940	26,0	2,89
1963 Novembre	270	36,8	115	35,9	21	234	975	25,0	2,89
1963 Décembre	272	37,3	113	35,2	p 20	236	1.010	26,0	2,89
1964 Janvier	p 274	p 46,2		p 35,3	p 19	p 238	p 1.033		
1964 Février	p 273	p 47,5		p 35,3	p 20	p 250	p 1.109		

VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1953 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt — Chamber of Shipping.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indices Volkswirt (anciens indices Schulze)			Fret Royaume Uni (affrètement au voyage) 1 2
			général	industriel	alimentaire	
1955	100	98	103	105	99	165
1956	98	102	105	108	100	203
1957	93	100	104	107	98	145
1958	84	96	98	100	96	87
1959	84	93	100	103	94	93
1960	85	90	99	104	90	95
1961	84	90	99	103	90	102
1962	84	89	98	101	90	85
1963	94	90	100	103	95	104
1962 2 ^e trimestre	83	89	98	101	91	90
1962 3 ^e trimestre	83	90	97	100	89	76
1962 4 ^e trimestre	85	89	97	101	89	83
1963 1 ^{er} trimestre	91	90	99	102	93	91
1963 2 ^e trimestre	94	91	100	103	95	101
1963 3 ^e trimestre	92	89	100	102	94	101
1963 4 ^e trimestre	98	90	103	104	100	125
1963 Janvier	90	90	99	102	92	89
1963 Février	91	90	99	102	93	90
1963 Mars	92	89	99	102	93	93
1963 Avril	93	90	99	102	93	96
1963 Mai	95	93	101	103	96	105
1963 Juin	95	91	101	103	96	101
1963 Juillet	94	90	100	102	95	97
1963 Août	91	88	99	102	92	100
1963 Septembre	91	88	100	102	94	106
1963 Octobre	97	90	102	103	100	129
1963 Novembre	99	90	103	104	101	123
1963 Décembre	98	90	103	104	100	122
1964 Janvier	99	94	104	104	102	
1964 Février	98	91	104	105	100	

1 Affrètement au voyage pour cargaisons sèches.

2 La composition de la statistique ayant été élargie, les chiffres à partir de 1960 ne sont plus tout à fait comparables à ceux des périodes précédentes.

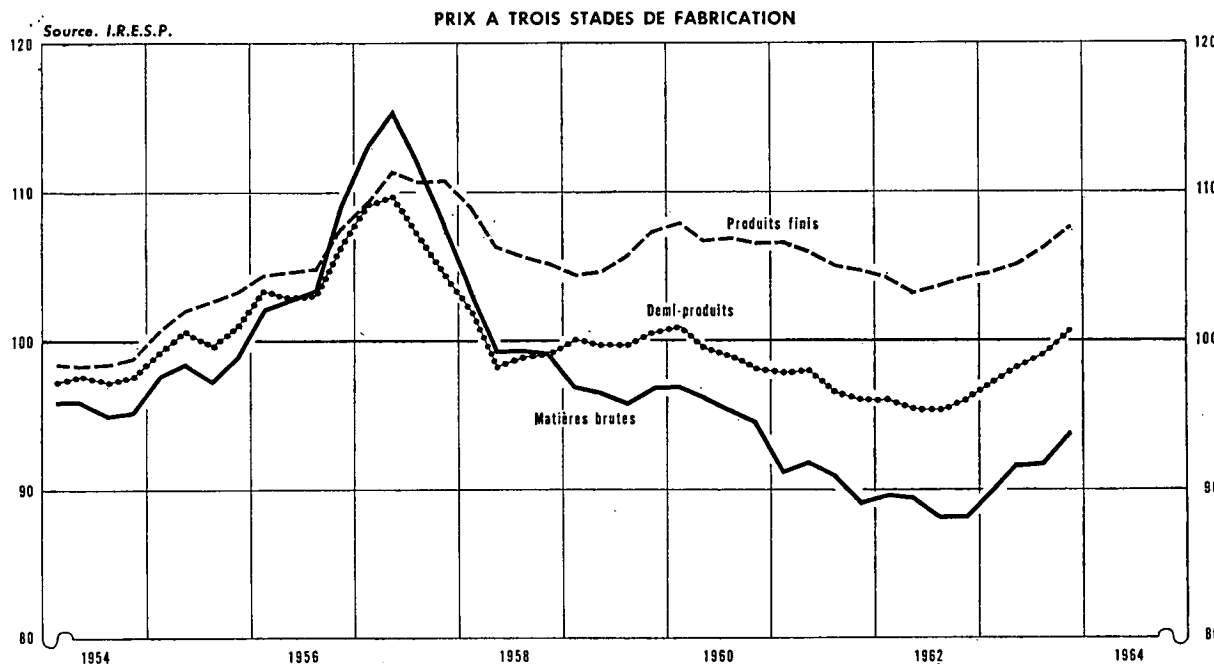
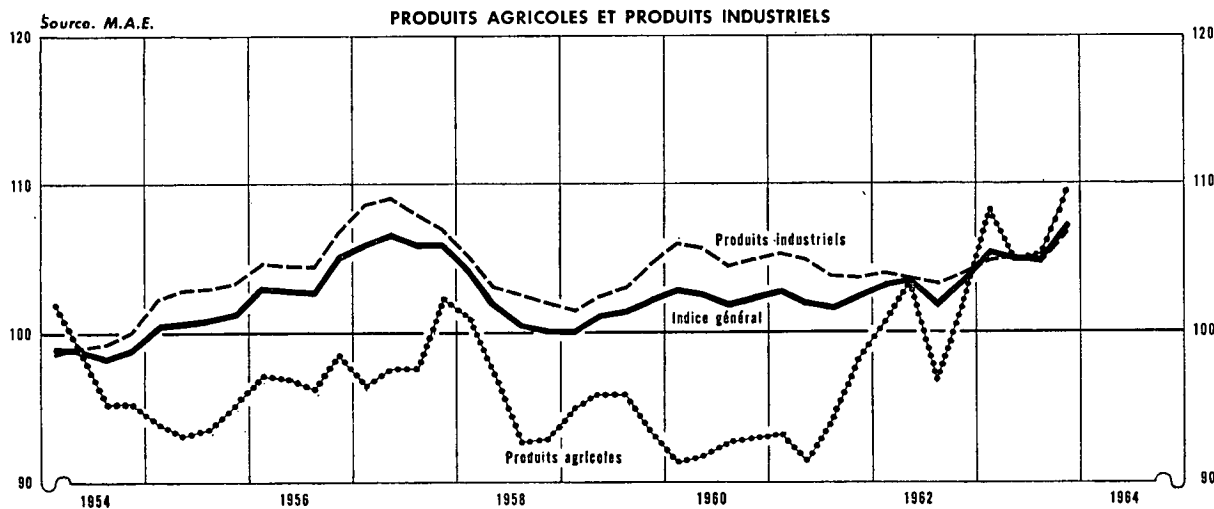
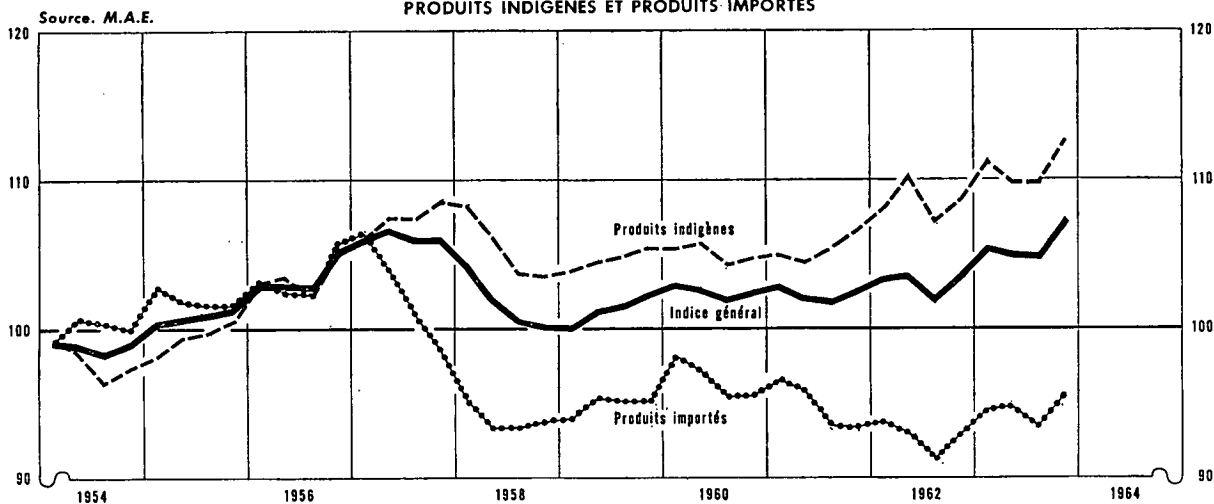
VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Source : Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie											Source : I.R.E.S.P.			
	Indice général	Produits		Produits agricoles			Produits industriels					Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.			
		indigènes	importés	indice général	animaux	végétaux	indice général	minéraux	métaux et prod. métal.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières brutes	demi-produits	produits finis
1955	101,0	99,4	101,8	94,0	97,7	90,3	102,9	100,7	105,0	97,7	104,6	105,4	98,1	100,1	102,2
1956	103,5	103,5	103,3	97,2	101,0	93,5	105,4	105,8	111,6	95,8	105,6	106,9	104,3	103,9	105,4
1957	106,3	107,4	102,2	98,7	103,1	94,5	108,3	112,1	114,4	98,2	108,9	111,9	112,2	107,5	110,6
1958	101,8	105,4	93,9	96,0	92,8	98,9	103,2	105,8	109,6	87,5	107,9	115,0	100,3	99,6	106,6
1959	101,4	104,7	95,2	95,0	95,9	94,1	103,0	103,7	109,8	84,9	107,6	115,4	95,7	99,3	105,5
1960	102,6	105,0	96,5	92,2	98,2	86,8	105,4	101,4	110,2	92,2	107,0	121,4	94,5	99,3	107,1
1961	102,4	105,0	94,8	94,3	110,2	81,5	104,5	99,4	109,1	93,3	104,5	121,7	90,9	97,1	105,7
1962	103,2	108,7	92,7	100,7	106,9	95,1	103,8	97,7	108,5	90,5	104,5	125,6	89,1	95,8	103,7
1963	105,8	110,9	94,5	107,0	117,8	97,5	105,4	99,7	109,4	95,4	105,1	130,0	p91,9	p 98,7	p105,9
1962 2 ^e trimestre	103,6	110,3	93,0	103,5	106,2	100,7	103,7	97,1	108,7	90,5	105,0	123,8	89,6	95,5	103,1
3 ^e trimestre	102,1	107,4	91,3	96,9	102,2	92,1	103,4	97,5	108,3	89,5	103,0	127,9	88,3	95,4	103,7
4 ^e trimestre	103,6	108,7	92,9	102,0	108,7	95,9	104,0	98,2	108,2	91,0	104,4	128,6	88,3	96,0	104,0
1963 1 ^{er} trimestre	105,5	111,3	94,5	108,2	114,5	102,3	104,9	98,3	108,5	94,4	105,8	129,0	p90,2	p 97,2	p104,5
2 ^e trimestre	105,1	109,9	94,7	104,9	113,5	97,2	105,1	99,6	108,9	94,4	105,3	130,0	p91,7	p 98,3	p105,1
3 ^e trimestre	105,0	109,9	93,5	105,2	118,7	93,7	104,9	99,4	109,7	94,6	103,9	130,1	p92,0	p 98,9	p106,4
4 ^e trimestre	107,4	112,6	95,6	109,7	125,1	96,9	106,9	101,9	110,6	98,4	105,3	131,1	p93,9	p100,6	p107,7
1963 Janvier	105,7	111,9	94,1	109,1	117,0	101,9	104,9	98,3	108,1	94,8	105,5	129,0	p90,0	p 96,3	p104,4
Février	105,5	111,2	94,6	107,9	113,8	102,4	104,9	98,3	108,1	94,9	105,8	129,0	p90,4	p 97,1	p104,6
Mars	105,4	110,9	94,8	107,5	112,7	102,7	104,8	98,3	109,2	93,6	106,0	129,0	p90,1	p 97,0	p104,6
Avril	105,0	110,1	94,5	104,7	110,7	99,1	105,0	99,2	108,8	93,8	106,4	129,9	p91,5	p 97,3	p104,8
Mai	105,0	109,6	95,2	104,5	113,6	96,4	105,1	99,6	109,0	94,3	105,5	129,9	p91,5	p 98,0	p105,1
Juin	105,2	110,0	94,3	105,5	116,3	96,1	105,1	99,9	108,9	95,2	104,1	130,1	p92,4	p 99,0	p105,5
Juillet	104,7	109,5	93,4	104,3	115,7	94,5	104,8	99,1	109,6	94,6	103,9	130,1	p92,0	p 98,6	p106,1
Août	104,8	109,5	93,4	104,6	119,7	92,0	104,8	99,2	109,7	94,4	104,0	130,1	p92,0	p 99,1	p106,3
Septembre	105,4	110,7	93,6	106,7	120,8	94,7	105,0	99,9	109,9	94,9	103,8	130,1	p91,8	p 99,2	p106,5
Octobre	106,2	111,3	94,4	107,7	120,8	96,8	105,9	100,6	110,2	96,5	104,6	130,6	p92,1	p 99,3	p107,1
Novembre	107,4	112,5	95,5	109,0	124,3	96,1	107,0	101,8	110,6	99,1	105,1	130,6	p94,8	p100,5	p107,5
Décembre	108,7	113,9	96,8	112,4	130,1	97,9	107,8	103,4	110,0	99,7	106,2	132,1	p96,2	p102,3	p108,6
1964 Janvier	109,2	115,6	97,7	112,5	129,7	98,3	108,4	102,9	111,6	100,3	107,7	132,1	p96,2	p102,0	p109,1
Février	109,2	115,0	98,6	107,2	123,5	93,7	109,6	103,3	113,5	101,1	108,2	136,2	p96,2	p102,3	p109,4

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

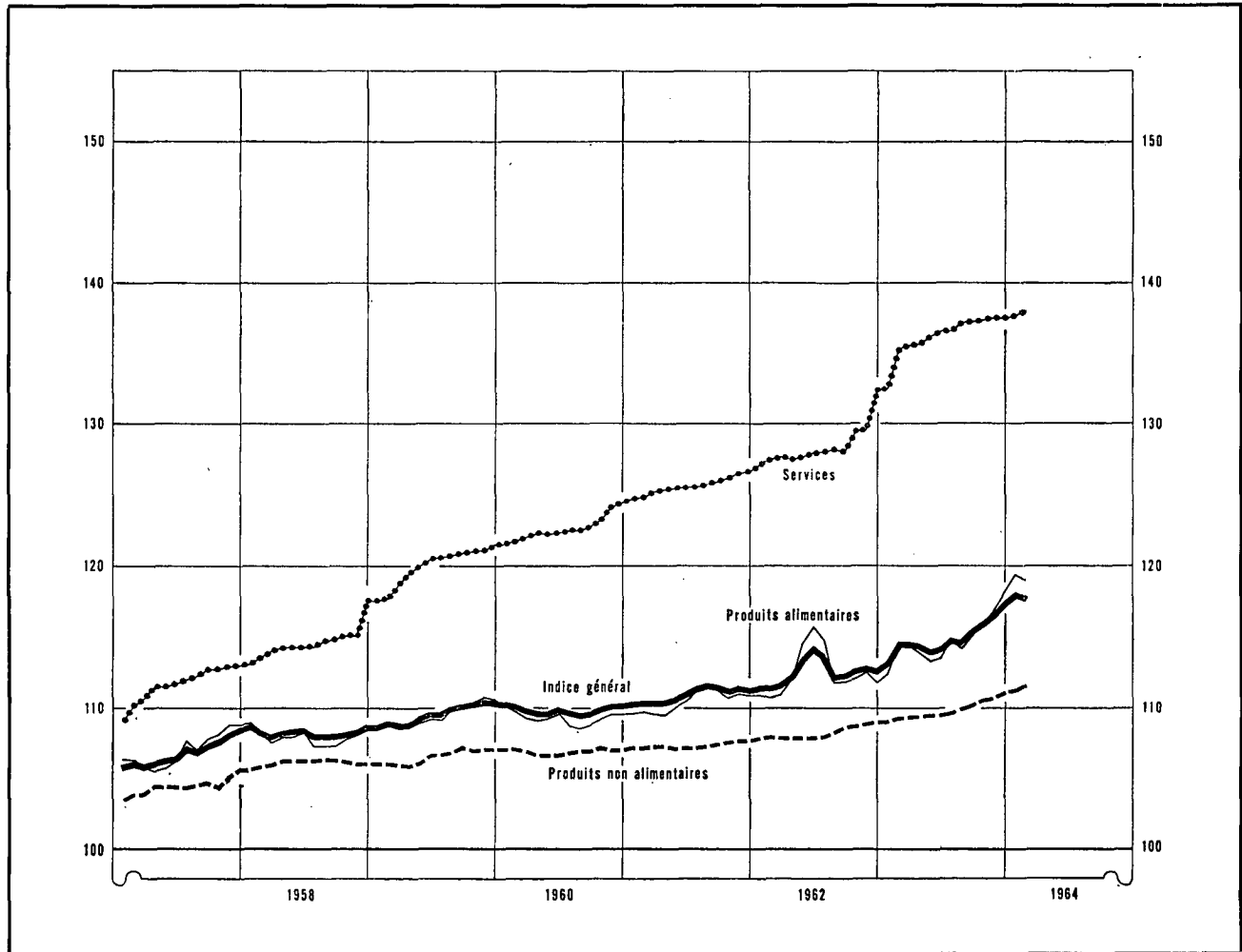
Base 1953 = 100



VII - 4. — INDICES DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

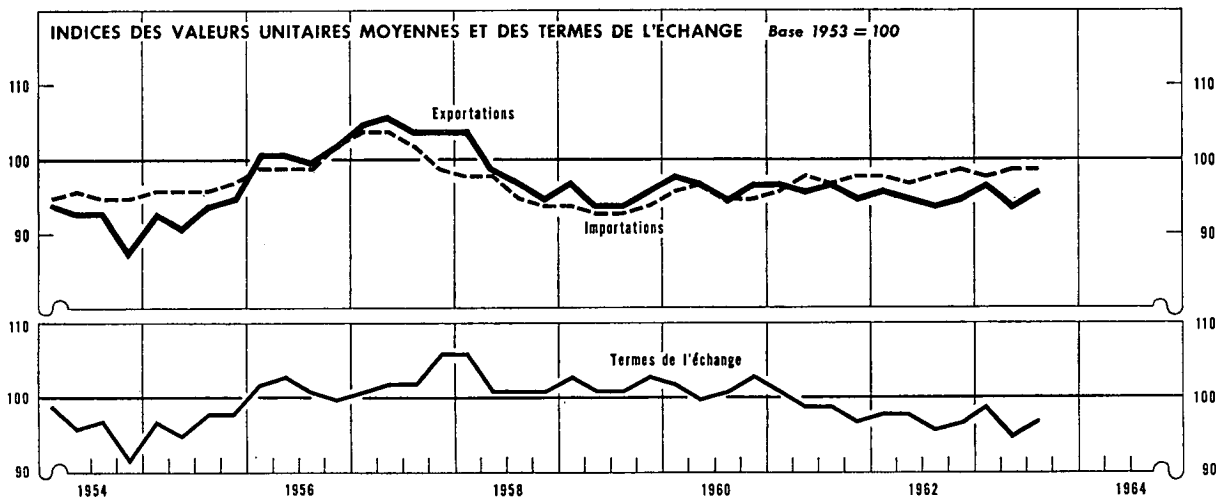
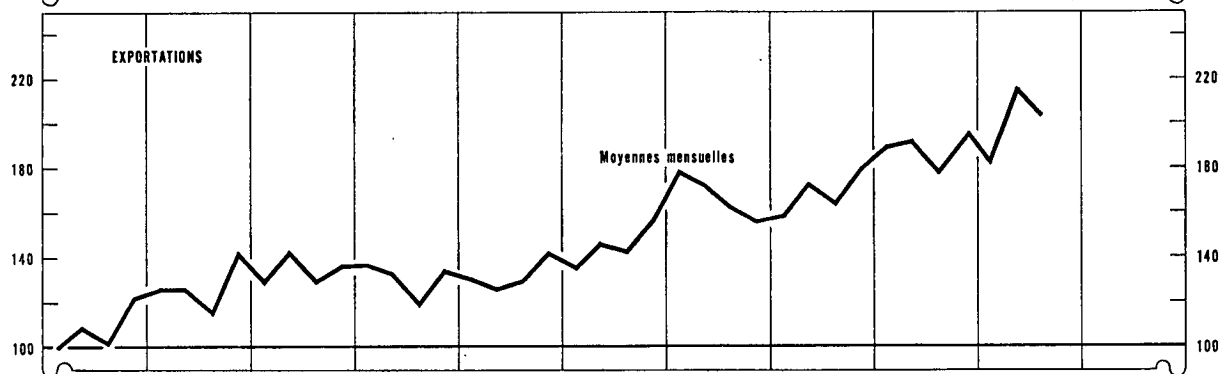
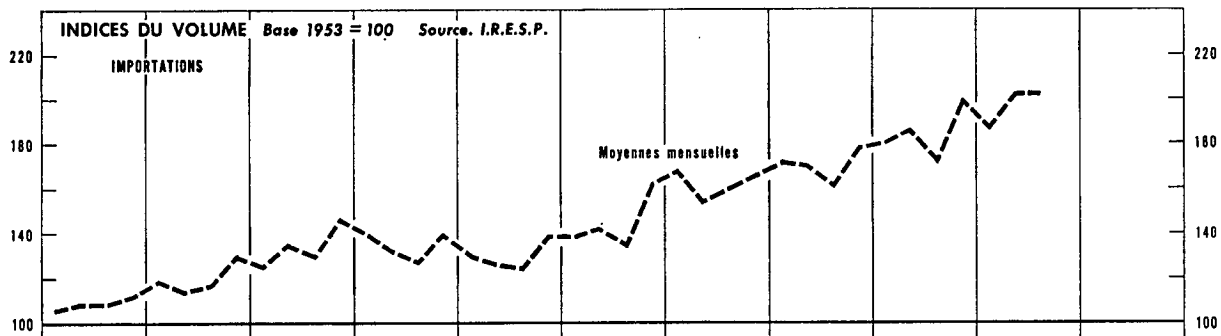
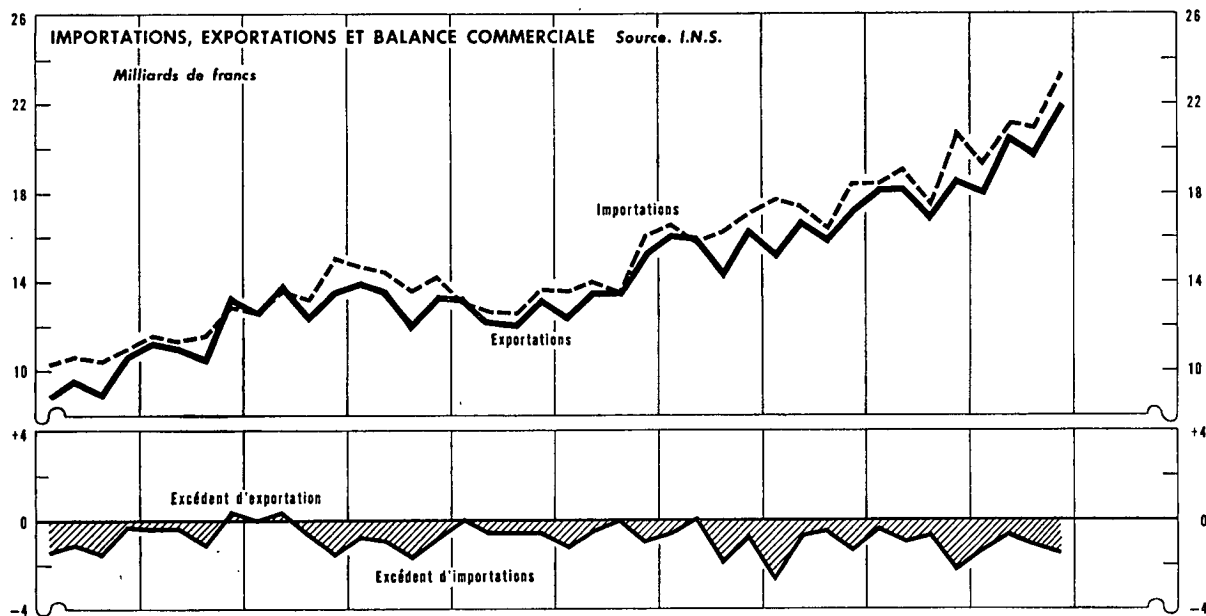
Source : Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général 65 produits	Produits alimentaires 35 produits	Produits non alimentaires 25 produits	Services 5 produits				
1954	101,30	102,7	99,2	100,0				
1955	100,80	101,6	99,2	101,0				
1956	103,65	104,2	101,5	105,5				
1957	108,93	107,0	104,5	111,7				
1958	108,31	107,9	106,2	114,6				
1959	109,64	109,5	106,6	120,0				
1960	109,97	109,3	107,0	122,6				
1961	111,06	110,5	107,4	125,7				
1962	112,62	112,5	108,3	128,5				
1963	115,05	114,7	109,9	136,3				
	1963	1964	1963	1964	1963	1964	1963	1964
1 ^{er} trimestre	114,13	117,90	113,7	118,8	109,3	111,6	134,5	137,9
2 ^e trimestre	114,26		113,6		109,6		136,2	
3 ^e trimestre	115,07		114,6		110,0		137,0	
4 ^e trimestre	116,70		117,0		110,8		137,5	
Janvier	113,19	118,11	112,4	119,4	109,1	111,3	132,5	137,6
Février	114,58	117,98	114,4	119,0	109,3	111,7	135,4	138,0
Mars	114,63	117,61	114,4	118,0	109,4	111,8	135,6	138,0
Avril	114,42		113,9		109,5		135,8	
Mai	114,10		113,3		109,6		136,2	
Juin	114,27		113,5		109,6		136,6	
Juillet	114,91		114,7		109,7		136,6	
Août	114,77		114,1		110,0		137,2	
Septembre	115,54		115,1		110,3		137,3	
Octobre	116,02		115,9		110,6		137,4	
Novembre	116,57		116,8		110,8		137,5	
Décembre	117,51		118,2		111,1		137,5	

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.B. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — L'industrie textile belge, revue de Fobeltext. — Der Volkswirt. — Wirtschaft und Statistik. — Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.). — Monthly Digest of Statistics. — Bulletin statistique de l'I.N.S.E.E. — Bulletins statistiques : Statistiques générales (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Journaux financiers : Agéfi, Het Financieel Dagblad, The Financial Times, L'Information.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.I. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.				Source : I.R.E.S.P.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations importations	Indices base 1953 = 100			des termes de l'échange 1	
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		
				importations	exportations	l'importation	l'exportation		
1955	11,8	11,6	— 0,2	98	120	128	96	93	97
1956	13,6	13,2	— 0,4	97	135	135	100	101	101
1957	14,3	13,3	— 1,0	93	137	132	102	105	103
1958	13,0	12,7	— 0,3	97	131	133	96	98	102
1959	14,3	13,7	— 0,6	96	145	146	93	95	102
1960	16,5	15,7	— 0,8	95	160	164	96	97	102
1961	17,6	16,4	— 1,2	93	171	169	97	96	99
1962	19,0	18,0	— 1,0	95	185	189	98	95	97
1963	21,3	20,2	— 1,1	95					
1962 2 ^e trimestre	19,1	18,2	— 0,9	95	187	192	97	95	98
3 ^e trimestre	17,6	17,0	— 0,6	97	173	179	98	94	96
4 ^e trimestre	20,8	18,7	— 2,1	90	200	196	99	95	97
1963 1 ^{er} trimestre	19,4	18,1	— 1,3	93	188	183	98	97	99
2 ^e trimestre	21,2	20,6	— 0,6	98	203	216	99	94	95
3 ^e trimestre	21,0	19,9	— 1,1	95	203	204	99	96	97
4 ^e trimestre	23,6	22,0	— 1,6	93					
1963 Janvier	18,2	17,4	— 0,8	96					
Février	18,1	16,5	— 1,5	91					
Mars	21,3	20,5	— 0,8	96					
Avril	21,1	21,1	—	100					
Mai	21,6	21,1	— 0,5	98					
Juin	19,9	19,7	— 0,2	99					
Juillet	20,0	21,0	+ 1,0	105					
Août	20,6	18,1	— 2,5	88					
Septembre	20,9	20,5	— 0,4	98					
Octobre	24,2	24,7	+ 0,5	102					
Novembre	22,1	20,3	— 1,8	92					
Décembre	22,8	21,0	— 1,8	92					
1964 Janvier	24,3	22,5	— 1,8	93					

1 Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indice des prix à l'importation}}$

N. B. — En raison des rectifications apportées aux chiffres cumulés, les chiffres des trimestres et les chiffres des x premiers mois ne correspondent pas nécessairement à la moyenne des chiffres mensuels.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.I. PAR GROUPES DE PRODUITS

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles ou mois	Produits sidérurgiques	Fabrications métalliques	Métaux non ferreux	Textiles	Produits chimiques	Industrie houillère	Industrie pétrolière	Verres et glaces	Perles et pierres précieuses	Produits agricoles	Divers	Total
<i>Ancienne série</i>												
1955	2,5	2,1	1,1	1,9	0,9	0,5	0,3	0,3	0,5	0,3	1,2	11,6
1956	3,0	2,3	1,2	2,1	1,0	0,5	0,4	0,3	0,6	0,3	1,5	13,2
1957	3,1	2,5	1,0	2,2	1,0	0,5	0,4	0,3	0,5	0,3	1,5	13,3
1958	2,8	2,6	0,9	1,8	1,0	0,3	0,5	0,3	0,5	0,4	1,6	12,7
1959	2,8	2,7	1,1	2,1	1,2	0,2	0,5	0,4	0,7	0,4	1,6	13,7
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
<i>Nouvelle série</i>												
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
1961	3,1	3,8	1,3	2,6	1,2	0,2	0,4	0,4	0,8	0,5	2,1	16,4
1962	3,20	4,34	1,36	2,92	1,28	0,22	0,46	0,52	0,83	0,68	2,20	18,01
1963	3,21	5,03	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,43	20,16
1962 2 ^e trimestre	3,36	4,46	1,45	2,90	1,35	0,22	0,48	0,54	0,75	0,54	2,11	18,16
3 ^e trimestre	3,03	4,19	1,18	2,72	1,20	0,22	0,47	0,47	0,78	0,62	2,14	17,02
4 ^e trimestre	3,14	4,35	1,42	3,16	1,25	0,22	0,41	0,51	0,88	0,96	2,35	18,65
1963 1 ^{er} trimestre	2,99	4,34	1,33	3,04	1,33	0,16	0,51	0,47	0,90	0,91	2,16	18,14
2 ^e trimestre	3,35	5,35	1,62	3,23	1,49	0,28	0,67	0,47	0,90	0,80	2,49	20,65
3 ^e trimestre	3,24	4,96	1,51	3,02	1,41	0,26	0,80	0,53	0,96	0,80	2,39	19,88
4 ^e trimestre	3,25	5,46	1,71	3,65	1,60	0,29	0,66	0,55	1,08	1,03	2,71	21,99
1962 Décembre	2,84	3,98	1,39	3,02	1,11	0,20	0,32	0,45	0,77	0,91	2,15	17,14
1963 Janvier	3,02	4,20	1,17	2,90	1,21	0,17	0,41	0,51	0,91	0,86	2,06	17,42
Février	2,48	4,01	1,25	2,87	1,29	0,09	0,42	0,43	0,82	0,81	2,03	16,50
Mars	3,47	4,82	1,58	3,34	1,49	0,20	0,69	0,46	0,96	1,06	2,42	20,49
Avril	3,49	5,42	1,72	3,28	1,53	0,33	0,60	0,49	0,78	0,96	2,52	21,12
Mai	3,30	5,69	1,54	3,23	1,46	0,27	0,79	0,49	1,15	0,72	2,47	21,11
Juin	3,27	4,95	1,60	3,18	1,50	0,24	0,63	0,43	0,79	0,71	2,41	19,71
Juillet	3,43	5,75	1,60	3,07	1,45	0,24	0,75	0,53	1,02	0,74	2,45	21,03
Août	3,18	4,30	1,23	2,73	1,43	0,26	0,91	0,49	0,60	0,72	2,28	18,13
Septembre	3,10	4,81	1,69	3,26	1,35	0,27	0,74	0,56	1,27	0,96	2,46	20,47
Octobre	3,71	6,06	1,93	4,14	1,84	0,28	0,78	0,60	1,13	1,33	2,91	24,71
Novembre	2,96	5,14	1,43	3,26	1,42	0,28	0,63	0,51	1,11	0,91	2,62	20,27
Décembre	3,08	5,13	1,83	3,55	1,51	0,31	0,57	0,53	1,01	0,86	2,62	21,00

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.

Pour une analyse du commerce extérieur de 1948 à 1957 : voir le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXIV^e année, vol. II, n° 1, juillet 1959. — Pour l'analyse de l'année 1959 : XXXV^e année, vol. II, n° 1, juillet 1960; de l'année 1960 : XXXVI^e année, vol. II, n° 1, août 1961; de l'année 1961 : XXXVII^e année, vol. II, n° 1, juillet 1962; de l'année 1962 : XXXVIII^e année, vol. II, n° 1 - 2, juillet-août 1963.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. PAR GROUPES DE PRODUITS

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés														Biens de consommation					Biens d'équipement 13	Total général			
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques 1	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires 2	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir 3	aux industries du papier et des arts graphiques 4	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc 6	aux raffineries de pétrole 7	à divers secteurs de production					Total	non durables			durables 12		
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques 9	autres produits 10		alimentaires				autres 11	
													liquides 8	autres					produits animaux					produits végétaux
Ancienne série																								
1953	6.652	1.864	1.236	958	279	159	114	84	76			484	340	202		856	2.311	390	608		1.313	1.131	10.094	
1954	7.197	1.957	1.212	1.033	293	194	118	103	74			541	439	250		983	2.263	349	643		1.271	1.164	10.624	
1955	8.238	2.540	1.211	912	417	240	116	127	74			649	474	306		1.172	2.367	369	637		1.361	1.245	11.850	
1956	9.434	3.065	1.277	1.089	507	196	124	132	78			809	612	367		1.178	2.554	385	735		1.434	1.647	13.635	
1957	9.814	2.827	1.427	1.045	532	227	124	147	88			1.022	717	401		1.257	2.844	404	767		1.673	1.644	14.302	
1958	8.596	2.437	935	1.059	451	193	106	121	94			957	700	410		1.133	2.758	351	742		1.665	1.683	13.037	
1959	9.682	2.858	1.088	1.170	675	206	142	244	98	111		897	677	445		1.071	2.969	376	751	275	1.567	1.690	14.341	
1960	11.453	3.808	1.270	1.278	773	271	172	244	105	227		946	652	666		1.041	3.085	359	804	313	1.609	1.950	16.488	
1960 2 ^e trimestre	11.707	3.931	1.214	1.216	912	342	170	293	107	232		894	672	696		1.028	3.109	380	761	315	1.653	1.897	16.713	
Nouvelle série																								
1960 *	11.549	3.922	1.271	1.300	773	272	172	245	104	222	88	595	351	685	667	235	647	3.089	353	798	307	1.630	1.850	16.488
1961	12.070	4.045	1.472	1.245	793	283	196	247	109	242	81	623	344	724	696	277	691	3.285	395	812	309	1.769	2.224	17.579
1962	12.987	4.388	1.581	1.464	771	267	197	237	103	253	75	659	415	782	764	311	720	3.423	377	846	314	1.886	2.571	18.981
1961 4 ^e trimestre	12.777	4.147	1.527	1.418	868	347	191	284	131	246	77	618	390	757	773	297	706	3.466	486	901	334	1.745	2.273	18.516
1962 1 ^{er} trimestre	12.758	4.259	1.683	1.505	733	194	222	220	94	213	79	627	457	720	756	308	688	3.281	367	742	337	1.835	2.472	18.511
2 ^e trimestre	13.115	4.461	1.566	1.523	792	206	182	226	100	259	72	765	396	765	766	313	723	3.411	346	914	313	1.838	2.542	19.068
3 ^e trimestre	11.948	4.233	1.316	1.289	686	344	171	239	102	271	57	474	368	720	702	293	683	3.268	365	754	319	1.830	2.370	17.586
4 ^e trimestre	14.127	4.597	1.761	1.541	874	323	215	263	114	268	92	768	438	923	835	330	785	3.731	432	936	321	2.042	2.900	20.758
1963 1 ^{er} trimestre	13.373	4.435	1.666	1.485	843	168	234	220	109	203	84	855	520	756	809	304	682	3.582	394	808	336	2.044	2.449	19.404
2 ^e trimestre	14.187	4.723	1.561	1.297	945	291	217	260	118	309	87	898	366	1.013	941	344	817	4.011	374	1.003	372	2.262	2.976	21.174
3 ^e trimestre	14.051	4.494	1.621	1.373	913	434	194	277	121	319	71	986	312	973	848	344	771	4.018	512	892	354	2.260	2.949	21.018

* Chiffres approximatifs constitués au moyen des anciennes positions tarifaires.

1 Rubrique modifiée, à partir de 1960 :

a) par l'incorporation de certains produits classés précédemment soit dans les « Biens de production servant aux divers secteurs de production — autres produits », soit dans les « Biens de consommation durables », soit dans les « Biens d'équipement »;

b) par l'exclusion de produits qui sont dorénavant repris dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production — autres produits ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les pièces détachées d'automobiles.

2 Rubrique modifiée par l'incorporation de produits repris précédemment sous la rubrique « Biens de consommation non durables — autres que alimentaires ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les céréales.

3 La nouvelle série reprend les chaussures de toute nature, sauf celles en caoutchouc.

4 Rubrique modifiée, à partir de 1959, par l'incorporation de produits classés précédemment dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

5 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de production destinés à divers secteurs de la production : autres produits ».

6 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : produits chimiques et autres produits ».

7 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : combustibles liquides ».

8 Rubrique scindée, à partir de 1960, : voir note 7.

9 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de production servant à divers secteurs de production : autres produits ».

10 Rubrique modifiée, voir notes 1, 4, 5, 6 et 9.

11 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de consommation durables ».

12 Rubrique modifiée.

a) en 1959 : voir note 11.

b) en 1960, par incorporation de produits venant des « Biens d'équipement » et par exclusion d'autres produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

13 Rubrique modifiée : voir note 12 b) et par des produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

VIII - 4 a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1961				1962			
										1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.)																	
Biens de production	94,5	96,8	101,3	104,7	95,7	94,4	96,5	95,9	94,5	95,8	96,6	95,6	95,9	95,5	94,7	93,7	94,3
Biens de consommation	98,4	96,7	95,7	97,3	94,1	91,2	91,3	93,3	93,2	92,9	93,3	92,8	94,6	93,0	94,7	93,3	94,3
Biens d'équipement	93,6	95,9	94,3	102,3	101,6	93,6	99,1	102,8	108,4	103,9	106,7	104,4	105,1	108,8	108,1	110,3	108,4
Ensemble ...	95,1	96,7	99,1	102,8	96,1	93,6	95,6	96,1	95,7	95,9	96,8	95,9	96,5	96,5	96,1	95,3	95,7
EXPORTATIONS (F.O.B.)																	
Sidérurgie	88,5	98,9	110,2	118,0	104,0	96,9	107,1	102,4	97,4	103,6	103,5	102,3	100,8	98,5	97,6	96,6	96,8
Fabrications métalliques	90,1	94,0	97,3	107,5	104,1	99,1	96,8	98,6	99,1	98,3	98,3	98,8	100,2	100,0	99,3	99,7	99,3
Métaux non ferreux	95,7	110,7	121,1	99,2	83,6	93,1	97,5	92,5	91,4	91,8	94,7	91,1	92,7	92,8	91,8	90,1	91,1
Textiles	94,5	90,0	88,2	90,8	82,0	77,7	82,1	83,1	82,7	82,8	82,8	83,5	83,4	82,8	82,8	82,7	82,6
Produits chimiques	96,9	99,0	97,9	93,4	90,9	89,6	89,2	89,6	85,9	91,3	88,9	88,5	90,8	87,1	87,7	85,4	85,5
Industrie houillère	90,5	92,6	112,0	130,5	127,1	104,0	94,8	89,3	91,4	92,1	89,0	87,0	89,9	86,7	89,2	93,5	97,3
Industrie pétrolière	93,2	94,8	170,6	210,3	202,5	190,1	172,4	172,4	168,3	177,9	175,5	167,7	170,7	171,5	170,5	166,2	167,6
Verres et glaces	97,9	101,2	108,2	110,1	111,3	111,4	110,7	112,5	111,0	111,8	113,5	114,5	113,2	113,3	112,2	110,1	108,7
Produits agricoles	105,4	101,9	113,2	108,0	106,6	105,9	104,7	106,9	111,9	106,2	107,8	104,0	108,7	112,5	116,6	109,0	112,2
Ciments	100,1	96,9	102,0	101,6	102,6	100,1	97,0	101,6	100,9	99,4	98,3	103,1	104,8	105,2	100,8	100,6	98,2
Carrières	99,9	105,1	111,7	120,3	118,4	113,8	120,3	116,3	114,7	121,6	116,3	115,2	113,8	119,0	113,0	116,6	112,6
Céramiques	96,4	102,9	110,1	114,5	113,8	111,3	100,5	103,7	108,9	103,3	100,8	103,9	104,1	104,4	109,0	111,4	108,4
Bois et meubles	97,0	103,7	105,7	108,7	103,2	99,6	101,5	102,5	100,1	101,8	104,0	101,0	102,3	98,1	100,2	100,1	100,7
Peaux, cuirs et chaussures	89,4	82,5	83,2	89,2	86,0	93,7	95,1	94,8	93,5	95,9	90,4	96,2	95,9	98,3	93,2	93,5	96,2
Papier et livre	98,4	98,9	96,7	95,8	96,7	89,5	91,3	89,3	92,1	92,4	91,8	90,8	91,4	92,6	92,5	92,8	90,4
Tabacs manufacturés	92,8	94,5	93,0	94,7	93,3	88,9	89,3	93,8	104,2	89,1	93,8	95,9	96,5	97,9	103,8	114,7	101,5
Caoutchouc	93,0	96,7	96,6	92,7	88,6	86,3	82,1	78,4	76,4	79,6	77,7	78,4	78,1	76,4	78,4	76,0	74,6
Industries alimentaires	101,4	96,7	94,0	100,5	91,7	83,5	83,5	83,5	82,1	83,4	83,4	84,0	84,3	82,7	81,3	82,2	84,0
Divers	84,2	85,1	87,6	106,5	102,5	101,6	97,7	92,3	90,0	92,7	95,1	89,3	92,5	86,9	99,8	85,6	93,2
Ensemble ...	92,8	96,6	101,5	105,8	98,3	94,8	97,1	96,2	94,9	96,5	96,5	95,8	96,5	95,5	95,4	94,5	94,9
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE ¹																	
Ensemble ...	97,6	99,9	102,4	102,9	102,3	101,3	101,6	100,1	99,2	100,6	99,7	99,9	100,0	99,0	99,3	99,2	99,2

¹ Indices des termes de l'échange : $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

VIII - 4 b. — INDICES DU VOLUME

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1961				1962			
										1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.)																	
Biens de production	113,6	124,5	136,7	137,4	131,6	146,5	163,8	172,3	191,6	172,0	173,5	163,8	184,4	186,9	192,1	178,3	206,6
Biens de consommation	101,2	108,4	118,7	129,1	129,2	143,3	157,1	165,6	170,4	169,2	166,7	160,4	173,9	168,4	169,7	165,8	188,0
Biens d'équipement	110,5	114,4	142,8	137,4	141,7	159,4	174,2	209,4	228,9	200,5	208,3	197,4	215,1	219,7	227,2	215,7	243,5
Ensemble ...	110,6	119,7	133,8	135,7	132,4	147,5	163,9	175,2	191,5	174,6	175,9	166,7	185,7	186,9	191,7	180,1	207,3
EXPORTATIONS (F.O.B.)																	
Sidérurgie	107,0	131,2	143,3	140,1	140,8	156,0	179,4	165,4	179,1	146,4	178,1	168,6	169,4	182,1	187,7	171,4	176,6
Fabrications métalliques	114,9	131,6	137,8	137,4	149,1	162,7	194,6	210,6	245,6	205,1	232,7	204,3	231,8	250,2	263,7	232,3	237,3
Métaux non ferreux	107,2	110,3	118,8	110,5	122,0	135,8	151,7	161,0	165,0	174,0	155,9	149,3	166,9	167,0	174,5	145,9	172,8
Textiles	110,2	119,8	133,2	134,9	122,6	146,6	158,8	170,4	194,3	167,8	169,8	160,7	184,4	194,3	194,3	180,5	211,6
Produits chimiques	115,7	125,2	137,6	152,5	161,2	186,3	185,7	198,7	209,8	198,1	204,6	199,6	195,0	219,4	223,1	205,5	202,3
Industrie houillère	130,0	163,7	121,0	108,7	78,9	62,2	65,0	71,6	69,5	58,2	71,2	80,1	76,8	76,8	71,1	66,8	63,4
Industrie pétrolière	104,8	128,0	160,3	140,3	171,3	171,5	177,8	166,4	183,4	136,5	164,8	194,2	170,2	193,5	185,5	186,7	164,1
Verres et glaces	117,0	153,9	163,6	145,6	159,6	207,8	229,4	231,7	269,5	200,7	214,0	258,5	226,6	275,3	283,1	246,8	272,0
Produits agricoles	112,9	131,1	151,7	137,1	191,1	185,2	191,3	211,2	263,8	237,2	183,5	199,1	271,3	250,9	216,1	295,5	320,4
Ciments	91,4	103,7	89,4	94,3	66,1	75,7	71,5	73,6	72,3	47,5	83,4	89,7	73,6	57,7	78,5	73,8	79,0
Carrières	103,1	114,8	126,4	125,8	116,1	129,3	136,5	152,7	178,7	122,0	161,5	165,2	165,7	149,5	191,3	195,5	188,7
Céramiques	119,5	135,8	147,6	124,9	112,9	136,3	195,0	259,0	221,7	189,5	281,2	297,6	290,6	229,0	245,5	206,9	235,4
Bois et meubles	110,5	162,0	187,1	179,6	158,4	205,0	257,1	325,5	454,7	276,4	333,7	326,8	408,3	417,3	460,9	427,1	545,5
Peaux, cuirs et chaussures	107,6	123,8	128,0	113,9	115,6	139,8	143,9	185,2	203,3	185,6	188,9	179,2	190,7	195,8	207,4	197,2	204,1
Papier et livre	125,9	146,8	180,4	202,8	206,0	234,8	274,7	288,7	333,2	274,4	297,8	277,7	284,9	328,0	334,6	343,6	373,3
Tabacs manufacturés	89,0	131,5	172,0	244,2	295,2	372,5	436,6	527,8	493,5	537,9	520,4	511,3	540,9	548,4	425,9	474,5	524,1
Caoutchouc	121,9	148,4	181,2	167,4	167,7	196,2	209,3	248,4	277,7	232,7	276,5	226,0	266,6	274,5	281,7	259,3	304,3
Industries alimentaires	74,3	96,0	97,2	92,7	100,3	113,1	130,9	154,6	186,4	142,2	143,1	159,3	174,4	179,0	185,4	170,1	213,5
Divers	85,6	94,8	110,8	85,9	86,8	101,9	120,2	128,4	133,4	138,7	120,4	123,7	135,2	156,3	96,6	155,0	125,2
Ensemble ...	109,4	125,7	135,3	131,8	134,7	150,3	168,3	175,0	195,3	167,6	179,9	173,0	185,1	197,7	200,4	186,9	198,8

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Allemagne occidentale 1			France 1			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1955	1,64	1,36	- 0,28	1,47	1,16	- 0,31	1,56	2,40	+ 0,83
1956	2,03	1,34	- 0,69	1,62	1,41	- 0,21	1,78	2,89	+ 1,11
1957	2,23	1,36	- 0,87	1,70	1,46	- 0,24	2,02	3,02	+ 1,00
1958	2,23	1,46	- 0,77	1,51	1,34	- 0,17	2,05	2,63	+ 0,58
1959	2,34	1,82	- 0,52	1,80	1,25	- 0,55	2,26	2,92	+ 0,66
1960	2,81	2,48	- 0,33	2,24	1,64	- 0,60	2,45	3,35	+ 0,90
1961	3,14	2,51	- 0,63	2,59	1,84	- 0,75	2,69	3,83	+ 1,14
1962	3,55	3,18	- 0,37	2,77	2,24	- 0,53	2,80	4,11	+ 1,31
1963	4,10	3,73	- 0,37	3,20	2,94	- 0,26	3,14	4,55	+ 1,41
1962 2 ^e trimestre	3,48	3,17	- 0,31	2,72	2,30	- 0,42	2,65	4,15	+ 1,50
3 ^e trimestre	3,48	3,21	- 0,27	2,49	1,97	- 0,52	2,64	3,85	+ 1,21
4 ^e trimestre	3,79	3,56	- 0,23	3,10	2,53	- 0,57	3,07	4,36	+ 1,29
1963 1 ^{er} trimestre	3,56	3,25	- 0,31	2,93	2,59	- 0,34	2,92	3,98	+ 1,06
2 ^e trimestre	4,09	3,90	- 0,19	3,31	3,12	- 0,19	3,12	4,72	+ 1,60
3 ^e trimestre	4,10	3,78	- 0,32	2,89	2,72	- 0,17	3,10	4,54	+ 1,44
4 ^e trimestre	4,66	4,00	- 0,66	3,70	3,32	- 0,38	3,42	4,98	+ 1,56
1962 Décembre	3,60	3,39	- 0,22	3,00	2,49	- 0,51	2,80	4,20	+ 1,40
1963 Janvier	3,08	2,97	- 0,11	2,76	2,59	- 0,17	2,70	3,60	+ 0,90
Février	3,47	3,02	- 0,45	2,86	2,24	- 0,62	2,74	3,68	+ 0,94
Mars	4,12	3,77	- 0,35	3,14	2,94	- 0,20	3,20	4,67	+ 1,47
Avril	4,16	4,02	- 0,14	3,35	3,42	+ 0,07	3,10	4,70	+ 1,60
Mai	4,20	4,02	- 0,18	3,43	3,02	- 0,41	3,26	4,95	+ 1,69
Juin	3,86	3,68	- 0,18	3,11	2,91	- 0,20	2,96	4,49	+ 1,53
Juillet	3,88	3,60	- 0,28	2,95	2,92	- 0,03	2,80	5,15	+ 2,35
Août	3,99	3,75	- 0,24	2,74	2,09	- 0,65	2,97	3,91	+ 0,94
Septembre	4,36	3,99	- 0,37	2,91	3,15	+ 0,24	3,44	4,55	+ 1,11
Octobre	4,66	4,36	- 0,30	3,95	3,39	- 0,56	3,74	5,36	+ 1,62
Novembre	4,52	3,81	- 0,71	3,36	3,25	- 0,11	3,29	4,79	+ 1,50
Décembre	4,57	3,82	- 0,75	3,74	3,34	- 0,40	3,18	4,78	+ 1,60
Moyennes mensuelles ou mois	Italie			Communauté Economique Européenne			Total métropoles O.C.D.E. 2		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1955	0,18	0,25	+ 0,07	4,87	5,17	+ 0,30	6,78	7,44	+ 0,66
1956	0,20	0,26	+ 0,07	5,63	5,90	+ 0,27	7,75	8,26	+ 0,51
1957	0,27	0,28	+ 0,01	6,22	6,12	- 0,10	8,47	8,42	- 0,05
1958	0,28	0,29	+ 0,01	6,01	5,72	- 0,29	8,03	7,92	- 0,11
1959	0,34	0,36	+ 0,02	6,74	6,35	- 0,39	8,94	8,71	- 0,23
1960	0,39	0,48	+ 0,09	7,89	7,95	+ 0,06	10,35	10,78	+ 0,43
1961	0,48	0,53	+ 0,05	8,90	8,71	- 0,19	11,51	11,68	+ 0,17
1962	0,56	0,72	+ 0,16	9,68	10,25	+ 0,57	12,50	13,25	+ 0,75
1963	0,74	1,04	+ 0,30	11,18	12,26	+ 1,08	14,33	15,51	+ 1,18
1962 2 ^e trimestre	0,55	0,68	+ 0,13	9,40	10,30	+ 0,90	12,20	13,29	+ 1,09
3 ^e trimestre	0,57	0,63	+ 0,06	9,18	9,66	+ 0,48	11,77	12,47	+ 0,70
4 ^e trimestre	0,57	0,86	+ 0,29	10,53	11,31	+ 0,78	13,68	14,45	+ 0,77
1963 1 ^{er} trimestre	0,62	0,93	+ 0,31	10,03	10,75	+ 0,72	12,94	13,83	+ 0,89
2 ^e trimestre	0,71	0,99	+ 0,28	11,23	12,73	+ 1,50	14,40	16,05	+ 1,65
3 ^e trimestre	0,82	1,08	+ 0,26	10,91	12,12	+ 1,21	13,85	15,21	+ 1,36
4 ^e trimestre	0,79	1,14	+ 0,35	12,57	13,44	+ 0,87	16,14	16,97	+ 0,83
1962 Décembre	0,54	0,85	+ 0,31	9,94	10,93	+ 0,99	13,00	13,81	+ 0,81
1963 Janvier	0,58	0,88	+ 0,30	9,12	10,04	+ 0,92	11,77	13,23	+ 1,46
Février	0,60	0,86	+ 0,26	9,67	9,80	+ 0,13	12,50	12,47	- 0,03
Mars	0,69	1,04	+ 0,35	11,15	12,42	+ 1,27	14,38	15,77	+ 1,39
Avril	0,71	0,99	+ 0,28	11,32	13,13	+ 1,81	14,31	16,48	+ 2,17
Mai	0,74	0,95	+ 0,21	11,63	12,94	+ 1,31	14,87	16,34	+ 1,47
Juin	0,68	1,04	+ 0,36	10,61	12,12	+ 1,51	13,85	15,34	+ 1,49
Juillet	0,78	0,98	+ 0,20	10,41	12,65	+ 2,24	13,24	15,86	+ 2,62
Août	0,82	1,02	+ 0,20	10,52	10,77	+ 0,25	13,54	13,88	+ 0,34
Septembre	0,80	1,25	+ 0,45	11,51	12,94	+ 1,43	14,34	15,91	+ 1,57
Octobre	0,95	1,33	+ 0,38	13,30	14,44	+ 1,14	17,05	18,67	+ 1,62
Novembre	0,70	1,07	+ 0,37	11,87	12,92	+ 1,05	15,27	15,75	+ 0,48
Décembre	0,72	1,01	+ 0,29	12,21	12,95	+ 0,74	15,60	16,48	+ 0,88

1 La Sarre est incluse dans la France jusqu'au 1^{er} semestre 1959 et dans l'Allemagne occidentale à partir du 2^e semestre 1959.
2 Y compris l'Espagne à partir de 1960.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1955	1,31	1,01	- 0,30	1,00	0,74	- 0,26	1,12	0,80	- 0,32
1956	1,70	1,26	- 0,44	1,10	0,84	- 0,26	1,14	0,94	- 0,20
1957	1,77	1,09	- 0,68	1,17	0,74	- 0,43	1,18	0,87	- 0,31
1958	1,29	1,17	- 0,12	0,98	0,72	- 0,26	0,95	0,80	- 0,15
1959	1,35	1,81	+ 0,46	1,19	0,81	- 0,38	1,11	0,68	- 0,43
1960	1,63	1,49	- 0,14	1,21	0,87	- 0,34	0,95	0,83	- 0,12
1961	1,56	1,50	- 0,06	1,33	0,86	- 0,47	0,94	0,81	- 0,13
1962	1,88	1,72	- 0,16	1,53	0,90	- 0,63	1,14	0,74	- 0,40
1963	1,97	1,71	- 0,26	1,76	1,16	- 0,60	1,29	0,81	- 0,48
1962 2 ^e trimestre	2,04	1,83	- 0,21	1,54	0,88	- 0,66	1,27	0,68	- 0,59
3 ^e trimestre	1,67	1,61	- 0,06	1,44	0,87	- 0,57	0,93	0,68	- 0,25
4 ^e trimestre	2,00	1,52	- 0,48	1,65	0,99	- 0,66	1,17	0,78	- 0,39
1963 1 ^{er} trimestre	1,77	1,53	- 0,24	1,69	1,04	- 0,65	1,19	0,86	- 0,33
2 ^e trimestre	1,97	1,72	- 0,25	1,84	1,23	- 0,61	1,37	0,80	- 0,57
3 ^e trimestre	1,90	1,83	- 0,07	1,62	1,11	- 0,51	1,42	0,73	- 0,69
4 ^e trimestre	2,23	1,77	- 0,46	1,89	1,24	- 0,65	1,19	0,84	- 0,35
1962 Décembre	1,99	1,18	- 0,81	1,55	0,95	- 0,60	1,51	0,62	- 0,89
1963 Janvier	1,54	1,27	- 0,27	1,43	1,08	- 0,35	1,19	0,89	- 0,30
Février	1,62	1,51	- 0,11	1,72	0,91	- 0,81	1,06	0,80	- 0,26
Mars	2,11	1,80	- 0,31	1,90	1,13	- 0,77	1,29	0,88	- 0,41
Avril	2,05	1,75	- 0,30	1,67	1,17	- 0,50	1,26	0,82	- 0,44
Mai	1,78	1,88	+ 0,10	1,88	1,28	- 0,60	1,32	0,82	- 0,50
Juin	2,07	1,53	- 0,54	1,94	1,23	- 0,71	1,16	0,76	- 0,40
Juillet	1,88	2,00	+ 0,12	1,60	1,21	- 0,39	1,49	0,85	- 0,64
Août	1,88	1,54	- 0,34	1,64	1,09	- 0,55	1,35	0,68	- 0,67
Septembre	1,86	1,96	+ 0,10	1,54	1,04	- 0,50	1,00	0,67	- 0,33
Octobre	2,23	2,42	+ 0,19	2,06	1,54	- 0,52	0,93	0,96	+ 0,03
Novembre	2,08	1,44	- 0,64	1,85	0,94	- 0,91	1,06	0,71	- 0,35
Décembre	2,27	1,47	- 0,80	1,71	1,26	- 0,45	1,28	0,83	- 0,45
Amérique latine 1									
Moyennes mensuelles ou mois	Amérique latine 1			Congo et Ruanda-Urundi			Europe orientale		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1955	0,60	0,55	- 0,05	0,97	0,55	- 0,42	0,36	0,41	+ 0,05
1956	0,70	0,55	- 0,15	1,01	0,59	- 0,42	0,43	0,45	+ 0,02
1957	0,65	0,80	+ 0,15	0,79	0,58	- 0,21	0,44	0,40	- 0,04
1958	0,63	0,77	+ 0,14	0,69	0,49	- 0,20	0,39	0,37	- 0,02
1959	0,63	0,72	+ 0,09	0,81	0,38	- 0,43	0,46	0,37	- 0,09
1960	0,75	0,68	- 0,07	1,11	0,26	- 0,85	0,50	0,57	+ 0,07
1961	0,72	0,64	- 0,08	0,96	0,19	- 0,77	0,56	0,55	- 0,01
1962	0,85	0,58	- 0,27	0,76	0,21	- 0,55	0,61	0,50	- 0,11
1963	0,92	0,46	- 0,46	0,71	0,21	- 0,50	0,67	0,46	- 0,21
1962 2 ^e trimestre	0,93	0,59	- 0,34	0,88	0,22	- 0,66	0,52	0,57	+ 0,05
3 ^e trimestre	0,83	0,55	- 0,28	0,77	0,20	- 0,57	0,65	0,46	- 0,19
4 ^e trimestre	0,91	0,51	- 0,40	0,71	0,16	- 0,55	0,78	0,44	- 0,34
1963 1 ^{er} trimestre	0,89	0,44	- 0,45	0,72	0,17	- 0,55	0,52	0,38	- 0,14
2 ^e trimestre	0,86	0,45	- 0,41	0,67	0,18	- 0,49	0,63	0,47	- 0,16
3 ^e trimestre	0,98	0,46	- 0,52	0,72	0,20	- 0,52	0,76	0,47	- 0,29
4 ^e trimestre	0,96	0,51	- 0,45	0,72	0,27	- 0,45	0,78	0,53	- 0,25
1962 Décembre	1,03	0,39	- 0,64	0,95	0,11	- 0,84	0,73	0,41	- 0,32
1963 Janvier	0,85	0,49	- 0,36	1,05	0,18	- 0,87	0,53	0,41	- 0,12
Février	0,84	0,37	- 0,47	0,49	0,17	- 0,32	0,50	0,28	- 0,22
Mars	0,93	0,46	- 0,47	0,60	0,16	- 0,44	0,51	0,45	- 0,06
Avril	0,86	0,45	- 0,41	0,76	0,18	- 0,58	0,51	0,44	- 0,07
Mai	0,90	0,44	- 0,46	0,89	0,17	- 0,72	0,63	0,56	- 0,07
Juin	0,74	0,47	- 0,27	0,30	0,20	- 0,10	0,72	0,41	- 0,31
Juillet	0,93	0,48	- 0,45	0,63	0,19	- 0,44	0,71	0,46	- 0,25
Août	1,01	0,52	- 0,49	0,85	0,18	- 0,67	0,84	0,41	- 0,43
Septembre	0,95	0,38	- 0,57	0,61	0,23	- 0,38	0,68	0,52	- 0,16
Octobre	1,06	0,59	- 0,47	0,79	0,26	- 0,53	0,75	0,52	- 0,23
Novembre	0,74	0,44	- 0,30	0,70	0,31	- 0,39	0,63	0,44	- 0,19
Décembre	0,88	0,50	- 0,33	0,53	0,23	- 0,30	0,81	0,62	- 0,19

1 Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Industrie, revue de la F.I.B. — L'industrie textile belge, revue mensuelle de Febeltex. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. — Revue Commerciale de la Chambre Néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg. — Bulletins statistiques : commerce extérieur (O.C.D.E.). — Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.). Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes). — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — cfr. N.B. du tableau VIII - 2.

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS

IX - 1. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE *

Chiffres annuels — Ancienne série

(milliards de francs)

	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
A. Transactions sur biens et services.										
1. Opérations sur marchandises ¹ :										
1.1. Exportations - Importations (f.o.b.) ²	+ 11,1	- 1,7	- 5,9	+ 1,5	+ 1,0	- 6,4	+ 0,9	- 4,2	- 1,9	- 5,7
1.2. Travail à façon	+ 3,1	+ 2,1	+ 1,6	+ 2,0	+ 2,6	+ 2,6	+ 2,4	+ 1,8	+ 2,6	+ 3,4
1.3. Opérations d'arbitrage	+ 1,1	+ 1,5	+ 1,7	+ 1,4	+ 1,9	+ 2,6	+ 1,2	+ 0,6	+ 0,6	+ 2,3
2. Or non monétaire	- 0,1	...	...	- 0,1	- 0,8	- 1,1	...	- 0,6	- 0,6	- 1,1
3. Transports ²	- 4,6	- 2,3	- 2,7	+ 1,1	+ 0,8	+ 3,0	+ 2,8	+ 2,5	+ 1,2	- 0,6
4. Primes et indemnités d'assurances	- 0,2	...	- 0,1	- 0,7	- 0,6	- 0,6	- 0,7	- 0,7	- 0,9	- 0,7
5. Déplacements à l'étranger ^{1 3}	- 1,5	- 0,8	- 0,2	+ 0,3	+ 1,0	+ 1,1	+ 3,3	- 1,4	- 1,4	- 1,1
6. Revenus d'investissements	+ 0,8	+ 1,1	+ 1,1	+ 2,1	+ 3,5	+ 3,3	+ 2,5	+ 1,1	+ 2,3	+ 2,4
7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 0,6	- 0,4	- 1,1	- 0,2	- 1,0	+ 0,1	- 0,6	- 2,2	- 2,4	- 2,7
8. Autres	+ 0,6	+ 0,5	+ 1,8	+ 2,4	+ 3,6	+ 3,9	+ 5,7	+ 4,3	+ 5,4	+ 5,6
Total des transactions sur biens et services ...	+ 10,9	...	- 3,8	+ 9,8	+ 12,0	+ 8,5	+ 17,5	+ 1,2	+ 4,9	+ 1,8
B. Transferts.										
9. Transferts privés	+ 0,2	+ 0,4	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 3,2	+ 3,1	+ 3,5
10. Transferts de l'Etat ...	+ 0,4	+ 0,2	...	...	...	...	...	- 0,8	- 2,5	- 0,8
Total des transferts ...	+ 0,6	+ 0,6	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 2,4	+ 0,6	+ 2,7
C. Mouvements des capitaux.										
11. Etat				+ 2,3	- 3,8	+ 0,8 ^b	+ 1,2	- 3,0	+ 3,2	- 5,8
12. Autres pouvoirs publics .				+ 0,2	+ 0,2	- 0,2	...	- 0,8	+ 1,7	+ 0,1
13. Organismes paraétatiques d'exploitation	- 3,7	+ 1,4	+ 2,6	...	...	...	+ 1,8	- 0,1	- 0,1	+ 1,9
14. Organismes paraétatiques de crédit .....				...	...	+ 0,8	- 0,6	- 0,5	+ 0,1	+ 0,2
15. Autres :										
15.1 Court terme recensé .	- 1,3	+ 0,4	+ 0,5	- 0,5	+ 1,0	- 0,9	- 0,1	- 1,2	+ 0,2	- 1,3
15.2 Transactions identifiées en valeurs mobilières ⁴ :										
a) valeurs belges .	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,5	+ 1,5
b) valeurs étrang.	—	—	—	—	—	—	—	—	- 4,5	- 4,7
15.3 Autres ^{1 3 4}	- 1,5	- 2,4	- 3,9	- 7,2	- 9,0	- 6,6 ^b	- 4,9	- 0,3	+ 1,3	+ 5,5
Total du mouvement des capitaux ...	- 6,5	- 0,6	- 0,8	- 5,2	- 11,6	- 6,1	- 2,6	- 5,9	+ 2,4	- 2,6
D. Opérations non déterminées ¹	—	—	—	- 1,3	- 1,8	- 2,2	- 0,7	- 1,9	- 2,1	- 1,9
E. Erreurs et omissions	- 1,6	+ 0,1	...	...	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,6
Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	+ 3,4	+ 0,1	- 3,6	+ 4,4	+ 0,4	+ 2,1	+ 15,9	- 4,1	+ 6,2	+ 0,6

* Les balances des années 1952 à 1954 ne sont pas strictement comparables à celles des années suivantes.

¹ Les opérations non déterminées paraissent comprendre surtout des opérations sur marchandises (rubrique 1), des déplacements à l'étranger (rubrique 5) et des mouvements de capitaux (rubrique 15.3) sans qu'il soit possible de les ventiler entre ces différentes rubriques pour toutes les années couvertes par le présent tableau. Une telle ventilation est possible cependant pour 1961 et elle a été effectuée au tableau IX-2. Elle n'a, par contre, pas été effectuée dans le présent tableau, car si elle l'avait été, les chiffres de 1961 n'auraient plus été comparables à ceux des années antérieures.

² La rubrique 1.1 « Exportations et importations f.o.b. » comprend, en principe, les dépenses de transports autres que celles afférentes à l'importation des marchandises.

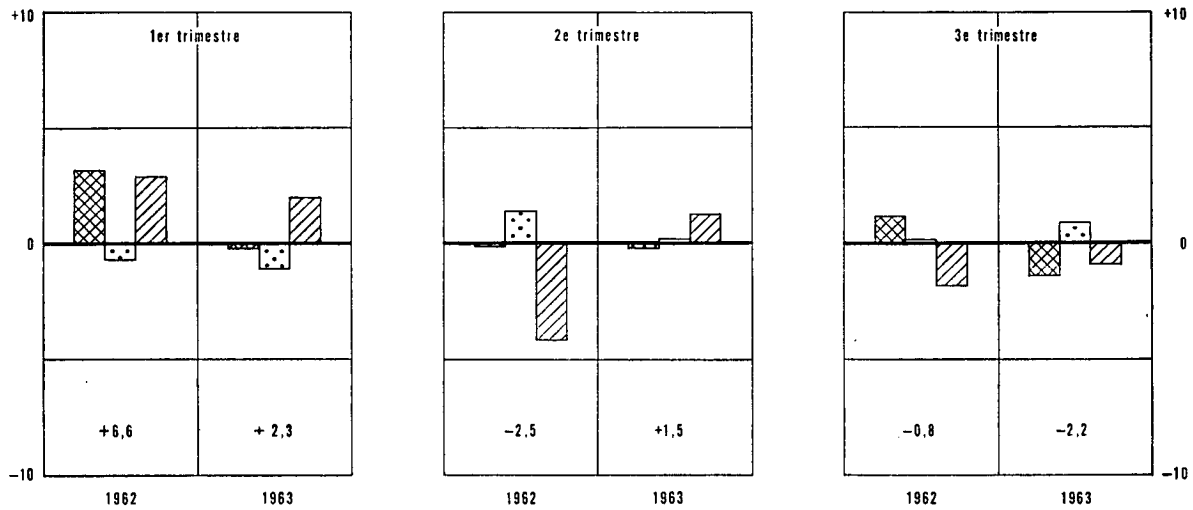
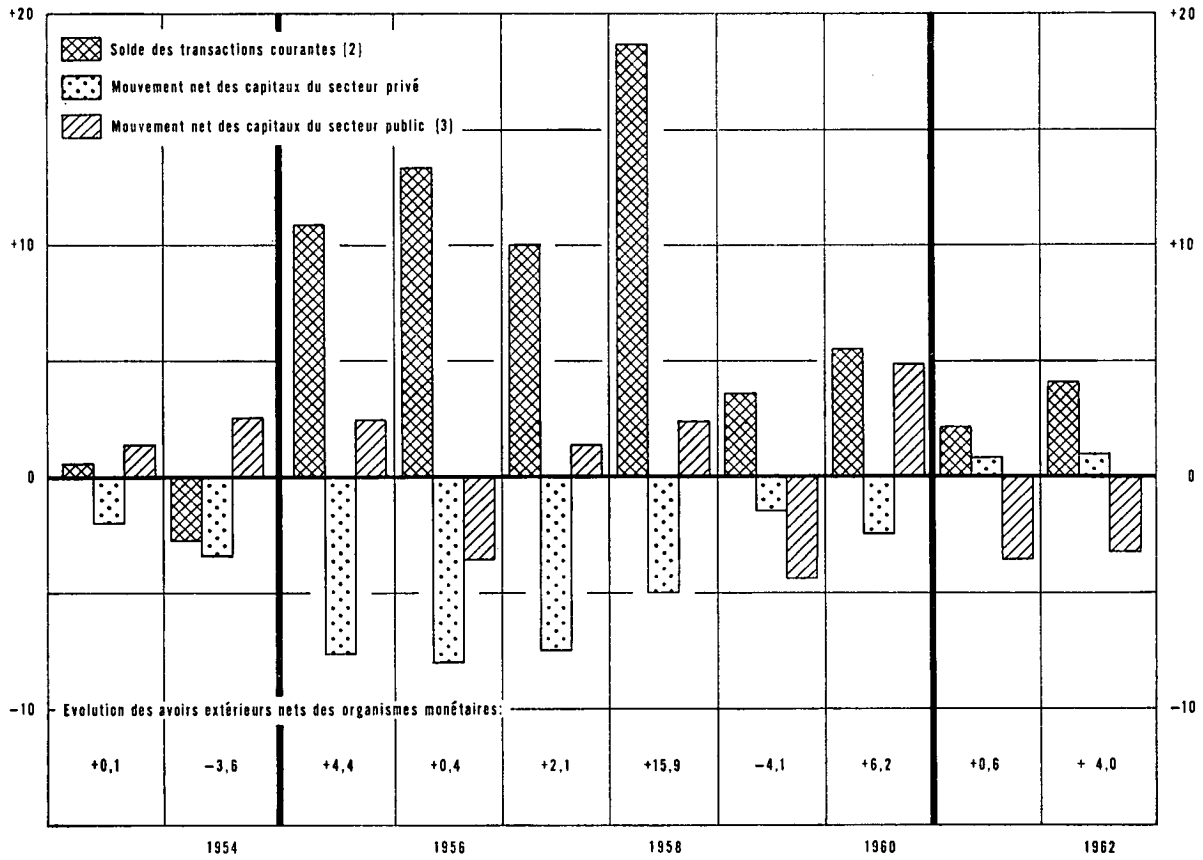
³ Il n'est pas toujours aisé de faire le départ entre les déplacements à l'étranger et les mouvements de capitaux qui doivent être recensés sous la rubrique 15.3 « Autres ». Il semble qu'en 1955, 1956 et 1957, le solde de la première de ces rubriques a été en réalité moins favorable et le solde de la seconde plus favorable qu'il ne ressort du présent tableau, tandis qu'en 1958 l'inverse paraît avoir été le cas. On ne dispose cependant pas d'éléments suffisamment précis pour pouvoir rectifier les chiffres.

⁴ Pour les années 1960 et 1961, des transactions sur valeurs mobilières (rubrique 15.2) ont pu être isolées des autres mouvements de capitaux du secteur privé (rubrique 15.3); pour la période 1952-1959, cette répartition n'a pu être effectuée, faute d'informations.

⁵ Les entrées de capitaux incluses dans la rubrique 11 « Etat » et les sorties de capitaux recensées dans la rubrique 15.3 « Autres » comprennent la partie de l'emprunt de \$ 80 millions de l'Etat belge sur le marché américain qui a été souscrit par des résidents belgo-luxembourgeois; le montant de ces souscriptions n'est cependant pas connu.

IX — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'U.E.B.L. ¹

(milliards de francs)



¹ Les balances des années 1958 et 1954 ne sont pas strictement comparables à celles des années suivantes. En outre, les balances des années 1961 et 1962 ne peuvent être rapprochées exactement de celles des années antérieures en raison notamment de la ventilation, pour ces deux années, de la rubrique « Opérations non déterminées » entre le « Solde des transactions courantes » et le « Mouvement net des capitaux du secteur privé ».

² Les transactions courantes groupent les transactions sur biens et services, les transferts privés et les transferts de l'Etat.

³ Le secteur public comprend l'Etat, les pouvoirs publics subordonnés et les organismes paratatiques administratifs, d'exploitation et de crédit.

**IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

Chiffres semestriels et annuels — Nouvelle série *

(milliards de francs)

	1961			1962			1963
	1er semestre	2e semestre	Année	1er semestre	2e semestre	Année	1er semestre P
A. Transactions sur biens et services :							
1. Opérations sur marchandises :							
1.1 Exportations et importations ¹	- 5,0	- 1,1	- 6,1	- 2,9	- 3,5	- 6,4	- 2,7
1.2 Travail à façon	+ 1,4	+ 1,3	+ 2,7	+ 2,0	+ 1,8	+ 3,8	+ 1,7
1.3 Opérations d'arbitrage	+ 1,2	+ 1,1	+ 2,3	+ 2,0	+ 1,1	+ 3,1	+ 0,9
2. Or non monétaire	- 0,4	- 0,5	- 0,9	- 0,2	- 0,3	- 0,5	- 0,1
3. Frets et assurances pour le transport de marchandises ²	- 0,3 ^a	- 0,1 ^a	- 0,4 ^a	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,7	...
4. Autres frais de transport	- 1,8	- 0,6	- 2,4	- 1,2	- 1,0	- 2,2	- 1,3
5. Déplacements à l'étranger	+ 0,9	+ 1,1	+ 2,0	- 0,3	+ 1,2	+ 0,9	- 0,8
6. Revenus d'investissements	- 0,6	- 0,6	- 1,2	...	- 1,8	- 1,8	- 1,3
7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs							
8. Autres :							
8.1 Ouvriers frontaliers	+ 1,6	+ 1,7	+ 3,3	+ 1,9	+ 1,8	+ 3,7	+ 1,9
8.2 Autres	+ 0,8	+ 1,0	+ 1,8	+ 0,7	+ 0,8	+ 1,5	+ 0,7
Total des transactions sur biens et services	- 2,2	+ 3,3	+ 1,1	+ 2,3	+ 0,3	+ 2,6	- 0,6
B. Transferts :							
9. Transferts privés	+ 0,8	+ 2,2	+ 3,0	+ 1,3	+ 1,3	+ 2,6	+ 1,5
10. Transferts de l'Etat	- 0,5	- 1,4	- 1,9	- 0,5	- 0,6	- 1,1	- 1,2
Total des transferts ...	+ 0,3	+ 0,8	+ 1,1	+ 0,8	+ 0,7	+ 1,5	+ 0,3
C. Mouvement des capitaux :							
11. Etat	- 6,2	+ 0,4	- 5,8	- 1,3	- 1,5	- 2,8	+ 2,8
12. Autres pouvoirs publics .....	...	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,4	...
13. Organismes paraétatiques d'exploitation	+ 0,5	+ 1,4	+ 1,9	+ 0,3	- 0,4	- 0,1	...
14. Organismes paraétatiques de crédit	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,2	- 0,6	- 0,1	- 0,7	+ 0,5
15. Autres :							
15.1 Court terme recensé	+ 0,1	- 1,4	- 1,3	- 0,3	+ 0,1	- 0,2	- 0,8
15.2 Transactions identifiées en valeurs mobilières :							
a) valeurs belges	+ 1,1	+ 0,4	+ 1,5	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,8	+ 0,4
b) valeurs étrangères	- 3,6	- 1,1	- 4,7	- 1,4	- 1,6	- 3,0	- 2,7
15.3 Autres	+ 2,3	+ 3,1	+ 5,4	+ 1,8	+ 1,6	+ 3,4	+ 1,9
Total du mouvement des capitaux ...	- 5,7	+ 3,0	- 2,7	- 0,6	- 1,6	- 2,2	+ 2,1
16. Erreurs et omissions .....	...	+ 1,1	+ 1,1	+ 1,6	+ 0,5	+ 2,1	+ 2,0
17. Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	- 7,6	+ 8,2	+ 0,6	+ 4,1	- 0,1	+ 4,0	+ 3,8

* Diverses modifications, apportées pour suivre les prescriptions du « Balance of Payments Manual » du Fonds Monétaire International ont eu pour effet de rompre la continuité des séries statistiques disponibles en matière de balance des paiements.

La nouvelle série diffère essentiellement de la série 1955-1961 du tableau IX-1 sur les points suivants :

— les importations comprennent désormais la valeur de certaines marchandises qui étaient antérieurement considérées comme étant travaillées à façon et les exportations, cette même valeur majorée du coût du transport depuis le pays d'origine jusqu'en U.E.B.L. et du coût de la transformation;

— les frais de transport et d'assurances sont actuellement ventilés suivant le nouveau schéma prévu par la 3e édition du « Balance of Payments Manual »;

— la méthode employée antérieurement pour obtenir une évaluation f.o.b. des importations a été abandonnée. Il en résulte qu'une partie des dépenses de transport et d'assurances afférentes aux importations est actuellement comprise dans celles-ci;

— les transactions qui étaient rangées antérieurement sous la rubrique « Opérations non déterminées » ont pu actuellement être ventilées en « Opérations sur marchandises » (rubrique 1) « Déplacements à l'étranger » (rubrique 5) et « Autres mouvements de capitaux » (rubrique 15);

— les dépenses courantes d'institutions européennes dont le siège est en U.E.B.L. ont été transférées de la rubrique 8 « Autres services » à la rubrique 7 « Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ».

Une description plus complète des écarts entre la nouvelle et les anciennes séries est donnée dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* de mai 1963, pp. 482 à 485.

1 Pour une partie des importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de ces importations.

2 Cette rubrique ne comprend, en dépenses, qu'une partie des frets et assurances pour le transport des importations. L'autre partie n'a pu être dissociée des importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les dépenses de la rubrique 1.1 « Exportations et importations » (cf. note 1).

3 Pour 1961, sont seuls disponibles des chiffres couvrant à la fois les rubriques 8 « Frets et assurances pour le transport de marchandises » et 4 « Autres frais de transport ». Au surplus, ces chiffres ne sont pas entièrement comparables aux chiffres combinés des rubriques 8 et 4 pour 1962. Ils ne comprennent ni les recettes et dépenses d'assurance pour le transport de marchandises qui, en 1962, sont incluses dans la rubrique 8, ni les achats et ventes des provisions de bord et les recettes et dépenses pour le transport de personnes qui, en 1962, sont inclus dans la rubrique 4.

**IX - 3. — BALANCE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE ¹**

Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

Soldes (crédit moins débit)	1961	1962				1963		
	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre p	2 ^e trimestre p	3 ^e trimestre p
1. Transactions sur biens et services et transferts privés	+ 3,5	+ 3,4	+ 0,2	+ 1,4	+ 0,2	+ 0,7	+ 0,2	- 1,3
2. Transferts de l'Etat	- 1,2	- 0,2	- 0,3	- 0,2	- 0,4	- 0,9	- 0,3	- 0,2
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics et des parastataux de crédit et d'exploitation	+ 2,2	+ 2,9	- 4,2	- 1,8	- 0,1	+ 2,0	+ 1,3	- 0,9
4. Mouvement des autres capitaux :								
4.1 Court terme recensé	- 0,4	- 1,2	+ 0,9	- 1,7	+ 1,8	- 1,0	+ 0,2	+ 0,4
4.2 Autres	+ 1,5	+ 0,5	+ 0,5	+ 1,8	- 1,6	- 0,1	- 0,3	+ 0,5
5. Erreurs et omissions	+ 0,4	+ 1,2	+ 0,4	- 0,3	+ 0,8	+ 1,6	+ 0,4	- 0,7
6. Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	+ 6,0	+ 6,6	- 2,5	- 0,8	+ 0,7	+ 2,3	+ 1,5	- 2,2

¹ Certains chiffres du présent tableau diffèrent de ceux qui ont figuré dans ce tableau jusqu'au numéro de juin 1962 et de ceux qui figurent au tableau IX-1. La différence la plus importante est que les opérations non déterminées (rubrique D du tableau IX-1 et antérieurement rubrique 5 du présent tableau) ont été reclassées sous la rubrique 1 « Transactions sur biens et services » et sous la rubrique 4.2 « Mouvement des autres capitaux : Autres ». Cette nouvelle classification, plus précise que l'ancienne, sera désormais utilisée dans les balances des paiements qui seront publiées pour les années 1962 et ultérieures, avec des chiffres comparables pour 1961.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXXVIII^e année, vol. I, n° 5, page 417 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1962 ». — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *L'économie belge en 1959* (M.A.E.). — *Recherches économiques de Louvain* (I.R.E.S.P.). — *Cahiers économiques de Bruxelles* (D.U.L.B.E.A.). — *Bulletin statistique* (O.C.D.E.). — *International Financial Statistics* (F.M.I.).

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Moyennes journalières	1 \$ U.S.A.	1 fr. français ou 100 fr. français anciens	1 Livre Sterling	1 florin P.-B.	1 fr. suisse	1 Deutsche Mark	100 lires italien.	1 Cour. suéd.	1 Cour. norv.	1 Cour. dan.	1 \$ canadien		100 escudos	100 schillings autrich.
											câble	courrier		
1959	49,96	10,19	140,33	13,24	11,56	11,96	8,05	9,66	7,01	7,25	52,110	52,108	174,98	193,14
1960	49,86	10,17	139,98	13,22	11,54	11,96	8,03	9,65	6,99	7,23	51,427	51,425	174,41	192,11
1961	49,86	10,16	139,72	13,19 ¹ 13,85 ²	11,54	11,95 ¹ 12,51 ²	8,03	9,65	6,98	7,22	50,469 ³ 48,153 ⁴	50,468 ³ 48,149 ⁴	174,21	192,82
1962	49,76	10,15	139,71	13,81	11,51	12,45	8,02	9,65	6,97	7,21	46,553	46,552	174,19	192,77
1963	49,86	10,18	139,62	13,85	11,54	12,51	8,02	9,61	6,97	7,22	46,227	46,226	174,05	193,09
1963 1 ^{er} trimestre .	49,82	10,17	139,64	13,84	11,52	12,45	8,02	9,61	6,97	7,22	46,224	46,224	174,09	192,88
2 ^e trimestre .	49,86	10,17	139,64	13,87	11,53	12,51	8,03	9,61	6,98	7,22	46,277	46,276	174,06	193,10
3 ^e trimestre .	49,90	10,18	139,69	13,84	11,55	12,53	8,03	9,62	6,98	7,23	46,164	46,163	174,09	193,37
4 ^e trimestre .	49,87	10,18	139,50	13,84	11,56	12,54	8,01	9,60	6,97	7,22	46,244	46,243	173,95	192,99
1964 1 ^{er} trimestre .	49,82	10,17	139,39	13,82	11,52	12,54	8,00	9,63	6,96	7,21	46,118	46,118	173,80	192,83
1963 Mars	49,87	10,18	139,66	13,87	11,52	12,48	8,03	9,61	6,98	7,23	46,253	46,252	174,12	193,07
Avril	49,84	10,17	139,60	13,87	11,51	12,48	8,03	9,60	6,98	7,22	46,282	46,282	174,02	192,94
Mai	49,85	10,17	139,58	13,87	11,53	12,51	8,03	9,61	6,98	7,22	46,272	46,270	173,98	192,99
Juin	49,90	10,18	139,74	13,86	11,54	12,54	8,03	9,63	6,99	7,23	46,277	46,276	174,18	193,38
Juillet	49,90	10,18	139,76	13,85	11,54	12,53	8,03	9,63	6,98	7,23	46,221	46,219	174,20	193,88
Août	49,89	10,18	139,69	13,83	11,56	12,52	8,04	9,61	6,98	7,22	46,075	46,073	174,09	193,37
Septembre ...	49,90	10,18	139,61	13,83	11,56	12,54	8,02	9,62	6,97	7,23	46,196	46,196	173,98	193,37
Octobre	49,93	10,19	139,70	13,86	11,57	12,55	8,02	9,61	6,98	7,23	46,320	46,320	174,11	193,28
Novembre ...	49,85	10,17	139,46	13,84	11,55	12,54	8,01	9,60	6,96	7,22	46,251	46,250	173,94	192,77
Décembre	49,83	10,17	139,34	13,83	11,55	12,54	8,01	9,59	6,96	7,22	46,162	46,160	173,79	192,91
1964 Janvier	49,82	10,16	139,40	13,83	11,54	12,53	8,00	9,60	6,96	7,21	46,114	46,114	173,84	192,87
Février	49,82	10,17	139,37	13,82	11,52	12,54	8,00	9,61	6,96	7,20	46,133	46,134	173,76	192,81
Mars	49,82	10,17	139,40	13,82	11,51	12,54	7,99	9,68	6,96	7,22	46,108	46,107	173,81	192,80

¹ Moyenne du 1^{er} janvier au 8 mars 1961. — ² Moyenne du 6 mars au 31 décembre 1961. — ³ Moyenne du 1^{er} janvier au 20 juin 1961. — ⁴ Moyenne du 21 juin au 31 décembre 1961.

X - 2. — MONNAIES DES PAYS MEMBRES DE L'A.M.E.

parité par rapport au dollar, marges des cours acheteurs et vendeurs des banques centrales
et cours extrêmes à Bruxelles le 29 février 1964

Pays	Parité (ou taux moyen) par rapport au dollar des Etats-Unis ¹	Marges des cours du dollar des Etats-Unis en % de la parité (ou du cours moyen) du dollar		Cours extrêmes à Bruxelles		
		vendeur (+)	acheteur (-)	acheteur ⁴	vendeur ⁵	pour :
				en francs belges		
Autriche	26,— sch.	+ 0,769	- 0,769	189,4080	195,2519	100 sch.
Belgique	50,— FB	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Danemark	6,90714 C. dan.	+ 0,729	- 0,719	7,1325	7,3459	1 C. dan.
France	4,93706 FF	+ 0,748	- 0,751	9,9769	10,2806	1 FF
Allemagne	4,— DM	+ 0,750	- 0,750	12,3139	12,6889	1 DM
Grèce	30,— Dr.	+ 0,500	- 0,500	—	—	—
Islande	43,— C. isl.	+ 0,140	- 0,116	—	—	—
Italie	625,— Lires	+ 0,720	- 0,720	7,8832	8,1184	100 Lires
Pays-Bas	3,62 Fl.	+ 0,760	- 0,760	13,6052	14,0223	1 Fl.
Norvège	7,14286 C. nor.	+ 0,800	- 0,740	6,8924	7,1050	1 C. nor.
Portugal	28,75 Esc.	+ 1,148	- 1,148	170,6499	177,2519	100 Esc.
Espagne	60,— Pesetas	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Suède	5,17321 C.S.	+ 0,759	- 0,739	9,5203	9,8101	1 C.S.
Suisse	4,37282 F.S.	+ 1,765	- 1,780	11,1517	11,7287	1 F.S.
Turquie	9,— L.t.	+ 0,889	—	—	—	—
Royaume-Uni	2,80 £ ²	+ 0,714 ³	- 0,714 ³	137,9575	142,0575	1 £

¹ Parité reconnue par le F.M.I., sauf dans le cas de la Suisse pour laquelle la parité indiquée est pratiquée par la banque centrale.

² Cours exprimé en dollars des Etats-Unis par livre sterling.

³ Les marges du Royaume-Uni ne sont pas tout à fait comparables à celles des autres pays; elles représentent les limites de fluctuation de la livre exprimée en dollars des Etats-Unis, alors que, pour les autres pays, les marges représentent les limites de la fluctuation du dollar des Etats-Unis exprimé en monnaie nationale.

⁴ (Parité du FB par rapport au dollar des Etats-Unis — marge exprimée en FB du cours acheteur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours vendeur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis).

⁵ (Parité en FB par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée en FB du cours vendeur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis — marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours acheteur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis).

Références bibliographiques : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

XI. — FINANCES PUBLIQUES

1. — SITUATION DE TRESORERIE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Exécution du budget ordinaire			Exécution du budget extraordinaire			Solde budgétaire global (7) = (8) + (6)	Financement du solde budgétaire				
	Dépenses (1)	Recettes (2)	Solde (3) = (2) - (1)	Dépenses (4)	Recettes (5)	Solde (6) = (5) - (4)		Emprunts consolidés intérieurs (8)	Dettes flottantes intérieures (9)	Emprunts consolidés et dettes flottantes extérieures (10)	Fonds de tiers (11)	Encaisse (augmentation - diminution +) (12)
1957	88,0	95,8	+ 7,8	15,3	0,3	-15,0	- 7,2	+ 7,9	- 0,2	+ 2,5	- 2,1	- 0,9
1958	101,4	94,3	- 7,1	18,0	0,4	-17,6	-24,7	+10,7	+12,8	+ 3,9	- 1,7	- 1,0
1959	108,4	100,2	- 8,2	18,1	0,2	-17,9	-26,1	+20,3	+ 0,2	+ 5,2	- 1,0	+ 1,4
1960	111,2	108,1	- 3,1	23,7	0,3	-23,4	-26,5	+27,1	- 9,4	+10,6	- 0,2	- 1,6
1961	126,0	120,4	- 5,6	14,6	0,4	-14,2	-19,8	+13,0	+ 5,5	+ 3,4	- 2,5	+ 0,4
1962	130,1	131,2	+ 1,1	17,8	0,5	-17,3	-16,2	+20,1	+ 6,0	- 9,3	- 0,5	- 0,1
1961 9 prem. mois	95,8	88,2	- 7,6	9,1	0,2	- 8,9	-16,5	+ 7,2	+ 6,1	+ 4,1	- 1,6	+ 0,7
1962 3 prem. mois	37,6	30,9	- 6,7	3,3	0,1	- 3,2	- 9,9	+ 7,2	+ 4,1	- 1,8	- 0,7	+ 1,1
6 prem. mois	68,6	61,7	- 6,9	7,2	0,2	- 7,0	-13,9	+ 7,7	+13,6	- 6,7	- 1,0	+ 0,3
9 prem. mois	97,7	93,8	- 3,9	11,7	0,3	-11,4	-15,3	+ 9,9	+14,3	- 8,4	- 0,3	- 0,2
1963 3 prem. mois	39,3	32,6	- 6,7	5,5	0,2	- 5,3	-12,0	+ 4,9	+ 6,3	+ 3,6	- 3,1	+ 0,3
6 prem. mois	72,5	63,8	- 8,7	9,2	0,3	- 8,9	-17,6	+ 6,0	+ 7,5	+ 6,7	- 3,2 ²	+ 0,6
9 prem. mois	104,2	103,8	- 0,4	15,4	0,3	-15,1	-15,5	+10,1	+ 3,4	+ 7,5	- 5,4 ²	- 0,1
1962 Novembre	10,6	11,4	+ 0,8	2,3	0,1	- 2,2	- 1,4	+10,2	- 7,8	- 0,4	- 0,8	+ 0,2
Décembre	12,1	15,2	+ 3,1	2,0	0,1	- 1,9	+ 1,2	...	- 4,0	+ 0,9	+ 2,6	- 0,7
1963 Janvier	14,0	13,5	- 0,5	2,0	0,1	- 1,9	- 2,4	...	+ 4,3	+ 0,5	- 2,2	- 0,2
Février	10,5	9,2	- 1,3	2,0	0,1	- 1,9	- 3,2	...	+ 0,5	+ 1,0	+ 0,1	+ 1,6
Mars	14,8	9,9	- 4,9	1,5	...	- 1,5	- 6,4	+ 4,9	+ 1,5	+ 2,1	- 1,0	- 1,1
Avril	11,9	10,0	- 1,9	1,3	0,1	- 1,2	- 3,1	...	+ 3,5	+ 0,6	- 1,5	+ 0,5
Mai	9,2	10,7	+ 1,5	1,2	...	- 1,2	+ 0,3	...	- 1,9	+ 2,1	- 0,3 ²	- 0,2
Juin	12,1	10,5	- 1,6	1,1	...	- 1,1	- 2,7	+ 1,1	- 0,2	+ 0,3	+ 1,7 ²	- 0,2
Juillet	14,0	18,8	+ 4,8	2,4	...	- 2,4	+ 2,4	+ 4,1	- 3,7	+ 0,3	- 2,2 ²	- 0,9
Août	7,7	10,4	+ 2,7	2,1	...	- 2,1	+ 0,6	...	- 1,1	+ 0,3	- 1,0 ²	+ 1,2
Septembre	10,0	10,8	+ 0,8	1,7	...	- 1,7	- 0,9	...	+ 0,7	+ 0,2	+ 1,0 ²	+ 1,0
Octobre	12,8	12,0	- 0,8	2,3	...	- 2,3	- 3,1	+ 7,3	- 2,9	+ 1,5	- 2,9 ²	+ 0,1
Novembre	10,0	10,2	+ 0,2	2,3	...	- 2,3	- 2,1	...	- 0,5	+ 0,8	+ 0,5 ²	+ 1,3

¹ Les chiffres de ce tableau ne correspondent pas aux chiffres comptabilisés dans la situation de trésorerie officielle qui est communiquée au Parlement. En effet, toutes les opérations en comptabilité ne donnent pas lieu simultanément à des mouvements de fonds. Par exemple, l'imputation budgétaire d'un virement au budget pour ordre ne provoque au moment de l'opération aucun décaissement. Les chiffres fournis dans le présent tableau représentent les dépenses et les recettes effectivement faites. Les chiffres comptables concernant l'exécution des budgets sont publiés chaque mois au *Moniteur belge* sous forme d'un tableau intitulé « Aperçu de l'exécution des budgets », émanant de l'Administration de la Trésorerie et de la Dette publique.

² Y compris les avances au Fonds des Routes.

XI - 2. — RECETTES FISCALES (par exercice) ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

A : recettes effectives.

B : différence par rapport aux évaluations budgétaires.

Exercices	Contributions directes ²		Douanes et accises		Enregistrement		Total	
	A	B	A	B	A	B	A	B
1952	31,7	+ 2,6	13,7	+ 1,0	24,8	+ 2,5	70,2	+ 6,1
1953	32,7	- 1,5	13,2	+ 0,3	24,0	- 0,1	69,9	- 1,3
1954	30,3	- 3,4	13,4	+ 0,4	24,7	- 0,6	68,4	- 3,6
1955	32,2	- 1,6	15,7	+ 0,6	28,0	+ 2,6	75,9	+ 1,6
1956	35,0	+ 2,8	16,6	+ 1,0	31,4	+ 1,7	83,0	+ 5,5
1957	38,5	+ 3,9	17,6	+ 1,0	33,2	+ 1,8	89,3	+ 6,7
1958	36,1	- 1,8	18,1	- 0,3	32,9	- 2,0	87,1	- 4,1
1959	39,5	+ 0,8	19,6	- 0,6	35,9	+ 0,2	95,0	+ 0,4
1960	41,4	+ 0,9	22,0	- 0,9	38,5	- 0,1	101,9	- 0,1
1961	44,0	+ 1,4	23,8	+ 1,1	44,6	- 1,9	112,4	- 2,2
1962	51,4	+ 2,2	24,5	- 0,2	48,5	- 0,5	124,4	+ 1,5
1962 6 premiers mois	17,5	+ 0,1	11,7	+ 0,1	23,5	- 0,6	52,7	- 0,4
1962 6 premiers mois	16,5	- 0,1	12,1	- 0,1	24,7	- 0,2	53,3	- 0,4
Ex. 1962								
1963 Janvier	4,9	+ 0,1	0,4	- 0,1	...	...	5,3	...
Février	1,2	- 0,2	...	...	...	...	1,2	- 0,2
Mars	1,0	+ 0,1	...	...	...	...	1,0	+ 0,1
Exercice 1963								
1963 Février	1,7	...	1,9	- 0,1	3,6	- 0,2	7,2	- 0,3
Mars	1,8	...	2,1	- 0,1	4,2	- 0,2	8,1	- 0,3
Avril	3,1	- 0,1	2,1	...	4,2	- 0,1	9,4	- 0,2
Mai	3,5	+ 0,1	2,3	+ 0,1	4,5	+ 0,3	10,3	+ 0,5
Juin	3,7	- 0,1	2,1	- 0,1	4,3	+ 0,2	10,1	...
Juillet	11,1	+ 0,8	2,0	- 0,2	4,3	...	17,4	+ 0,6
Août	3,7	+ 0,7	2,4	+ 0,2	4,4	+ 0,3	10,5	+ 1,2
Septembre	3,6	- 0,1	2,2	...	4,6	+ 0,3	10,4	+ 0,2
Octobre	4,2	+ 0,1	2,4	+ 0,2	4,9	+ 0,3	11,5	+ 0,6
Novembre	3,1	- 0,3	2,1	- 0,1	4,5	...	9,7	- 0,4
Décembre	3,4	- 0,1	2,3	- 0,1	5,0	+ 0,3	10,7	+ 0,1
Ex. 1964								
1964 Janvier	5,7	+ 0,4	0,5	+ 0,1	...	...	6,2	+ 0,5
1964 Janvier	2,9	+ 0,1	1,8	+ 0,1	4,6	+ 0,3	9,3	+ 0,5

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Ruanda-Urundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

XI - 3. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1962 ²		Exercice 1963 : janvier 1963		Exercice 1964 : janvier 1964	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes ³	51,4	49,2	2,7	2,7	2,9	2,8
contribution foncière	0,7	0,5	—	—	—	—
précompte immobilier	—	—	—	—	—	—
taxe mobilière	4,3	4,6	...	...	...	...
précompte mobilier	—	—	0,2	0,1	0,1	...
taxe professionnelle ³	34,4	31,5	...	—	...	—
précompte professionnel	—	—	0,3	0,3	0,3	0,3
impôt complémentaire personnel ..	6,0	5,7	...	—	...	—
contribution nationale de crise ...	1,8	2,6	...	...	...	...
taxe de circulation sur les véhicules automobiles	3,1	3,2	2,2	2,2	2,4	2,4
divers ⁴	1,1	1,1	...	...	0,1	0,1
II. Douanes et accises	24,5	24,7	1,6	1,5	1,8	1,7
dont : douanes	6,6	6,9	0,5	0,5	0,6	0,5
accises	16,7	17,6	1,0	1,0	1,1	1,1
taxes spéciales de consommat.	0,9	—	0,1	—	0,1	—
III. Enregistrement	48,5	49,0	3,9	4,1	4,6	4,3
dont : enregistrement	4,3	4,5	0,3	0,5	0,5	0,4
successions	2,3	2,3	0,2	0,2	0,2	0,2
timbre et taxes assimilées ..	41,4	41,7	3,3	3,5	3,9	3,7
Total ...	124,4	122,9	8,2	8,3	9,3	8,8
Différence par rapport aux éval. budgét.	+ 1,5		- 0,1		+ 0,5	

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire.

² L'exercice 1962, commencé le 1er janvier 1962, a été clôturé le 31 mars 1963.

³ Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

⁴ Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos.

N. B. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice.

— Les statistiques concernant la situation de la Dette publique sont rangées au chapitre XVI.

— Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

XI - 4. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Moyennes mensuelles	Contributions directes ²	Douanes et accises	Enregistrement	Total	Dont : versements anticipés sur la taxe professionnelle
1955	2,7	1,3	2,3	6,3	0,33
1956	2,9	1,4	2,6	6,9	0,41
1957	3,2	1,4	2,8	7,4	0,41
1958	3,1	1,5	2,7	7,3	0,35
1959	3,2	1,7	3,0	7,9	0,40
1960	3,5	1,8	3,2	8,5	0,51
1961	3,6	2,0	3,7	9,3	0,53
1962	4,2	2,1	4,0	10,3	0,69
1963	4,4	2,1	4,4	10,9	0,93
1961 9 premiers mois	3,7	2,0	3,6	9,3	0,69
1962 3 premiers mois	4,0	2,0	3,9	9,9	0,38
6 premiers mois	3,9	2,0	3,9	9,8	0,25
9 premiers mois	4,1	2,0	3,9	10,0	0,71
1963 3 premiers mois	4,4	2,0	3,9	10,3	0,65
6 premiers mois	3,9	2,1	4,1	10,1	0,41
9 premiers mois	4,7	2,1	4,2	11,0	1,13
1963 Janvier	7,6	2,0	3,9	13,5	1,73
Février	2,9	1,9	3,6	8,4	0,04
Mars	2,8	2,1	4,2	9,1	0,13
Avril	3,1	2,1	4,2	9,4	0,20
Mai	3,5	2,3	4,5	10,3	0,03
Juin	3,7	2,1	4,3	10,1	0,22
Juillet	11,1	2,0	4,3	17,4	8,14
Août	3,7	2,4	4,4	10,5	0,04
Septembre	3,6	2,2	4,6	10,4	0,03
Octobre	4,2	2,4	4,9	11,5	0,23
Novembre	3,1	2,1	4,5	9,7	0,03
Décembre	3,4	2,3	5,0	10,7	0,20
1964 Janvier	8,6	2,3	4,6	15,5	1,95

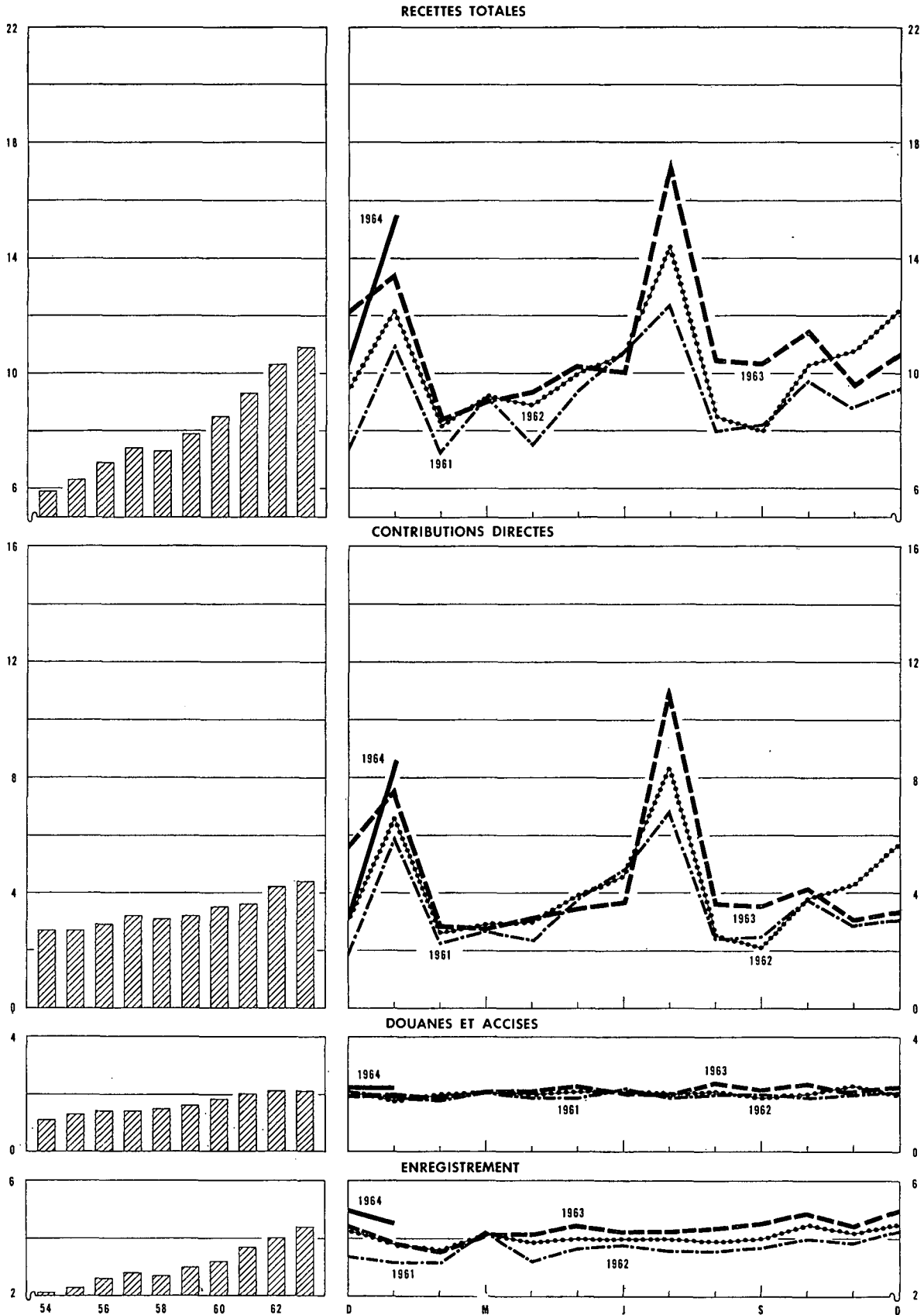
¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Ruanda-Urundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge* (voir note 1 du tableau XI - 1). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXXVI^e année, vol. II, n^o 5, novembre 1961 : « Les budgets de 1961 et 1962 ».

XI - 4. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE

(milliards de francs)



XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE

1. — ENCOURS DES CREANCES ET DETTES AU 31 DECEMBRE 1960 ¹

Source : Banque Nationale de Belgique.

(Milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE														Total des dettes (15) = (6) + (7) + (13) + (14)	
		Secteurs nationaux non financiers							Etranger	Intermédiaires financiers							Secteurs indéterminés et ajustements (14)
		Entreprises et particuliers (1)	Parastatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Total des secteurs nationaux non financiers (6) = (1) à (5)	Organismes monétaires (8)		Fonds des Rentes (9)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (10)	Organismes d'assurance vie et accidents de travail, fonds de pension (11)	Organismes publics de crédit non monétaires * (12)	Total des intermédiaires financiers (13) = (8) à (12)			
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)		
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	données non disponibles														
		... nihil ou inférieur à 50 millions															
		— opération non effectuée															
		Accept., effets commerciaux et promesses							...	26,0	—	2,4		2,9	31,4	6,6	37,9
		Engag. en comptes courants ou d'avances							...	25,2	—	0,2		0,1	25,6	...	25,6
		Obligations	8,0	8,0	0,2	...	—	1,0	13,1	...	14,1	...	22,4
	Autres emprunts à moyen et long terme	13,0	0,1	...	...	...	13,1	...	...	—	68,2	22,9	66,9	158,0	...	171,1
	Divers	4,3	1,1	1,5	0,2	7,5	14,7	...	...	—	1,6	5,9	0,5	7,9	...	22,6
	(Actions et parts)	(155,2)	(0,1)	(...)	...	(...)	(155,3)	...	(0,4)	(—)	(0,7)	(1,3)	(—)	(2,5)	(...)	(157,8)	
	Total ...	25,4	1,2	1,5	0,2	7,5	35,8	0,2	51,3	—	73,5	41,9	70,4	237,0	6,6	279,6	
	Parastatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme	—	...	—	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1
		Accept., effets commerciaux et promesses	...	...	...	...	...	...	0,8	—	...	...	0,1	0,9	...	0,9
		Engag. en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	...	1,0	—	...	...	0,1	1,1	...	1,1
		Oblig. accessibles à tout placeur	15,1	0,1	15,2	3,0	1,4	0,7	3,1	5,0	0,6	10,9	0,2	29,3
		Oblig. non accessibles à tout placeur	0,3	...	0,1	...	0,3	0,1	0,3	...	1,5	3,0	...	4,8	0,3	5,6
		Autres emprunts à moyen et long terme	0,1	...	0,1	1,4	...	—	...	0,2	2,2	2,4	0,1	4,0
	Divers	3,9	...	4,2	0,1	...	8,3	0,7	...	—	...	...	...	0,1	1,9	11,0
	(Actions et parts)	(0,7)	...	(13,2)	(3,2)	(...)	(17,2)	...	(...)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(0,9)	(18,0)	
Total ...	19,0	0,4	4,2	0,4	0,1	24,0	5,3	3,5	0,8	4,6	8,3	3,0	20,2	2,6	52,1		
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	1,9	...	—	0,6	...	2,6	...	31,0	...	...	0,4	31,4	5,4	39,4	
	Certificats à court terme	—	0,3	—	2,5	...	2,8	33,8	42,3	2,6	2,0	0,3	10,2	— 0,1	93,8		
	Oblig. accessibles à tout placeur	101,7	2,2	—	1,4	0,5	105,8	8,3	27,2	3,7	27,3	34,3	5,3	97,7	0,6	212,4	
	Oblig. non accessibles à tout placeur	1,3	...	—	...	0,5	1,8	11,5	37,2	...	2,5	2,6	0,5	42,8	1,1	57,2	
	Divers .....	...	0,6	—	...	0,5	1,1	...	...	...	0,1	1,7	0,1	1,9	...	3,0
Total ...	105,0	3,0	—	4,5	1,6	114,1	53,6	137,7	6,3	31,9	38,8	16,5	231,2	6,9	405,8		
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Engag. en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	...	2,1	—	...	...	...	2,1	...	2,1	
	Oblig. accessibles à tout placeur	16,1	0,3	...	0,2	...	16,5	0,5	0,2	1,0	1,0	6,2	1,0	9,3	0,3	26,6	
	Oblig. non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2,8	7,1	...	9,9	...	9,9
	Autres emprunts à moyen et long terme	...	4,2	...	...	...	4,2	...	...	—	0,6	...	39,4	39,9	...	44,1
Divers	1,5	0,4	3,3	...	...	5,3	...	...	—	...	...	...	...	1,6	6,9	
Total ...	17,6	4,9	3,3	0,2	...	26,0	0,5	2,3	1,0	4,3	13,3	40,4	61,2	1,9	89,6		
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	9,4	—	—	—	9,4	—	—	—	—	—	—	—	—	9,4		
	Divers	3,2	...	1,9	...	5,1	...	...	...	...	0,6	...	0,6	1,0	6,8	
Total ...	12,6	...	1,9	...	—	14,5	...	...	...	...	0,6	...	0,6	1,0	16,2	
(6) = (1) à (5)	Total des secteurs nationaux non financiers	179,5	9,5	10,9	5,3	9,2	214,5	59,5	194,8	8,0	114,2	102,9	130,3	550,2	19,0	843,3	
Etranger (7)	Argent à très court terme (francs belges)	—	...	—	...	...	—	0,2	...	...	...	...	0,2	...	0,2	
	Accept. et effets commerciaux .....	...	...	...	...	...	...	5,1	—	0,4	...	1,7	7,2	0,6	7,8	
	Engag. en comptes courants ou d'avances	...	...	1,0	...	...	1,0	...	1,1	—	...	...	1,1	...	2,1	
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	...	...	...	...	...	...	...	84,9	—	...	...	84,9	...	85,0	
	Obligations	9,6	...	1,0	...	...	10,6	—	0,9	0,9	0,4	3,3	0,2	5,7	— 0,1	16,1
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	15,6	—	—	15,6	—	4,4	—	—	—	—	4,4	—	20,0	
	Divers .....	...	1,3	8,1	...	...	9,4	...	...	—	...	...	0,5	0,5	...	9,9
(Actions et parts)	(48,9)	(0,1)	(0,4)	...	...	(49,4)	(—)	(0,8)	(—)	(...)	(1,2)	(—)	(2,0)	(...)	(51,5)	
Total ...	9,6	1,3	25,7	...	...	36,6	—	96,6	0,9	0,8	3,3	2,4	104,0	0,5	141,1	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Intermédiaires financiers																			
	Organismes monétaires (8)				Fonds des Rentes (9)				Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (10)				Organ. d'assur.-vie et accid. de travail, fonds de pension (11)				Organismes publics de crédit non monétaires* (12)			
Monnaie	205,2	1,9	2,3	6,8	0,7	216,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	220,5				
Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2,2
Engagements bruts envers l'étranger ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21,6				
Dépôts en devises des résidents	7,2	—	—	—	—	7,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7,2				
Dépôts sur livrets des résidents	15,6	—	—	—	—	15,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15,6				
Dépôts à terme des résidents	18,7	—	—	...	—	18,8	—	—	—	—	0,3	—	0,3	—	—	19,1				
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,2	—	—	0,2	—	8,0	...	—	—	—	8,0	...	—	8,3				
Obligations (y compris les bons de caisse)	7,6	...	...	...	...	7,6	—	—	—	—	—	—	—	...	—	7,6
Divers	0,2	...	0,2	...	...	0,3	—	—	...	...	...	...	...	...	7,5	7,9
(Actions et parts)	(5,8)	—	(0,2)	—	—	(6,0)	—	(0,5)	—	—	(0,1)	—	(0,6)	—	—	(6,6)				
Total ...	254,6	1,9	2,7	6,8	0,7	266,6	21,8	9,3	...	2,3	1,9	0,4	14,0	7,5	...	309,9				
Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Certificats à court terme	—	—	—	...	—	—	—	5,8	—	—	—	—	5,8	—	—	5,8				
Engag. en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
Opérations à réméré	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
Dotation	—	—	2,8	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,8				
Divers .....	—	—	—	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...	0,1	—	0,1
Total ...	—	...	2,8	...	...	2,8	...	5,8	—	...	...	...	5,8	0,1	...	8,7
Dépôts à vue	2,5	...	...	0,4	0,4	3,3	—	—	...	—	0,4	0,2	0,6	— 0,3	—	3,6		
Dépôts sur livrets	104,3	0,6	—	—	—	104,9	—	—	...	—	—	—	—	...	—	104,9				
Dépôts à terme	0,6	...	...	1,2	1,9	3,7	—	—	...	—	0,1	—	0,1	— 0,1	—	3,7		
Obligations (y compris les bons de caisse)	8,0	...	...	—	—	8,0	—	—	...	—	—	—	—	...	—	8,0		
Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,4	—	—	—	—	0,4	—	—	—	—	—	—	—	...	—	0,4				
Divers	4,0	...	0,2	...	...	4,2	—	0,2	...	0,1	...	...	0,3	1,7	—	6,1
(Actions et parts)	(1,1)	—	—	—	—	(1,1)	—	—	...	—	—	—	—	—	—	(1,1)				
Total ...	119,8	0,6	0,2	1,6	2,3	124,5	...	0,2	...	0,2	0,4	0,2	1,0	1,3	...	126,7				
Oblig. accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Oblig. non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	0,1	0,1	...	0,1	...	...	0,2	4,3	...	5,4	0,4	6,0
Réserves de sécurité sociale	16,7	—	—	—	—	16,7	—	—	...	—	—	—	—	—	—	16,7				
Réserves mathématiques	118,7	—	—	—	—	118,7	—	—	...	—	—	—	—	—	—	118,7				
Divers	0,2	...	0,6	0,1	0,9	1,7	...	...	...	...	0,6	...	0,6	0,4	—	2,7
Total ...	135,5	...	0,6	0,1	1,0	137,1	0,1	0,8	...	0,2	4,9	...	6,0	0,8	...	144,0				
Dépôts à vue	0,9	...	...	0,4	...	1,4	...	—	...	...	...	...	...	...	...	1,4
Argent à très court terme	—	...	—	...	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	0,1	0,5	—	0,8
Dépôts sur livrets	3,3	...	—	...	...	3,3	...	—	...	...	...	...	...	...	...	3,3
Dépôts à terme	1,0	0,2	...	2,2	...	3,5	...	—	...	...	...	...	...	...	...	3,5
Engag. en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,5	...	...	0,5	...	...	0,5
Oblig. accessibles à tout placeur	54,6	...	...	0,2	0,8	55,6	1,7	5,4	0,3	9,1	12,8	0,2	27,8	...	...	85,1
Oblig. non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	0,4	...	...	...	...	7,8	8,6	...	16,4	2,0	...	18,9
Divers	2,6	...	10,1	0,2	...	12,9	...	...	...	0,2	...	...	0,2	3,0	...	16,0
(Actions et parts)	(0,7)	(...)	(0,7)	(...)	(...)	(1,4)	(...)	(0,1)	(—)	(...)	(...)	(...)	(0,1)	(...)	(...)	(1,6)				
Total ...	62,4	0,3	10,1	3,0	1,3	77,1	1,8	5,5	0,3	17,6	21,4	0,2	45,0	5,4	...	129,5				
Total des intermédiaires financiers	572,3	2,7	16,4	11,5	5,2	608,1	23,8	21,6	0,4	20,3	28,7	0,9	71,8	15,1	...	718,8				
Secteurs intermédiaires et alius-teneurs (14)	— 7,1	2,2	1,0	— 1,2	0,1	— 4,9	7,1	7,5	0,4	0,5	0,2	— 0,6	8,0	—	—	10,3				
Total des créances	754,3	15,7	54,1	15,5	14,6	854,3	90,4	320,4	9,7	135,9	135,1	133,0	734,1	34,7	...	1.713,5				
16. Total des dettes [colonne (15)]	279,6	52,1	405,8	89,6	16,2	843,3	141,1	309,9	8,7	126,7	144,0	129,5	718,8	10,3	...	1.713,5				
17. Solde des créances (+) et des dettes (-) [(15) - (16)]	+474,6	-36,3	-351,7	-74,1	-1,6	+11,0	-50,7	+10,5	+1,0	+9,1	-8,9	+3,5	+15,3	+24,4	...	...		

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.
 * Société Nationale de Crédit à l'Industrie, Crédit Communal (pour son activité non monétaire), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (pour son activité non monétaire), Associations de crédit de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel (pour leur activité non monétaire), Société Nationale du Logement, Institut National de Crédit Agricole, Office Central de Crédit Hypothécaire, Institut de Récompte et de Garantie (pour son activité financée au moyen de ressources non monétaires), Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne (à l'exclusion de sa caisse d'assurance-vie), Fonds du Logement et Fonds des Etudes de la Ligue des Familles Nombreuses de Belgique.
 1 Pour les années 1957 à 1959, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, Vol. I, no 2, février 1963.

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers														
		Organismes monétaires (8)														
		Fonds des Rentes (9)														
		Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (10)														
		Organ. d'assur.-vie et accid. de travail, fonds de pension (11)														
		Organismes publics de crédit non monétaires* (12)														
		Total des intermédiaires financiers (13) = (8) à (12)														
Secteurs minés et ajustements (14)																
(15) = (6) + (7) + (14) + (16)		Total des créances														
	Monnaie	+ 4,4	...	+ 0,2	- 0,6	...	+ 4,0	...	+ 0,2	...	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,5	...	+ 4,5	
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	...	+ 0,2	...	...	...	+ 0,3	...	+ 0,5
	Engagements bruts envers l'étranger ...	—	—	—	—	—	—	—	+ 7,1	—	—	—	—	- 0,6	+ 6,5	
	Dépôts en devises des résidents	+ 2,9	—	—	—	—	+ 2,9	—	—	—	—	—	—	...	+ 2,9	
	Dépôts sur livrets des résidents	+ 0,2	—	—	—	—	+ 0,2	—	—	—	—	—	—	...	+ 0,2	
	Dépôts à terme des résidents	+ 3,3	—	—	...	—	+ 3,3	—	—	—	- 0,1	—	- 0,1	...	+ 3,2	
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	- 0,3	—	—	- 0,3	—	+ 0,5	...	—	—	...	+ 0,2	+ 0,2	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 0,7	—	...	—	—	+ 0,7	—	—	...	—	—	...	...	+ 0,7
	Divers .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,7
	(Actions et parts)	(+ 0,5)	—	(...)	—	—	(+ 0,5)	—	(- 0,1)	(...)	—	—	(- 0,1)	...	(+ 0,5)	
	Total ...	+ 11,7	...	- 0,1	- 0,6	...	+ 10,9	+ 7,3	+ 0,2	...	+ 0,7	- 0,1	+ 0,2	+ 1,1	+ 19,3	
	Argent à très court terme .....	...	...	—	...	...	...	...	...	—	- 0,1	...	...	- 0,1	- 0,1
	Certificats à court terme .....	—	—	—	...	—	...	...	+ 1,2	—	—	—	+ 1,2	—	+ 1,2
	Engag. en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	...	—	...	...	...	...	...
	Opérations à réméré .....	—	—	—	—	—	—	—	...	—	...	...	...	...	...
	Dotation .....	—	—	—	—	—	—	—	...	—	...	...	...	...	...
	Divers .....	—	—	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...
	Total ...	...	...	—	...	...	...	...	+ 1,2	—	- 0,1	...	...	+ 1,1	+ 1,2
	Dépôts à vue	- 0,2	...	...	...	- 0,3	- 0,6	—	...	—	...	- 0,1	- 0,1	- 0,2	- 0,8
	Dépôts sur livrets	+ 7,0	...	—	...	...	+ 7,0	—	...	—	...	...	...	...	+ 7,0
	Dépôts à terme	+ 0,1	...	—	+ 0,2	- 0,1	+ 0,1	—	...	—	...	- 0,2	...	...	- 0,1
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 1,0	—	...	—	—	+ 1,0	—	—	—	—	—	—	...	+ 1,0	
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation .....	...	—	—	—	—	...	—	—	—	—	—	—	...	...
	Divers	+ 0,4	...	+ 0,2	...	...	+ 0,6	—	- 0,1	...	...	...	- 0,1	+ 0,3	+ 0,9
	(Actions et parts)	(+ 0,2)	—	—	—	—	(+ 0,2)	—	—	—	—	—	—	...	(+ 0,2)	
	Total ...	+ 8,2	...	+ 0,2	+ 0,2	- 0,4	+ 8,1	—	- 0,1	...	- 0,1	- 0,3	- 0,1	- 0,5	+ 7,9	
	Oblig. accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Oblig. non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,3	...	+ 0,2	+ 0,8	...	+ 1,4	+ 1,5
	Réserves de sécurité sociale	+ 0,5	—	—	—	—	+ 0,5	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,5	
	Réserves mathématiques	+ 9,5	—	—	—	—	+ 9,5	—	—	—	—	—	—	—	+ 9,5	
	Divers .....	...	...	...	+ 0,1	...	+ 0,1	—	...	...	- 0,3	...	- 0,3	+ 0,1	- 0,1
	Total ...	+ 10,0	...	...	+ 0,1	...	+ 10,1	...	+ 0,3	...	+ 0,2	+ 0,5	...	+ 1,0	+ 11,4
	Dépôts à vue	+ 0,1	...	...	...	...	+ 0,1	—	...	—	...	...	...	...	+ 0,1
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	+ 0,1	+ 0,1	...	...	- 0,8	...	...	+ 0,3	- 0,4
	Dépôts sur livrets	+ 0,3	...	—	...	...	+ 0,3	—	...	—	...	...	...	...	+ 0,3
	Dépôts à terme	+ 0,3	+ 0,2	...	+ 0,4	...	+ 0,8	—	...	—	...	- 0,1	...	...	+ 0,8
	Engag. en comptes courants ou d'avances	...	...	—	...	...	...	...	...	...	+ 0,2	...	...	...	+ 0,2
	Oblig. accessibles à tout placeur	+ 8,4	...	...	...	...	+ 8,4	...	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,6	+ 1,2	- 0,3	+ 1,9	+ 10,3
	Oblig. non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	+ 0,2	+ 0,2	...	...	...	+ 0,3	+ 1,1	...	+ 1,4	+ 1,6
	Divers	+ 0,9	...	...	...	...	+ 0,9	...	...	...	...	...	...	+ 0,5	+ 1,5
	(Actions et parts)	(+ 0,1)	(...)	(+ 0,2)	(...)	(...)	(+ 0,2)	(...)	(...)	(-)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,2)	
	Total ...	+ 9,9	+ 0,2	...	+ 0,4	+ 0,2	+ 10,7	...	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,3	+ 2,2	- 0,3	+ 2,7	+ 14,2	
	Total des intermédiaires financiers	+ 39,8	+ 0,1	+ 0,1	...	- 0,2	+ 39,8	+ 7,4	+ 2,0	+ 0,1	+ 1,1	+ 2,3	- 0,1	+ 5,4	+ 54,0	
	Secteurs minés et ajustements (14)	- 1,8	- 0,3	- 0,5	+ 0,4	- 0,2	- 2,4	+ 1,8	- 0,6	- 0,2	+ 0,2	+ 0,3	- 1,3	- 1,6	- 2,2	
	Total des créances	+ 44,9	- 0,4	+ 3,2	- 2,3	+ 1,2	+ 46,6	+ 15,5	+ 21,1	+ 1,2	+ 8,8	+ 11,3	+ 14,9	+ 57,3	+ 119,5	
	16. Total des dettes [colonne (15)]	+ 26,8	+ 0,3	+ 21,7	+ 3,9	+ 2,2	+ 54,9	+ 12,8	+ 19,3	+ 1,2	+ 7,9	+ 11,4	+ 14,2	+ 54,0	- 2,2	
	17. Solde des créances (+) et des dettes (-) [(15) - (16)]	+ 18,1	- 0,7	- 18,5	- 6,3	- 1,0	- 8,3	+ 2,7	+ 1,8	...	+ 0,9	- 0,1	+ 0,8	+ 3,3	...	

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

* Société Nationale de Crédit à l'Industrie, Crédit Communal (pour son activité non monétaire), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (pour son activité non monétaire), Associations de crédit de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel (pour leur activité non monétaire), Société Nationale de Logement, Institut National de Crédit Agricole, Office Central de Crédit Hypothécaire, Institut de Récompte et de Garantie (pour son activité financée au moyen de ressources non monétaires), Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne (à l'exclusion de sa caisse d'assurance-vie), Fonds du Logement et Fonds des Etudes de la Ligue des Familles Nombreuses de Belgique.

1 Pour les années 1958 et 1959, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1963.

XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics				Crédits d'escompte, d'avances et d'accep- tation aux entreprises et particuliers résidant en Belgique		Emprunts obliga- taires des banques de dépôts	Créances et engage- ments sur et envers des inter- médiaires financiers non monétaires	Divers 2
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor			Créances sur l'Etat	Créances nettes sur le Fonds des Rentes	Créances sur les autres pouvoirs publics 6	Total	Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des orga- nismes monétaires			
		Dépôts 1 en francs belges	Dépôts en devises												
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	
1958 Mars	197,0	25,4	3,0	0,4	225,8	60,2	122,5	0,4	2,0	124,9	48,8	60,2	- 5,3	+ 2,8	- 5,6
Juin	206,1	25,0	2,5	0,5	234,1	66,2	125,0	2,0	2,2	129,2	45,7	58,3	- 5,8	+ 3,0	- 4,2
Septembre 3	202,0	26,9	2,6	0,5	232,0	70,1	120,4	3,7	1,7	125,8	43,5	55,8	- 6,3	+ 3,6	- 4,7
Décembre	209,5	27,4	2,6	0,6	240,1	72,1	126,4	4,1	2,1	132,6	43,8	56,3	- 6,6	+ 4,1	- 5,9
1959 Mars	209,7	30,1	3,3	0,7	243,8	70,3	129,5	3,9	2,9	136,3	45,2	55,9	- 6,8	+ 4,4	- 5,6
Juin	214,0	29,2	3,1	0,7	247,0	69,7	129,6	5,0	3,9	138,5	44,8	55,8	- 6,9	+ 4,7	- 3,8
Septembre	209,6	30,9	3,1	0,6	244,2	71,2	128,0	2,0	4,0	134,0	45,1	55,9	- 6,9	+ 5,3	- 4,5
Décembre	216,3	31,5	4,3	0,5	252,6	70,7	132,4	4,6	4,0	141,0	48,1	59,6	- 6,9	+ 5,1	- 5,4
1960 Mars	212,5	36,1	4,8	0,5	253,9	72,8	133,6	2,0	4,3	139,9	48,5	60,1	- 6,9	+ 5,6	- 6,0
Juin	219,9	33,5	5,8	0,3	259,5	74,5	136,2	2,1	4,5	142,8	49,2	61,2	- 7,0	+ 5,6	- 5,6
Septembre	214,2	33,7	8,0	0,3	256,2 ⁴	67,2	142,7	3,9	3,7	150,3	48,8	60,0	- 7,2	+ 5,3	- 8,2
Décembre	220,4	34,7	7,2	0,2	262,5 ⁴	74,8	135,9	5,8	4,7	146,4	53,0	65,4	- 7,6	+ 4,9	- 9,0
1961 Mars	222,6	37,5	7,9	0,1	268,1 ⁴	73,3	143,6	4,0	4,2	151,8	51,4	64,5	- 7,9	+ 5,4	- 5,9
Juin	226,8	38,0	7,9	0,1	272,8 ⁴	68,2	149,3	4,1	4,7	158,1	54,1	67,3	- 8,2	+ 6,1	- 5,5
Septembre	228,6	41,1	8,4	...	278,1 ⁴	70,9	154,3	3,4	4,2	161,9	54,6	69,7	- 8,4	+ 6,3	- 7,2
Décembre	237,4	43,6	8,0	...	289,0	77,8	147,4	5,2	6,1	158,7	61,2	75,2	- 8,6	+ 6,8	- 6,9
1962 Mars	236,3	47,5	8,2	0,1	292,1	84,6	147,3	3,2	5,6	156,1	61,7	73,9	- 9,1	+ 7,0	- 8,2
Juin	245,0	47,9	7,9	...	300,8	82,4	151,9	4,4	5,5	161,8	63,5	77,8	- 9,8	+ 8,9	- 6,0
Septembre	246,7	50,4	8,0	...	305,1	80,9	154,8	5,8	6,6	167,2	66,8	78,6	-10,4	+ 9,0	- 8,4
Décembre	254,5	48,5	7,4	...	310,4	80,5	149,0	7,0	7,7	163,7	72,9	86,7	-11,1	+10,1	- 5,7
1963 Mars	262,6	50,7	7,4	0,1	320,8	83,8	159,8	7,2	6,0	173,0	74,5	83,6	-11,1	+10,3	- 9,7
Juin	273,2	51,3	8,3	...	332,8	84,4	164,5	7,5	6,4	178,4	78,7	92,5	-11,2	+10,2	- 7,7
<i>Nouvelle série 5</i>															
Juin	272,3	51,3	8,2	...	331,8	81,6	167,4	7,5	5,2	180,1	79,0	92,8	-11,2	+10,1	- 7,8
Septembre	267,8	53,1	8,4	...	329,3	p 79,1	p 166,6	6,9	p 5,3	p 178,8	82,2	95,7	-11,3	p+10,1	p- 9,6
Décembre	278,9	55,0	9,1	...	343,0	p 77,6	p 171,5	7,4	p 6,2	p 185,1	91,0	103,9	-11,4	p+11,0	p-10,3

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les carnets d'épargne.

2 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre. Elle comprend, en outre, jusqu'au 30 juin 1963 (ancienne série), le solde des opérations autres qu'à court terme de la C.N.C.P.

3 Depuis août 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques ne sont plus compris dans la rubrique « Stock monétaire », mais dans la rubrique « Liquidités quasi monétaires détenues par les entreprises et particuliers : dépôts en francs belges ».

4 En principe les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,2 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,7 milliard en septembre, mais ces montants y ont été ensuite partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,3 milliard en novembre et décembre 1960, et de montants supplémentaires de 0,2 milliard en janvier et février 1961, 0,1 milliard en septembre 1961 et 0,2 milliard en octobre 1961.

5 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* — XXXVIII^e année, vol. I, no 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

6 Y compris les créances sur les fonds de pension.

N. B. — Pour le mode d'établissement de ce tableau, voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXVI^e année, vol. II, no 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, no 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, no 5, novembre 1958 — XXXVIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1963.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	31-3-60	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-9-63	31-12-63				
A. Créances sur l'étranger :																				
1. Or	59,1	59,5	54,7	58,5	56,6	53,7	58,3	62,4	64,9	66,8	67,1	68,3	68,6	68,6	68,4	68,6				
2. Participation au F.M.I.	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	7,4	8,0	7,2	7,5	6,7	6,7	6,7	6,5	7,0	7,1				
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1				
4. Accept. en francs belges représ. d'export. ....	...	...	0,6	2,4	0,9	2,7	1,2	2,4	0,3	2,3	0,8	3,8	3,0	3,1	3,8	4,1				
5. Créances sur l'U.E.P. ¹	5,5	5,5	4,1	3,5	3,1	2,4	0,7	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1				
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères ²	5,6	7,8	6,2	12,6	15,5	19,9	19,3	20,4	18,2	13,4	14,3	12,8	17,8	19,5	19,6	21,5				
b) en francs belges ²	0,1	...	0,4	...	...	0,2	...	0,1	...	...	0,1	...	...	1,5	1,5	1,5				
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
Total des créances sur l'étranger .	74,8	77,3	70,5	81,5	80,6	83,4	87,0	93,8	91,1	90,4	89,4	92,0	96,4	99,5	100,5	103,0				
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7	0,6	0,6	0,5	0,6	0,5	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,2				
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
b) sur les organismes publics .....	...	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,2	...				
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	1,7	...	...	0,1	...	...	...	...	...	1,3	0,3	0,2	1,5	0,3				
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Sur l'Etat :																				
a) à un an au plus	9,0	8,4	9,4	6,0	8,4	7,2	9,7	6,5	6,4	8,1	9,9	5,2	8,8	9,9	8,2	9,3				
b) à plus d'un an :																				
— obligations généralement accessibles au public	2,3	2,3	2,2	2,3	2,2	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3				
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0				
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
b) à plus d'un an :																				
— obligations généralement accessibles au public .....	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2				
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations .....	...	...	1,2	1,0	...	...	...	0,2	...	...	...	2,7	0,1	...	0,4	1,7				
b) effets commerciaux	2,5	2,4	3,5	3,4	2,8	2,1	1,7	2,5	2,0	1,7	1,7	3,6	2,4	2,5	1,5	3,5				
c) avances	0,1	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																				
— généralement accessibles au public .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,6	—	—	—	—				
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,6	0,3	...	...	0,8				
b) à plus d'un an :																				
— obligations généralement accessibles au public .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
D. Autres	6,5	8,4	12,5	22,0	25,6	26,6	28,6	28,6	27,0	23,6	22,6	19,9	29,2	33,4	35,0	37,0				
TOTAL DE L'ACTIF ...	129,9	134,0	136,2	150,9	154,4	156,4	164,0	168,6	163,6	160,8	160,5	162,7	174,5	182,4	184,2	192,3				

¹ Créances bilatérales sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

² Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	31-3-60	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-9-63	31-12-63				
A. Engagements envers l'étranger :																				
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2				
2. Envers l'U.E.P.	0,1	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,5	0,7	0,6	0,8	0,6	0,5	0,8	0,9	0,4	0,6	0,5	0,8	0,8	0,6	0,8	0,6				
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
Total des engagements envers l'étranger	0,8	1,0	0,8	1,0	0,8	0,7	1,0	1,1	0,6	0,8	0,7	1,0	1,0	0,8	1,0	0,8				
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets ²	2,0	2,2	2,0	2,4	2,2	2,1	2,1	2,4	2,3	2,4	2,3	2,6	2,5	2,5	2,6	2,8				
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts	1,8	0,4	0,3	1,0	1,8	0,2	0,4	4,0	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	2,3				
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Monnaie fiduciaire ³	113,9	117,1	118,5	121,7	120,4	122,6	123,8	126,7	125,5	129,7	131,0	135,9	138,0	143,8	144,1	147,7				
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,3	0,4	0,5	0,7	0,5	0,4	0,4	0,6	0,4	0,4	0,4	0,5	0,3	0,3	0,3	0,5				
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
3. Liquidités quasi monétaires:																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
b) détenues par le Trésor	0,5	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes	2,7	2,9	...	...	1,6	1,9	6,4	3,2	3,2	2,1	1,7	...	—	—	—	—				
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
D. Autres	7,9	9,7	13,8	23,9	26,9	28,3	29,8	30,6	29,0	25,3	24,3	21,1	30,5	34,9	36,1	38,2				
TOTAL DU PASSIF ...	129,9	134,0	136,2	150,9	154,4	156,4	164,0	168,6	163,6	160,8	160,5	162,7	174,5	182,4	184,2	192,3				

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(Milliards de francs)

	80-6-62	81-7-62	81-8-62	80-9-62	81-10-62	80-11-62	81-12-62	81-1-63	28-2-63	81-3-63	80-4-63	81-5-63	80-6-63	81-7-63	31-8-63	30-9-63	31-10-63	30-11-63	31-12-63	31-1-64
A. Créances sur l'étranger :																				
1. Or	66,8	66,8	67,1	67,1	67,1	67,0	68,3	68,1	68,2	68,6	68,6	68,6	68,6	67,7	68,2	68,4	68,3	68,3	68,6	68,6
2. Participation au F.M.I.	7,5	6,7	6,7	6,7	6,7	6,7	6,7	6,7	6,7	6,7	6,7	6,7	6,5	6,8	6,8	7,0	7,1	7,1	7,1	7,1
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	2,3	3,5	0,3	0,8	2,0	3,0	3,8	3,5	1,6	3,0	2,7	2,3	3,1	5,0	4,2	3,8	4,0	3,0	4,1	3,1
5. Créances sur l'U.E.P. ¹	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères ²	13,4	14,8	14,2	14,3	13,7	13,1	12,8	14,4	15,7	17,8	19,0	19,4	19,5	20,3	20,2	19,6	20,9	21,5	21,5	21,2
b) en francs belges ² .....	...	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger .	90,4	92,3	88,7	89,4	89,9	90,2	92,0	93,0	92,5	96,4	97,3	98,8	99,5	101,5	101,1	100,5	102,0	101,6	103,0	101,7
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	0,3	...	...	...	0,1	...	0,1	0,1	0,3	...	0,2	0,2	...	...	0,7
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	...	...	1,5	1,3	0,1	...	0,3	...	...	0,2	1,1	0,4	1,5	0,8	0,3	0,3	1,0
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Sur l'Etat :																				
a) à un an au plus	8,1	7,2	10,0	9,9	9,5	4,6	5,2	7,3	9,2	8,8	8,6	9,3	9,9	6,1	9,2	8,2	8,0	9,2	9,3	6,4
b) à plus d'un an :																				
— obligations généralement accessibles au public	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,4
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																				
— obligations généralement accessibles au public	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations .....	...	...	...	...	...	0,7	2,7	...	...	0,1	...	...	...	1,0	...	0,4	0,3	...	1,7	...
b) effets commerciaux	1,7	1,6	1,6	1,7	1,7	1,6	3,6	2,5	2,4	2,4	2,2	2,1	2,5	3,1	2,4	1,5	1,9	1,7	3,5	3,1
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations:																				
— généralement accessibles au public .....	...	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	—	—	—	—	—	—	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus .....	...	...	0,4	...	0,5	1,0	0,6	0,3	...	0,3	0,3	0,3	...	0,1	...	...	...	0,5	0,8	0,7
b) à plus d'un an :																				
— obligations généralement accessibles au public .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	23,6	24,3	23,9	22,6	21,6	19,5	19,9	21,5	26,6	29,2	30,5	31,6	33,4	33,9	34,0	35,0	35,2	36,4	37,0	36,2
TOTAL DE L'ACTIF ...	160,8	162,4	161,6	160,5	160,1	156,3	162,7	161,6	167,6	174,5	175,8	179,0	182,4	183,9	183,9	184,2	185,2	186,5	192,3	186,7

¹ Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

² Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(Milliards de francs)

	30-6-62	31-7-62	31-8-62	30-9-62	31-10-62	30-11-62	31-12-62	31-1-63	28-2-63	31-3-63	30-4-63	31-5-63	30-6-63	31-7-63	31-8-63	30-9-63	31-10-63	30-11-63	31-12-63	31-1-64
A. Engagements envers l'étranger :																				
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,6	0,5	0,6	0,5	0,7	0,6	0,8	0,7	0,7	0,8	0,6	0,5	0,6	0,4	0,7	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,8	0,7	0,8	0,7	0,9	0,8	1,0	0,9	0,9	1,0	0,8	0,7	0,8	0,6	0,9	1,0	0,8	0,8	0,8	0,8
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets ²	2,4	2,7	2,3	2,3	2,3	2,2	2,6	2,4	2,4	2,5	2,5	2,4	2,5	2,5	2,3	2,6	2,5	2,7	2,8	2,4
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,6	0,1	0,1	2,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	2,3	0,1
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Monnaie fiduciaire ³	129,7	130,5	130,8	131,0	132,2	131,8	135,9	134,7	136,9	138,0	139,7	141,8	143,8	144,7	144,7	144,1	144,5	144,3	147,7	145,3
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,5	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,2	0,4	0,5	0,3
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes	2,1	2,1	2,0	1,7	0,8	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	25,3	25,9	25,2	24,3	23,4	21,1	21,1	23,2	27,0	30,5	32,4	33,7	34,9	35,6	35,6	36,1	37,1	38,2	38,2	37,8
TOTAL DU PASSIF ...	160,8	162,4	161,6	160,5	160,1	156,3	162,7	161,6	167,6	174,5	175,8	179,0	182,4	183,9	183,9	184,2	185,2	186,5	192,3	186,7

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Actif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	81-3-60	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-9-63	31-12-63			
A. Créances sur l'étranger :																			
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Participation au F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	1,2	1,4	0,9	0,4	1,7	1,2	1,6	0,5	0,4	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	...	0,2		
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																			
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger .	1,2	1,4	0,9	0,4	1,7	1,2	1,6	0,5	0,4	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	...	0,2		
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																			
1. Pièces et billets .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	...	...	...	...	0,1	0,1		
2. Autres :																			
a) sur la Banque Nationale de Belgique .	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	...	...	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	0,4	0,4	...	...	...	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																			
1. Sur l'Etat :																			
a) à un an au plus	29,2	30,9	32,0	34,4	33,2	33,4	34,2	34,0	34,9	36,6	36,8	37,5	40,0	41,2	41,2	40,2	44,3		
b) à plus d'un an :																			
— obligations généralement accessibles au public	4,8	4,9	4,9	5,1	5,1	5,1	5,1	5,1	5,2	5,2	5,1	5,3	5,5	5,5	5,6	5,6	5,7		
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																			
a) à un an au plus	2,1	1,9	0,9	2,1	1,5	2,1	1,6	3,4	2,6	2,5	3,2	4,5	3,3	3,4	3,4	3,4	4,3		
b) à plus d'un an :																			
— obligations généralement accessibles au public	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																			
a) acceptations	1,1	2,1	0,4	0,4	0,8	1,2	0,8	1,8	0,1	0,5	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,5		
b) effets commerciaux	0,4	0,4	0,4	0,3	0,6	0,6	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7	0,9	0,8	0,7	0,7	0,9	0,8		
c) avances .....	...	...	0,1	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1		
d) obligations :																			
— généralement accessibles au public	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																			
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																			
— obligations généralement accessibles au public .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
D. Autres	3,4	3,9	3,5	2,8	3,7	3,6	4,4	5,0	4,8	4,6	4,7	4,7	5,0	5,2	4,5	3,1	3,1		
TOTAL DE L'ACTIF ...	42,5	45,8	43,5	46,2	47,0	47,6	48,6	51,1	49,1	50,8	51,4	53,8	55,3	56,9	56,2	53,6	59,3		

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (actifs à court terme et obligations), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (actifs à court terme), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Récompte et de Garantie (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique « D. Autres ». En ce qui concerne la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés a été reprise, jusqu'au 30 juin 1963, ancienne série, sous la rubrique « D. Autres »; à partir du 30 juin 1963, nouvelle série, cette contrepartie est rangée sous la rubrique « C5a — Créances sur les paraétatiques de crédit à un an au plus ».

² Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1963, pp. 174 à 176.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Passif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	31-8-60	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-9-63	31-12-63				
A. Engagements envers l'étranger :																				
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
b) en francs belges	0,8	0,9	0,7	1,5	1,3	1,3	1,3	2,0	2,0	2,0	2,0	1,9	2,6	2,6	2,6	2,5	3,1			
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
Total des engagements envers l'étranger	0,8	0,9	0,7	1,5	1,3	1,3	1,3	2,0	2,0	2,0	2,0	1,9	2,6	2,6	2,6	2,5	3,1			
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets ²	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3			
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	...			
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1			
c) envers les banques de dépôts	2,1	1,5	2,2	2,8	2,1	1,5	2,1	1,8	0,8	1,0	0,9	2,6	0,7	0,6	0,6	0,5	3,3			
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Monnaie fiduciaire ³	4,9	5,0	5,1	5,2	5,1	5,3	5,3	5,5	5,5	5,6	5,7	5,8	5,8	5,9	5,9	6,0	6,0			
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	25,5	26,8	25,6	28,2	27,2	28,6	28,5	29,5	29,3	30,6	31,1	32,4	33,2	34,6	33,9	32,6	34,1			
b) détenue par les pouvoirs publics	7,5	8,2	8,6	7,3	8,7	8,4	9,6	10,0	9,6	10,4	11,0	10,6	12,5	12,7	12,7	11,2	12,1			
3. Liquidités quasi monétaires:																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes	0,9	2,5	...	...	1,9	1,9	1,1	1,8	1,1	0,7	0,3	0,1	—	—	—	—	—			
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	...	...	...	...	...	0,1	...	0,3	...	...	0,1	...	0,1	0,1	0,3	0,3			
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
D. Autres	0,1	0,2	0,2	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
TOTAL DU PASSIF ...	42,5	45,8	43,5	46,2	47,0	47,6	48,6	51,1	49,1	50,8	51,4	53,8	55,3	56,9	56,2	53,6	59,3			

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (passifs à vue et à un mois au plus), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Récompte et de Garantie (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

⁵ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	31-3-60	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 1	30-9-63	31-12-63			
A. Créances sur l'étranger :																				
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
2. Participation au F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
3. Obligations	0,7	1,0	0,9	0,9	1,2	1,3	1,3	1,5	1,3	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1	0,7	p 0,8	p 1,0			
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	0,9	0,8	0,5	0,5	0,6	0,5	0,7	0,6	2,2	2,2	2,1	0,8	1,1	2,1	2,1	1,7	1,2			
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères ²	9,4	10,4	12,4	11,8	12,2	14,0	14,2	15,2	16,0	15,7	16,3	19,5	19,3	23,9	24,0	25,4	23,4			
b) en francs belges ²	2,2	2,3	2,8	2,4	2,2	2,4	2,3	1,9	2,2	2,5	2,2	2,2	3,3	3,4	3,8	4,1	4,0			
7. Ajustement statistique	-0,7	-0,3	-0,3	-0,9	-0,5	-0,2	-0,3	-0,4	+0,3	-0,4	+0,6	+0,1	+0,7	-0,1	—	—	—			
Total des créances sur l'étranger .	12,5	14,2	16,3	14,7	15,7	18,0	18,2	18,8	22,0	21,2	22,3	23,7	25,5	30,4	30,6	p32,0	p29,6			
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets	2,0	2,2	2,0	2,4	2,2	2,1	2,1	2,3	2,2	2,3	2,2	2,6	2,5	2,5	2,5	2,6	2,8			
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique .	1,8	0,4	0,3	1,0	1,8	0,2	0,4	4,0	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	0,1	2,3			
b) sur les organismes publics	2,1	1,5	2,2	2,8	2,1	1,5	2,1	1,8	0,8	1,0	0,9	2,6	0,8	0,5	0,5	0,4	3,3			
c) sur les banques de dépôts	2,2	2,1	1,7	2,1	2,3	2,7	3,7	3,0	3,4	3,2	3,4	3,3	4,2	4,1	3,7	5,9	4,7			
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Sur l'Etat :																				
a) à un an au plus	33,1	35,0	39,4	32,9	39,0	45,6	46,8	42,1	39,0	39,4	39,0	14,4	19,1	22,1	22,1	p24,1	p23,0			
b) à plus d'un an :																				
— obligations généralement accessibles au public	18,1	17,6	17,7	18,0	18,3	19,3	19,7	20,7	22,9	23,6	25,0	28,5	29,9	29,2	32,0	p31,9	p32,1			
— autres	3,1	3,1	3,1	3,2	3,2	2,4	2,4	2,8	2,6	2,6	2,7	21,9	20,2	20,3	20,3	p20,3	p20,8			
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
b) à plus d'un an :																				
— obligations généralement accessibles au public	1,5	1,6	1,7	1,5	1,6	1,5	1,4	1,4	1,6	1,6	1,9	1,8	1,2	1,6	0,5	p 0,6	p 0,6			
— autres	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0	p 1,0	p 1,0			
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations	1,0	0,8	0,6	1,4	1,2	1,1	1,5	2,1	3,8	4,1	5,1	3,0	3,5	4,9	4,9	4,4	3,9			
b) effets commerciaux	18,6	17,2	17,0	20,3	19,6	21,0	22,0	24,1	25,1	25,4	27,2	26,9	32,2	32,9	33,4	35,1	38,1			
c) avances	24,8	25,9	25,6	26,2	26,4	28,1	28,1	30,0	30,0	31,1	31,8	35,6	35,1	37,5	37,3	39,7	42,4			
d) obligations :																				
— généralement accessibles au public	2,0	1,9	1,6	1,6	1,9	2,0	2,0	2,3	2,4	2,9	2,9	2,9	2,9	3,1	2,4	p 2,4	p 2,4			
— autres	0,3	0,3	0,3	0,3	0,7	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0	p 1,0	p 1,0			
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	6,1	7,5	3,9	5,8	8,4	10,0	11,7	11,0	8,0	8,6	8,6	6,4	—	—	—	—	—			
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus	0,2	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...
b) à plus d'un an :																				
— obligations généralement accessibles au public	5,1	5,3	5,3	5,4	5,6	5,9	6,1	6,7	7,6	8,3	8,5	8,9	9,3	9,9	9,9	p10,1	p10,2			
— autres .....	...	...	...	...	...	0,3	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,5	0,5	p 0,5	p 0,5			
D. Autres	20,2	22,0	20,5	21,9	22,0	23,6	23,7	24,4	25,4	29,6	28,1	31,1	36,2	40,4	39,3	p37,4	p38,1			
TOTAL DE L'ACTIF ...	155,4	159,5	160,0	162,4	172,9	187,2	194,3	199,9	201,8	207,6	212,4	218,1	227,6	242,0	242,0	249,5	256,8			

¹ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

² Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	31-3-60	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-9-63 1	30-9-63	31-12-63			
A. Engagements envers l'étranger :																				
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères ²	5,6	6,9	9,1	9,2	12,4	22,4	23,0	21,3	15,5	16,4	17,2	20,4	21,7	28,1	29,1	32,4	34,4			
b) en francs belges ^{1 2 3}	9,2	10,0	10,7	11,2	10,8	10,5	10,9	11,5	10,9	11,1	11,2	12,4	12,3	13,5	16,1	17,6	16,9			
4. Ajustement statistique	-0,8	-0,4	-0,8	-1,1	-0,7	-0,5	-0,4	-0,6	-0,1	-0,9	-0,1	-0,3	+0,6	+0,6	—	—	—			
Total des engagements envers l'étranger	14,0	16,5	19,0	19,3	22,5	32,4	33,5	32,2	26,3	26,6	28,3	32,5	34,6	42,2	45,2	50,0	51,3			
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	1,7	...	...	0,1	...	...	...	...	...	1,3	0,3	0,2	0,2	1,5	0,3			
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	0,3	0,3	...	...	
c) envers les banques de dépôts	2,2	2,1	1,7	2,1	2,3	2,7	3,7	3,0	3,4	3,1	3,4	3,3	4,3	4,1	3,7	5,9	4,7			
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers	60,4	62,4	55,8	57,4	60,7	61,4	60,9	65,1	66,1	68,3	67,5	69,3	72,9	76,0	75,8	73,6	78,5			
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
3. Liquidités quasi monétaires:																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	20,3	17,7	18,1	19,1	21,7	22,3	25,2	27,3	30,6	30,5	31,9	28,6	28,6	27,9	27,9	26,6	25,8			
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	15,8	15,7	15,6	15,7	15,8	15,7	15,9	16,3	16,9	17,4	18,4	19,9	22,1	23,4	23,4	26,4	29,2			
— dépôts en devises	4,8	5,8	8,0	7,2	7,9	7,9	8,4	8,0	8,2	7,9	8,0	7,4	7,4	8,2	8,2	8,4	9,1			
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
4. Emprunts obligataires	6,9	7,1	7,3	7,6	7,9	8,2	8,4	8,6	9,1	9,8	10,4	11,1	11,1	11,2	11,2	11,3	11,4			
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes	0,6	...	...	...	0,9	2,2	0,7	0,8	0,5	1,3	0,7	...	—	—	—	—	—			
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	...	0,1	0,7	0,4	0,2	0,4	0,6	1,1	0,2	0,3	0,2	0,1	0,3	0,3	0,3	0,2			
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
D. Autres	30,4	32,2	32,7	33,3	32,8	34,1	37,2	37,7	39,6	42,5	43,5	44,2	46,2	48,2	45,8	45,5	46,3			
TOTAL DU PASSIF ...	155,4	159,5	160,0	162,4	172,9	187,2	194,3	199,9	201,8	207,6	212,4	218,1	227,6	242,0	242,0	249,5	256,8			

¹ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

² Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 3a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 3b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

³ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	31-3-60	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 4	30-9-63	31-12-63				
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	59,1	59,5	54,7	58,5	56,6	53,7	58,3	62,4	64,9	66,8	67,1	68,3	68,6	68,6	68,6	68,4	68,6				
2. Participation au F.M.I.	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	7,4	8,0	7,2	7,5	6,7	6,7	6,7	6,5	6,5	7,0	7,1				
3. Obligations	0,8	1,1	1,0	1,0	1,3	1,4	1,4	1,6	1,4	1,3	1,2	1,2	1,2	1,2	0,8 ^p	0,9 ^p	1,1				
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	2,1	2,2	2,0	3,3	3,2	4,4	3,5	3,5	2,9	4,7	3,1	4,8	4,2	5,3	5,3	5,5	5,5				
5. Créances sur l'U.E.P. ¹	5,5	5,5	4,1	3,5	3,1	2,4	0,7	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1				
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ²	15,0	18,2	18,6	24,4	27,7	33,9	33,5	35,6	34,2	29,1	30,6	32,3	37,1	43,4	43,5	45,0	44,9				
b) en francs belges ²	2,3	2,3	3,2	2,4	2,2	2,6	2,3	2,0	2,2	2,5	2,3	2,2	3,3	4,9	5,3	5,6	5,5				
7. Ajustement statistique	- 0,7	- 0,3	- 0,3	- 0,9	- 0,5	- 0,2	- 0,3	- 0,4	+ 0,3	- 0,4	+ 0,6	+ 0,1	+ 0,7	- 0,1							
Total des créances sur l'étranger .	88,5	92,9	87,7	96,6	98,0	102,6	106,8	113,1	113,5	111,8	111,9	115,9	122,0	130,0	130,2	132,5 ^p	132,8 ^p				(6)
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	2,7	2,9	2,7	3,0	2,9	2,7	2,7	2,8	2,8	2,9	2,7	2,9	2,9	2,8	2,8	3,0	3,1				
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique .	1,8	0,4	0,3	1,0	1,8	0,2	0,4	4,0	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	0,1	2,3				
b) sur les organismes publics	2,1	1,5	2,6	3,1	2,1	1,5	2,1	1,8	0,8	1,0	0,9	2,6	0,9	0,6	0,6	0,6	3,4				
c) sur les banques de dépôts	2,2	2,1	3,4	2,1	2,3	2,8	3,7	3,3	3,4	3,2	3,4	4,9	4,5	4,7	4,3	7,4	5,0				
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	71,3	74,3	80,8	73,3	80,6	86,2	90,7	82,6	80,3	84,1	85,7	57,1	67,9	73,2	73,2 ^p	72,5 ^p	76,6				(7)
b) à plus d'un an :																					
— obligations généralement accessibles au public	25,2	24,8	24,8	25,4	25,6	26,7	27,1	28,1	30,4	31,1	32,4	36,1	37,7	37,0	39,9 ^p	39,8 ^p	40,1				(7)
— autres	37,1	37,1	37,1	37,2	37,2	36,4	36,4	36,8	36,6	36,6	36,7	55,9	54,2	54,3	54,3 ^p	54,3 ^p	54,8				(7)
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	2,1	1,8	0,9	2,1	1,5	2,1	1,6	3,4	2,6	2,5	3,2	4,5	3,3	3,4	3,4	3,4	4,3				(9)
b) à plus d'un an :																					
— obligations généralement accessibles au public	1,6	1,9	2,0	1,8	1,9	1,8	1,7	1,8	2,0	2,0	2,3	2,1	1,6	1,9	0,7 ^p	0,9 ^p	0,8				(9)
— autres	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0 ^p	1,0 ^p	1,0				(9)
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations	2,1	2,9	2,2	2,8	2,0	2,3	2,3	4,1	3,9	4,6	5,3	5,8	3,8	5,0	5,0	4,9	6,1				(11)
b) effets commerciaux	21,5	20,0	20,9	24,0	23,0	23,7	24,2	27,1	27,7	27,8	29,6	31,4	35,4	36,1	36,6	37,5	42,4				(11)
c) avances	24,9	26,3	25,7	26,2	26,4	28,1	28,1	30,1	30,1	31,2	31,9	35,7	35,2	37,6	37,4	39,8	42,5				(11)
d) obligations :																					
— généralement accessibles au public	2,0	1,9	1,6	1,6	1,9	2,0	2,0	2,3	2,4	2,9	2,9	2,9	2,9	3,1	2,4 ^p	2,4 ^p	2,4				(15)
— autres	0,3	0,3	0,3	0,3	0,7	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0 ^p	1,0 ^p	1,0				(15)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus ³	6,1	7,5	3,9	5,8	8,4	10,0	11,7	11,0	8,0	8,6	8,6	7,0	—	—	—	—	—				(8)
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus	0,2	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,7	0,3	...	...	...	0,8				(14)
b) à plus d'un an :																					
— obligations généralement accessibles au public	5,1	5,3	5,3	5,4	5,6	5,9	6,1	6,7	7,6	8,3	8,5	8,9	9,3	9,9	9,9 ^p	10,1 ^p	10,2				(14)
— autres	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,5	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,6	0,6 ^p	0,6 ^p	0,6				(14)
D. Autres	30,1	34,3	36,5	46,7	51,3	53,8	56,7	58,0	57,2	57,8	55,4	55,7	70,1	79,0	77,2 ^p	75,5 ^p	78,2				(15)
TOTAL DE L'ACTIF ...	327,8	339,3	339,7	359,5	374,3	391,2	406,9	419,6	414,5	419,2	424,3	434,6	457,4	481,3	480,6	487,3	508,4				

Colonne du tableau XIII.1
 « Bilans intégrés des organismes
 monétaires » dans laquelle
 la rubrique est comprise

¹ Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

² Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

³ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique D « Autres ».

⁴ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* — XXXVIII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1963, pp. 174 à 176.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Passif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	31-3-60	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 7	30-9-63	31-12-63					
A. Engagements envers l'étranger :																						
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2					
2. Envers l'U.E.P.	0,1	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
3. Autres :																						
a) en monnaies étrangères ²	5,6	6,9	9,1	9,2	12,4	22,4	23,0	21,3	15,5	16,4	17,2	20,4	21,7	28,1	29,1	32,4	34,4					
b) en francs belges ^{1 2}	10,5	11,6	12,0	13,5	12,7	12,3	13,0	14,4	13,3	13,7	13,7	15,1	15,7	16,7	19,3	20,9	20,6					
4. Ajustement statistique	-0,8	-0,4	-0,8	-1,1	-0,7	-0,5	-0,4	-0,6	-0,1	-0,9	-0,1	-0,3	+0,6	+0,6	—	—	—					
Total des engagements envers l'étranger	15,6	18,4	20,5	21,8	24,6	34,4	35,8	35,3	28,9	29,4	31,0	35,4	38,2	45,6	48,6	53,5	55,2					
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets ³	2,7	2,9	2,7	3,0	2,9	2,7	2,7	2,9	2,8	2,9	2,7	2,9	2,9	2,8	2,8	3,0	3,1					
2. Autres :																						
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	2,1	...	...	0,1	...	...	...	...	...	1,3	0,4	0,3	0,3	1,6	0,3					
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	0,3	0,3	...	0,1					
c) envers les banques de dépôts	6,1	4,0	4,2	5,9	6,2	4,4	6,2	8,8	6,7	4,2	4,4	7,5	7,2	4,8	4,4	6,5	10,3					
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Monnaie fiduciaire ⁴	118,8	122,1	123,6	126,9	125,5	127,9	129,1	132,2	131,0	135,3	136,7	141,7	143,8	149,7	149,7	150,1	153,7					(1)
2. Monnaie scripturale :																						
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁵	86,2	89,6	81,9	86,4	88,4	90,4	89,8	95,2	95,8	99,3	99,0	102,2	106,4	110,9	110,0	106,5	113,1					(1)
b) détenue par les pouvoirs publics	7,5	8,2	8,6	7,3	8,7	8,4	9,6	10,0	9,6	10,4	11,0	10,6	12,5	12,7	12,7	11,2	12,1					(1)
3. Liquidités quasi monétaires:																						
a) détenues par les entreprises et particuliers :																						
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	20,3	17,7	18,1	19,1	21,7	22,3	25,2	27,3	30,6	30,5	31,9	28,6	28,6	27,9	27,9	26,6	25,8					(2)
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	15,8	15,7	15,6	15,6	15,8	15,7	15,9	16,3	16,9	17,4	18,4	19,9	22,1	23,4	23,4	26,4	29,2					(2)
— dépôts en devises	4,8	5,8	8,0	7,2	7,9	7,9	8,4	8,0	8,2	7,9	8,0	7,4	7,4	8,2	8,2	8,4	9,1					(3)
b) détenues par le Trésor	0,5	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...					(4)
4. Emprunts obligataires	6,9	7,1	7,3	7,6	7,9	8,2	8,4	8,6	9,1	9,8	10,4	11,1	11,1	11,2	11,2	11,3	11,4					(13)
5. Autres :																						
a) envers le Fonds des Rentes ⁶	4,2	5,4	...	...	4,4	6,0	8,2	5,8	4,8	4,1	2,7	0,1	—	—	—	—	—					(8)
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	...	0,1	0,7	0,4	0,2	0,5	0,6	1,4	0,2	0,3	0,3	0,1	0,4	0,4	0,6	0,5					(14)
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					(7)
D. Autres	38,4	42,1	46,7	57,5	59,7	62,4	67,0	68,3	68,6	67,8	67,8	65,3	76,7	83,1	80,7	81,6	84,5					(15)
TOTAL DU PASSIF ...	327,8	339,3	339,7	359,5	374,3	391,2	406,9	419,6	414,5	419,2	424,3	434,6	457,4	481,3	480,6	487,3	508,4					

Colonne du tableau XIII-1
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans lequel
le la rubrique est comprise
(6)

1 Pour la Banque Nationale, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire, c'est-à-dire depuis juin 1958.

2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 8a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 8b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

3 B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.

4 Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la Banque Nationale de Belgique et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique.

5 B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C 5a ou D « Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

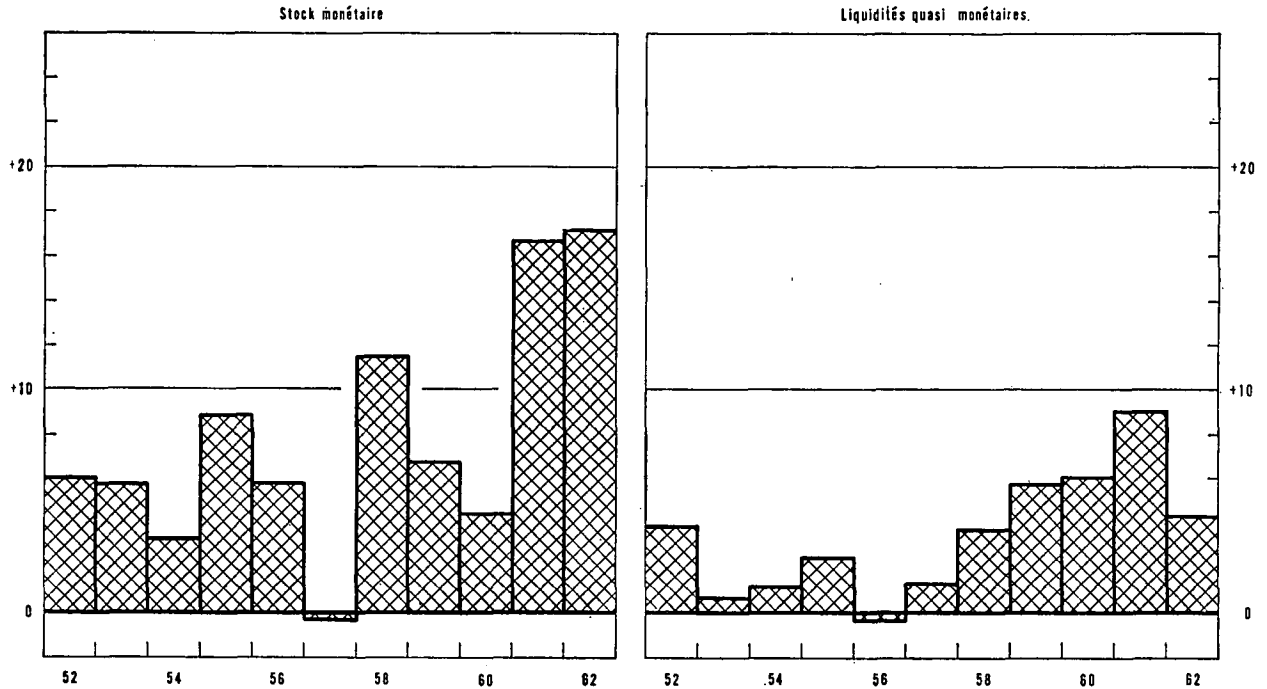
6 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D « Autres ».

7 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne séries (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

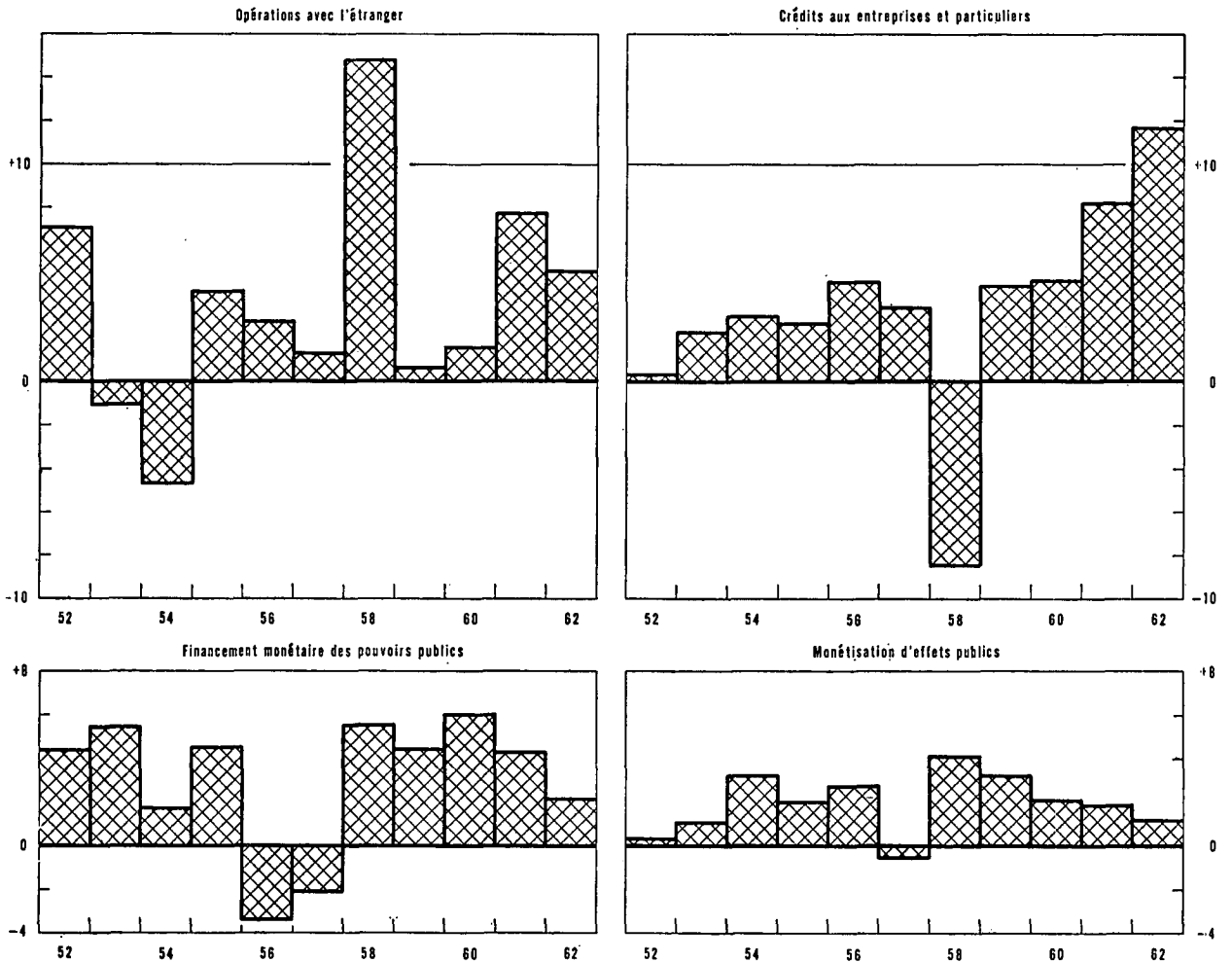
XIII - 3. — STOCK MONETAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONETAIRES

(variations en milliards de francs)

A.- VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



B.- ORIGINES DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire (1)	Liquidités quasi monétaires (2)	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (3)	Opérations avec l'étranger (à l'exclusion des transferts et des opérations en capital des pouvoirs publics) (4)	Financement monétaire des pouvoirs publics			Monétisation d'effets publics		Crédits d'escompte, d'acceptations aux entre- prises et particuliers résidant en Belgique (10)	Emprunts obligataires des banques de dépôts (11)	Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires (12)	Divers (13)
					de l'Etat		des autres pouvoirs publics 3 (7)	achats sur le marché par les organismes monétaires (8)	par l'inter- médiaire du Fonds des Rentes (9)				
					par cession de titres de la dette (5)	par cession nette de devises (6)							
1958 3 ^e trimestre	- 2,7 ¹	+ 0,7 ¹	- 2,0	+ 2,8	- 4,9	+ 0,8	- 0,6	+ 1,0	+ 1,3	- 2,2	- 0,5	+ 0,6	- 0,3
4 ^e trimestre	+ 7,5	+ 0,6	+ 8,1	+ 2,6	+ 7,1	- 0,1	+ 0,4	+ 0,2	- 0,4	+ 0,4	- 0,3	+ 0,5	- 2,3
Total ...	+12,9 ¹	+ 2,4 ¹	+15,3	+14,9	+ 4,3	+ 1,4	- 0,1	+ 1,9	+ 2,2	- 8,4	- 1,7	+ 1,7	- 0,9
1959 1 ^{er} trimestre	+ 0,2	+ 3,4	+ 3,6	- 2,1	+ 1,2	+ 0,1	+ 0,4	+ 1,3	+ 1,2	+ 1,4	- 0,2	+ 0,2	+ 0,1
2 ^e trimestre	+ 4,3	- 0,9	+ 3,4	+ 0,3	+ 0,3	- 1,1	+ 1,1	+ 0,2	+ 0,9	- 0,4	- 0,1	+ 0,3	+ 1,9
3 ^e trimestre	- 4,4	+ 1,6	- 2,8	- 0,3	- 2,2	+ 0,3	- 0,8	+ 0,7	- 0,4	+ 0,3	...	+ 0,6	- 1,0
4 ^e trimestre	+ 6,7	+ 1,7	+ 8,4	+ 2,8	+ 7,7	- 3,3	...	- 0,4	- 0,3	+ 3,1	...	- 0,2	- 1,0
Total ...	+ 6,8	+ 5,8	+12,6	+ 0,7	+ 7,0	- 4,0	+ 0,7	+ 1,8	+ 1,4	+ 4,4	- 0,3	+ 0,9	...
1960 1 ^{er} trimestre	- 3,9	+ 5,1	+ 1,2	+ 4,7	- 2,8	- 3,9	+ 1,7	+ 1,0	+ 0,2	+ 0,4	...	+ 0,6	- 0,7
2 ^e trimestre	+ 7,4	- 1,8	+ 5,6	- 0,1	+ 3,7	+ 1,3	- 0,1	- 0,5	+ 0,2	+ 0,7	- 0,2	+ 0,1	+ 0,5
3 ^e trimestre	- 5,2 ²	+ 2,8 ²	- 2,4 ²	- 4,6	+ 7,3	- 1,8	- 0,7	...	+ 1,0	- 0,5	- 0,2	- 0,4	- 2,5
4 ^e trimestre	+ 6,1 ²	... ²	+ 6,1 ²	+ 1,6	- 5,2	+ 5,3	+ 1,3	- 0,3	+ 0,5	+ 4,1	- 0,3	- 0,4	- 0,5
Total ...	+ 4,4 ²	+ 6,1 ²	+10,5 ²	+ 1,6	+ 3,0	+ 0,9	+ 2,2	+ 0,2	+ 1,9	+ 4,7	- 0,7	- 0,1	- 3,2
1961 1 ^{er} trimestre	+ 2,1 ²	+ 3,3 ²	+ 5,4 ²	- 1,5	+ 5,2	...	- 0,6	+ 1,1	- 0,5	- 1,6	- 0,3	+ 0,8	+ 2,8
2 ^e trimestre	+ 4,1	+ 0,4	+ 4,5	+ 0,4	+ 5,9	- 6,4	+ 0,6	- 0,1	+ 0,3	+ 2,7	- 0,3	+ 0,7	+ 0,7
3 ^e trimestre	+ 1,7 ²	+ 3,6 ²	+ 5,3 ²	+ 4,5	+ 3,6	- 1,5	- 0,4	+ 0,4	...	+ 0,5	- 0,2	+ 0,4	- 2,0
4 ^e trimestre	+ 8,8 ²	+ 1,8 ²	+10,6 ²	+ 5,6	- 6,2	+ 0,6	+ 2,5	+ 0,1	+ 0,6	+ 6,6	- 0,2	+ 0,5	+ 0,5
Total ...	+16,7 ²	+ 9,1 ²	+25,8 ²	+ 9,0	+ 8,5	- 7,3	+ 2,1	+ 1,5	+ 0,4	+ 8,2	- 1,0	+ 2,4	+ 2,0
1962 1 ^{er} trimestre	- 1,1	+ 4,2	+ 3,1	+ 4,0	- 1,2	+ 2,3	- 0,2	+ 0,2	- 0,6	+ 0,4	- 0,5	- 0,2	- 1,1
2 ^e trimestre	+ 8,7	...	+ 8,7	+ 2,0	+ 4,0	- 4,1	- 0,1	+ 0,6	+ 0,5	+ 1,8	- 0,7	+ 2,3	+ 2,4
3 ^e trimestre	+ 1,6	+ 2,6	+ 4,2	+ 0,4	+ 4,4	- 2,2	+ 0,9	+ 0,4	- 0,1	+ 3,3	- 0,6	- 0,2	- 2,1
4 ^e trimestre	+ 7,9	- 2,5	+ 5,4	- 0,2	- 4,3	+ 0,1	+ 1,6	- 0,7	+ 0,9	+ 6,1	- 0,6	+ 0,6	+ 1,9
Total ...	+17,1	+ 4,3	+21,4	+ 6,2	+ 2,9	- 3,9	+ 2,2	+ 0,5	+ 0,7	+11,6	- 2,4	+ 2,5	+ 1,1
1963 1 ^{er} trimestre	+ 8,1	+ 2,2	+10,3	+ 2,9	+ 9,8	+ 0,9	- 1,3	- 0,2	+ 0,2	+ 1,6	- 0,1	+ 0,5	- 4,0
2 ^e trimestre (est.)	+10,6	+ 1,4	+12,0	+ 0,4	+ 5,1	+ 0,8	+ 0,1	- 0,4	+ 0,9	+ 4,2	- 0,1	...	+ 1,0
3 ^e trimestre	- 4,5	+ 1,9	- 2,6	p - 0,9	p - 0,7	p - 1,3	p + 0,1	p - 0,5	- 0,4	+ 3,2	- 0,1	p - 0,2	p - 1,8
4 ^e trimestre	+11,1	+ 2,7	+13,8	p - 0,9	p + 7,6	p - 1,1	p + 0,9	p + 0,4	- 0,9	+ 8,8	- 0,1	p + 0,2	p - 0,3
Total ...	+25,3	+ 8,3	+33,6	p + 1,5	p +21,7	p - 0,7	p - 0,2	p - 1,4	- 0,1	+17,8	- 0,4	p + 0,6	p - 5,2

N.B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.
 — Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.
 — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

¹ Les comptes bancaires à plus d'un mois des sociétés financières qui jusqu'en juillet 1958 étaient englobés dans le stock monétaire ont pu être reclassés dans les liquidités quasi monétaires à partir d'août 1958. Les chiffres qui figurent aux colonnes (1) et (2) du présent tableau pour les variations du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires au 3^e trimestre de 1958 et durant l'année 1958 font abstraction des mouvements comptables qui ont résulté de cette modification de la statistique. — ² Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges, qui étaient confondus jusque là dans les statistiques monétaires avec les comptes de résidents, ont été convertis en comptes étrangers « financiers »; ultérieurement, une partie de ces comptes a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires, une diminution purement comptable de 0,9 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3 0,2 0,1 et 0,2 milliard, respectivement au 4^e trimestre de 1960 et au 1^{er}, 3^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminutions et augmentations comptables ont été éliminées des variations du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires telles qu'elles apparaissent aux colonnes (1) à (8) du présent tableau. — ³ Y compris les fonds de pension.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale						Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ²	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenue par les entreprises et particuliers ¹			Stock de monnaie scripturale			
					comptes courants à la B.N.B. ²	avoirs en C.C.P. ²	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-étatiques ²		Total		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (3) + (9)	(11) = (8) : (10)	
1953 Juin	5,8	98,4	102,6	6,9	0,6	19,6	46,1	66,3	73,2	175,8	58,4
Décembre	5,9	101,6	105,9	7,1	0,6	19,9	46,8	67,3	74,4	180,3	58,7
1954 Juin	5,9	100,2	104,3	8,1	0,7	20,2	49,0	69,9	78,0	182,3	57,2
Décembre	5,9	102,7	106,7	7,4	0,5	20,6	48,4	69,5	76,9	183,6	58,1
1955 Juin	5,8	105,3	108,6	7,3	0,6	20,4	50,7	71,7	79,0	187,6	57,9
Décembre	5,6	107,6	110,7	7,9	0,6	20,8	52,5	73,9	81,8	192,5	57,5
1956 Juin	5,4	108,4	111,4	6,7	0,3	22,6	54,1	77,0	83,7	195,1	57,1
Décembre	5,4	111,5	114,3	6,5	0,6	21,3	55,6	77,5	84,0	198,3	57,7
1957 Juin	5,3	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4
Décembre	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,3
1958 Juin	5,5	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3
Décembre	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 ³	82,0	89,2	209,5	57,4
1959 Juin	5,5	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2
Décembre	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1
1960 Juin	5,7	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,5
Décembre	5,8	124,1	126,8	7,3 ⁵	0,7	26,9	58,7 ⁴	86,3	93,6	220,4	57,5
1961 Juin	5,9	124,8	127,9	8,5	0,4	27,3	62,7 ⁴	90,4	98,9	226,8	56,4
Décembre	6,0	129,1	132,2	10,0	0,6	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	55,7
1962 Juin	6,1	132,1	135,3	10,4	0,4	29,1	69,8	99,3	109,7	245,0	55,2
Décembre	6,2	138,5	141,7	10,6	0,5	30,4	71,3	102,2	112,8	254,5	55,7
1963 Janvier	6,2	137,1	140,5	9,2	0,3	32,7	70,5	103,5	112,7	253,2	55,5
Février	6,2	139,3	142,7	10,1	0,4	30,0	73,1	103,5	113,6	256,3	55,7
Mars	6,2	140,5	143,8	12,5	0,3	30,9	75,1	106,3	118,8	262,6	54,8
Avril	6,2	142,2	145,5	11,4	0,3	32,2	73,5	106,0	117,4	262,9	55,4
Mai	6,2	144,2	147,6	11,7	0,3	31,9	75,7	107,9	119,6	267,2	55,3
Juin (est.) ⁶	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	78,2	110,8	123,6	273,2	54,8
<i>Nouvelle série⁶</i>											
Juin	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	77,3	109,9	122,7	272,3	54,9
Juillet	6,3	147,3	150,7	10,6	0,4	34,2	73,1	107,7	118,3	269,0	56,0
Août	6,3	147,1	150,7	10,1	0,3	30,9	75,2	106,4	116,5	267,2	56,4
Septembre	6,3	146,8	150,1	11,2	0,3	31,3	74,9	106,5	117,7	267,8	56,1
Octobre	6,3	146,9	150,4	9,3	0,2	33,3	75,4	108,9	118,2	268,6	56,0
Novembre	6,3	147,1	150,3	10,8	0,3	31,1	77,0	108,4	119,2	269,5	55,8
Décembre	6,3	150,5	153,7	12,1	0,5	32,9	79,7	113,1	125,2	278,9	55,1
1964 Janvier	6,3	147,7	151,4	9,5	0,3	34,1	p 75,9	p 110,3	p 119,8	p 271,2	55,8

¹ Y compris des organismes para-étatiques administratifs.

² Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

³ Depuis août 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire. (cf. tableau XIII - 1, note 4).

⁴ En principe, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts à 1 mois au plus des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,4 milliard en septembre, mais ces montants y ont ensuite été partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en décembre 1960, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en janvier, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en septembre et d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en octobre 1961. Il s'ensuit que le mouvement des chiffres de la colonne (7) du présent tableau durant la période de juillet 1960-octobre 1961 est influencé par des facteurs purement comptables.

⁵ Le chiffre de la monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés à la fin de décembre 1960 est anormalement bas par suite de la désorganisation causée par les grèves. En l'absence de celles-ci, il serait sans doute situé entre 8 et 9 milliards.

⁶ Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution						Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total (9) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations de donation et en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Opérations avec l'étranger 4 (à l'exclusion des transferts et des opérations en capital des pouvoirs publics) (9) = (6) - (7) - (8)	Différence entre les chiffres des organismes monétaires [col. (6)] et ceux de la balance des paiements [col. (11)] 5 (10)	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. 6 (11)
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat 2	Autres 3			
(1)	(2)	(2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) - (7) - (8)	(10)	(11)	
1953 Année	52,7	- 2,4	50,3	+ 1,1	- 0,2	+ 0,9	+ 1,9	...	- 1,0	- 0,8	+ 0,1
1954 Année	50,9	- 2,6	48,3	- 1,8	- 0,3	- 2,1	+ 2,6	...	- 4,7	- 1,5	- 3,6
1955 Année	57,2	- 2,5	54,7	+ 6,3	+ 0,4	+ 6,7	+ 2,4	+ 0,2	+ 4,1	- 2,3	+ 4,4
1956 Année	57,8	- 3,8	54,0	+ 0,6	- 1,3	- 0,7	- 3,8	+ 0,3	+ 2,8	+ 1,1	+ 0,4
1957 Année	58,4	- 2,3	56,1	+ 0,6	+ 1,2	+ 1,8	+ 0,7	- 0,2	+ 1,3	+ 0,3	+ 2,1
1958 Année	75,5	- 3,4	72,1	+17,1	- 0,8	+16,3	+ 1,4	...	+14,9	- 0,4	+15,9
1959 1 ^{er} trimestre	70,6	- 0,3	70,3	- 4,9	+ 2,9	- 2,0	+ 0,1	...	- 2,1	+ 0,3	- 1,7
2 ^e trimestre	73,5	- 3,8	69,7	+ 2,9	- 3,7	- 0,8	- 1,1	...	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
3 ^e trimestre	74,7 ^{7,6}	- 3,5	71,2 ^{7,6}	- 1,6 ^{7,6}	+ 0,9	- 0,7 ^{7,6}	+ 0,3	- 0,7 ⁶	- 0,3	- 0,3	- 1,0
4 ^e trimestre	72,3 ⁷	- 1,6	70,7 ⁷	- 2,5 ⁷	+ 1,9	- 0,6 ⁷	- 3,3	- 0,1	+ 2,8	- 1,1	- 1,7
				- 6,1 ^{7,8}	+ 2,0	- 4,1 ^{7,8}	- 4,0	- 0,8 ⁸	+ 0,7	...	- 4,1
1960 1 ^{er} trimestre	74,0	- 1,2	72,8	+ 1,7	+ 0,2	+ 1,9	- 3,9	+ 1,1	+ 4,7	+ 1,5	+ 3,4
2 ^e trimestre	76,3	- 1,8	74,5	+ 2,3	- 0,7	+ 1,6	+ 1,3	+ 0,4	- 0,1	+ 0,1	+ 1,7
3 ^e trimestre	69,7	- 2,5 ⁹	67,2 ⁹	- 6,6	+ 0,3 ⁹	- 6,3 ⁹	- 1,8	+ 0,1	- 4,6	+ 0,3	- 6,0
4 ^e trimestre	80,5	- 5,7 ⁹	74,8 ⁹	+10,8	- 3,7 ⁹	+ 7,1 ⁹	+ 5,3	+ 0,2	+ 1,6	...	+ 7,1
				+ 8,2	- 3,9 ⁹	+ 4,3 ⁹	+ 0,9	+ 1,8	+ 1,6	+ 1,9	+ 6,2
1961 1 ^{er} trimestre	79,7	- 6,4 ⁹	73,3 ⁹	- 0,8	- 1,0 ⁹	- 1,8 ⁹	...	- 0,3	- 1,5	+ 0,6	- 1,2
2 ^e trimestre	82,6	-14,4	68,2	+ 2,9	- 8,6	- 5,7	- 6,4	+ 0,3	+ 0,4	- 0,7	- 6,4
3 ^e trimestre	86,0	-15,1 ⁹	70,9 ⁹	+ 3,4	- 0,4 ⁹	+ 3,0 ⁹	- 1,5	...	+ 4,5	- 0,8	+ 2,2
4 ^e trimestre	92,7	-14,9 ⁹	77,8 ⁹	+ 6,7	- 0,4 ⁹	+ 6,3 ⁹	+ 0,6	+ 0,1	+ 5,6	- 0,3	+ 6,0
				+12,2	-10,4 ⁹	+ 1,8 ⁹	- 7,3	+ 0,1	+ 9,0	- 1,2	+ 0,6
1962 1 ^{er} trimestre	90,5	- 5,9	84,6	- 2,2	+ 8,8	+ 6,6	+ 2,3	+ 0,3	+ 4,0	...	+ 6,6
2 ^e trimestre	89,6	- 7,2	82,4	- 0,9	- 1,2	- 2,1	- 4,1	...	+ 2,0	- 0,4	- 2,5
3 ^e trimestre	88,6	- 7,7	80,9	- 1,0	- 0,7	- 1,7	- 2,2	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,9	- 0,8
4 ^e trimestre	91,0	-10,5	80,5	+ 2,4	- 2,5	- 0,1	+ 0,1	...	- 0,2	+ 0,8	+ 0,7
				- 1,7	+ 4,4	+ 2,7	- 3,9	+ 0,4	+ 6,2	+ 1,3	+ 4,0
1963 1 ^{er} trimestre	95,4	-11,6	83,8	+ 4,4	- 0,6	+ 3,8	+ 0,9	...	+ 2,9	- 1,5	+ 2,3
2 ^e trim. (est.)	98,6	-14,2	84,4	+ 3,2	- 2,0	+ 1,2	+ 0,8	...	+ 0,4	+ 0,3	+ 1,5
Nouvelle série 10											
2 ^e trimestre	98,6	-17,0	81,6								
3 ^e trimestre	99,6	p-20,5	p79,1	+ 1,0	p- 3,2	p- 2,2	p- 1,3	...	p- 0,9	-	p- 2,2
4 ^e trimestre	102,2	p-24,6	p77,6	+ 2,6	p- 4,5	p- 1,9	p- 1,1	+ 0,1	p- 0,9		
				+11,2	p-10,3	p+ 0,9	p- 0,7	+ 0,1	p+ 1,5		

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2, et, pour la période 1950-1960, dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* de juillet 1961, pages 20 à 27.

2 Cette colonne est la même que la colonne (6) du tableau XIII - 8.

3 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs et les mouvements des créances en accords internationaux détenues par la S.N.C.I. (voir note 8 ci-dessous).

4 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII - 8.

5 Cette différence comprend : a) les variations des avoirs nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique; b) jusqu'au 31 décembre 1960, les variations des engagements des banques belges envers les sociétés congolaises; c) les variations des engagements des banques luxembourgeoises et, jusqu'au 2^e trimestre de 1958, des banques belges envers les institutions internationales établies en U.E.B.L.; d) depuis le 3^e trimestre 1963 l'ensemble des avoirs nets des résidents luxembourgeois auprès des banques belges.

6 Voir tableau IX - 1, total, et tableau IX - 2, rubrique 6.

7 La B.N.B. a été autorisée par la loi du 19 juin 1959 à comptabiliser, dans ses livres, comme avoir propre la créance que possède l'Etat belge sur le Fonds Monétaire International en remboursement de sa quote-part comme membre du Fonds, et cela à concurrence des billets émis, des crédits donnés ou des montants d'or versés par elle en faveur du Fonds, à la décharge de l'Etat. Une partie de la créance que la B.N.B. comptabilise dans ses écritures, en vertu de ces dispositions législatives, a pour origine non des opérations avec le Fonds, mais de simples reprises de créances à l'Etat belge. De telles reprises ont eu lieu à concurrence de 2,8 milliards au troisième trimestre de 1959 et à concurrence de 0,1 milliard au quatrième trimestre de la même année. L'évolution des « Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (4) et (6)] fait abstraction de ces montants.

8 A la suite de la Convention du 1^{er} juillet 1959, la S.N.C.I. a racheté à la B.N.B. diverses créances consolidées en accords de paiements. Ces rachats explicitent, à concurrence d'environ 0,6 milliard, la diminution des avoirs extérieurs nets de la B.N.B. [col. (1)] au cours du troisième trimestre de 1959. Mais ces rachats, de même que les remboursements ultérieurs par l'étranger des créances rachetées, n'ont pas d'influence sur le solde des opérations avec l'étranger figurant à la colonne (9). En effet, dans l'évolution des avoirs extérieurs nets, ils sont assimilés à des opérations en capital des pouvoirs publics autres que l'Etat avec l'étranger et figurent à ce titre à la colonne (8).

9 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges, dont il n'avait pas été possible jusque là de tenir compte pour calculer les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires tels qu'ils figurent aux colonnes (2) et (3) du présent tableau, ont été convertis en comptes étrangers « bilatéraux ou financiers »; ultérieurement une partie des comptes financiers a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires, une diminution purement comptable de 1,3 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard respectivement au 4^e trimestre de 1960, au 1^{er}, 3^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminution et augmentations comptables ont été éliminées de l'évolution des « avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (5) et (6)].

10 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* — XXXVIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1963, pp. 174 à 176.

XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (1951-1958)

(millions de francs)

Rubriques	1951 31 décembre	1952 31 décembre	1953 31 décembre	1954 31 décembre	1955 31 décembre	1956 31 décembre	1957 31 décembre	1958 31 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	31.771	35.180	38.787	38.911	46.385	46.247	45.767	63.487
Avoirs sur l'étranger	178	1.431	903	3.338	259	995	1.923	1.415
Devises étrangères et or à recevoir	—	2.492	1.994	—	—	2.986	350	280
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) U.E.P.	15.202	14.951	13.440	8.596	9.138	9.748	6.825	7.806
b) pays membres de l'U.E.P.	4.709	1.640	942	709	712	422	1.744	1.312
c) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	44
d) autres pays	868	646	304	580	821	772	879	774
Débiteurs pour change et or, à terme	2.170	1.476	20	1.448	1	89	1.464	72
Effets commerciaux sur la Belgique	8.890	9.152	8.319	9.511	8.399	11.395	14.384	4.103
Avances sur nantissement	345	394	721	291	210	453	2.726	510
Mobilisation de comptes spéciaux U.E.P. (A.R. 22-3-1952 et 26-7-1952)	—	166	227	—	—	—	—	—
Effets publics (art. 20 des statuts. Conventions des 14 septembre 1948 et 15 avril 1952) :								
a) certificats du Trésor	6.460	6.035	7.970	7.895	8.800	5.900	6.615	7.840
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat	1.824	445	...	1.183	783	1.836	42	11
c) autres effets publics	69	225	70	44	118	89	1	...
Compte courant du Trésor public	—	—	—	—	—	—	1.325	—
Monnaies divisionnaires et d'appoint	202	345	247	548	700	690	673	650
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...					1	1	1	2
Compte A	1	2	2	2	—	—	—	—
Compte B	1.018	803	468	240	—	—	—	—
Créance consolidée sur l'Etat (article 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.860	34.763	34.660	34.660	34.660	34.660	34.456	34.243
Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts)	1.221	1.478	1.678	1.792	1.914	2.072	2.289	2.379
Valeurs à recevoir	365	167	130	151	171	395	210	175
Immeubles, matériel et mobilier	740	889	967	1.061	1.179	1.318	1.416	1.468
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	165	225	270	176	224	197	244	239
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813
PASSIF								
Billets en circulation	94.967	97.784	101.592	102.679	107.556	111.533	112.670	117.353
Comptes courants et divers :								
compte ordinaire ...	30	24	27	29	11	11	19	8
comptes Accord de Coopération Economique	1.044	1.341	193	88	57	28	20	—
taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	—	—	—	—	—	—	209	632
Organismes régis par une loi spéciale et pouvoirs publics	310	405	364	269	277	320	524	313
Banques en Belgique	1.805	2.446	2.143	1.997	1.888	1.663	2.546	2.876
Banques à l'étranger : comptes ordin.	475	476	920	1.035	171	229	179	181
Particuliers	393	253	261	280	348	321	340	174
Valeurs à payer	831	447	465	362	390	450	654	474
Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) pays membres de l'U.E.P.	644	1.471	352	71	277	752	268	231
b) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	137
c) autres pays	1.120	879	695	462	747	273	268	302
<i>Total des engagements à vue</i> ...	101.619	105.526	107.012	107.272	111.722	115.580	117.697	122.681
Provision spéciale :								
pour avances U.E.P. :								
a) comptes spéciaux (A.R. des 15-9-1951, 22-3-1952 et 26-7-1952)	1.079	3.872	2.817	—	—	—	—	—
b) Trésor public	4.057	—	—	—	—	—	—	—
c) convention du 14-9-1954 : S.N.C.I.	—	—	—	—	—	275	475	500
Devises étrangères et or à livrer	2.478	1.483	32	1.498	71	1.551	1.850	370
Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	122	106	200	143	284	289	537	446
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Fonds de réserve :								
a) réserve statutaire	208	232	256	283	315	349	385	425
b) fonds de prévision	228	234	243	243	245	247	248	254
c) comptes d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	616	789	867	961	1.079	1.208	1.306	1.353
Bénéfice net à répartir	251	263	292	336	359	361	386	381
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII · 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (depuis 1959)

(millions de francs)

Rubriques	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre
ACTIF					
Encaisse en or	56.693	58.525	62.424	68.248	68.566
Monnaies étrangères	4.407	12.605	20.432	12.848	21.532
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	224	6.775	6.856	2.935	10.924
Avoirs à l'étranger, en francs belges ...	—	—	—	—	1.500
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)					
a) U.E.P.	5.536	3.509	413	251	118
b) A.M.E. ....	...	...	...	...	...
c) F.M.I.	4.388	4.388	7.989	6.738	7.064
d) autres accords .....	...	...	...	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	1.205	11.821	18.494	12.341	21.093
Effets de commerce	7.560	6.773	5.086	10.083	9.290
Avances sur nantissement	102	51	74	3.022	1.655
Effets publics (Art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 1-2-1963)	8.215	6.040	6.515	5.140	9.275
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	645	617	490	326	247
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	1	2	2	1
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.030	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.469	2.519	2.568	2.627	2.703
Immeubles, matériel et mobilier	1.508	1.519	1.539	1.593	1.657
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	1.032	1.075	1.168	1.278	1.430
Divers	515	698	544	1.778	1.186
	128.531	150.916	168.594	163.210	192.241
Compte d'ordre :					
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.911	1.500
PASSIF					
Billets en circulation	118.325	124.091	129.078	138.481	150.508
Comptes courants :					
<i>Trésor public</i> { compte ordinaire ...	7	24	1	5	3
<i>Trésor public</i> { taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	494	185	25	27	17
<i>Trésor public</i> { compte spécial liquidation U.E.P. ...	1	...	...	...	...
Banques à l'étranger : compte ordin.	252	308	445	387	309
Comptes courants divers	3.161	2.606	8.338	3.474	3.298
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)					
a) A.M.E.	344	249	200	185	126
b) autres accords	224	263	365	413	333
<i>Total des engagements à vue</i> ...	122.808	127.726	138.452	142.972	154.594
Monnaies étrangères et or à livrer	1.436	18.644	25.376	15.271	32.000
Caisse de Pensions du Personnel	1.032	1.075	1.168	1.278	1.430
Divers	767	938	1.007	1.016	1.453
Capital	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.088	2.133	2.191	2.273	2.364
	128.531	150.916	168.594	163.210	192.241
Compte d'ordre :					
Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.911	1.500

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 6. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1962 10 décembre	1963 9 décembre	1963 7 janvier	1964 6 janvier	1963 4 février	1964 8 février	1963 4 mars	1964 9 mars
ACTIF								
Encaisse en or	67.124	68.568	68.231	68.548	68.084	68.633	69.568	68.678
Monnaies étrangères	12.921	21.419	13.007	22.090	14.429	21.305	16.518	20.881
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	3.102	10.362	2.885	11.354	3.806	10.986	6.516	10.440
Avoirs à l'étranger, en francs belges ...	—	1.500	—	1.500	—	1.500	—	1.500
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) U.E.P.	255	122	251	118	218	111	214	106
b) A.M.E.	55	...	25	...	40	...	15	...
c) F.M.I.	6.738	7.064	6.738	7.064	6.738	7.064	6.738	7.214
d) autres accords .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	12.254	20.766	12.732	21.747	13.955	20.930	16.670	20.230
Effets de commerce	2.616	3.662	8.672	8.144	4.751	5.308	3.552	4.433
Avances sur nantissement	1.017	525	36	1.468	123	2.461	31	1.975
Effets publics (Art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 1-2-1963)	9.265	9.475	7.215	7.125	9.990	7.525	9.150	8.975
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	370	308	327	237	351	260	369	298
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	...	1	2	1	1	1	1	2
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.627	2.703	2.627	2.703	2.703	2.793	2.702	2.793
Immeubles, matériel et mobilier	1.539	1.593	1.539	1.593	1.593	1.657	1.593	1.657
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	1.227	1.341	1.275	1.397	1.330	1.492	1.333	1.496
Divers	1.142	1.518	1.387	1.558	708	985	847	1.131
Compte d'ordre :	156.252	184.927	160.949	190.647	162.820	187.011	169.812	185.809
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.181	1.110	1.911	1.500	1.685	1.366	1.491	1.195

PASSIF

Billets en circulation	133.268	146.407	138.036	149.688	137.613	147.858	139.969	147.762
Comptes courants :								
Trésor public								
compte ordinaire ...	11	8	19	12	23	8	19	13
taxe exceptionnelle de conjunct. (Loi du 12-3-1957) ...	26	17	27	17	25	16	26	16
compte spécial liquidation U.E.P. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger : compte ordin.	303	276	378	319	494	333	464	340
Comptes courants divers	1.676	666	890	900	1.730	1.188	954	1.018
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E.	224	107	176	127	183	103	105	112
b) autres accords	219	324	463	313	224	289	240	365
Total des engagements à vue ...	135.727	147.805	139.989	151.376	140.292	149.795	141.777	149.626
Monnaies étrangères et or à livrer	15.353	31.115	15.607	33.091	17.751	31.915	23.185	30.721
Caisse de Pensions du Personnel	1.227	1.341	1.275	1.397	1.330	1.492	1.333	1.496
Divers	1.318	1.963	1.451	2.080	744	1.016	814	1.173
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.227	2.303	2.227	2.303	2.303	2.393	2.303	2.393
Compte d'ordre :	156.252	184.927	160.949	190.647	162.820	187.011	169.812	185.809
Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.181	1.110	1.911	1.500	1.685	1.366	1.491	1.195

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 7. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : Office des Chèques postaux.

	Milliers de comptes (fin de période)	Avoir global 1 (moyennes journalières)	Avoirs des particuliers 2 (moyennes journalières)	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(moyennes mensuelles ou mois)						(milliards de francs)
1955	703	28,3	20,8	30,5	76,2	30,3	76,2	213,3	91
1956	742	29,8	22,2	32,7	81,9	32,7	81,9	229,3	91
1957	765	30,4	22,4	36,0	89,1	36,0	89,1	250,2	91
1958	789	31,2	23,5	37,4	93,0	37,3	93,0	260,8	91
1959	819	33,1	25,1	39,4	97,9	39,1	97,9	274,3	91
1960	855	37,1	26,9	42,4	103,3	41,6	103,3	290,7	92
1961	882	40,3	29,2	45,7	111,2	46,0	111,2	314,2	92
1962	907	43,4	31,7	49,8	118,4	49,4	118,4	335,9	92
1963	933	47,9	34,8	54,8	130,5	54,6	130,5	370,3	92
1962 2 ^e trimestre	891	43,4	32,1	49,3	115,5	48,6	115,5	328,8	92
3 ^e trimestre	900	43,4	31,8	48,4	114,8	48,7	114,8	326,7	92
4 ^e trimestre	907	44,2	31,6	54,7	128,4	52,8	128,4	364,3	92
1963 1 ^{er} trimestre	913	48,8	34,5	52,1	127,5	52,9	127,5	359,8	93
2 ^e trimestre	915	46,8	35,0	52,0	121,8	51,5	121,8	347,0	92
3 ^e trimestre	924	48,5	34,6	56,6	133,8	57,6	133,8	381,7	91
4 ^e trimestre	933	47,7	35,1	58,4	139,0	56,4	139,0	392,7	93
1963 Janvier	909	51,2	34,7	56,9	132,5	53,9	132,5	375,8	92
Février	911	50,6	34,8	45,9	126,3	54,4	126,3	352,7	93
Mars	913	44,5	34,0	53,4	123,6	50,3	123,6	350,9	93
Avril	913	47,1	34,7	51,2	120,4	51,6	120,4	343,7	92
Mai	914	46,9	34,8	52,6	126,3	53,9	126,3	359,0	92
Juin	915	46,4	35,6	52,2	118,6	48,9	118,6	338,4	92
Juillet	917	53,5	35,3	69,1	159,6	69,8	159,6	458,0	93
Août	919	45,8	34,5	49,9	123,6	53,4	123,6	350,3	89
Septembre	924	46,2	34,0	50,8	118,2	49,5	118,2	336,7	92
Octobre	929	48,0	34,7	60,0	145,9	59,0	145,9	410,7	93
Novembre	931	45,9	34,9	51,5	127,4	53,0	127,4	359,2	92
Décembre	933	49,1	35,7	63,7	143,7	57,2	143,7	403,3	93
1964 Janvier	935	51,6	36,5	61,7	153,6	64,9	153,6	433,8	93
Février	936	47,5	36,0	53,9	132,7	55,8	132,7	375,2	93

1 Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

2 Ces avoirs comprennent les avoirs libres et jusque juin 1961 compris, les titres de l'Emprunt d'Assainissement Monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués; depuis juillet 1961, uniquement avoirs libres. Les chiffres des avoirs libres des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cf. tableau 8 du chapitre XVI du présent bulletin).

XIII - 8. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(millions de francs)

Actif

Rubriques	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1962 30 novembre	1963 30 novembre	1963 31 janvier	1964 31 janvier
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux, C.N.C.P.	5.933	7.533	6.523	7.851	2.838	3.100	3.084	3.076
Prêts au jour le jour	1.277	1.214	1.272	2.095	1.346	1.371	806	935
Banquiers	8.103	10.782	13.192	16.665	12.311	17.494	15.031	18.337
Maison-mère, succursales et filiales	3.236	4.287	4.717	6.286	6.286	6.062	5.388	6.830
Autres valeurs à recevoir à court terme	6.017	6.742	8.248	8.787	8.994	10.373	9.405	9.497
Portefeuille-effets	55.155	66.088	46.685	72.460	73.466	75.779	52.441	79.089
a) Effets publics ²	33.627	40.213	16.569	29.415	41.112	32.709	19.466	35.008
b) Effets commerciaux ³	21.528	25.875	30.116	43.045	32.354	43.070	32.975	44.081
Reports et avances sur titres	1.168	1.237	1.317	1.230	1.287	1.257	1.189	1.239
Débiteurs par acceptations	12.682	14.318	17.927	18.784	16.753	18.852	17.308	18.339
Débiteurs divers	26.064	30.726	38.608	45.661	36.036	43.120	39.227	46.554
Portefeuille-titres	39.274	53.444	75.148	72.105	57.103	72.352	74.245	71.745
a) Valeurs de la réserve légale	401	429	468	541	469	538	468	541
b) Fonds publics belges ^{2 4}	36.199	50.094	71.460	67.875	52.628	68.339	70.703	67.492
c) Fonds publics étrangers ⁴	275	473	317	556	350	448	278	559
d) Actions de banques	1.291	1.261	1.282	1.545	1.294	1.553	1.363	1.553
e) Autres titres	1.108	1.187	1.621	1.588	2.362	1.474	1.428	1.600
Divers	1.570	1.552	2.339	2.576	2.106	2.334	2.292	2.135
Capital non versé	7	9	9	—	8	8	9	—
Total disponible et réalisable ...	160.486	197.932	215.985	254.500	218.534	252.102	220.425	257.776
C. Immobilisé :								
Frais de constitution et de premier établissement ...	20	19	17	18	21	20	16	17
Immeubles	1.190	1.251	1.301	1.434	1.318	1.443	1.327	1.461
Participations dans les filiales immobilières	258	273	265	255	265	255	265	265
Créances sur les filiales immobilières	345	278	312	336	316	321	323	342
Matériel et mobilier	153	166	200	289	209	277	203	294
Total de l'immobilisé ...	1.966	1.987	2.095	2.332	2.129	2.316	2.134	2.379
Total de l'actif ...	162.452	199.919	218.080	256.832	220.663	254.418	222.559	260.155

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

² Depuis juin 1963, la rubrique « Effets publics » comprend les valeurs émises à un an au plus par l'Etat belge ou sous sa garantie. Elle comprend donc, outre les effets publics réescomptables à la B.N.B. ou mobilisables auprès de cette institution à concurrence de 95 %, les effets publics libellés en devises étrangères et les effets à un an au plus émis avec la garantie de l'Etat, actifs qui, jusqu'à présent, étaient repris parmi les fonds publics belges.

³ Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions parastatiques
(millions de francs)

1960 31 décembre	6.547	1962 31 décembre	8.488	1962 30 novembre	6.656	1963 30 novembre	8.171
1961 31 décembre	6.999	1963 31 décembre	8.673	1963 31 janvier	6.659	1964 31 janvier	9.184

⁴ La rubrique « Fonds publics belges » se voit, en outre, réduite à partir de juin 1963 de la fraction des titres de la dette congolaise qui, n'étant pas émis sous la garantie de l'Etat belge, sont désormais comptés parmi les Fonds publics étrangers.

XIII - 8. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

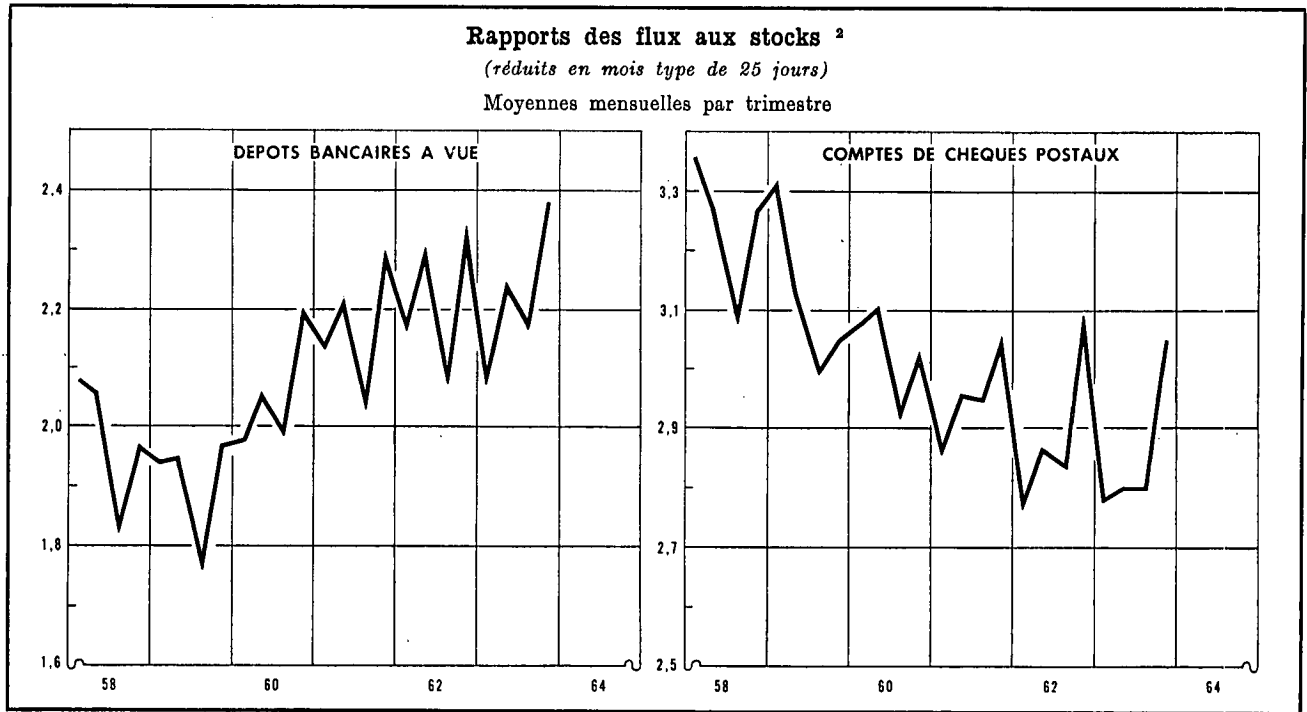
(millions de francs)

Passif

Rubriques	1960	1961	1962	1963	1962	1963	1963	1964
	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	30 novembre	30 novembre	31 janvier	31 janvier
A. Opérations d'épargne (art 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers privilégiés ou garantis	330	398	1.747	804	1.959	1.283	428	1.411
Emprunts au jour le jour	1.332	2.110	871	1.406	1.385	1.465	2.685	1.943
a) Garantis par des sûretés réelles	1.247	1.986	815	1.232	1.263	1.350	2.598	1.698
b) Non garantis par des sûretés réelles	85	124	56	174	122	115	87	245
Banquiers	14.208	28.067	26.553	38.661	26.301	37.651	29.073	41.585
Maison-mère, succursales et filiales	3.165	3.911	4.300	7.884	3.736	8.260	4.166	7.397
Acceptations	12.683	14.319	17.928	18.784	16.753	18.854	17.308	18.339
Autres valeurs à payer à court terme	2.382	2.776	3.875	4.901	5.745	5.412	6.129	6.007
Créditeurs pour effets à l'encaissement	990	967	1.095	1.216	1.027	1.258	988	1.199
Dépôts et comptes courants	103.790	121.118	130.986	150.290	132.397	147.295	131.077	149.593
a) A vue	61.080	66.746	71.259	81.543	70.503	78.868	70.395	77.982
b) A un mois au plus	4.873	6.112	5.532	5.159	6.650	5.260	5.760	5.474
c) A plus d'un mois	19.200	27.902	29.392	30.007	31.188	30.232	29.354	30.734
d) A plus d'un an	956	1.529	2.201	1.138	2.211	1.444	2.095	1.350
e) A plus de deux ans	1.975	2.495	2.671	3.049	2.625	3.018	2.653	3.069
f) Carnets de dépôts	14.115	14.613	17.937	27.355	17.226	26.438	18.821	28.898
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1.591	1.721	1.994	2.039	1.994	2.035	1.999	2.086
Obligations et bons de caisse	7.573	8.619	11.060	11.433	11.128	11.376	11.074	11.499
Montants à libérer sur titres et participations	635	615	689	672	738	674	689	674
Divers	4.940	6.007	6.104	6.809	6.693	7.035	5.921	6.419
<i>Total de l'exigible ...</i>	152.028	188.907	205.208	242.860	207.862	240.563	209.538	246.066
C. Non exigible :								
Capital	6.201	6.520	7.636	8.221	7.656	8.178	7.634	8.254
Fonds indisponibles par prime d'émission	284	292	785	838	725	787	785	880
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	406	428	467	541	469	541	467	541
Réserve disponible	3.363	3.652	3.828	4.179	3.824	4.164	4.009	4.202
Provisions	170	120	156	193	127	185	126	212
<i>Total du non exigible ...</i>	10.424	11.012	12.872	13.972	12.801	13.855	13.021	14.089
Total du passif ...	162.452	199.919	218.080	256.832	220.663	254.418	222.559	260.155

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**XIII - 9. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴	Total	brut		réduit en mois types de 25 jours en C.C.P. ⁴
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	
(milliards de francs)						
1955	75,4	66,8	142,2	1,94	1,92	3,06
1956	83,2	70,3	153,5	1,98	1,95	3,01
1957	89,8	76,6	166,4	2,10	2,08	3,25
1958	85,7	80,4	166,1	2,01	1,99	3,25
1959	90,3	83,4	173,7	1,93	1,91	3,13
1960	99,4	87,2	186,6	2,09	2,06	3,04
1961	106,9	93,0	199,9	2,19	2,18	2,96
1962	119,0	99,3	218,3	2,25	2,23	2,89
1963	132,5	107,1	239,6	2,25	2,23	2,85
1962 2 ^o trimestre	123,4	99,2	222,6	2,28	2,31	2,87
3 ^o trimestre	112,3	98,0	210,3	2,12	2,10	2,84
4 ^o trimestre	130,1	105,3	235,4	2,36	2,34	3,09
1963 1 ^{er} trimestre	117,8	103,8	221,6	2,12	2,09	2,78
2 ^o trimestre	133,8	105,6	239,4	2,24	2,26	2,80
3 ^o trimestre	131,1	104,8	235,9	2,24	2,18	2,80
4 ^o trimestre	147,4	114,0	261,4	2,41	2,38	3,05
1963 Janvier	122,4	103,6	226,0	2,28	2,19	2,75
Février	115,8	108,3	224,1	1,99	2,07	2,90
Mars	115,3	99,4	214,7	2,10	2,02	2,68
Avril	132,9	103,9	236,8	2,30	2,30	2,74
Mai	138,8	109,3	248,1	2,34	2,34	2,97
Juin	129,9	103,5	233,4	2,07	2,15	2,68
Juillet	143,6	113,2	256,8	2,47	2,38	2,93
Août	118,9	103,8	222,7	2,08	2,00	2,81
Septembre	130,7	97,5	228,2	2,17	2,17	2,66
Octobre	139,9	111,8	251,7	2,46	2,28	3,03
Novembre	138,2	113,0	251,2	2,16	2,25	3,07
Décembre	164,1	117,1	281,2	2,60	2,60	3,04
1964 Janvier	146,3	120,5	266,8	2,42	2,33	3,10

¹ Approximations données par le total des débits portés en comptes (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes chèques postaux de particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthodes d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, vol. II, n^o 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B.* — *Moniteur belge* : situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin d'Information et de Documentation* (cf. N.B. des tableaux 1 et 9 du chapitre XIII). — *Rapport annuel de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	Actifs					Passifs				
	Portefeuille			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats placés dans les banques	Emprunts d'argent à très court terme	Opérations à réméré	Crédit reçu de la Banque Nationale	
	Valeurs cotées 1 3	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie						Avances	Escompte de bons de caisse 2
	valeur nominale									
1953	3.592	—	—	—	—	—	1.999	1.000	...	120
1954	5.023	—	—	—	—	—	2.248	1.000	2	1.327
1955	4.533	—	—	—	—	—	2.039	1.000	4	920
1956	5.930	—	—	—	—	—	2.631	800	2	1.998
1957	4.112	1.242	—	—	—	486	2.457	585	1.237	200
1958	3.311	1.370	—	...	—	4.059	274	—	...	45
1959	4.582	623	2.700	1	—	4.608	72	—	...	...
1960	6.653	1.403	1.200	6	15	5.812	...	—	...	...
1961	6.923	1.086	...	3.201	3.069	10.996	...	—	...	...
1962	7.792	2.226	...	...	50	6.440	...	—	589	...
1961 Janvier	6.617	20	1.200	750	1.802	6.966	...	—	...	...
Février	6.434	90	...	2.917	1.932	7.932	...	—	...	...
Mars	5.978	10	825	1.644	3.273	8.401	...	—	...	...
Avril	6.104	18	1.875	1.086	3.569	9.266	...	—	...	...
Mai	6.054	25	2.525	2.150	2.685	10.042	...	—	...	...
Juin	6.394	78	825	1.916	4.239	10.043	...	—	...	...
Juillet	6.288	9	100	3.131	3.272	9.442	...	—	...	...
Août	6.371	...	...	4.377	3.410	10.800	...	—	...	...
Septembre ...	6.448	...	...	6.391	2.267	11.701	...	—	...	...
Octobre	6.599	166	150	6.876	2.030	12.511	...	—	...	...
Novembre ...	6.613	...	150	8.004	2.169	13.605	...	—	...	...
Décembre	6.923	1.086	...	3.201	3.069	10.996	...	—	...	...
1962 Janvier	6.149	200	...	6.831	75	9.996	...	—	...	...
Février	6.235	220	...	3.300	2.696	9.253	...	—	...	...
Mars	6.188	130	...	3.188	1.600	7.961	...	—	...	...
Avril	6.112	1.018	...	3.521	1.878	9.391	...	—	...	...
Mai	6.215	280	...	3.003	2.192	8.492	...	—	...	...
Juin	6.701	11	...	2.108	2.923	8.589	...	—	...	...
Juillet	6.887	438	...	2.069	1.972	8.336	...	—	...	...
Août	6.803	200	1.175	2.041	1.401	8.593	...	—	...	...
Septembre ...	6.910	248	1.100	1.724	1.681	8.623	...	—	...	...
Octobre	7.233	572	1.200	796	2.564	9.248	...	—	...	...
Novembre ...	7.946	1.175	2.100	1	790	8.905	...	—	...	...
Décembre	7.792	2.226	...	...	50	6.440	...	—	589	...

1 Y compris les opérations à réméré.

2 Y compris les bons de caisse escomptés auprès d'organismes autres que la Banque Nationale de Belgique.

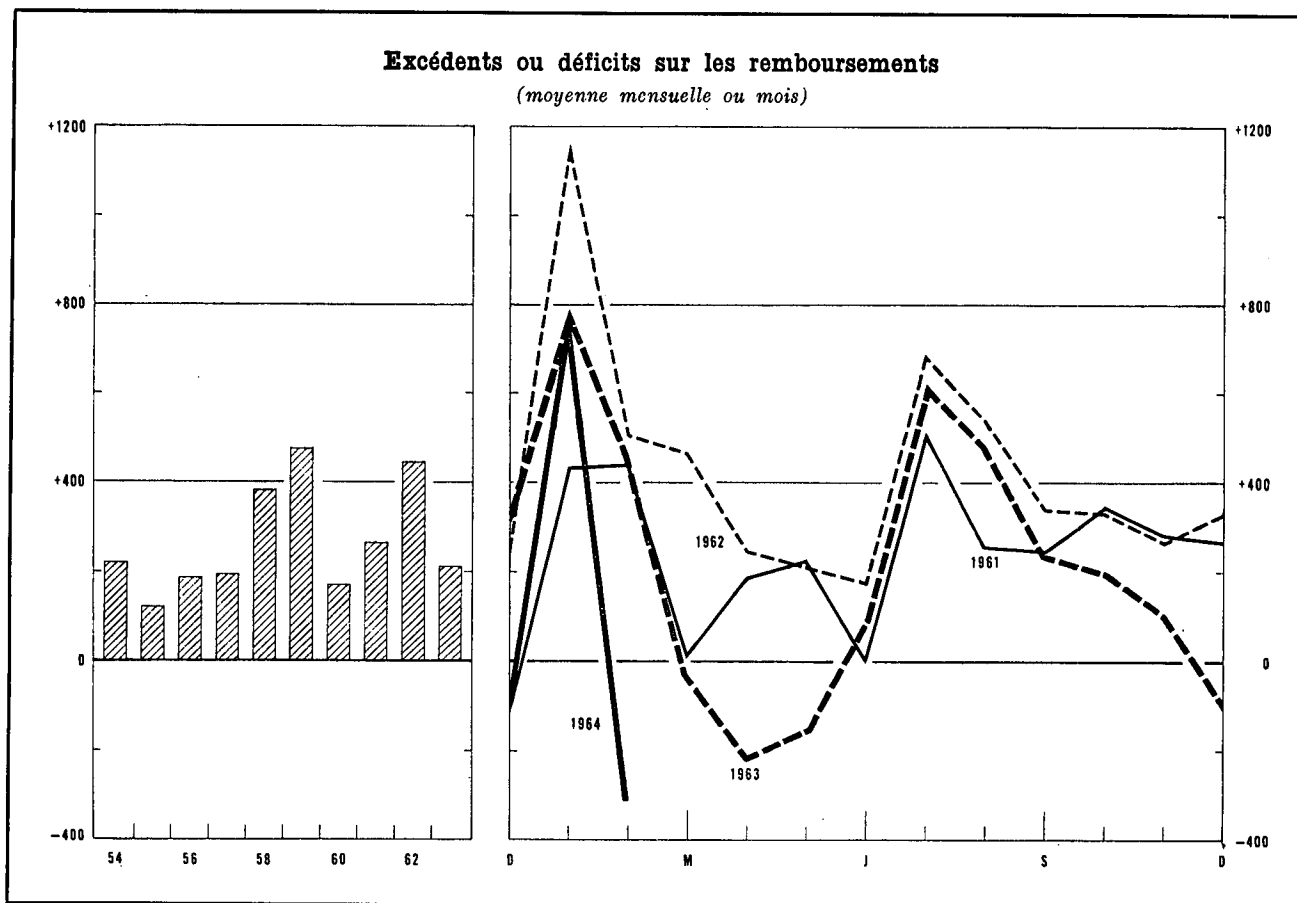
3 Il s'agit des valeurs nominales pour les chiffres de fin d'année et des valeurs comptables pour les autres mois.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements (1)		Remboursements (2)		Excédents ou déficits (3) = (1) - (2)		Soldes des dépôts à fin de période (4)	
1953	13.204		9.684		3.520		45.493 ¹	
1954	13.383		10.764		2.619		49.459 ¹	
1955	13.624		12.176		1.448		52.854 ¹	
1956	14.518		12.295		2.223		56.132 ¹	
1957	16.783		14.455		2.328		60.144 ¹	
1958	18.912		14.316		4.596		66.700 ¹	
1959	21.939		16.232		5.707		74.442 ¹	
1960	21.840		19.786		2.054		78.887 ¹	
1961	22.799		19.585		3.214		84.633 ¹	
1962	25.995		20.717		5.278		92.654 ¹	
1963	p 26.345		p 23.801		p 2.544		p 97.963 ¹	
	1963	1964	1963	1964	1963	1964	1963	1964
Janvier	2.388	p 2.801	1.600	p 2.044	788	p 757	93.442	p 98.739
Février	2.020	p 2.197	1.556	p 2.512	464	p -316	93.906	p 98.436
Mars	2.016		2.047		- 31		93.875	
Avril	2.051		2.260		-209		93.666	
Mai	2.168		2.304		-135		93.531	
Juin	2.199		2.095		103		93.634	
Juillet	2.640		2.013		627		94.261	
Août	p 2.255		p 1.768		p 487		p 94.742	
Septembre	p 2.119		p 1.878		p 241		p 94.984	
Octobre	p 2.295		p 2.090		p 205		p 95.189	
Novembre	p 2.042		p 1.932		p 110		p 95.299	
Décembre	p 2.187		p 2.270		p - 83		p 97.981 ¹	

¹ Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1957	1958	1959	1960	1961	1962
ACTIF						
Disponible ¹	0,5	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3
Placements provisoires :						
Effets sur la Belgique	7,6	7,7	9,1	10,8	12,4	15,1
Avances à l'industrie	—	2,0	3,3	5,2	7,3	8,6
Crédit d'exportation	—	...	0,2	0,4	0,5	0,7
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...
Acceptations bancaires	0,4	1,6	1,7	2,4	2,5	3,0
Certificats de Trésorerie	1,5	5,2	4,3	2,0	4,3	6,2
Prêts au jour le jour	1,3	0,8	1,1	0,8	0,7	0,9
Total des placements provisoires ...	10,8	17,3	19,7	21,6	27,7	34,5
Placements définitifs :						
Rentes belges directes	18,4	17,3	19,7	20,0	20,2	23,4
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	13,6	15,4	16,5	17,8	16,6	14,8
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes	1,9	1,8	1,8	1,7	1,7	1,6
et communes	1,5	1,2	1,2	1,0	1,0	0,9
Obligations de sociétés belges	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations	2,8	2,9	3,3	3,8	4,3	4,8
complémentaires aux prisonniers politiques, et	3,4	3,4	3,5	3,6	3,6	3,8
avances à l'Œuvre nationale des invalides de la	18,3	19,9	21,3	22,2	22,7	24,0
guerre	60,8	62,8	68,2	71,0	71,0	74,1
Prêts hypothécaires						
Crédit agricole						
Avances à la Société nationale du logement, aux						
sociétés agréées et aux communes en vue de la						
construction d'habitations sociales						
Total des placements définitifs ...						

PASSIF

<i>Exigible :</i>						
Dépôts sur livrets ² :						
Particuliers	60,0	66,5	74,3	78,7	84,5	92,5
Dotations des prisonniers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Etablissements publics et autres	4,6	4,9	3,8	3,7	3,7	4,9
Dépôts pour timbres-retraite	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	...
Total des dépôts sur livrets ...	65,0	71,8	78,5	82,8	88,5	97,6
Dépôts en comptes courants ²	1,9	3,5	3,7	3,0	3,4	4,1
<i>Non exigible :</i>						
Fonds de dotations, fonds de prévisions diverses et fonds						
de réserve	6,2	6,7	7,3	7,9	8,7	9,4

¹ Cette rubrique comprend les avoirs en caisse, les comptes à la Banque Nationale de Belgique et à l'Office des Chèques Postaux.

² Comprennent les intérêts capitalisés.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite *
(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1957	1958	1959	1960	1961	1962
ACTIF						
Portefeuille-titres :						
Rentes belges directes	7,2	7,5	7,7	7,3	7,1	6,4
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	9,1	10,1	11,0	11,6	12,5	13,9
Valeurs garanties par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations du Crédit Communal, des provinces, villes et communes	1,3	1,2	1,2	1,1	1,0	1,0
Obligations de sociétés belges	1,4	1,3	1,2	1,1	1,0	0,9
Prêts hypothécaires	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1
Avances aux sociétés agréées et aux caisses publiques de prêts en vue de la construction d'habitations sociales	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	19,5	20,5	21,5	21,5	22,0	22,5
PASSIF						
Fonds des Rentes ¹	13,2	13,5	13,8	13,1 ¹	13,4	13,6
Réserves mathématiques ²	6,7	7,4	8,2	8,8	9,4	10,1
Total ...	19,9	20,9	22,0	21,9	22,8	23,7

* La C.G.E.R. publie séparément :

- a) *Depuis 1957* :
- 1) Un bilan concernant l'exécution de la « Loi générale ». Il s'agit des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et des lois coordonnées de 1946 relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des ouvriers et des assurés libres. Toutefois, depuis 1960, les rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 ne figurent plus aux bilans des Caisses de Retraite mais bien aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie.
 - 2) Un bilan se rapportant à la « gestion des assurances réalisées dans le cadre des lois de 1925 et de 1930 sur la pension des employés ». Ces assurances sont traitées selon le principe de la capitalisation.
 - 3) Un bilan se rapportant aux retraites des « employés » telles qu'elles ont été fixées par la « loi du 12 juillet 1957 » conçue également selon le principe de la capitalisation. En vertu de la loi du 3 avril 1962, cette gestion est reprise par la Caisse Nationale des Pensions pour Employés. Le transfert des fonds correspondant a été effectué en 1963 conformément à la situation de clôture au 31 décembre 1962.
 - 4) Un bilan se rapportant à la gestion des assurances réalisées dans le cadre de la loi du 30 juin 1958 relative à la pension des indépendants. Toutefois depuis 1960, ce bilan se rapporte également à la gestion des assurances réalisées dans le cadre de la loi du 28 mars 1960 sur la pension des indépendants.
- b) *Depuis 1958* : Un bilan se rapportant à la gestion des assurances réalisées dans le cadre des lois de pension des employés (versements supplémentaires).
- c) *Depuis 1960* : En plus, un bilan concernant les retraites des « employés » telles qu'elles ont été fixées par la « loi du 22 février 1960 » et, ultérieurement, par la loi du 3 avril 1962, conçues selon le principe de la capitalisation.
- 1 Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions. Toutefois, depuis 1960, le Fonds des Rentes ne comprend plus les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865. Ces réserves figurent depuis 1960 aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».
- 2 Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la Vie ¹
(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1957	1958	1959	1960	1961	1962
ACTIF						
Portefeuille-titres :						
Rentes belges directes	2,0	1,9	2,2	3,0	2,9	2,8
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	0,7	1,1	1,3	2,0	2,6	3,4
Obligations du Crédit Communal, des provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,5
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Total du portefeuille-titres ...	3,6	4,0	4,5	6,0	6,5	7,1
PASSIF						
Réserves mathématiques et provisions ¹	2,7	2,9	3,2	4,6 ¹	4,9	5,3
Fonds de réserve	1,0	1,2	1,4	1,5	1,8	2,0

¹ Depuis 1960, ce bilan comporte, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions » les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et figurant auparavant dans le bilan concernant l'exécution de la « Loi générale ».

XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

Moyens d'action et placements

(milliards de francs)

Source : Office Central de la Petite Epargne.

Fin de période	Dépôts		Obligations et Bons de Caisse	Total des dépôts, obligations et bons de caisse	Créances sur les entreprises et particuliers				Créances sur le secteur public						Total des créances sur les entreprises et particuliers et sur le secteur public	
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Etat	Pouvoirs subordonnés	Congo et Ruanda-Urundi	Caisse Autonome des Dommages de Guerre	Crédit Communal de Belgique	Autres organismes parastataux		Total des créances sur le secteur public
1956	12,4	3,4	2,7	18,5	1,1	10,4	0,2	11,7	n.d.	0,2	0,1	0,1	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1957	13,7	3,8	3,1	20,6	1,4	12,0	0,3	13,7	n.d.	0,2	0,1	0,2	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1958	15,7	4,4	3,9	24,0	1,8	13,8	0,3	15,9	4,7	0,3	0,2	0,2	0,3	3,8	9,5	25,4
1959	18,5	5,0	4,3	27,8	2,1	15,9	0,4	18,4	5,0	0,2	0,1	0,3	0,4	5,4	11,4	29,8
1960	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,2	0,2	0,1	0,4	0,3	5,6	12,8	33,2
1961 3 ^e trimest.	22,1	6,1	5,1	33,3	2,5	19,6	0,5	22,6	6,7	0,2	0,1	0,4	0,4	6,1	13,9	36,5
4 ^e trimest.	23,1	6,4	5,2	34,7	2,1	20,3	0,6	23,0	6,9	0,2	0,1	0,4	0,4	6,4	14,4	37,4
1962 1 ^{er} trimest.	24,1	6,7	5,5	36,3	2,2	20,9	0,5	23,6	7,6	0,2	0,1	0,4	0,4	6,6	15,3	38,9
2 ^e trimest.	24,8	7,0	5,7	37,5	2,2	21,9	0,5	24,6	7,6	0,3	0,1	0,4	0,4	7,2	16,0	40,6
3 ^e trimest.	25,7	7,2	5,9	38,8	2,4	22,7	0,5	25,6	8,1	0,3	0,1	0,5	0,5	7,3	16,8	42,4
4 ^e trimest.	27,4	7,4	6,3	41,1	2,3	23,9	0,7	26,9	8,7	0,3	0,1	0,5	0,5	7,4	17,5	44,4
1963 1 ^{er} trimest.	28,3	8,0	6,3	42,6	2,9	24,3	0,6	27,8	9,4	0,4	...	0,5	0,6	7,9	18,8	46,6
2 ^e trimest.	29,0	8,7	6,3	44,0	3,0	24,9	0,5	28,4	9,8	0,4	...	0,5	0,6	8,3	19,6	48,0
3 ^e trimest.	29,9	9,3	6,2	45,4	3,2	25,7	0,4	29,3	10,2	0,5	...	0,5	0,5	8,6	20,3	49,6

XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Rapports de la S.N.C.I.

	1958	1959	1960	1961	1962	1963
ACTIF						
Portefeuille :						
Crédits d'investissement à long et moyen terme :						
1 ^o garantis par l'Etat	6,7	8,6	9,8	10,5	10,9	11,7
2 ^o garantis par banques et sociétés financières ...	5,1	5,5	6,2	6,7	7,2	8,0
3 ^o autres que ceux visés sub 1 ^o et 2 ^o 1	7,1	7,8	10,5	13,1	15,7	19,6
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations) (arrêté-loi du 30 novembre 1944, lois des 1 ^{er} octobre 1947, 6 janvier 1950, 24 mars 1953 et 26 juin 1956)	1,9	2,0	1,8	1,7	1,6	1,5
Crédits commerciaux à moyen terme	1,0	0,8	0,8	1,3	1,0	1,5
Crédits de financement d'exportations à moyen terme	0,6	0,8	0,9	1,1	1,3	1,3
Crédits gérés pour compte de l'Etat 2	2,4	2,5	2,7	2,7	2,8	2,7
PASSIF						
Obligations	21,4	24,9	30,1	35,9	37,5	39,4
Bons de caisse	4,1	5,7	6,3	6,9	7,3	8,4
Etat belge :						
Fonds d'Aide Marshall	1,9	1,9	1,8	1,7	1,7	1,4
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	0,7	0,8	1,1	1,2	1,2	1,3

1 Cette rubrique comprend tous les autres crédits d'investissement; le risque de ces opérations est supporté par la S.N.C.I. qui se fait conférer, s'il y a lieu, des sûretés réelles et/ou personnelles.

2 Il s'agit de crédits financés par l'Aide « Marshall » et par le Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(millions de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique.

Période	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal											Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)				
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »											Moyenne des soldes globaux journaliers	Total des paiements effectués par le débit de ces comptes			
	Solde disponible au début de la période	Versements				Prélèvements				Solde disponible à la fin de la période	Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)			Engage- ments de crédits du Crédit Communal de Belgique	créditeurs	débiteurs
		Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces	Total	Pour rem- boursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extra- ordinaires	Total	(1) + (5) - (8) = (9)							
(1)	(2)	(3)	(4)	(2) + (3) + (4) = (5)	(6)	(7)	(6) + (7) = (8)	(1) + (5) - (8) = (9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)			
1954	1.320	3.650		2.146	5.796	165	5.250	5.415	1.701	22.868	1.850	1.785	349	15.518		
1955	1.701	4.315		2.261	6.576	363	5.794	6.157	2.120	26.192	1.563	1.700	388	14.061		
1956	2.120	3.562		2.330	5.892	343	5.759	6.102	1.910	28.531	1.699	1.411	701	15.934		
1957	1.910	2.603		2.389	4.992	547	4.984	5.531	1.371	29.631	835	1.588	810	16.609		
1958	1.371	3.594		2.196	5.790	547	4.803	5.350	1.811	32.802	2.133	1.587	638	19.044		
1959	1.811	5.640		2.819	8.459	624	7.147	7.771	2.499	36.777	2.463	1.262	1.129	19.016		
1960	2.499	5.410	290	2.306	8.006	604	7.311	7.915	2.590	41.756	4.398	1.267	1.424	20.451		
1961	2.590	6.182	1.262	1.858	9.302	1.011	7.427	8.438	3.454	46.849	5.231	1.504	1.519	21.917		
1962	3.453	6.526	1.365	1.320	9.211	363	8.421	8.784	3.880	52.178	7.337	1.350	2.288	24.877		
1963	3.880	7.481	1.517	1.351	10.349	241	9.572	9.813	4.416	58.516 ¹	6.827	1.589	3.214	26.300		
1962 Février	3.387	254	110	106	470	24	493	517	3.340		6.096	1.204	1.829	1.697		
Mars	3.340	448	129	122	699	33	681	714	3.325		6.275	1.614	1.796	2.488		
Avril	3.325	282	86	105	473	28	426	454	3.344		6.417	1.267	1.934	2.026		
Mai	3.344	392	97	114	603	34	545	579	3.368		6.968	1.729	1.491	1.593		
Juin	3.368	745	88	116	949	30	797	827	3.490		7.050	1.725	1.579	1.801		
Juillet	3.490	865	141	109	1.115	35	733	768	3.837		6.798	1.404	2.158	3.202		
Août	3.837	715	105	126	946	34	758	792	3.991		6.536	1.334	2.368	1.458		
Septembre	3.991	521	125	105	751	17	881	898	3.844		6.855	1.188	2.543	1.460		
Octobre	3.844	682	147	114	943	24	917	941	3.846		6.682	1.067	3.234	2.338		
Novembre	3.846	633	154	83	870	40	827	867	3.849		6.654	1.164	3.456	1.390		
Décembre	3.849	551	118	146	815	31	753	784	3.880	52.178	7.337	1.333	3.086	2.247		
1963 Janvier	3.880	479	155	56	690	13	784	797	3.773	52.158	7.352	1.059	4.235	3.781		
Février	3.773	675	214	140	1.029	15	607	622	4.180	53.033	6.848	1.273	3.778	1.944		
Mars	4.180	820	154	78	1.052	15	758	773	4.459	53.984	7.632	1.419	3.797	1.992		
Avril	4.459	599	69	110	778	26	415	441	4.796	54.035	7.582	1.496	3.282	2.401		
Mai	4.796	566	28	82	676	20	757	777	4.695	54.611	7.930	1.689	2.824	1.743		
Juin	4.695	562	59	65	686	17	788	805	4.576	55.174	8.156	1.644	3.081	1.574		
Juillet	4.576	724	125	173	1.022	27	880	907	4.691	55.672	7.892	1.557	3.512	3.470		
Août	4.691	432	130	103	665	13	794	807	4.549	56.216	7.999	1.692	3.299	1.121		
Septembre	4.549	692	112	110	914	16	922	938	4.525	57.066 ¹	7.736	1.726	3.002	1.842		
Octobre	4.525	689	148	192	1.029	38	1.053	1.091	4.463	57.385 ¹	7.323	1.628	2.892	2.589		
Novembre	4.463	516	160	67	743	17	750	767	4.439	58.061 ¹	6.962	1.922	2.459	1.583		
Décembre	4.439	727	163	175	1.065	24	1.064	1.088	4.416	58.516 ¹	6.827	1.959	2.409	2.260		
1964 Janvier	4.416	891	174	114	1.179	11	870	893	4.714	58.883 ¹	6.724	1.489	2.817	4.967		
Février	4.714	651	219	96	966	19	759	778	4.902	59.731 ¹	6.813	1.945	2.339	2.512		

¹ Dont consolidation de déficits ordinaires des comptes commerciaux.

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires Economiques, Service des Assurances.

	1958	1959	1960	1961	1962	1958	1959	1960	1961	1962
	Sociétés belges					Sociétés étrangères				
ACTIF										
Immeubles	1,4	1,7	2,3	2,6	3,1	1,0	1,1	1,2	1,4	1,6
Prêts hypothécaires	7,1	7,8	9,0	10,5	11,4	1,8	2,0	2,3	2,7	3,2
Prêts sur police	0,9	1,0	1,1	1,2	1,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5
Valeurs mobilières :										
Fonds publics belges	2,9	3,5	4,8	5,3	5,7	2,8	3,1	3,2	3,4	3,6
Valeurs étrangères	0,5	0,8	1,3	1,9	1,5	0,2	0,3	0,4	0,4	0,4
Titres garantis par le Congo	0,2	0,4	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...
Titres des organismes para-										
stataux de crédit	2,6	3,1	4,2	4,2	4,6	0,4	0,4	0,7	0,7	0,8
Titres des autres organismes										
parastataux	1,0	1,2	1,4	1,4	1,6	0,9	1,0	0,9	1,0	1,1
Titres des provinces et com-										
munes	1,7	1,7	1,4	1,7	1,8	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5
Obligations de sociétés belges	6,4	7,2	7,2	7,4	8,1	0,5	0,6	0,5	0,6	0,6
Actions de sociétés belges ...	2,5	1,7	2,1	2,2	2,3	0,5	0,5	0,5	0,6	0,7
Total des valeurs mobilières ...	17,8	19,6	22,5	24,2	25,7	5,9	6,5	6,7	7,2	7,7

PASSIF

Cautionnements déposés	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Réserves mathématiques ¹ ...	27,0	31,0	35,3	38,7	41,7	9,0	9,8	10,7	11,6	12,6

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation, et la réserve de garantie.

**XIV - 10. — INSCRIPTIONS
HYPOTHECAIRES**

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs 1
1955	1,67
1956	1,80
1957	1,78
1958	1,77
1959	2,13
1960	2,50
1961	2,78
1962	3,03
1963	3,33
1962 2 ^e trimestre .	2,88
3 ^e trimestre .	3,13
4 ^e trimestre .	3,41
1963 1 ^{er} trimestre .	3,05
2 ^e trimestre .	2,99
3 ^e trimestre .	3,48
4 ^e trimestre .	3,80

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscriptions perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux. — *Compte rendu des opérations et de la situation de la C.G.E.R. de Belgique*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.*

XV. — PRINCIPALES MODALITES DE L'EPARGNE DISPONIBLE A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

Modalités d'épargne	1954		1955		1956		1957		1958		1959		1960		1961		1962	
1. Epargne-dépôts ¹ :																		
Caisse d'épargne	5,0		5,0		6,0		5,5		9,8		9,9		6,6		9,3		14,2	
Banques	3,0		2,2		-0,7		1,1		4,6		5,1		4,0		10,4		5,9	
Institutions parastatales de crédit ..	0,3		-0,2		0,3		-0,5		2,2		0,3		1,2		1,7		1,7	
Total ...		8,3		7,0		5,6		6,1		16,6		15,3		11,8		21,4		21,8
2. Epargne-réserves ¹ :																		
Organismes de pensions	3,4		3,7		3,5		5,1		5,0		3,2		2,5		3,0		1,9	
Organismes d'assurance contre les accidents de travail	1,0		1,1		1,2		1,0		1,1		0,9		0,7		1,1		1,0	
Caisses de vacances annuelles	0,1		0,3		0,1		0,4		-0,1		-0,1		-0,1		-0,1		0,2	
Organismes d'assurances sur la vie ..	3,1		3,4		3,5		3,5		3,8		5,4		6,8		4,9		4,6	
Organismes d'assurance de la responsabilité civile	0,1		0,2		0,2		0,2		0,2		0,1		0,2		0,2		0,2	
Assurances diverses, entreprises de capitalisation et d'épargne immobilière	0,2		0,3		0,3		0,4		0,3		0,4		0,4		0,5		1,2	
Total ...		7,9		9,0		8,8		10,6		10,3		9,9		10,5		9,6		9,1
3. Epargne hypothécaire et immobilière :																		
Prêts hypothécaires consentis par les particuliers	2,9		2,9		1,8		2,1		1,8		1,8		1,1		2,4		3,3	
Remboursements effectués par les particuliers sur emprunts hypothécaires	5,2		6,2		6,5		7,0		7,4		8,5		9,2		9,9		12,5	
Constructions d'habitations (capitaux investis par les particuliers)	7,3		7,9		7,4		8,9		9,1		10,3		11,4		12,5		13,8	
Total ...		15,4		17,0		15,7		18,0		18,3		20,6		21,7		24,8		29,6
4. Emissions de capitaux :																		
Nouveaux placements du public	13,1		10,5		7,9		13,6		16,2		13,4		17,0		13,8		18,1	
Total (1 à 4)		44,7		43,5		38,0		48,3		61,4		59,2		61,0		69,6		78,6
Doubles emplois ² ...	0,6		0,2		-0,6		0,2		-1,4		0,6		0,1		0,1		-0,2	
Total net (1 à 4) ...		45,3		43,7		37,4		48,5		60,0		59,8		61,1		69,7		78,4
5. Epargne interne des entreprises :																		
Amortissements	23,8		25,4		28,5		30,9		29,8		30,7		35,0		35,9		34,3	
Epargne nette	7,8 ³		9,6 ³		10,0		9,2		5,2		5,2		7,7		8,4		6,0	
Total ...		31,6		35,0		38,5		40,1		35,0		35,9		42,7		44,3		40,3
Total général (1 à 5) ...		76,9		78,7		75,9		88,6		95,0		95,7		103,8		114,0		118,7

¹ Accroissement de l'année.

² Accroissement ou diminution auprès de la C.G.E.R. et des institutions parastatales de crédit, des avoirs de diverses institutions et entreprises dont les réserves — propres ou exigibles — sont déjà recensées comme une épargne dans une des rubriques du présent tableau.

³ Ces chiffres ne sont pas comparables à ceux des années postérieures à 1955.

Références bibliographiques : Etudes complémentaires aux Comptes rendus annuels de la C.G.E.R.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC
1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME¹
(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) ¹ (9) = (5) + (8)
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet ⁴	Emissions nettes totales	Emissions brutes ⁵	Amortissements	Emissions nettes	
		Emissions brutes	Amortissements ³	Emissions nettes (3) = (1) - (2)							(6)	(7)	(8) = (6) - (7)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)		
1. Etat (dette directe uniquement)	1957	12,0	6,9	5,1	—	5,1	1,6	2,6	- 1,0	4,1
	1958	18,2	8,9	0,3	—	9,3	0,2	2,7	- 2,5	6,8
	1959	20,8	7,5	13,3	—	13,3	0,7	1,7	- 1,0	12,3
	1960	27,5	12,6	14,9	—	14,9	2,3	1,4	0,9	15,8
	1961	13,4	7,4	6,0	—	6,0	...	1,0	- 1,0	5,0
	1962	26,0	12,5	13,5	—	13,5	6,2	1,8	4,4	17,9
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1957	3,9	1,0	2,9	...	2,9	1,3	0,1	1,2	4,1
	1958	3,3	1,1	2,2	...	2,2	2,7	0,3	2,4	4,6
	1959	3,7	1,2	2,5	...	2,5	2,6	0,4	2,2	4,7
	1960	0,9	1,3	- 0,4	...	- 0,4	2,7	0,4	2,3	1,9
	1961	3,6	1,5	2,1	...	2,1	1,9	0,8	1,1	3,2
	1962	3,4	1,5	1,9	—	1,9	2,8	0,7	2,1	4,0
3. Organismes paraétatiques de crédit	1957	1,5	...	1,5	1,6	3,1	2,5	0,2	2,3	5,4
	1958	...	...	...	5,4	5,4	2,2	0,4	1,8	7,2
	1959	2,0	0,1	1,9	3,5	5,4	2,3	0,6	1,7	7,1
	1960	2,4	0,2	2,2	3,8	6,0	2,0	0,4	1,6	7,6
	1961	5,4	2,2	3,2	4,4	7,6	1,8	0,6	1,2	8,8
	1962	...	2,7	- 2,7	6,9	4,2	2,9	1,1	1,8	6,0
4. Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal	1957	2,1	0,8	1,3	2,3	3,6	...	...	...	3,6
	1958	2,4	1,6	0,8	4,8	5,6	...	...	...	5,6
	1959	1,2	1,0	0,2	4,1	4,3	...	0,1	- 0,1	4,2
	1960	1,3	2,1	- 0,8	5,0	4,2	...	...	...	4,2
	1961	0,8	1,6	- 0,8	4,7	3,9	...	...	...	3,9
	1962	2,8	2,3	0,5	5,9	6,4	...	...	...	6,4
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1957	1,4	0,8	0,6	...	0,6	0,8	0,6	0,2	0,8
	1958	...	1,9	- 1,9	...	- 1,9	0,7	0,1	0,6	- 1,3
	1959	4,2	1,1	3,1	...	3,1	1,3	0,2	1,1	4,2
	1960	3,8	4,5	- 0,7	...	- 0,7	0,5	0,1	0,4	- 0,3
	1961	4,3	2,9	1,4	...	1,4	0,5	0,2	0,3	1,7
	1962	4,0	3,3	0,7	0,3	1,0	0,5	0,4	0,1	1,1
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1957	20,9	9,5	11,4	3,9	15,3	6,2	3,5	2,7	18,0
	1958	23,9	13,5	10,4	10,2	20,6	5,8	3,5	2,3	22,9
	1959	31,9	10,9	21,0	7,6	28,6	6,9	3,0	3,9	32,5
	1960	35,9	20,7	15,2	8,8	24,0	7,5	2,3	5,2	29,2
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	12,4	4,0	8,4	35,4
6. Congo et Ruanda-Urundi	1957	...	0,3	- 0,3	...	- 0,3	...	...	...	- 0,3
	1958	4,0	0,4	3,6	...	3,6	...	...	...	3,6
	1959	...	0,6	- 0,6	...	- 0,6	...	...	...	- 0,6
	1960	...	1,5	- 1,5	...	- 1,5	...	...	...	- 1,5
	1961	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1962	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 1 à 6 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge, du Congo et du Ruanda-Urundi	1957	20,9	9,8	11,1	3,9	15,0	6,2	3,5	2,7	17,7
	1958	27,9	13,9	14,0	10,2	24,2	5,8	3,5	2,3	26,5
	1959	31,9	11,5	20,4	7,6	28,0	6,9	3,0	3,9	31,9
	1960	35,9	22,2	13,7	8,8	22,5	7,5	2,3	5,2	27,7
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	12,4	4,0	8,4	35,4
7. Rectifications à apporter pour :	1957	1,9	—	1,9	—	1,9	- 1,9	—	- 1,9	—
a) obtenir l'évolution de l'encours des titres accessibles à tout placeur d'une part et des titres non accessibles à tout placeur d'autre part — corrections :	1958	2,1	—	2,1	—	2,1	- 2,1	—	- 2,1	—
conversion de titres non négociables E.A.M. en titres négociables ⁶	1959	1,6	—	1,6	—	1,6	- 1,6	—	- 1,6	—
	1960	1,8	—	1,8	—	1,8	- 1,8	—	- 1,8	—
	1961	1,4	—	1,4	—	1,4	- 1,4	—	- 1,4	—
b) passer du montant nominal au montant effectif des émissions — corrections :	1957	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—
différence entre la valeur nominale et le prix d'émission ⁷	1958	...	—	...	—	...	—	—	—	—
	1959	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—
	1960	- 0,2	—	- 0,2	—	- 0,2	—	—	—	—
	1961	- 0,4	—	- 0,4	—	- 0,4	—	—	—	—
	1962	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—

¹ Pour les émissions au robinet des organismes paraétatiques de crédit et du Crédit Communal de Belgique, vu l'impossibilité de ventiler dans certains cas les émissions de bons de caisse à un an ou moins et les émissions à plus d'un an, c'est la variation totale de l'encours de ces titres qui a été recensée. — Pour mémoire : Emission nette à court terme (un an ou moins) de l'Etat : en 1956 : - 4,0; en 1957 : - 1,4; en 1958 : 11,4; en 1959 : 8,9; en 1960 : - 3,9; en 1961 : 2,7; en 1962 : 2,3.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique et ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la cote officielle est prévue, y compris les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel et la Société Nationale des Distributions d'Eau.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements », non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Ayant fait l'objet d'une publication de notice légale.

⁵ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁶ Dans le courant de l'année 1961, la dernière tranche de titres de l'E.A.M. a été libérée.

⁷ La commission de placement est comprise dans le prix d'émission.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC *

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis ¹ (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission
Mois	Jour						
1961	Mai	25 C.N.C.P.	5,25 — 5,50 ²	98,25	à 5, 8 ou 11 ans	250	5,82 ³
	Juin	8 Etat belge 1961-1973	5,25-5,50-5,75 ⁴	98,50	à 5, 9 ou 12 ans 6 mois	7.007	5,83
	Août	24 Ville d'Anvers	5,25-5,50-5,75-6,00 ⁵	98,00	à 5, 10, 15 ou 20 ans	800	5,83
	Octobre	2 Etat belge 1961-1981	5,25-5,50-5,75 ⁶	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	6.000	5,75
	Novembre	20 S.N.C.I.	5,25-5,50-5,75 ⁶	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	2.650	5,88 ³
	Décembre	11 Fonds des Routes	5,25-5,50-5,75 ⁶	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	2.500	5,78
1962	Février	1 Etat belge 1962-1982, 1 ^{re} série	5,00-5,25-5,50 ⁷	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	7.450	5,54
	Mars	1 Ville de Liège 1962-1982	5,25-5,50-5,75 ⁶	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	800	5,75
	Mars	29 R.T.T. 1962-1982	5,00-5,25-5,50 ⁷	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	2.500	5,54
	Mai	2 S.N.C.B. 1962-1982	5,00-5,25-5,50 ⁷	99,00	à 5, 10, 15 ou 20 ans	1.550	5,48
	Mai	28 Ville de Bruxelles 1962-1982	5,00-5,25-5,50 ⁷	99,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	1.000	5,43
	Juin	14 Etat belge 1962-1982, 2 ^e série	5,00 — 5,25 ⁸	100,00	à 5, 10, 15 ou 20 ans	8.100	5,26
	Août	27 Ville d'Anvers 1962-1982	5,00-5,25-5,50 ⁷	100,00	à 5, 10, 15 ou 20 ans	1.000	5,37
	Septembre	24 Fonds des Routes	5,00 — 5,25 ⁸	100,00	à 10, 15 ou 20 ans	2.500	5,20
	Novembre	12 Etat belge 1962-1982, 3 ^e série	4,75-5,00-5,25 ⁹	98,50	à 10, 15 ou 20 ans	10.480	5,06
1963	Mars	4 Etat belge 1963-1983, 1 ^{re} série	5,00 — 5,25 ⁸	100,00	à 10, 15 ou 20 ans	5.900	5,09 ¹⁰
	Avril	18 R.T.T. 1963-1983	5,50	100,00	à 10, 15 ou 20 ans	1.350	5,55 ¹⁰
	Mai	16 S.N.C.B. 1963-1983	5,50	100,00	à 10, 15 ou 20 ans	1.300	5,55 ¹⁰
	Mai	30 C.N.C.P. 1963-1968-1973	5,20 — 5,50 ¹¹	100,00	à 5 ou 10 ans	350	5,49 ^{10 11}
	Juin	20 Etat belge 1963-1983, 2 ^e série	5,50 — 5,75 ¹²	99,00	à 10, 15 ou 20 ans	5.250	5,72 ¹⁰
	Septembre	3 Ville de Liège 1963-1973-1983	5,20-5,40-5,60-5,80 ¹³	99,00	à 10 ou 20 ans	1.000	5,90 ¹⁰
	Septembre	3 Ville de Gand 1963-1973-1983	5,20-5,40-5,60-5,80 ¹³	99,00	à 10 ou 20 ans	600	5,90 ¹⁰
	Octobre	8 Etat belge 1963-1983, 3 ^e série	5,50-5,75 ¹²	98,50	à 10, 15 ou 20 ans	3.282	5,80 ¹⁰
	Octobre	8 Etat belge 1963-1983	6,00	100,00	à 20 ans	4.270	6,00 ¹⁰
	Novembre	18 Fonds des Routes 1963-1983	6,00	99,00	à 20 ans	2.500	6,12 ¹⁰
	Décembre	11 Ville de Brux. 1963-1973-1983	5,30-5,50-5,60-5,80 ¹⁴	98,00	à 10 ou 20 ans	516	6,14 ¹⁰
	Décembre	11 Ville d'Anvers 1963-1973-1983	5,30-5,50-5,60-5,80 ¹⁴	98,00	à 10 ou 20 ans	781	6,14 ¹⁰
1964	Février	17 Etat belge 1964-1969-1974	6,25 — 6,50 ¹⁵	100,00	à 5 ou 10 ans	12.000	6,44 ¹⁰

¹ Ces montants sont différents de ceux du tableau précédent [XVI 1, colonne (1)] parce qu'ils ne comprennent pas les obligations remises en paiement, aux sinistrés par la C.A.D.G.

² Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années et 5,50 % pendant les dernières années.

³ Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.

⁴ Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années, 5,50 % les 4 années suivantes et 5,75 % pendant les dernières années.

⁵ Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années, 5,50 % de la 6^e à la 10^e année, 5,75 % de la 11^e à la 15^e année et 6 % de la 16^e à la 20^e année.

⁶ Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années, 5,50 % pendant les 5 années suivantes et 5,75 % pendant les 10 dernières années.

⁷ Intérêts : 5 % pendant les 5 premières années, 5,25 % pendant les 5 années suivantes et 5,50 % pendant les 10 dernières années.

⁸ Intérêts : 5 % pendant les 10 premières années, 5,25 % pendant les 10 dernières années.

⁹ Intérêts : 4,75 % pendant les 10 premières années, 5 % pendant les 5 années suivantes et 5,25 % pendant les 5 dernières années.

¹⁰ Rendement sur la base des taux d'intérêt nominaux de l'emprunt.

¹¹ Intérêts : 5,20 % pendant les 5 premières années, 5,50 % pendant les 5 dernières années.

¹² Intérêts : 5,50 % pendant les 10 premières années, 5,75 % pendant les 10 dernières années.

¹³ Intérêts : 5,20 % pendant les 5 premières années, 5,40 % de la 6^e à la 10^e année, 5,60 % de la 11^e à la 15^e année et 5,80 % pendant les 5 dernières années.

¹⁴ Intérêts : 5,30 % pendant les 5 premières années, 5,50 % de la 6^e à la 10^e année, 5,60 % de la 11^e à la 15^e année et 5,80 % pendant les 5 dernières années.

¹⁵ Intérêts : 6,25 % pendant les 5 premières années, 6,50 % pendant les 5 dernières années.

Emprunts en monnaies étrangères

Date de l'arrêté ¹		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montants émis (millions d'unités de monnaies étrangères)	Rendement moyen à l'émission
Mois	Jour						
1960	Février	16 Etat belge 1960-1972	4,50	98,0	12 ans	F.S. 50	4,72 ⁴
	Mars	18 Congo	6,00	100,0	3, 4, 5 ans	U.S. \$ 20	6,14 ⁴
	Mars	31 Otraco ³	6,00	100,0	10 ans	U.S. \$ 5	6,08
	Mars	31 ² Congo ³	6,00	100,0	12 ans	U.S. \$ 28	6,09
	Mars	31 ² Congo ³	6,00	100,0	12 ans	U.S. \$ 7	6,10
1961	Mai	16 S.N.C.B.	4,50	100,0	12 ans	F.S. 50	4,50 ⁴
	Mai	18 Etat belge 1961-1981	4,75	100,0	20 ans	Fl. P.B. 75	4,75
	Juillet	3 Soc. Nat. Distr. d'Eau	4,75	100,0	20 ans	Fl. P.B. 50	4,75
	Juillet	12 S.N.C.B.	5,00	100,0	2, 3, 4 ans	U.S. \$ 3	5,00 ⁴
	Juillet	12 S.N.C.B.	5,25	100,0	15 ans	U.S. \$ 20	5,32 ⁴
	Octobre	3 Sabena	4,75	99,0	20 ans	ou D.M. 80	
	Novembre	14 Etat belge 1961-1964	5,50	100,0	3 ans	Fl. P.B. 22	4,92
	Novembre	28 Etat belge 1961-1976	5,50	98,0	15 ans	U.S. \$ 30	5,61 ⁴
	Décembre	12 Sabena 1961-1981 ⁵	5,00	100,0	20 ans	U.S. \$ 25	5,88
	Décembre	12 Sabena 1961-1981 ⁵	5,00	100,0	20 ans	FLux 250	5,06
1962	Mars	27 Etat belge 1962-1977	5,25	98,5	15 ans	U.S. \$ 30	5,55
1963	Mai	10 Etat belge	4,875	100,0	3, 4 et 5 ans	U.S. \$ 20	4,97 ^{4, 6}
	Septembre	20 Etat belge	5,00	100,0	35 mois	U.S. \$ 11	5,24 ⁶

¹ La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant, un emprunt est émis, ou commence à être émis, peu après que l'arrêté relatif a été pris. La date de cet arrêté est reprise dans le présent tableau communicant, de façon aussi approchée que possible, l'époque de l'émission. Lorsqu'il y a plusieurs arrêtes, par exemple un arrêté royal suivi d'un arrêté ministériel, c'est le dernier en date qui est cité.

² Cet arrêté a été modifié par un arrêté royal du 19 mai 1960.

³ Emprunt contracté auprès de la B.I.R.D.

⁴ Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.

⁵ Emprunt de conversion.

⁶ Cet emprunt est exempt de tous impôts et taxes, présents et futurs au profit de l'Etat belge, des provinces ou des communes ou de toutes autorités belges ayant un pouvoir de taxation.

* Emprunts de l'Etat, du Congo, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la S.N.C.B., la S.N.C.V., la Société Nationale des Distributions d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues).

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes								Total de la dette directe ²	Dettes indirectes	Dettes totales ²
	intérieure				extérieure						
	Consolidée y compris E.A.M. 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libres des particuliers en C.C.P.	totale	consolidée ²	à moyen et court terme	totale ²			
1951	106,5	33,9	68,0	19,4	227,8	12,8	2,1	14,9	242,7	11,9	254,6
1952	119,2	27,9	69,1	19,2	235,4	13,3	4,6	17,9	253,3	13,0	266,3
1953	130,6	29,7	67,1	21,2	248,6	13,7	7,1	20,8	269,4	12,9	282,3
1954	155,2	24,8	62,6	22,4	265,0	14,8	6,6	21,4	286,4	11,8	298,2
1955	157,2	24,9	67,2	22,8	272,1	16,5	6,9	23,4	295,5	16,1	311,6
1956	167,2	23,4	62,1	23,9	276,6	16,5	7,9	24,4	301,0	16,8	317,8
1957	170,1	24,6	60,9	23,7	279,3	17,5	8,8	26,3	305,6	18,0	323,6
1958	175,5	26,1	70,5	25,4	297,5	17,0	12,5	29,5	327,0	18,6	345,6
1959	190,8	23,0	75,8	29,1	318,7	17,7	16,5	34,2	352,9	20,7	373,6
1960	211,6	18,1	68,6	32,3	330,6	17,4	27,0	44,4	375,0	21,1	396,1
1961	217,4	17,4	70,8	32,8	338,4	18,8	28,3	47,1	385,5	25,5	411,0
1962 Février	222,9	18,4	72,2	33,0	346,5	18,8	26,9	45,7	392,2	25,4	417,6
Mars	222,6	18,4	75,1	32,0	348,1	18,7	26,4	45,1	393,2	25,4	418,6
Avril	221,1	20,4	79,7	33,3	354,5	20,1	23,4	43,5	398,0	25,4	423,4
Mai	220,9	20,2	80,5	32,7	354,3	20,1	23,2	43,3	397,6	25,3	422,9
Juin	220,7	20,0	82,4	32,7	355,8	19,9	20,1	40,0	395,8	25,3	421,1
Juillet	223,8	20,0	79,3	34,0	357,1	19,8	19,9	39,7	396,8	25,2	422,0
Août	223,6	20,0	82,0	32,3	357,9	19,8	19,0	38,8	396,7	25,2	421,9
Septembre	223,4	20,0	82,8	32,4	358,6	19,7	18,4	38,1	396,7	25,2	421,9
Octobre	222,9	22,0	82,3	33,1	360,3	19,7	17,0	36,7	397,0	27,5	424,5
Novembre	232,2	20,9	76,3	33,0	362,4	19,7	16,7	36,4	398,8	27,5	426,3
Décembre	251,6	20,9	50,0	36,1	358,6	19,5	17,6	37,1	395,7	27,5	423,2
1963 Janvier	250,7	16,7	56,1	37,4	360,9	19,5	18,1	37,6	398,5	27,5	426,0
Février	249,9	16,8	60,2	34,4	361,3	19,5	19,1	38,6	399,9	27,5	427,4
Mars	254,6	16,7	60,5	35,4	367,2	19,3	21,2	40,5	407,7	27,5	435,2
Avril	253,9	16,3	63,4	36,4	370,0	19,2	21,9	41,1	411,1	27,4	438,5
Mai	253,8	16,2	61,9	35,8	367,7	19,2	24,0	43,2	410,9	27,4	438,3
Juin	254,0	16,2	61,4	36,1	367,7	19,0	24,3	43,3	411,0	27,4	438,4
Juillet	257,7	15,8	56,0	37,8	367,3	18,9	24,6	43,5	410,8	27,2	438,0
Août	257,5	15,7	58,3	34,3	365,8	18,9	24,9	43,8	409,6	27,2	436,8
Septembre	256,7	15,7	58,3	35,2	365,9	18,7	25,1	43,8	409,7	27,1	436,8
Octobre	263,5	13,3	55,9	37,4	370,1	18,6	26,6	45,2	415,3	27,0	442,3
Novembre	262,3	13,7	57,1	35,1	368,2	18,6	27,4	46,0	414,2	27,9	442,1
Décembre	261,6	13,7	55,1	39,8	370,2	18,4	28,1	46,5	416,7	29,3	446,0
1964 Janvier	260,2	14,3	56,7	38,9	370,1	18,4	27,9	46,3	416,4	29,2	445,6
Février	270,6	9,0	55,0	36,6	371,2	18,4	29,3	47,7	418,9	29,2	448,1

1 E.A.M. : Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC

a) Par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Débiteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1957	1958	1959	1960	1961	1957	1958	1959	1960	1961	1957	1958	1959	1960	1961
A. Secteur public belge (fonds publics belges) :															
1. Etat 2	158,6	170,6	187,7	204,2	216,2	53,3	48,7	45,9	44,9	42,5	211,9	219,3	233,6	249,1	258,7
2. Organismes publics de crédit non monétaires ..	55,0	64,9	74,2	84,5	96,1	13,6	15,6	17,3	18,8	20,3	68,6	80,5	91,5	103,3	116,4
3. Paraétatiques d'exploitation	24,1	23,6	26,8	26,3	25,5	3,5	4,1	5,3	5,5	6,0	27,6	27,7	32,1	31,8	31,5
4. Fonds de pension	—	—	—	—	—	1,8	3,1	4,4	6,0	7,6	1,8	3,1	4,4	6,0	7,6
5. Secteur public non compris ailleurs	25,0	26,2	27,0	26,2	25,7	7,2	8,3	9,2	9,9	10,2	32,2	34,5	36,2	36,1	35,9
B. Trésor congolais (fonds publics congolais)															
	9,0	12,8	12,2	10,8	10,8	1,4	1,3	1,3	1,3	1,3	10,4	14,1	13,5	12,1	12,1
Total ...	271,7	298,1	327,9	352,0	374,3	80,8	81,1	83,4	86,4	87,9	352,5	379,2	411,3	438,4	462,2

b) Par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Détenteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1957	1958	1959	1960	1961	1957	1958	1959	1960	1961	1957	1958	1959	1960	1961
A. Secteurs nationaux non financiers :															
1. Entreprises privées et particuliers 3	148,0	163,5	180,3	194,8	207,1	10,8	9,9	8,7	6,7	6,6	158,8	173,4	189,0	201,5	213,7
2. Paraétatiques d'exploitation	1,7	1,7	2,2	2,5	2,8	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	1,9	1,9	2,4	2,7	3,0
3. Secteur public non compris ailleurs 4	1,5	1,4	1,6	1,8	1,6	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,6	1,5	1,7	1,9	1,7
4. Sécurité Sociale	1,2	1,1	1,0	1,0	1,2	0,6	0,6	0,6	1,0	1,0	1,8	1,7	1,6	2,0	2,2
B. Etranger : Congo et Ruanda-Urundi 5															
	4,0	4,1	4,0	3,4	2,6	1,4	1,1	0,7	0,3	0,3	5,4	5,2	4,7	3,7	2,9
C. Intermédiaires financiers :															
1. Organismes monétaires 6	25,4	31,5	35,4	35,7	41,1	38,4	36,5	36,3	37,7	37,6	63,8	68,0	71,7	73,4	78,7
2. Fonds des Rentes	4,1	3,3	4,5	6,6	6,9	—	—	—	—	—	4,1	3,3	4,5	6,6	6,9
3. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	34,0	34,6	38,8	40,7	41,9	11,7	12,7	13,6	14,8	14,2	45,7	47,3	52,4	55,5	56,1
4. Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	47,4	51,4	53,6	58,4	60,8	17,5	20,0	23,2	25,6	27,9	64,9	71,4	76,8	84,0	88,7
5. Organismes publics de crédit non monétaires ..	4,4	5,5	6,5	7,1	8,3	0,1	—	—	—	—	4,5	5,5	6,5	7,1	8,3
Total ...	271,7	298,1	327,9	352,0	374,3	80,8	81,1	83,4	86,4	87,9	352,5	379,2	411,3	438,4	462,2

1 Sont considérés comme titres généralement accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique et ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue (y compris les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'Office Central de Crédit Hypothécaire).

2 Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

3 Y compris les non-résidents autres que ceux repris à la rubrique Etranger « Congo et Ruanda-Urundi ».

4 A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

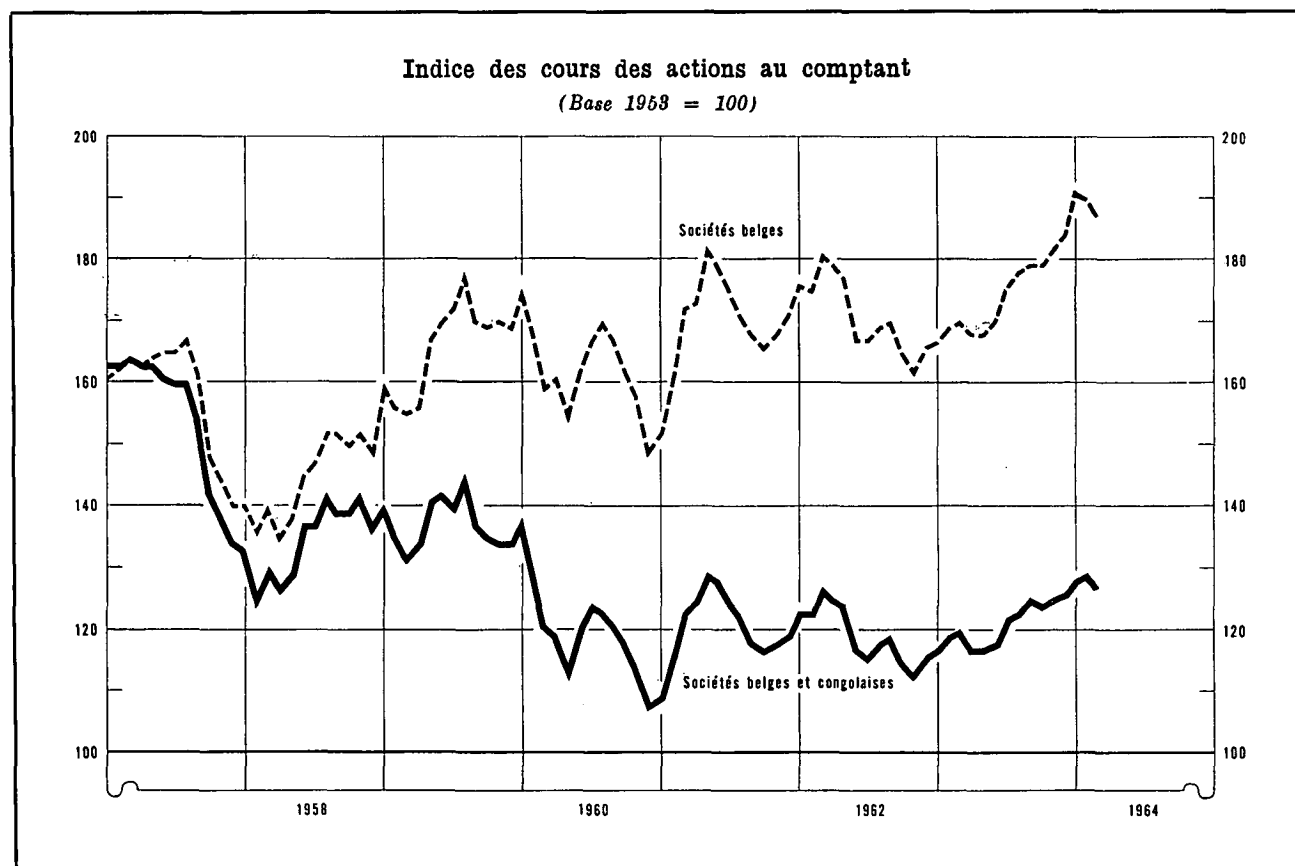
5 Etat, organismes paraétatiques, Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi.

6 A l'exclusion des avoirs des caisses de pensions gérées par ces organismes.

Références bibliographiques : *Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation : XXXVI^e année, vol. I, n° 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». — XXXV^e année, vol. II, n° 2, août 1960 : « Estimations pour les années 1960 à 1975, des amortissements de la dette publique consolidée et à moyen terme émises jusqu'au 30 juin 1960 ». — XXXVIII^e année, vol. I, n° 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ».*

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Périodes	Capitaux traités moyennes par séances - (millions de francs) 1 3	Indice global du cours des actions			Taux de rendement % 3							
		Au comptant		A terme	Valeurs belges et congolaises 4 6	Valeurs belges 5						
		Valeurs belges et congolaises	Valeurs belges									
(Base 1953 = 100) 2 4												
1954 Moyenne mensuelle .	110	118	116	108	3,3	n.d.						
1955 Moyenne mensuelle .	152	157	146	141	3,0	n.d.						
1956 Moyenne mensuelle .	113	164	158	139	3,3	n.d.						
1957 Moyenne mensuelle .	106	155	158	133	3,6	n.d.						
1958 Moyenne mensuelle .	70	135	145	117	3,9	n.d.						
1959 Moyenne mensuelle .	105	137	166	129	3,4	2,9						
1960 Moyenne mensuelle .	93	121	162	116	4,5	2,8						
1961 Moyenne mensuelle .	103	120	169	115	4,5	3,1						
1962 Moyenne mensuelle .	82	119	171	113	3,2	3,2						
1963 Moyenne mensuelle .	88	121	174	116	2,7	3,0						
	1963	1964	1963	1964	1963	1964	1963	1964	1963	1964	1963	1964
Janvier	93	137	117	128	167	191	113	118	2,9	2,4	3,2	2,7
Février	89	118	119	129	169	190	117	115	2,9	2,5	3,1	2,7
Mars	79		120	127	170	187	116	113	2,9		3,2	
Avril	89		117		168		114		2,9		3,2	
Mai	83		117		168		114		2,8		3,1	
Juin	83		118		170		114		2,7		3,0	
Juillet	89		122		176		116		2,5		2,9	
Août	84		123		173		118		2,5		2,8	
Septembre	87		125		179		119		2,5		2,8	
Octobre	85		124		179		116		2,4		2,8	
Novembre	95		125		182		117		2,4		2,7	
Décembre	98		126		184		117		2,4		2,7	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant).
 2 Source : Institut National de Statistique : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois uniquement.
 3 Source : Kredietbank : Rapport du dernier dividende net annoncé ou payé, au cours à la fin du mois.
 4 Bourses de Bruxelles et d'Anvers.
 5 Bourse de Bruxelles.
 6 Jusqu'en 1958, moyenne des fins de trimestres.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1954	51	2.878	2.649	661	—	299	37	2.759	75
1955	50	3.265	2.704	644	1	306	33	3.653	119
1956	49	3.404	2.967	695	—	321	36	3.972	157
1957	48	3.406	3.261	817	—	330	43	4.710	163
1958	48	3.628	3.414	829	0,3	355	46	6.410	212
1959	51	4.029	3.514	835	38	377	45	6.626	307
1960	52	4.572	3.624	814	0,1	423	48	7.264	305
1961	53	4.742	3.967	1.043	5,5	492	57	8.293	363
1962	54	5.353	4.390	1.318	0,4	549	70	p10.800	447

Sociétés financières et immobilières ⁵

1954	1.286	11.004	9.118	1.793	50	1.239	90	4.044	149
1955	1.327	11.694	9.721	2.095	39	1.357	99	4.811	214
1956	1.359	12.366	10.112	2.181	94	1.484	104	4.793	249
1957	1.430	14.690	11.430	2.660	169	1.878	129	5.800	233
1958	1.413	22.664	10.330	2.726	59	1.907	124	8.173	298
1959	1.464	24.053	12.126	2.598	93	1.903	114	9.151	414
1960	1.456	26.589	12.968	2.913	189	2.006	132	10.170	467
1961	1.483	28.302	16.075	3.611	190	2.138	140	11.200	531
1962	1.543	33.477	18.567	4.815	539	3.180	164	p12.928	602

Industrie des fabrications métalliques

1954	1.213	10.926	7.587	2.032	234	923	101	1.426	86
1955	1.218	11.324	8.101	2.063	299	1.247	88	2.007	89
1956	1.233	11.416	8.520	2.194	429	1.065	111	2.005	101
1957	1.250	12.204	8.954	2.480	448	1.255	113	1.778	100
1958	1.245	13.211	9.489	2.402	409	1.110	106	1.733	99
1959	1.275	14.681	10.334	2.370	499	1.267	100	2.030	101
1960	1.271	15.432	10.785	2.619	499	1.533	107	1.917	120
1961	1.281	15.989	11.024	3.066	470	1.670	121	1.937	114
1962	1.300	16.480	12.038	3.400	443	1.795	133	p 1.856	117

Métallurgie du fer

1954	108	10.332	7.522	660	53	410	33	2.303	114
1955	106	9.313	6.732	1.135	46	653	51	2.226	123
1956	106	10.026	10.072	2.369	23	1.324	85	2.158	120
1957	100	10.862	10.774	2.734	17	1.445	94	2.269	116
1958	100	12.364	12.409	1.621	37	1.057	72	3.133	119
1959	103	12.952	12.560	858	139	623	39	4.729	172
1960	100	13.918	12.628	1.928	25	992	53	4.886	232
1961	97	15.826	13.880	2.242	44	1.277	75	4.763	294
1962	100	15.985	15.576	2.023	523	940	54	p 5.437	286

Industrie textile

1954	1.105	10.285	9.324	660	371	252	48	503	27
1955	1.081	10.299	9.119	793	298	291	55	522	28
1956	1.087	10.753	9.365	804	363	286	52	510	27
1957	1.094	10.894	9.160	1.156	242	348	67	529	27
1958	1.041	11.560	9.300	894	268	321	59	500	27
1959	1.047	11.954	10.077	721	614	272	45	482	27
1960	1.009	12.138	9.853	1.098	255	452	64	453	26
1961	982	12.358	10.249	1.260	265	492	76	386	25
1962	988	11.265	9.864	1.121	339	405	83	p 346	24

Notes : voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunte obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
Industrie alimentaire									
1954	750	7.200	3.900	799	65	394	55	765	41
1955	742	7.359	4.069	881	82	425	59	792	45
1956	731	7.837	4.115	954	98	446	66	789	48
1957	730	7.907	4.577	1.014	91	516	59	906	48
1958	701	8.881	4.833	1.077	200	466	57	925	58
1959	725	9.479	5.058	1.211	155	638	54	992	58
1960	725	9.591	5.505	1.381	179	720	63	892	62
1961	713	9.926	5.983	1.335	165	695	70	805	55
1962	722	9.969	6.374	1.470	110	667	67	<i>p</i> 751	52
Industrie chimique									
1954	546	9.270	4.907	1.036	200	502	59	1.091	59
1955	560	9.501	5.395	1.258	52	932	63	1.006	58
1956	561	10.015	5.582	1.468	52	750	68	1.038	56
1957	552	11.285	6.087	1.729	200	810	57	1.305	55
1958	538	11.690	5.405	1.354	124	543	61	1.384	71
1959	545	12.650	6.121	1.212	179	577	65	1.313	82
1960	534	13.309	6.442	1.639	245	711	76	1.290	76
1961	540	14.239	6.883	1.749	360	927	88	1.110	75
1962	544	15.930	7.064	1.888	209	1.065	87	<i>p</i> 962	66
Electricité									
1954	54	12.754	2.909	1.456	—	1.165	88	4.764	257
1955	52	13.525	2.968	1.503	0,3	1.164	85	4.494	265
1956	51	15.382	2.207	1.558	...	1.251	82	4.434	253
1957	47	16.784	2.454	1.581	—	1.365	79	5.543	248
1958	44	17.016	2.722	1.637	0,7	1.458	83	5.871	330
1959	41	17.422	3.609	1.748	—	1.511	86	5.525	345
1960	40	17.132	3.623	1.808	0,1	1.539	85	5.441	330
1961	36	18.581	4.260	1.800	2,6	1.608	86	5.703	326
1962	36	20.056	3.320	2.053	0,1	1.690	82	<i>p</i> 6.997	340
Industrie du charbon									
1954	61	8.268	4.927	900	196	723	72	1.073	49
1955	55	8.131	4.747	870	122	716	70	1.015	59
1956	54	8.592	4.263	1.212	153	937	92	972	56
1957	54	8.616	4.335	1.356	186	1.007	97	985	54
1958	53	8.739	4.339	1.192	96	876	85	940	55
1959	55	8.840	4.663	260	702	93	11	860	51
1960	49	8.530	4.367	107	1.023	63	7	477	50
1961	44	8.109	3.018	124	1.450	93	10	471	30
1962	41	7.679	2.065	146	710	106	13	<i>p</i> 398	27
Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ^{6 7}									
1954	13.171	112.207	76.018	15.095	1.800	8.231	941	21.443	1.003
1955	13.268	114.978	77.313	17.092	1.518	9.674	990	23.506	1.144
1956	13.397	123.605	81.666	20.764	1.748	10.869	1.136	24.930	1.238
1957	13.487	131.010	86.852	22.389	1.810	11.970	1.203	28.457	1.285
1958	13.408	146.913	90.013	20.202	1.936	10.981	1.153	33.241	1.585
1959	13.891	156.056	98.462	18.207	3.512	10.292	1.015	36.138	1.802
1960	13.816	162.844	102.221	21.788	3.243	11.778	1.128	37.521	1.989
1961	13.926	171.069	108.305	24.169	3.936	12.954	1.258	39.625	2.096
1962	14.142	185.420	114.895	26.823	3.906	14.090	1.343	<i>p</i> 45.172	2.259

Notes : Voir fin du tableau XVII - 2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dettes obligataires en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁷

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1954	487	29.262	16.173	8.246	156	4.917	429	1.659	73
1955	527	32.018	20.039	9.356	289	5.567	393	1.883	91
1956	552	34.880	21.254	10.897	423	6.801	433	2.241	95
1957	579	42.986	19.520	12.222	287	7.575	423	2.799	107
1958	563	45.670	20.620	9.733	320	6.492	415	3.177	125
1959	560	49.530	22.740	8.296	452	6.318	380	3.351	151
1960	442	48.024	21.895	9.900	348	7.284	346	1.628	78
1961	336	40.721	18.636	7.192	958	4.397	212	1.096	56
1962	302	38.822	19.383	5.865	644	3.048	172	p 1.019	35

C. — Total général des sociétés par actions ^{6 7}

1954	13.658	141.469	92.191	23.341	1.957	13.148	1.370	23.103	1.076
1955	13.795	146.996	97.352	26.448	1.806	15.241	1.383	25.389	1.235
1956	13.949	153.485	102.920	31.661	2.171	17.670	1.569	27.171	1.333
1957	14.066	173.996	106.372	34.611	2.097	19.545	1.631	31.256	1.392
1958	13.971	192.583	110.633	29.935	2.256	17.473	1.568	36.418	1.660
1959	14.451	205.586	121.202	26.503	3.964	16.610	1.395	39.489	1.953
1960	14.258	210.868	124.116	31.688	3.591	19.062	1.474	39.123	2.067
1961	14.262	211.790	126.941	31.361	4.894	17.351	1.470	40.721	2.152
1962	14.444	224.242	134.278	32.688	4.550	17.138	1.515	p 46.191	2.294

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais. A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui sont converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique, ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

⁷ Total général net, après déduction des doubles emplois.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5}

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1959 12 mois	13.927	156,2	98,6	18,2	3,5	10,3	1,6
1960 12 mois	13.858	163,5	102,5	21,9	3,3	11,8	1,9
1961 12 mois	13.957	172,8	109,1	24,3	3,9	13,1	2,4
1962 Janvier	151	4,0	1,0	0,4	...	0,2	0,4
2 premiers mois	390	4,8	2,9	1,0	...	0,8	0,8
3 premiers mois	2.198	19,9	12,9	3,6	0,3	2,0	1,1
4 premiers mois	5.582	55,9	33,5	8,9	1,0	4,5	1,5
5 premiers mois	9.506	122,1	71,5	17,7	2,5	9,2	1,8
6 premiers mois	11.500	139,6	84,6	20,8	2,8	10,6	2,2
7 premiers mois	12.189	147,2	91,0	22,1	3,0	11,2	2,6
8 premiers mois	12.408	148,1	91,6	22,2	3,0	11,2	2,9
9 premiers mois	12.786	150,0	92,9	22,5	3,0	11,3	3,2
10 premiers mois	13.369	157,2	96,7	23,6	3,2	11,8	3,6
11 premiers mois	13.760	171,2	107,5	25,1	3,7	12,8	3,9
12 mois	14.174	186,2	115,2	26,9	3,9	14,1	4,3
1963 Janvier	p 103	2,2	0,7	0,2	...	0,1	0,3
2 premiers mois	p 263	2,9	2,5	0,8	0,1	1,0	0,4
3 premiers mois	p 1.660	19,9	11,4	3,1	0,4	2,1	0,6
4 premiers mois	p 4.089	52,3	29,4	7,7	0,9	4,2	0,8
5 premiers mois	p 6.875	116,9	70,2	15,0	1,7	8,1	1,0
6 premiers mois	p 8.455	138,7	85,4	18,5	2,2	9,8	1,3
7 premiers mois	p 9.021	143,7	90,1	19,1	2,3	10,1	1,4
8 premiers mois	p 9.290	145,0	91,0	19,3	2,3	10,2	1,6
9 premiers mois	p 9.662	146,9	92,2	19,6	2,4	10,3	1,7
10 premiers mois	p 10.145	156,3	98,6	20,8	2,6	10,6	1,9
11 premiers mois	p 10.501	167,4	105,9	22,0	2,7	11,4	2,2
12 mois	p 10.877	183,5	113,9	23,7	2,8	12,7	2,4

Notes : Voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5} (suite)

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1959 12 mois	560	49,5	22,7	8,3	0,5	6,3	0,2
1960 12 mois	446	48,1	22,1	9,9	0,3	7,3	0,2
1961 12 mois	340	41,7	19,2	7,2	1,0	4,4	0,1
1962 Janvier	3	...	...	...	...	...	...
2 premiers mois	8	0,1	...	...	...	...	...
3 premiers mois	17	0,3	0,1	...	...	...	...
4 premiers mois	41	1,3	0,5	0,1	...	...	...
5 premiers mois	87	19,8	11,8	4,4	0,1	2,4	...
6 premiers mois	194	30,0	14,4	5,4	0,2	2,8	...
7 premiers mois	237	33,5	16,2	5,6	0,3	2,9	...
8 premiers mois	240	33,6	16,2	5,6	0,3	2,9	...
9 premiers mois	250	34,3	17,1	5,6	0,5	2,9	...
10 premiers mois	267	34,7	17,2	5,6	0,5	2,9	...
11 premiers mois	285	37,1	18,2	5,8	0,6	3,0	...
12 mois	305	38,9	19,4	5,9	0,6	3,1	0,1
1963 Janvier	2	...	...	...	...	...	...
2 premiers mois	6	0,1	...	...	...	...	...
3 premiers mois	24	1,7	0,6	...	...	...	...
4 premiers mois	45	2,8	0,9	...	...	...	...
5 premiers mois	85	20,2	15,8	2,0	0,1	0,8	...
6 premiers mois	192	31,2	22,1	2,7	0,3	1,1	...
7 premiers mois	228	34,4	23,9	2,7	0,4	1,1	...
8 premiers mois	231	34,4	24,0	2,7	0,4	1,1	...
9 premiers mois	240	34,7	24,0	2,7	0,4	1,1	...
10 premiers mois	255	35,7	24,4	2,7	0,4	1,1	...
11 premiers mois	273	38,6	26,0	2,8	0,6	1,2	...
12 mois	291	40,7	27,4	2,8	0,6	1,2	0,1

C. — Total général ⁴

1959 12 mois	14.487	205,7	121,3	26,5	4,0	16,6	1,8
1960 12 mois	14.304	211,6	124,6	31,8	3,6	19,1	2,1
1961 12 mois	14.297	214,5	128,3	31,5	4,9	17,5	2,5
1962 Janvier	154	4,0	1,0	0,4	...	0,2	0,4
2 premiers mois	398	4,9	2,9	1,0	...	0,8	0,8
3 premiers mois	2.215	20,2	13,0	3,6	0,3	2,0	1,1
4 premiers mois	5.623	57,2	34,0	9,0	1,0	4,5	1,5
5 premiers mois	9.593	141,9	83,3	22,1	2,6	11,6	1,8
6 premiers mois	11.694	169,6	99,0	26,2	3,0	13,4	2,2
7 premiers mois	12.426	180,7	107,2	27,7	3,3	14,1	2,6
8 premiers mois	12.648	181,7	107,8	27,8	3,3	14,1	2,9
9 premiers mois	13.036	184,3	110,0	28,1	3,5	14,2	3,2
10 premiers mois	13.636	191,9	113,9	29,2	3,7	14,7	3,6
11 premiers mois	14.045	208,3	125,8	30,9	4,3	15,8	3,9
12 mois	14.479	225,1	134,6	32,8	4,5	17,2	4,4
1963 Janvier	105	2,2	0,7	0,2	...	0,1	0,3
2 premiers mois	269	3,0	2,5	0,8	0,1	1,0	0,4
3 premiers mois	1.684	21,6	12,0	3,1	0,4	2,1	0,6
4 premiers mois	4.134	55,1	30,3	7,7	0,9	4,2	0,8
5 premiers mois	6.960	137,1	86,0	17,0	1,8	8,9	1,0
6 premiers mois	8.647	169,9	107,5	21,2	2,5	10,9	1,3
7 premiers mois	9.249	178,1	114,0	21,8	2,7	11,2	1,4
8 premiers mois	9.521	179,4	115,0	22,0	2,7	11,3	1,6
9 premiers mois	9.902	181,6	116,2	22,3	2,8	11,4	1,7
10 premiers mois	10.400	192,0	123,0	23,5	3,0	11,7	1,9
11 premiers mois	10.774	206,0	131,9	24,8	3,3	12,6	2,2
12 mois	11.168	224,2	141,3	26,5	3,4	13,9	2,5

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (8).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué avant celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I., et la Sabena.

⁵ A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui se convertissent en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres annuels
(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. 2).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1954	7.358	3.489	1.777	879	898	529	1.427	4.916	8.331
1955	14.192	4.273	1.560	1.257	303	532	835	5.108	8.597
1956	16.557	3.503	1.701	1.404	297	389	686	4.189	6.562
1957	27.682	5.573	3.220	1.449	1.771	833	2.604	8.177	10.687
1958	8.801	4.908	3.144	1.507	1.637	1.288	2.925	7.833	12.920
1959	10.227	3.760	3.196	1.568	1.628	814	2.442	6.202	11.317
1960	16.065	6.266	1.367	1.682	— 315	1.009	694	6.960	11.241
1961	19.013	p 6.016	1.667	1.645	22	844	866	p 6.918	12.660
1962	p 19.173	7.519	3.138	1.845	1.293	1.747	3.040	10.559	15.477

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ³

1954	2.760	1.764	392	66	326	...	326	2.090	1.445
1955	4.711	2.995	316	91	225	— 7	218	3.213	2.625
1956	8.630	3.146	341	110	231	5	236	3.382	2.637
1957	6.994	1.759	724	171	553	...	553	2.312	1.905
1958	2.282	1.162	450	124	326	51	377	1.539	1.119
1959	2.442	613	215	87	128	— 21	107	720	606
1960	6.443	1.685	80	177	— 97	— 21	— 118	1.567	1.510
1961	269	p 127	...	85	— 85	— 24	— 109	p — 17	— 64
1962	p 398	195	...	36	— 36	...	— 36	159	159

Total général

1954	10.118	5.253	2.168	944	1.224	529	1.753	7.006	9.776
1955	18.903	7.268	1.876	1.348	528	525	1.053	8.321	11.222
1956	25.187	6.649	2.042	1.514	528	394	922	7.571	9.199
1957	34.676	7.332	3.944	1.620	2.324	833	3.157	10.489	12.592
1958	11.083	6.070	3.594	1.631	1.963	1.339	3.302	9.372	14.039
1959	12.669	4.373	3.411	1.655	1.756	793	2.549	6.922	11.923
1960	22.508	7.951	1.447	1.859	— 412	988	576	8.527	12.751
1961	19.282	p 6.143	1.667	1.730	— 63	820	757	p 6.901	12.596
1962	p 19.571	7.714	3.138	1.881	1.257	1.747	3.004	10.718	15.636

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions, et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais (voir note 3).

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les émissions nettes d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

³ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N. B. — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹Chiffres mensuels ²

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. 3).

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁴			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continues brutes (7)	Total (8) = (6) + (7)
1960 12 mois	16.065	5.216	1.213	6.429	6.443	1.628	20	1.648
1961 3 premiers mois ...	2.929	645	176	821	28	...	...	...
6 premiers mois ...	6.873	1.847	357	2.204	145	6	...	6
9 premiers mois ...	8.945	2.648	472	3.120	145	6	...	6
12 mois	19.013	3.681	777	4.458	209	45	...	45
1962 3 premiers mois ...	3.181	1.267	220	1.487	219	30	...	30
6 premiers mois ...	6.691	2.877	1.564	4.441	256	31	...	31
9 premiers mois ...	13.945	5.084	1.590	6.674	395	196	...	196
12 mois	19.172	6.519	1.840	8.359	399	196	...	196
1963 3 premiers mois ...	1.614	531	706	1.237	...	...	...	...
6 premiers mois ...	6.037	2.869	2.360	5.229	232	232	...	232
1962 Juillet	5.111	1.027	23	1.050	...	...	...	...
Août	570	457	3	460	...	...	...	...
Septembre	1.673	723	...	723	139	165	...	165
Octobre	1.202	790	...	790	...	...	...	...
Novembre	958	155	50	205	4	...	...	...
Décembre	3.067	490	200	690	...	...	...	...
1963 Janvier	422	129	102	231	...	...	...	...
Février	500	200	100	300	...	...	...	...
Mars	692	364	504	868	...	...	...	...
Avril	1.526	1.042	1.475	2.517	...	...	...	...
Mai	1.724	843	96	939	200	40	...	40
Juin	940	251	83	334	32	...	...	...
Juillet	800	193	210	403	...	...	...	...
Août	463	132	95	227	...	...	...	...
Septembre p	1.632	607	...	607	...	...	...	...
Octobre p	1.211	394	...	394	...	...	...	...
Novembre p	1.914	242	...	242	...	...	...	...
Décembre p	3.044	801	...	801	...	...	...	...
1964 Janvier p	1.236	259	...	259	...	...	...	...
Février p	886	272	...	272	...	...	...	...

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. — Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations et d'actions du secteur public (celles de la Sabena pour la période couverte par le tableau).

⁴ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1941-1960* (B.N.B.). — *Bulletin Mensuel des Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank*.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME *

(millions de francs)

Moyennes journalières	Capitaux prêtés par				Capitaux empruntés par				Total (9) = (1) + (2) + (8) + (4) ou (5) + (6) + (7) + (8)	Retraits de capitaux (10)
	Banques de dépôts 1	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes 2	Banques de dépôts 1	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes 3		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)		
1954	2.330	...	21	2.985	19	2.295	2.733	289	5.336	...
1955	2.325	...	...	3.314	23	2.807	2.556	253	5.639	43
1956	2.428	...	15	2.780	22	2.313	2.602	286	5.223	185
1957	2.288	...	...	3.305	17	2.786	2.514	276	5.593	5
1958	2.078	...	8	1.821	15	968	2.504	420	3.907	577
1959	2.191	159	...	1.165	73	29	2.981	432	3.515	188
1960	2.415	1.107	...	1.561	1.025	10	3.001	1.047	5.083	37
1961	2.487	1.811	...	1.523	1.817	1	3.014	989	5.821	23
1962	1.518	943	10	1.593	1.517	1	1.275	1.271	4.064	307
1963	1.585	202	73	1.568	1.600	122	925	781	3.428	49
1962 3 ^e trimestre	1.198	1.573	3	1.640	1.953	...	1.083	1.378	4.414	...
4 ^e trimestre	1.509	820	26	1.431	1.279	...	1.134	1.373	3.786	92
1963 1 ^{er} trimestre	1.780	221	46	1.651	1.430	163	1.198	907	3.698	174
2 ^e trimestre	1.608	373	25	1.609	1.822	56	1.000	737	3.615	20
3 ^e trimestre	1.115	169	64	1.493	1.766	19	591	465	2.841	3
4 ^e trimestre	1.855	51	155	1.523	1.384	252	923	1.025	3.584	...
1964 1 ^{er} trimestre	1.810	...	2.024	...	1.426	765	1.643	...	3.834	45
1963 Mars	1.880	45	95	1.544	1.382	478	765	939	3.564	345
Avril	1.913	222	15	1.260	1.536	163	1.078	633	3.410	14
Mai	1.630	515	29	1.913	1.994	...	1.119	974	4.087	44
Juin	1.246	382	31	1.662	1.948	...	784	589	3.321	...
Juillet	944	343	40	1.471	1.713	...	511	574	2.798	9
Août	1.058	52	119	1.737	1.926	5	672	363	2.966	...
Septembre	1.358	96	35	1.276	1.662	55	599	449	2.765	...
Octobre	1.800	...	12	1.532	1.171	420	827	926	3.344	...
Novembre	1.114	60	304	1.646	1.767	159	334	864	3.124	...
Décembre	2.585	100	177	1.400	1.271	153	1.560	1.278	4.262	...
1964 Janvier	2.033	...	2.245	...	1.288	705	2.285	...	4.278	...
Février	1.712	...	2.315	...	1.626	1.084	1.317	...	4.027	141
Mars	1.669	...	1.517	...	1.380	523	1.283	...	3.186	...

* Du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, on a traité outre de l'argent au jour le jour, de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Ces montants sont par conséquent compris dans les chiffres ci-dessus. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours.

¹ Jusqu'au 16 novembre 1959, les banques de dépôts comprennent uniquement celles de Bruxelles et d'Anvers. Celles d'autres places y ont ensuite été ajoutées.

² Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la C.G.E.R., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.S.S., le Crédit Communal. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment la C.G.E.R., le Crédit Communal, la S.N.C.B.

³ Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la S.N.C.I., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.D. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I.

XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme 1		Autres opérations 2		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1955	38	2	133	188	96	190	229	210	56	400	285
1956	38	2	127	212	110	214	237	222	63	436	300
1957	38	2	119	232	128	234	247	239	66	473	313
1958	38	2	113	245	131	247	244	235	63	482	307
1959	39	2	124	248	142	250	266	237	64	487	330
1960	39	3	208	289	158	292	366	243	57	535	423
1961	39	3	235	409	167	412	402	261	62	673	464
1962	39	3	158	475	196	478	354	285	68	763	422
1963	39	2	129	510	226	520	356	311	73	823	428
1962 2 ^e trimestre	39	3	169	474	182	477	351	282	65	759	416
3 ^e trimestre	39	3	172	436	198	439	370	276	68	715	438
4 ^e trimestre	39	3	143	504	231	507	374	304	73	811	447
1963 1 ^{er} trimestre	39	3	140	451	206	454	346	285	72	739	418
2 ^e trimestre	39	3	133	505	206	508	339	308	71	816	410
3 ^e trimestre	39	2	112	508	239	510	351	312	72	822	423
4 ^e trimestre	39	2	132	576	253	578	386	339	77	916	462
1963 Janvier	39	3	167	513	222	516	389	297	78	813	467
Février	39	3	121	360	191	463	312	274	69	637	381
Mars	39	2	132	480	206	482	338	284	68	766	406
Avril	39	3	126	519	221	522	347	318	75	840	422
Mai	39	3	158	526	209	529	367	322	74	851	441
Juin	39	2	116	471	188	473	304	284	65	757	369
Juillet	39	3	118	546	272	549	390	340	76	839	466
Août	39	2	112	468	225	470	337	283	66	753	403
Septembre	39	2	106	509	220	511	326	314	72	825	398
Octobre	39	2	134	596	283	598	417	352	80	950	497
Novembre	39	2	103	512	232	514	335	300	69	814	404
Décembre	39	2	160	620	244	622	404	363	82	985	486
1964 Janvier	39	2	157	597	262	599	419	340	83	939	502

1 Il s'agit de l'argent au jour le jour et, du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, de l'argent prêté ou emprunté à 1, 5 et 10 jours. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent à 5 et 10 jours.
2 Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950* (B.N.B.) — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII^e année, vol. I, n^o 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date des changements	Escompte						Avances en compte courant et prêts sur *				
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B.	Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	certificats de trésorerie		Certificats du Fonds des Rentes, émis à maximum 360 jours	autres effets publics ²	
				domiciliées en banque	non domiciliées en banque		émis à maximum 360 jours ¹				
1958 5 juin	4,—	4,—	4,75	5,50	5,75	5,75	Taux du certificat plus 5/16 %, minimum 2,25 %		Taux du Certificat + 5/16 %, minimum 2,25 %	5,75	
3 juillet	3,75	3,75	4,50	5,25	5,50	5,50				5,50	
28 août	3,50	3,50	4,25	5,—	5,25	5,25				5,25	
80 octobre ...	3,50	3,50	4,—	4,50	5,—	5,—				5,—	
1959 8 janvier ...	3,25	3,25	3,75	4,25	4,75	4,75				4,75	
24 décembre .	4,—	4,—	4,50	4,75	5,25	5,25				5,—	
1960 4 août	5,—	5,—	5,50	5,75	6,25	6,25				6,25	
		représentatives									
		d'importations	d'exportations								
10 novembre .	5,—	5,—	4,—	5,50	5,75	6,25	6,25			6,25	
1961 24 août	4,75	4,75	3,75	5,25	5,50	6,—	6,—			6,—	
								Certificats de trésorerie émis au taux de 1 15/16 %	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 180 jours	Certificats de trésorerie émis à plus de 180 jours et à maximum 360 jours	
28 décembre .	4,50	4,50	3,50	5,—	5,25	5,75	5,75	2,25	4,50	5,25	5,75
1962 18 janvier ...	4,25	4,25	3,25	4,75	5,—	5,50	5,50	2,25	4,25	5,—	5,50
22 mars	4,—	4,—	3,—	4,50	4,75	5,25	5,25	2,25	4,—	4,50	5,25
9 août	3,75	3,75	3,—	4,25	4,50	5,—	5,—	2,25	3,75	4,25	5,—
6 décembre .	3,50	3,50	2,75	4,—	4,50	5,—	5,—	—	3,50	4,—	5,—
1963 18 juillet	4,—	4,—	3,25	4,50	5,—	5,50	5,50	—	4,—	4,50	5,50
31 octobre ...	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,50	5,25	6,25
1964 4 février ...	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,75	5,50	6,50

¹ Intitulé avant le 21 mars 1957 : Certificats de trésorerie ayant maximum 12 mois à courir.

² Y compris les certificats de trésorerie à plus de 12 mois. — Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

* Quotité de l'avance au 29 février 1964

Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 360 jours ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note ²) max. 80 %

XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Moyenne ¹	
1958	1,41
1959 Du 1-1 au 16-11 ...	1,01
Du 17-11 au 31-12 ...	2,11
1960	2,80
1961	2,57
1962	2,13
1963	2,28
1963 Avril	1,78
Mai	2,07
Juin	2,19
Juillet	2,87
Août	2,49
Septembre	2,55
Octobre	2,16
Novembre	2,78
Décembre	2,73
1964 Janvier	3,16
Février	3,24
Mars	3,77

XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

A fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme ²				Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes ³	Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication ⁷			
	1 mois	2 mois	3 mois	4 mois			6 mois	9 mois	12 mois	
1958										
1959 Du 1-1 au 16-11 ...										
Du 17-11 au 31-12 ...										
1960	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	1959 6 janv.	3,398	3,646	3,860	
1961	3,50	3,75	4,—	4,25	4,25	1960 5 janv.	4,171	*	4,354	
						1961 6 janv.	4,862	4,925	4,956	
1962	2,50	2,75	3,—	—	3,30	3,27	1962 4 janv.	4,283	4,364	*
							1963 3 janv.	3,360	3,416	3,450
1963 Mars ...	2,50	2,75	3,—	—	3,35	3,35	1963 2 avril	3,451	3,505	3,550
Avril ...	2,50	2,75	3,—	—	3,40	3,40	7 mai	3,500	3,542	3,588
Mai ...	2,50	2,75	3,—	—	3,40	3,40	4 juin	3,541	3,600	3,650
Juin ...	2,50	2,75	3,—	—	3,40	3,40	2 juil.	3,566	3,600	3,675
Juillet .	2,80	3,10	3,40	—	3,75	3,65	6 août	3,875	3,900	4,000
Août ...	2,80	3,10	3,40	—	3,80	3,80	3 sept.	3,900	3,950	4,037
Sept. ...	2,85	3,15	3,45	—	3,85	3,82	8 oct.	4,075	4,200	4,120
Oct. ...	3,25	3,50	3,75	—	4,—	3,92	12 nov.	*	*	4,500
Nov. ...	3,30	3,60	3,90	—	4,20	4,18	10 déc.	*	4,600	4,750
Déc. ...	3,50	3,80	4,10	—	4,35	4,31	1964 14 janv.	4,750	4,800	4,750
1964 Janv. .	3,60	3,90	4,20	—	4,55	4,46	11 févr.	4,850	4,950	5,050
Févr. .	3,65	3,95	4,25	—	4,65	4,64	10 mars	4,900	5,000	*
Mars ...	3,75	4,00	4,25	—	4,75	4,72				

¹ Les moyennes publiées ci-dessous sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. Jusqu'au 16 novembre 1959, moyenne arithmétique simple des taux uniques journaliers. Depuis le 17 novembre 1959 : moyenne pondérée par les montants des capitaux empruntés, des taux journaliers moyens. Nous signalons que l'I.R.G. établit ses moyennes en comptant le nombre total de jours du mois.

² Cf. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 9233).

³ Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques, soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957; les certificats de trésorerie B ont été créés par la conversion, à concurrence de 8,9 milliards de la dette à court terme logée à l'époque dans les banques, le solde de cette dette, soit 20 milliards étant converti en certificats de trésorerie A à 12 mois et à 1 15/16 p.c. (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, *Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8030). Par l'A.R. du 20-12-1962, les certificats A ont été convertis en un « Emprunt Spécial de Conversion de 1962 » remboursable en 20 ans et divisé en trois tranches (10.000, 5.000 et 4.820 millions) portant intérêt au taux de 8,50 % l'an à partir du 1-1-1962, 31-12-1966 et 31-12-1971 respectivement. Avant ces dates le taux reste fixé à 1 15/16 % l'an. L'encours des certificats de trésorerie B ne varie pas; le 8 avril 1960 il a cependant été porté à 9,1 milliards par conversion de certificats de trésorerie A. A partir de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, les certificats de trésorerie A et B et les certificats du Fonds des Rentes ont été les seuls effets publics éligibles pour constituer la couverture dite « partielle » des dépôts à un mois au plus des banques de grande et de moyenne circulation jusqu'à la suppression de cette couverture le 1er janvier 1962. Jusqu'à la fin de 1961, le taux des certificats de trésorerie B et des certificats du Fonds des Rentes a été lié au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées domiciliées en banque; depuis le 1er janvier 1962, le taux des certificats du Fonds des Rentes est fixé par des adjudications hebdomadaires qui déterminent également les taux des certificats de trésorerie B.

⁴ Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.

⁵ Moyenne pondérée des taux fixés par les adjudications hebdomadaires du mois.

⁶ Taux unique, valable pour tous les certificats adjugés (taux le plus élevé retenu par le Fonds des Rentes).

⁷ Jusqu'à la fin de 1963, taux moyens pondérés par les montants des certificats adjugés. A partir de janvier 1964, taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus par le Trésor).

* Pas d'adjudication.

**XIX - 4. — TAUX DES DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES
ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

A fin de période	Tarif I 1 Compte de dépôt à					Caisse Générale d'Epargne (Dépôts d'épargne des particulières)		
	vue	15 jours de préavis 2	Terme 2			jusqu'à 75.000 F	de 75.001 à 150.000 F	au-delà de 150.000 F
			1 mois	3 mois	6 mois			
1954	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,00	1,50	0,50
1955	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	jusqu'à 100.000 F	de 100.001 à 150.000 F	au-delà de 150.000 F
1956	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,00	1,50	0,50
1957	0,50	1,25	2,30	2,70	3,15	jusqu'à 200.000 F	au-delà de 200.000 F	3,00
1958	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15	jusqu'à 250.000 F	au-delà de 250.000 F	3,00 ³
1959	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,00	2,00	3,00 ³
1960	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,00 ³	2,00 ³	3,00 ³
1961	0,50	1,30	2,40	3,15	3,30	3,00 ³	2,00 ³	3,00 ³
1962	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00 ³	2,00 ³	3,00 ³
1963	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50	3,00 ³	2,00 ³	3,00 ³
1963 Mars	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	2,75 ³	2,00 ³	2,75 ³
Avril	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	2,75 ³	2,00 ³	3,00 ³
Mai	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00 ³	2,00 ³	3,00 ³
Juin	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00 ³	2,00 ³	3,00 ³
Juillet	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00 ³	2,00 ³	3,00 ³
Août	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00 ³	2,00 ³	3,00 ³
Septembre	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00 ³	2,00 ³	3,00 ³
Octobre	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00 ³	2,00 ³	3,00 ³
Novembre	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50	3,00 ³	2,00 ³	3,00 ³
Décembre	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50	3,00 ³	2,00 ³	3,00 ³
1964 Janvier	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50	3,00 ³	2,00 ³	3,00 ³
Février	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50	3,00 ³	2,00 ³	3,00 ³
Mars	0,50	1,20	2,30	3,30	3,80	3,00 ³	2,00 ³	3,00 ³

¹ Tarif appliqué par environ 25 banques, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales appliquent en général un tarif supérieur. — ² De novembre 1957 à la fin de 1961 les taux des dépôts à préavis et à terme ont fluctué en fonction du taux d'escompte de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque. Depuis le début de 1962, leurs variations, décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture, font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la Banque Nationale de Belgique et l'Association Belge des Banques. — ³ Prime de fidélité égale à 10 % des intérêts acquis sur toutes sommes restées en dépôt pendant l'année civile entière. Pour les sommes jusqu'à 250.000 F, pas de majoration en 1959. Pour les dépôts excédant 250.000 F, la prime de fidélité est appliquée depuis le 1-1-1960.

**XIX - 5. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Début de période	Dette unifiée	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance de 5 à 20 ans		Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée)
	(rendement en regard au cours seulement)	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	
	4 % 1 ^{re} s.	3,5 à 5,5 %	3 à 5,5 %	4 à 5,75 %	3 à 6 %	
1955	4,20	—	3,89 ¹	4,59 ²	—	4,46
1956	4,18	—	3,99 ¹	4,63	4,71	4,57
1957	4,47	—	5,17 ¹	5,54	5,59	5,45
1958	4,93	—	5,53 ¹	6,47	6,51	6,41
1959	4,29	—	4,44	4,85	4,93	4,85
1960	4,21	4,72	4,79	5,21	5,10	5,11
1961	4,39	5,55	5,69	6,07	5,80	5,89
1962	4,40	5,21	5,34	5,74	5,70	5,64
1963	4,05	4,54	4,50	4,96	5,02	4,94
1963 Mars	4,02	4,38	4,27	4,64	4,70	4,62
Avril	4,01	4,67	4,42	4,90	4,83	4,83
Mai	4,00	4,59	4,41	4,91	4,85	4,84
Juin	4,00	4,60	4,51	4,94	4,88	4,88
Juillet	4,03	4,71	4,54	5,03	4,92	4,94
Août	4,02	4,71	4,50	5,03	4,95	4,95
Septembre	4,02	4,74	4,47	5,02 ³	4,95 ³	4,94 ³
Octobre	4,02	4,84	4,67	5,12 ³	5,01 ³	5,03 ³
Novembre	4,03	4,89	4,82	5,17 ³	5,08 ³	5,09 ³
Décembre	4,03	4,99	4,87	5,26 ³	5,16 ³	5,18 ³
1964 Janvier	4,04	5,04	4,92	5,32 ³	5,21 ³	5,23 ³
Février	4,09	5,36	5,16	5,54 ³	5,38 ³	5,45 ³
Mars	4,07	5,34	5,18	5,51 ³	5,44 ³	5,44 ³

* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

¹ Emprunts aux taux de 4 et 4,5 %. — ² Emprunts aux taux de 4,25 et 4,5 % — ³ Uniquement pour les emprunts émis avant le 1^{er} décembre 1962.

N. B. — Méthode d'établissement : voir *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.), XXXI^e année, vol. I, n^o 2, février 1956.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVI^e année, vol. I, n^o 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVII^e année, vol. I, n^o 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » ; XXXII^e année, vol. II, n^o 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, vol. I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis 1		France		Grande-Bretagne		Italie		Pays-Bas		Suède		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 1-1-1956		3,50		2,50		3,—		4,50		4,—		2,50		3,75		1,50
1956 Mars	8	4,50														
Avril			13	2,75												
Mai	19	5,50														
Août			24	3,—							25	3,25				
Septembre .	6	5,—														
Octobre ...											22	3,75				
Novembre .													22	4,—		
1957 Janvier ...	11	4,50														
Février ...							7	5,—								
Avril					11	4,—										
Mai															15	2,50
Juillet ...											17	4,25	11	5,—		
Août			23	3,50	12	5,—					16	5,—				
Septembre .	19	4,—					19	7,—								
Novembre .			15	3,—												
1958 Janvier ...	17	3,50	24	2,75							24	4,50				
Mars			7	2,25			20	6,—			25	4,—				
Avril			18	1,75												
Mai							22	5,50					3	4,50		
Juin	27	3,—					19	5,—	7	3,50	14	3,50				
Août							14	4,50								
Septembre .			12	2,—												
Octobre ...					16	4,50										
Novembre .			7	2,50			20	4,—			15	3,—				
1959 Janvier ...	10	2,75									21	2,75				
Février ...					5	4,25									26	2,—
Mars			6	3,—												
Avril					23	4,—										
Mai			29	3,50												
Septembre .	4	3,—	11	4,—												
Octobre ...	23	4,—														
Novembre .											16	3,50				
1960 Janvier ...							21	5,—					15	5,—		
Juin	3	5,—	10	3,50			23	6,—								
Août			12	3,—												
Octobre ...					6	3,50	27	5,50								
Novembre .	11	4,—														
Décembre .							8	5,—								
1961 Janvier ...	20	3,50														
Mai	5	3,—														
Juillet ...							25	7,—								
Octobre ...							5	6,50								
Novembre .							2	6,—								
1962 Mars							8	5,50								
Mars							22	5,—								
Avril							26	4,50			25	4,—	6	4,50		
Juin													8	4,—		
1963 Janvier ...							3	4,—			8	3,50	18	3,50		
Juin													14	4,—		
Juillet ...			17	3,50												
Novembre .					14	4,—										
1964 Janvier ...											6	4,—	31	4,50		
Février ...							27	5,—								

1 Federal Reserve Bank of New York.
Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 7 février	1964 6 février	1963 7 mars	1964 5 mars
ACTIF								
Encaisse or	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322
Disponibilités à vue à l'étranger	3.969	5.744	9.985	13.355	14.198	17.615	14.763	17.640
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹ .....	...	656	1.314	2.546	2.546	2.597	2.546	2.660
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna- tional</i>				2.204	2.204	2.263	2.204	2.309
<i>Autres opérations</i>				342	342	334	342	351
Annuités de Prêt de la B.I.R.D.	—	—	—	—	—	630	—	630
Monnaies divisionnaires	101	23	18	8	23	18	10	32
Comptes courants postaux	669	561	553	481	548	790	599	745
Prêts à l'Etat ²	6.500	6.500	6.500	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	2.640	901	2.358	3.221	4.400	4.247	4.350	4.427
Portefeuille d'escompte	16.392	18.851	18.675	20.608	16.700	17.774	16.281	16.719
Effets représentatifs de crédits à court terme :								
<i>Effets escomptés sur la France</i>	4.232	5.118	5.846	6.310	6.066	8.638	6.832	6.227
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i>	1	1	1	1	1	...	1	..
<i>Effets garantis par l'Office des céréales</i> ⁴	699	873	797	1.223	961	384	628	436
<i>Obligations cautionnées</i>								2.933
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :								
<i>Prêts spéciaux à la construction</i>	11.460	12.854	12.031	13.074	9.672	8.752	8.820	3.439
<i>Autres crédits à moyen terme</i>								3.684
Effets négociables achetés en France ⁵	2.827	3.554	2.878	2.412	2.331	2.973	2.552	3.518
Avances à 30 jours sur effets publics ...	169	205	187	166	160	17	148	21
Avances sur titres	83	70	74	67	66	73	61	78
Avances sur or .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets en cours de recouvrement	863	529	553	870	486	559	442	563
Divers	627	764	834	885	1.113	1.153	1.091	1.304
Total ...	39.162	42.680	48.251	54.391	52.343	58.218	52.615	58.109

PASSIF

Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	34.947	39.320	44.348	50.082	48.873	54.290	49.209	54.384
Comptes créditeurs :	2.943	2.066	2.590	2.718	1.942	2.225	1.918	2.020
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	...	1	...	1	...	...	...	1
<i>Comptes des banques, institutions et personnes étrangères</i>	1.965	967	1.561	200	212	240	212	236
<i>Comptes courants des banques et institutions financières françaises</i> .				1.291	666	796	672	726
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>				978	1.098	1.029	1.226	1.064	1.189	1.034	1.057
Capital de la Banque	150	150	150	150	150	250	150	250
Divers	1.122	1.144	1.163	1.441	1.378	1.453	1.338	1.455
Total ...	39.162	42.680	48.251	54.391	52.343	58.218	52.615	58.109

¹ Convention du 27 juin 1940.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 3 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁵ Décret du 17 juin 1938.

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1960 29 February	1961 28 February	1962 28 February	1963 28 February	1968 6 February	1964 5 February	1968 6 March	1964 6 March
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	--------------------	--------------------	-----------------	-----------------

Issue Department

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	2.136	2.237	2.313	2.338	2.338	2.438	2.338	2.488
Other Securities	1	1	1	1	1	1	1	1
Coin other than Gold Coin	2	1	...	...	...	...	...	...
Amount of Fiduciary Issue	2.150	2.250	2.325	2.350	2.350	2.450	2.350	2.500
Gold Coin and Bullion .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	2.150	2.250	2.325	2.350	2.350	2.450	2.350	2.500

Notes Issued :								
In Circulation	2.116	2.212	2.302	2.309	2.295	2.407	2.316	2.444
In Banking Department	34	38	23	41	55	43	34	56
Total ...	2.150	2.250	2.325	2.350	2.350	2.450	2.350	2.500

Banking Department

Government Securities	274	425	507	266	204	248	229	239
Other Securities :								
Discounts and Advances	33	28	44	54	64	27	61	34
Securities	20	19	20	22	20	24	22	26
Notes	34	38	23	41	56	43	34	56
Coin	1	1	1	1	1	1	1	1
Total ...	362	511	595	384	345	343	347	356

Capital	15	15	15	15	15	15	15	15
Rest	4	4	4	4	4	3	4	4
Public Deposits :								
(including Exchequer, Savings Banks, Commissioners of National Debt, and Dividend Accounts)	12	18	13	11	14	11	14	11
Special Deposits	—	155	241	—	—	—	—	—
Other Deposits :								
Bankers	264	251	249	280	242	242	242	255
Others Accounts	67	68	73	74	70	72	72	71
Total ...	362	511	595	384	345	343	347	356

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1961 31 December	1962 31 December	1963 31 December	1963 6 February	1964 5 February	1963 6 March	1964 6 March
ASSETS							
Gold certificate account	15.445	14.430	13.819	14.382	13.819	14.332	13.774
Redemption fund for F.R. notes	1.170	1.266	1.418	1.275	1.411	1.263	1.407
Total gold certificates reserves ...	16.615	15.696	15.237	15.657	15.230	15.595	15.181
Cash	320	288	182	433	310	406	267
Discounts and advances	130	38	63	251	423	212	77
Acceptances :							
Bought outright	48	52	70	59	64	54	62
Held under repurchase agreement	3	58	92	10	3	—	15
U.S. Government securities :							
Bought outright :							
Bills	3.193	2.442	4.142	2.433	3.852	2.435	4.011
Certificates	1.699	13.182	7.066	13.182	7.066	13.580	3.265
Notes	19.984	10.717	17.729	10.687	17.729	10.289	21.621
Bonds	3.846	4.137	4.645	4.164	4.645	4.164	4.555
Total bought outright ...	28.722	30.478	33.582	30.466	33.292	30.468	33.452
Held under repurchase agreement	159	342	11	494	83	84	—
Total U.S. Government securities ...	28.881	30.820	33.593	30.960	33.375	30.552	33.452
Total loans and securities	29.062	30.968	33.818	31.280	33.865	30.818	33.606
Cash items in process of collection	6.125	6.518	6.435	4.805	5.400	5.107	5.437
Bank premises	111	104	104	104	103	104	103
Other assets	237	357	400	482	610	336	562
Total assets ...	52.470	53.931	56.176	52.761	55.518	52.366	55.156

LIABILITIES

Federal Reserve notes	28.802	30.151	32.381	29.200	31.262	29.392	31.309
Deposits :							
Member bank reserves	17.387	17.454	17.049	17.006	17.479	16.494	16.874
U.S. Treasurer - general account	465	597	880	836	635	857	947
Foreign	279	247	171	196	137	184	136
Other	320	424	291	297	206	198	203
Total deposits ...	18.451	18.722	18.391	18.335	18.457	17.733	18.160
Deferred availability cash items	3.825	3.584	3.835	3.660	4.122	3.672	3.990
Other liabilities and accrued dividends ...	59	73	82	73	80	67	92
Total liabilities ...	51.137	52.530	54.689	51.268	53.921	50.864	53.551

CAPITAL ACCOUNTS

Capital paid in	445	467	497	473	504	474	558
Surplus	888	934	990	934	990	934	990
Other capital accounts .....	...	...	...	86	103	94	107
Total liabilities and capital accounts ...	52.470	53.931	56.176	52.761	55.518	52.366	55.156
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	126	86	92	84	92	84	97
Ratio of gold certificate reserves to deposit and F.R. note liabilities combined ...	34,8 %	31,8 %	29,7 %	32,5 %	30,2 %	32,7 %	30,3 % ²

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

² « F.R. note liabilities combined » includes \$ 645 million of Federal Reserve notes of other Federal Reserve Banks netted out of the consolidated statement shown above.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK

(miljoenen guldens)

	1959 31 december	1960 31 december	1961 31 december	1962 31 december	1963 4 februari	1964 3 februari	1963 4 maart	1964 9 maart
ACTIVA								
Goud	4.281	5.487	5.698	5.698	5.698	5.770	5.698	5.770
Vorderingen en geldwaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	786	1.107	484	586	572	937	560	825
Buitenlandse betaalmiddelen	1	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens	71	40	14	7	7	21	7	26
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto	6	...	48	...	...	...	...	...
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 ^e van de Bankwet 1948)	547	249	523	597	310	405	310	405
Voorschotten in rekening-courant (incl. beleningen)	62	12	52	72	4	40	3	41
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munteu	35	51	21	13	14	15	15	16
Belegging van kapitaal en reserves	165	174	183	183	183	179	183	180
Gebouwen en inventaris	1	1	1	1	1	1	1	1
Diverse rekeningen	12	12	8	10	10	14	12	17
Totaal ...	5.967	7.133	7.032	7.167	6.799	7.382	6.789	7.281

PASSIVA								
Bankbiljetten in omloop	4.513	4.900	5.279	5.758	5.527	6.069	5.623	6.054
Bankassignaties .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	1.139	1.603	1.421	1.036	894	977	813	890
's Rijks schatkist	528	934	995	620	410	855	310	674
Banken in Nederland	484	519	283	283	360	56	356	183
Andere ingezetenen	127	150	143	133	124	66	147	33
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	65	59	77	112	122	68	82	68
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	56	48	71	106	119	66	80	62
Andere niet-ingezetenen	9	11	6	6	3	2	2	6
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	6	320	14	18	16	17	30	17
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	152	164	168	168	168	168	168	168
Diverse rekeningen	72	67	53	55	52	63	53	64
Totaal ...	5.967	7.133	7.032	7.167	6.799	7.382	6.789	7.281

N. B. Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte munt- biljetten	105	110	69	63	62	61	61	60
--	-----	-----	----	----	----	----	----	----

XX · 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1959 dicembre	1960 dicembre	1961 dicembre	1962 dicembre	1962 ottobre	1963 ottobre	1962 novembre	1963 novembre
Oro in cassa	5	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000
Oro all'estero dovuto dallo Stato	2	—	—	—	—	—	—	—
Cassa ¹	11	10	13	12	14	26	11	20
Portafoglio ²	430	443	500	616	565	745	579	744
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Anticipazioni ³	46	64	107	260	150	347	133	337
Prorogati pagamenti	—	7	6	12	1	38	3	6
Ufficio italiano dei cambi	—	1.257	1.810	2.146	1.930	1.928	2.035	1.819
Disponibilita in divisa all'estero	62	63	63	63	63	63	64	63
Titoli emessi o garantiti dallo Stato	70	75	83	244	102	153	202	115
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Debitori diversi	2.191	119	123	132	172	234	144	246
Partite varie	3	2	—	—	—	—	—	—
Anticipazioni temporanee al Tesoro	77	64	—	—	—	—	—	—
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	343	485	485	485	485	440	485	440
Emissioni per forze alleate	145	—	—	—	—	—	—	—
Impieghi in titoli per conto del Tesoro ...	128	20	—	—	—	—	—	—
C/c servizio tesoreria	—	—	—	—	—	43	—	272
Servizi diversi per conto dello Stato	—	—	1	—	...	—	...	—
Spese	44	43	45	56	35	46	37	48
Totale attivo ...	3.557	3.652	4.236	5.026	4.517	5.063	4.693	5.110
Circolazione dei biglietti ⁴	2.237	2.424	2.779	3.235	2.758	3.281	2.815	3.328
Vaglia assegni e debiti a vista ⁵	28	23	39	43	20	16	25	23
Conti in correnti liberi	130	117	118	122	72	45	78	43
Conti correnti vincolati	772	694	797	988	726	1.339	935	1.308
Creditori diversi	173	170	189	237	237	301	218	325
C/c servizio tesoreria	146	159	263	320	639	...	554	...
C/c servizio tesoreria — Fondo speciale .	17	—	—	—	—	—	—	—
Servizi diversi per conto dello Stato	5	16	—	18	23	26	24	26
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	2	3	4	4	4	5	4	5
Fondo di riserva straordinario	2	2	2	2	2	3	2	3
Rendite	45	44	45	57	36	47	38	49
Totale passivo e patrimonio ...	3.557	3.652	4.236	5.026	4.517	5.063	4.693	5.110
Depositanti di titoli e valori	3.604	4.407	4.775	4.845	5.097	4.908	4.781	4.729
¹ Compresa monete di Stato	8	5	6	8	8	6	8	6
² Compreso finanziamento ammassi	—	437	482	588	550	597	569	589
³ Compresa operazioni con privati	—	3	3	4	4	2	4	2
⁴ Compresi biglietti presso il Tesoro	2	2	2	3	2	2	1	—
⁵ Compresi vaglia e assegni	16	14	21	18	14	12	17	14

XX · 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1961 31 Dezember	1962 31 Dezember	1963 31 Dezember	1963 7 Februar	1964 7 Februar	1963 7 März	1964 6 März
AKTIVA							
Gold	14.426	14.490	15.138	14.684	15.159	14.705	15.176
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	11.387	10.929	12.894	10.245	12.591	10.376	13.459
Sorten, Auslandswechsel und -schecks ...	292	329	417	267	342	284	341
Kredite an internationalen Einrichtungen und Konsolidierungskredite	2.442	2.289	2.122	2.289	2.121	2.288	2.120
<i>darunter : a) aus der Abwicklung der E.Z.U.</i>	1.038	897	751	896	750	896	750
<i>b) an Weltbank</i>	1.342	1.342	1.342	1.342	1.342	1.342	1.342
Deutsche Scheidemünzen	57	45	81	88	126	85	134
Postcheckguthaben	281	546	376	165	138	164	134
Inlandswechsel	1.146	1.967	1.647	1.448	1.314	2.302	1.594
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen .....	...	...	125	...	65	...	30
Lombardforderungen	220	158	208	23	19	22	31
Kassenkredite	167	739	1.749	148	791	59	425
Wertpapiere	1.484	1.369	1.222	1.353	1.189	1.345	1.185
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	3.432	4.958	3.990	3.698	2.408	3.917	2.957
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationalen Einrichtungen	2.636	2.156	2.294	2.113	2.294	2.164	2.371
Forderungen an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe und Änderung der Währungsparität ...	3.778	3.703	3.595	3.703	3.595	3.703	3.595
Sonstige Aktiva	307	253	406	232	223	271	231
	42.055	43.931	46.264	40.456	42.376	41.685	43.783

PASSIVA							
Banknotenumlauf	22.992	24.147	25.426	22.327	23.657	23.156	24.620
Einlagen von	16.600	16.795	18.006	15.525	15.916	15.888	16.280
<i>Kreditinstituten (einschliesslich Post- scheck- und Postsparkassendämter) ...</i>	11.615	12.232	13.607	10.866	11.927	11.329	12.511
<i>Öffentlichen Einlegern</i>	4.733	4.284	4.126	4.417	3.748	4.310	3.517
<i>Andere inländischen Einlegern</i>	252	279	273	242	241	249	252
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft	368	374	270	381	331	373	329
<i>Einlagen ausländischer Einleger</i>	274	353	234	355	293	340	286
<i>Sonstige</i>	94	21	36	26	38	33	43
Rückstellungen	867	950	1.076	950	1.076	950	1.076
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	588	638	701	638	701	638	701
Sonstige Passiva	350	737	495	345	405	390	487
	42.055	43.931	46.264	40.456	42.376	41.685	43.783

XX . 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1963 7 février	1964 7 février	1964 7 mars	1963 7 mars
ACTIF								
Encaisse or	9.455	11.078	11.078	12.204	10.648	11.040	10.650	11.024
Devises	583	842	867	1.083	813	929	765	857
Portefeuille effets sur la Suisse	53	70	124	142	81	89	65	79
<i>Effets de change</i>	53	70	79	107	81	89	65	79
<i>Rescriptions de la Confédération suisse</i> .....	...	...	45	35	...	...	...	...
Avances sur nantissement	38	66	72	97	7	11	10	15
Bons du Trésor de l'étranger en FS	—	—	207	207	207	207	207	207
Titres	43	43	43	52	43	53	43	55
<i>pouvant servir de couverture</i>	1	17	16	...	16	...	16	...
<i>autres</i>	42	26	27	52	27	53	27	55
Correspondants :	52	65	88	71	18	15	23	18
<i>en Suisse</i>	45	58	78	62	5	5	7	8
<i>à l'étranger</i>	7	7	10	9	13	10	16	10
Autres postes de l'actif	30	30	41	35	27	32	28	33
Total ...	10.254	12.194	12.985	13.891	11.844	12.376	11.791	12.288

PASSIF

Fonds propres	52	53	54	55	54	55	54	55
Billets en circulation	6.854	7.656	8.506	9.035	7.570	8.179	7.715	8.291
Engagements à vue	2.756	2.947	2.800	3.188	2.584	2.488	2.380	2.287
<i>Comptes de virements des banques du commerce et de l'industrie</i>	2.288	1.996	2.294	2.700	2.295	2.048	2.099	1.957
<i>Autres engagements à vue</i>	468	951	506	488	289	440	281	330
Comptes de virements de banques temporairement liés	—	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035
Engagements à terme	390	293	373	357	400	400	400	400
Autres postes du passif	202	210	217	221	201	219	207	220
Total ...	10.254	12.194	12.985	13.891	11.844	12.376	11.791	12.288

Références bibliographiques : *International Financial Statistics (F.M.I.)*. — *Banque de France* : « Compte rendu des opérations ». — *Report of the Bank of England*. — *Federal Reserve Bulletin*. — *De Nederlandsche Bank* : Verslag over het boekjaar. — *Banca d'Italia* : Bollettino. — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse* (rapports).

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif	31	31	30	30	31	31	Passif	31	31	30	30	31	31
	décembre	décembre	novembre	novembre	janvier	janvier		décembre	décembre	novembre	novembre	janvier	janvier
	1962	1968	1962	1968	1963	1964		1962	1963	1962	1963	1963	1964
I. Or en lingots et monnayé	1.883	1.603	2.538	1.998	2.378	2.468	I. Capital :						
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	49	40	48	39	43	46	Actions libérées de 25 %	125	125	125	125	125	125
III. Portefeuille réescomptable ...	667	729	265	586	353	642	II. Réserves	25	25	25	25	25	25
IV. Effets div. remobilis. sur dem.	9	96	9	99	9	78	1. Fonds de Réserve légale	12	12	12	12	12	12
V. Dépôts à terme et avances : ...	1.344	1.666	1.189	1.616	1.194	1.354	2. Fonds de réserve générale .	13	13	13	13	13	13
a) à 3 mois au maximum ...	1.184	1.427	982	1.393	1.043	1.113	III. Dépôts (or) :	2.214	2.733	2.178	2.510	2.187	2.793
b) à 3 mois au maximum (or)	3	3	3	4	3	3	1. Banques centrales :						
c) de 3 à 6 mois	121	227	168	216	112	222	a) de 9 à 12 mois	38	21	38	21	—	—
d) de 6 à 9 mois	29	9	20	3	26	9	b) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	38	21
e) de 9 à 12 mois	4	—	12	—	3	7	c) de 3 à 6 mois	10	10	21	10	10	11
f) à plus d'un an	3	—	4	—	7	—	d) à 3 mois au maximum ...	559	764	204	643	308	524
VI. Autres effets et titres :	740	1.195	687	1.129	807	978	e) à vue	1.479	1.825	1.848	1.756	1.717	2.052
1. Or :							2. Autres déposants :						
a) à 3 mois au maximum ...	3	161	17	115	3	182	a) de 9 à 12 mois	—	—	—	—	—	—
b) de 3 à 6 mois	10	—	—	50	17	—	b) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—
c) de 6 à 9 mois	75	69	17	11	116	99	c) de 3 à 6 mois	—	—	—	—	—	—
d) de 9 à 12 mois	87	41	73	95	26	21	d) à 3 mois au maximum ...	—	—	—	—	—	—
e) à plus d'un an	—	—	—	—	—	—	e) à vue	128	113	67	80	114	185
2. Monnaies :							IV. Dépôts (monnaies) :	2.160	2.180	2.236	2.485	2.281	2.379
a) à 3 mois au maximum ...	65	380	64	424	151	316	1. Banques centrales :						
b) de 3 à 6 mois	367	445	394	326	355	265	a) à plus d'un an	84	48	79	47	84	47
c) de 6 à 9 mois	34	14	14	24	42	3	b) de 9 à 12 mois	—	—	—	70	—	7
d) de 9 à 12 mois	28	24	45	25	22	28	c) de 6 à 9 mois	69	82	...	7	99	82
e) à plus d'un an	71	60	63	59	75	64	d) de 3 à 6 mois	272	364	357	448	460	415
VII. Actifs divers	1	1	1	1	1	1	e) à 3 mois au maximum ...	1.343	1.364	1.318	1.398	1.188	1.296
VIII. Fonds propres utilisés en exécution des accords de La Haye de 1930 pour placem. en Allemagne	68	68	68	68	68	68	f) à vue	19	19	18	19	19	21
Total actif ...	4.761	5.398	4.795	5.536	4.853	5.653	2. Autres déposants :						
							a) de 9 à 12 mois	—	—	—	—	4	—
							b) de 6 à 9 mois .....	...	...	...	...	...	19
							c) de 3 à 6 mois	—	6	—	—	—	—
							d) à 3 mois au maximum ...	359	275	428	480	410	473
							e) à vue	14	22	36	16	17	19
							V. Effets :						
							à 3 mois au maximum	—	77	—	140	—	78
							VI. Divers	40	54	34	47	38	49
							VII. Comptes de profits et pertes ...	8	8	8	8	8	8
							VIII. Prov. pour charges éventuelles	189	196	189	196	189	196
Total passif ...	4.761	5.398	4.795	5.536	4.853	5.653	Total passif ...	4.761	5.398	4.795	5.536	4.853	5.653

Exécution des accords de La Haye de 1930 :

Fonds placés en Allemagne : (voir note 2)	31	31	30	30	31	31	Dépôts à long terme :	31	31	30	30	31	31
	décembre	décembre	novembre	novembre	janvier	janvier		décembre	décembre	novembre	novembre	janvier	janvier
	1962	1968	1962	1968	1963	1964		1962	1963	1962	1963	1963	1964
1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank, effets de la Golddiskontbank et de l'adm. des chemins de fer et bons de l'adm. des postes (échus)	221	221	221	221	221	221	1. Dépôts des Gouvernements créanciers au Compte de Trust des Annuités (voir note 3)	153	153	153	153	153	153
2. Effets de bons du Trésor du Gouvernement allemand (échus)	76	76	76	76	76	76	2. Dépôt du Governem. allem.	76	76	76	76	76	76
Total ...	297	297	297	297	297	297	Fonds propres utilisés en exécution des accords (voir ci-dessus)	68	68	68	68	68	68

Note 1. — Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris non plus l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

Note 2. — Aux termes d'une Convention en date du 9 janvier 1953 conclue entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la Banque et qui fait partie de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes du 27 février 1953, il a été convenu que la Banque ne réclamerait pas avant le 1er avril 1966 le remboursement en principal de ses placements en Allemagne qui sont indiqués ci-dessus, y compris les intérêts arriérés et afférents à la date du 31 décembre 1952.

Note 3. — La banque a reçu de Gouvernements dont les dépôts s'élèvent à l'équivalent de francs or 149.920.880,—, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts le transfert de montants supérieurs à ceux dont elle pourra elle-même obtenir le remboursement et le transfert par l'Allemagne dans les monnaies agréées par la Banque.

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES.

A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
C.G.E.R.	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
D.U.L.B.E.A.	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization.
FEBELTEX	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
F.I.B.	Fédération des Industries Belges.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.E.S.P.	Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Centre de Recherches Economiques).
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie.
O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement économiques.
O.N.E.M.	Office National de l'Emploi.
O.N.J.	Office National pour l'achèvement de la Jonction Nord-Midi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
R.T.B.	Radiotélévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
R.V.A.	Régie des Voies Aériennes.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer Belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.C.V.	Société Nationale des Chemins de fer Vicinaux.
S.N.D.E.	Société Nationale des distributions d'Eau.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.

SIGNES CONVENTIONNELS.

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	donnée non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
est	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numérotation des tableaux		Numérotation des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.		VII. — Prix et indices de prix.	
1. Population	I - 1	1. Prix de gros mondiaux	VII - 1
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2	2. Indices des prix de gros mondiaux	VII - 2
3. Produit national brut calculé par l'analyse de la production aux prix du marché	I - 3	3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
4. Affectation du produit national :		4. Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4
a) Estimations à prix courants	I - 4a	VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	
b) Indices des estimations aux prix de 1953	I - 4b	1. Tableau général	VIII - 1
II. — Emploi et chômage.		2. Exportations par groupes de produits	VIII - 2
1. Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers)	II - 1	3. Importations par groupes de produits	VIII - 3
2. Chômage — Renseignements généraux	II - 2	4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a
3. Chômage — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3	b) Indices du volume	VIII - 4b
III. — Agriculture et pêche.		5. Orientation géographique	VIII - 5
1. Production agricole	III - 1	IX. — Balance de paiements de l'U.E.B.L.	
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	III - 2	1. Chiffres annuels	IX - 1
IV. — Industrie.		2. Chiffres semestriels et annuels (nouvelle série)	IX - 2
1. a) Indices généraux de la production industrielle ...	IV - 1	3. Chiffres trimestriels	IX - 3
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2	X. — Marché des changes.	
3. Energie	IV - 3	1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1
4. Métallurgie	IV - 4	2. Monnaies des pays membres de l'A.M.E.	X - 2
5. Construction : données annuelles	IV - 5	XI. — Finances Publiques.	
6. Construction : données mensuelles	IV - 6	1. Situation de Trésorerie	XI - 1
7. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 7	2. Recettes fiscales (par exercice)	XI - 2
V. — Services.		3. Détail des recettes fiscales	XI - 3
1. Transports :		4. Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 4
a) Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la Sabena	V - 1a	XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
b) Navigation maritime	V - 1b	1. Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1960	XII - 1
c) Navigation intérieure	V - 1c	2. Mouvements des créances et des dettes en 1960	XII - 2
2. Tourisme	V - 2	XIII. — Organismes monétaires.	
3. Commerce intérieur :		1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1
a) Indices des ventes	V - 3a	2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :	
b) Ventes à tempérament	V - 3b	a) Banque Nationale de Belgique (chiffres trimestriels et mensuels)	XIII - 2a
VI. — Revenus.		b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
1. Rémunérations des ouvriers	VI - 1	c) Banque de dépôts	XIII - 2c
2. Gains horaires bruts moyens dans l'industrie	VI - 2	d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d
		3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3
		4. Stock monétaire	XIII - 4
		5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5
		6. Bilans de la Banque Nationale de Belgique (1951-1958)	XIII - 6
		Bilans de la B.N.B. (depuis 1959)	XIII - 6
		Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 6
		7. Comptes de chèques postaux	XIII - 7
		8. Situation globale des banques	XIII - 8
		9. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en C.C.P.	XIII - 9

	Numérotation des tableaux
XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.	
4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie	XIV - 5d
6. Caisses d'épargne privées	XIV - 6
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9
10. Inscriptions hypothécaires	XIV - 10

XV. — Principales modalités de l'épargne dispo- nible à l'intérieur du pays	XV
--	-----------

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à long et moyen terme	XVI - 1
2. Principales émissions à long et moyen terme du sec- teur public	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat	XVI - 3
4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public	XVI - 4

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé.

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres men- suels cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme	XVIII - 1
3. Activité des chambres de compensation	XVIII - 3

**XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rende-
ment.**

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de Trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3

	Numérotation des tableaux
4. Taux des dépôts en francs belges dans les banques et à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 4
5. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 5

XX. — Banques d'Émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements internationaux, à Bâle	XX - 9

Principales abréviations utilisées.

Liste des graphiques :

I - 4. — P.N.B. calculé par l'analyse des dé- penses	I - 4a et b
II - 3. — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3
IV - 1. — Résultats des enquêtes sur la conjon- cture	IV - 1
IV - 2. — Indices de la production industrielle	IV - 2
IV - 7. — Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E. .	IV - 7
VI - 1. — Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure pres- tée	VI - 1
VII - 3. — Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
VII - 4. — Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4
VIII - — Commerce extérieur de l'U.E.B.L. ...	VIII
IX - — Balance des paiements de l'U.E.B.L. .	IX
XI - 4. — Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 4
XIII - 3. — Stock monétaire et liquidités quasi monétaires	XIII - 3
XIII - 9. — Montants globaux des paiements effec- tués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Rapport des flux aux stocks	XIII - 9
XIV - 5a — C.G.E.R. — Mouvements des dépôts .	XIV - 5a
XVII - 1. — Indices des cours des actions au comp- tant	XVII - 1

Prix de l'abonnement annuel { Belgique, 250 francs.
Etranger, 300 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.



IMPRIMERIE
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
L'INGÉNIEUR EN CHEF DE L'IMPRIMERIE
CH. AUSSEMS
15 SQUARE DES NATIONS, BRUXELLES 6